SÉM
SAINT-ÉTIENNE
la métropole

Saint-Christo-en-Jarez
Commune de Saint-Étienne Métropole

APPROBATION : 03/10/2019
MODIFICATION :



Plan Local d'Urbanisme

Rapport de présentation

epures
Agence d'urbanisme de la région stéphanoise

Sommaire

1

Sommaire 3

Introduction : 7
L'historique du POS au PLU 7
La démarche de révision et la concertation préalable 7

I Diagnostic : évolution et tendances actuelles 9

1- La commune et son territoire de vie 11
1-1- Situation de la commune dans son territoire 11
1-2- Repères historiques 13
1-2-1- L'histoire 13
1-2-2- L'église 14
1-2-3- Le « Château » d'Albuzy 14
1-3- Repères archéologiques 15
1-4- Territoire institutionnel et intercommunalité 17
1-4-1- Saint-Christo-en-Jarez au sein de Saint-Etienne-Métropole 17
1-4-2- Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Furan (SIDEFU) 18
1-5- Démarches engagées sur le territoire 19
1-5-1- Maîtrise d'ouvrage Etat 19
1-5-1-1- Directive territoriale d'aménagement de l'aire métropolitaine lyonnaise (planification stratégique métropolitaine) 19
1-5-2- Maitrise d'ouvrage Région 23
1-5-2-1- Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire de Rhône-Alpes 2000-2020 (planification stratégique régionale et cadre de contractualisation) 23
1-5-2-2- Gestion de la biodiversité et des continuités écologiques 24
Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) 24
Stratégie climatique régionale 25
1-5-3- Maitrise d'ouvrage agence de l'eau 25
1-5-4- Autres démarches de planification et programmations thématiques engagées par Saint-Etienne Métropole 27
1-5-4-1- Le Schéma de Cohérence Territoriale Sud Loire 27
1-5-4-2- Projet de territoire durable / agenda 21 (projet stratégique d'agglomération) 27
1-5-4-3- La convention de Fonctions d'Agglomération et de Centralité (CFAC) 28
1-5-4-4- Le programme local de l'habitat 29
1-5-4-5- Le Plan de Déplacements Urbains 30
1-5-4-6- Document d'aménagement commercial 32
1-5-4-7- Schéma de développement touristique 32
1-5-4-8- L'organisation spatiale du développement économique 33
1-5-4-9- Autres démarches engagées par Saint-Etienne Métropole : 33

2- Le contexte socio-économique et démographique 37
2-1- L'évolution de la population 37
2-2- Les Ménages 44
2-3- L'emploi et l'activité économique 48
L'emploi sur la commune 49
Emplois salariés privés 51
Catégories professionnelles des actifs de 15-64 ans de Saint Christo en Jarez 52
Une commune tournée vers l'activité agricole 52

Les exploitations agricoles localisées sur la commune 53
Les entreprises agricoles exploitant sur la commune 57
Synthèse 65
2-4- Les migrations domicile-travail 68
2-5- Le logement et les équilibres sociaux 69
2-5-1- Evolution du nombre de logements : une augmentation constante depuis 1975 69

3- Le diagnostic urbain et environnemental 76
3-1- La structure du territoire 76
3-2- Le paysage 76
3-2-1- La structure générale de paysage 76
3-2-2- Les grandes unités de paysage 79
3-2-2-1- Le paysage urbain : les entrées de ville 79
3-3- Le patrimoine 87
3-4- Les espaces économiques 88
3-5- L'organisation de l'habitat 88
3-6- Les déplacements et les transports 88
3-6-1- Le contexte territorial 88
3-6-2- Le réseau viaire 89
3-6-3- Les transports en commun 91
3-6-4- Les modes doux 93
3-6-5- Les cheminements piétons 93
3-6-6- Le sationnement 93
3-7- Les équipements, les services et l'appareil commercial 95

4- L'état initial de l'environnement 103
4-1- Cadre réglementaire et engagements politiques à atteindre 103
4-2- Les grands éléments naturels du territoire 103
La géologie et la pédologie 103
La topographie 104
L'hydrographie et l'hydrologie 105
La couverture végétale 105
4-3- Les milieux naturels et leur sensibilité 107
Les espaces agricoles 107
Les espaces boisés et naturels 108
Le patrimoine naturel, la biodiversité et les continuités écologiques 108
Les zones humides 109
4-3-1- Les continuités écologiques 111
Les éléments de connaissances produits par SEM. 118
4-4- Les risques majeurs et les nuisances 120
4-4-1- Les risques et nuisances naturels 120
4-4-1-1- Le risque d'inondation 120
4-4-2- Les risques et nuisances technologiques 122
4-4-2-1- Le risque lié au transport de matières dangereuses 122
4-5- La qualité de l'environnement 122
4-5-1- Le contexte climatique 122
4-5-2- La gestion de l'énergie et les émissions de gaz à effet de serre 122
4-5-3- La qualité de l'air 123
4-5-4- L'environnement sonore et les nuisances 126
4-5-5- La co-exposition air bruit 127
4-5-6- La ressource en eau 127
4-5-7- L'assainissement 128
4-5-8- La qualité de l'eau des rivières 129
4-5-9- Les sites et sols pollués 129
4-5-10- La gestion des déchets 129

4-5-11- Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) 131
4-6- L'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers 133

5- Synthèse du diagnostic : atouts et faiblesses, enjeux et besoins identifiés 138

II Les perspectives et les enjeux d'évolution 143

1- Les perspectives d'évolution du territoire 145
L'échelle territoriale 145
Les perspectives d'évolution à l'échelle territoriale 145
Les perspectives d'évolution à l'échelle communale 148

2- Les prévisions économiques et démographiques 148
Les projections économiques 148
Les projections démographiques 149
Le positionnement de la commune au regard des perspectives d'évolution 150
Les enjeux généraux de la commune dans son territoire de vie 151

III Les orientations d'urbanisme et d'aménagement et les dispositions du PLU 153

1- Les choix retenus pour l'établissement du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) 155
1-1- Les orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) au regard du code de l'urbanisme 155
1-2- Les orientations du PADD au regard des politiques territoriales 156
1-3- La prise en compte du développement durable 159

2- Les dispositions du PLU 161
2-1- Les choix de délimitation des zones et les évolutions apportées 161
La délimitation des zones par forme et type d'occupation (vocations particulières) 161
La délimitation des zones par mode d'urbanisation 162
Les évolutions apportées à la délimitation des zones 162
2-2- Les règles d'urbanisme et les évolutions apportées 163
2-2-1- Les évolutions communes à l'ensemble du règlement 163
2-2-2- Les différents secteurs de règlement du PLU révisé 165
2-2-3- Les secteurs de mixité sociale 179
2-3- Les orientations d'aménagement et de programmation 180
2-4- Les autres dispositions du PLU 182
La protection des entrées de ville 182
Le covoiturage 182
Les emplacements réservés aux voies et emprises publiques 182
Les éléments à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier 182
Les servitudes d'utilité publique 183

3- La prise en compte des objectifs du code de l'urbanisme et la compatibilité avec les politiques supra-communales 183
3-1- La modération de la consommation d'espace et la lutte contre l'étalement urbain 183
3-2- L'utilisation économe de l'espace : la densification des tissus urbains 183
3-3- L'équilibre entre les différentes composantes du territoire 184

3-4- La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat 184
3-5- La préservation des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques 184
3-6- La mise en œuvre d'une trame verte dans les tissus urbanisables 185
3-7- L'estimation des capacités foncières en logements 185
3-8- L'évolution des superficies urbanisables par rapport au POS précédent 193
3-9- La compatibilité avec la DTA 198
3-10- La compatibilité avec le SDAGE et le SAGE 199
3-11- La compatibilité avec le Programme Local de l'Habitat (PLH) 200
Les objectifs de production de logements du PLH 201
3-12- La compatibilité avec le Plan de Déplacements Urbains (PDU) 201
3-13- La prise en compte du Plan Climat Energie Territorial (PCAET) 202
3-14- La compatibilité avec le SCoT 204
3-15- L'incidence de l'évaluation environnementale 209

IV. Les incidences des orientations du plan sur l'environnement et la prise en compte de sa préservation et de sa mise en valeur 212

1- La préservation de la qualité des ressources et des écosystèmes 214
1-1- L'utilisation rationnelle de l'énergie, la préservation de la qualité de l'air et la lutte contre le changement climatique 214
1-2- La préservation de la qualité de l'eau, la prévention des pollutions 215
1-3- La préservation de la qualité du sol et du sous-sol 216
1-4- La préservation de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts et des continuités écologiques 217

2- La préservation et la mise en valeur des sites et paysages naturels ou urbains 217
2-1- La préservation de la qualité des paysages 217
2-2- La sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti 218

3- La prévention des risques et les nuisances 219
3-1- La prise en compte des nuisances sonores 219
3-2- La prévention des risques naturels prévisibles 219
3-2-1- Le risque d'inondation 219
3-2-2- Le risque lié au canalisation de gaz 220

V. les indicateurs d'évaluation de l'application du plan 221

ANNEXES : 221

Localisation des sites archéologiques 221

Introduction :

L'historique du POS au PLU

Le Plan d'Occupation des sols a été approuvé le 20.01.2000 par le conseil municipal. Il a par la suite fait l'objet de plusieurs modifications approuvées le 14/12/2000, le 26/09/2007 et le 23/10/2008.

Par délibération du 27/05/2010, le Conseil Municipal a sollicité la révision du Plan d'Occupation des Sols pour le transformer en Plan Local d'Urbanisme.

La loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) a rénové le cadre des documents d'urbanisme (issu de la loi d'orientation foncière du 31 Décembre 1967). Les schémas de cohérence territoriale ("SCOT") remplacent les schémas directeurs, les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) remplacent les POS.

L'esprit de la loi est de conférer au PLU un caractère de document de référence exprimant le projet d'aménagement et de développement durables du territoire tout en continuant à définir le droit des sols.

En outre, il se doit de répondre aux objectifs exprimés dans la loi, à savoir :

L'équilibre entre renouvellement urbain et développement urbain maîtrisé, développement de l'espace rural, d'une part, préservation des espaces agricoles et forestiers et protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part diversité urbaine et mixité sociale de l'habitat (urbain et rural) utilisation économe et équilibrée des espaces, maîtrise des besoins de déplacement et de circulation, préservation de l'environnement, des patrimoines urbains, prévention des risques et nuisances.

Afin de se conformer aux nouvelles dispositions et compte tenu du fait que le POS ne correspondait plus aux évolutions intervenues et aux orientations souhaitées par la commune, celle-ci a décidé de mettre en révision son POS. Le Conseil Municipal, par une délibération du 27/05/2010, et complétée par une délibération du 04/10/2012, a sollicité la révision de ce document d'urbanisme.

La démarche de révision et la concertation préalable

Conformément à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, une concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées a été mise en œuvre pendant toute la durée de l'élaboration du projet selon les modalités suivantes :

La démarche de concertation a été effectuée en plusieurs étapes :

- la mairie a informé la population de la révision de son Plan Local d'Urbanisme dans son bulletin municipal. Un questionnaire a été envoyé à la population, deux réunions publiques ont eu lieu le 29/11/2011 et le 11/12/2012.
- Un cahier a été mis à disposition en mairie pour recueillir les observations du public; ont été instruits également tous les courriers reçus en mairie pendant la période de concertation.
- Durant la concertation, une trentaine personnes se sont manifestées lors de l'ouverture du PLU à la concertation, aucune demande n'a été prise en compte car aucune n'était compatible avec le PLU. La commune invite ces personnes à se rendre à l'enquête publique pour consulter le projet de PLU arrêté et donner leur avis avant approbation de celui-ci.
- Une réunion spécifique avec la profession agricole s'est tenue en mairie le 11.07.2011
- Après de nombreuses réunions (Commissions Municipales d'Urbanisme, comité de pilotage), le PADD a été débattu une première fois le 13/10/2011 et complété le 04/10/2012. En décembre2017 la commune abandonne le projet de zone artisanale ; le PADD a été remis au débat en Conseil Communautaire le 07/12/2017.

Le Conseil Métropolitain, par délibération du 10/12/2018, a arrêté un projet de PLU.

Evaluation environnementale

Le 1er débat en Conseil Municipal sur le PADD ayant eu lieu avant le 1er février 2013, la procédure de révision du POS/PLU de St-Christo-en-Jarez n'entrait pas dans le champ d'application du décret n°2012-995 du 23 août 2012, relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme.

Suite au second débat du PADD en décembre 2017, la MRAE a été saisie le 15 décembre 2017, l'avis rendu ne soumettait pas la commune de St-Christo-en-Jarez à évaluation environnementale.

Le projet de PLU ayant continué à évoluer, un projet d'UTN a été matérialisé dans le secteur de la Côte Reymond au Clos des Muriers. Ainsi, conformément à l'article L.104-12 du code de l'urbanisme, considérant que la commune est située en zone de montagne, le projet de PLU est soumis à évaluation environnementale.



I Diagnostic : évolution et tendances actuelles

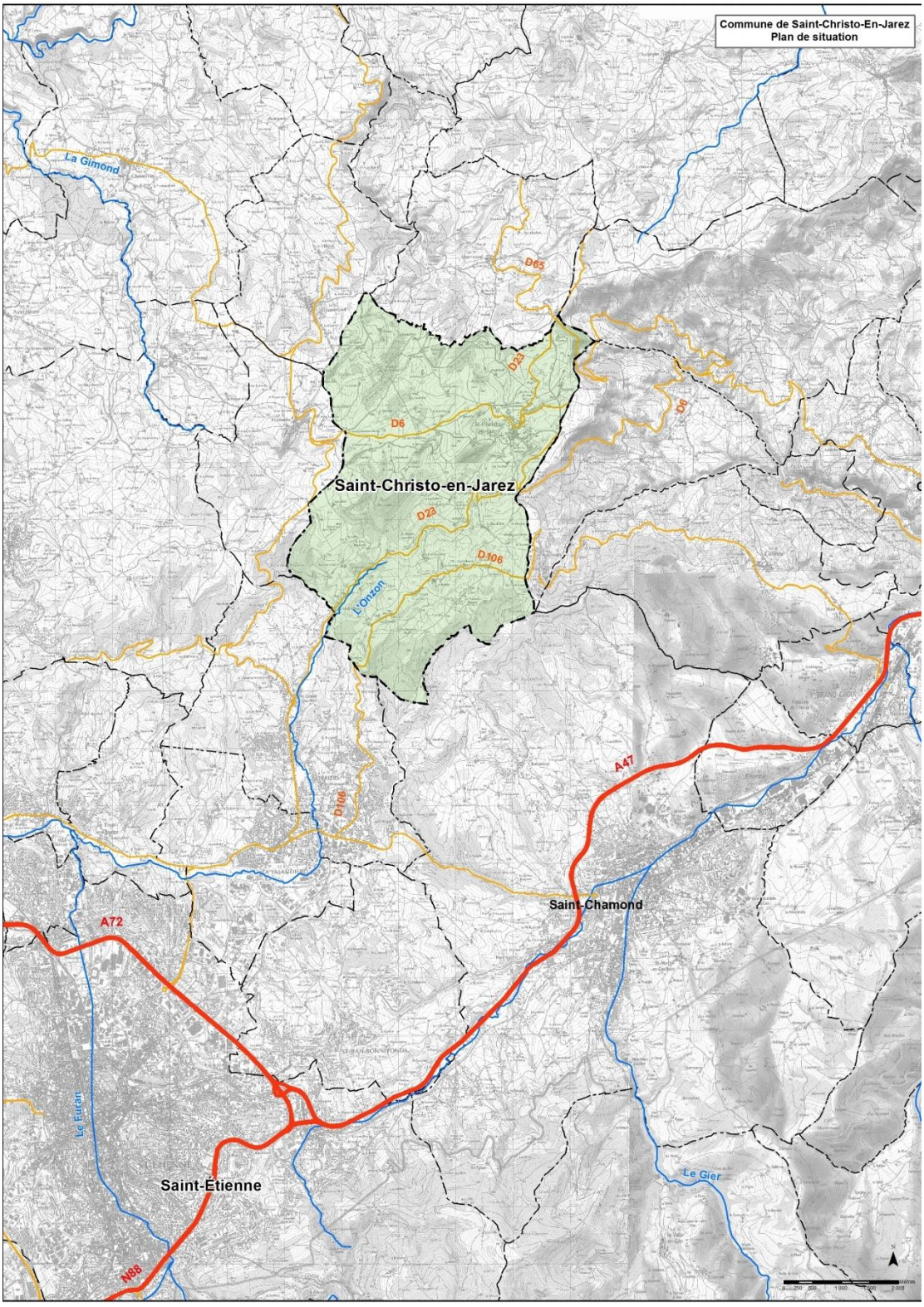
1- La commune et son territoire de vie

1-1- Situation de la commune dans son territoire

Saint-Christo-en-Jarez est une commune située dans le département de la Loire (région Rhône-Alpes). Elle se situe à une vingtaine de kilomètres de Saint Etienne et à une soixantaine de kilomètres de Lyon et fait partie de la communauté d'agglomération de Saint-Étienne Métropole. Elle est localisée dans les Monts du Lyonnais à 810 mètres d'altitude face au Mont Pilat, avec les Monts d'Auvergne au sud-ouest. La rivière de l'Onzon, le plus important affluent du Furan et donc un sous-affluent de la Loire, prend sa source dans la commune.

Saint-Christo-en-Jarez est parmi les communes qui forment la 1ère couronne stéphanoise. D'une superficie de 2 177 hectares (≈ 21,8 km2) pour une population de 1 838 habitants (source INSEE 2013) (≈82hab/km2), le territoire présente un relief assez tourmenté, composé d'une série de collines exposées au sud avec des altitudes variant de 540 m environ à 880 m. La commune de Saint-Christo-en-Jarez s'étend sur un vaste territoire délimité par les villages de Marcenod au nord, Valfleury au sud, Saint-Romain-en-Jarez à l'est et Fontanès à l'ouest.

Le centre bourg s'est développé sur le flan d'une colline, au nord-est de la commune, autour de la place de l'Eglise et ce de façon concentrique. L'urbanisation de Saint-Christo-en-Jarez s'est développée essentiellement sous forme d'habitat pavillonnaire sur les parties sud et nord du village.


Commune de Saint-Christo-En-Jarez
Plan de situation
La Gimond
D63
D23
D6
Saint-Christo-en-Jarez
D23
D106
L'Onzon
A47
D106
Saint-Chamond
A72
Le Furan
Saint-Étienne
Le Gier
N88

1-2- Repères historiques

Sources : Grande encyclopédie du Forez et des communes de la Loire

L'étymologie provient d'ecclesia S. Christophori (984) qui constitue une forme méridionale populaire du nom grec Christophoros signifiant « porteur du Christ », martyr du IIIème siècle.

Petit bourg accroché au flanc de la montagne d'où l'on découvre un large panorama sur le Pilat, le village exposé au sud-est est bien regroupé autour de son église.

1-2-1- L'histoire

Quelques documents anciens nous apprennent que Saint-Christo était jadis une modeste bourgade close qui n'eut jamais le privilège de posséder un château. C'était l'église qui servait en somme de donjon dans les circonstances difficiles. Il existait tout de même un prieuré qui est mentionné dans le cartulaire d'Aulnays dès 1250. Dans ce document, sont précisées les différentes appartenances de la « villa » ; selon les apparences, le domaine n'était pas très important, il n'avait d'ailleurs qu'une basse justice.

Une église existait donc déjà en ce temps et un texte daté de 1262 révèle qu'elle dépendait du prieuré de Saint-Romain. C'est le recteur de l'église qui gérait le cimetière et les deux tiers de ces revenus étaient versés à Saint-Rambert.

En 1263, le prieur de Valfleury décida de créer dans la paroisse un second cimetière concurrent qui devait relever de Montverdun et de la Chaise-Dieu. Ce cimetière était destiné plus particulièrement à la sépulture des moines et de leurs familles. Comme on peut bien le penser, le prieur de Saint-Romain se sentit lésé et il exigea de percevoir des droits sur ce nouveau cimetière, à savoir un tiers des oblations et un huitième des legs qui parvenaient au prieuré de Valfleury. Ce fut l'origine d'une querelle entre les deux prieurs qui furent contraints de s'en remettre à un arbitrage pour trancher le différend. Ce fut le prieur de Valfleury qui eut gain de cause.

La paroisse était en ce temps morcelée en quatre parcelles ; cet état était d'ailleurs assez fréquent en Forez notamment pour les paroisses qui n'avaient pas de château et pas de seigneur unique. Le comte de Forez y avait donc droit de garde. Par conséquent, plusieurs justices existaient à Saint-Christo et nombre de censives dépendaient des seigneurs environnants. Au XIIIe siècle, outre la censive du prieur du village, il y avait aussi celle du comte de Saint-Galmier, celle des seigneurs de Fontanès alliés aux Ronin en 1272, celle des Hospitaliers de Chazelles, celle des seigneurs de Saint-Priest et celle des seigneurs de Saint-Bonnet-les-Oules.

Si bien que l'on possède plusieurs relevés d'impôts de cette période : un de 1290, un de 1315, un de 1344. Ces documents ne sont pas aussi arides que l'on pourrait le croire et ils peuvent intéresser à plus d'un titre. Ils sont des mines de renseignements de tous ordres.

Certains nous permettent de mieux connaître les mesures utilisées alors dans la paroisse vu qu'une partie des impôts était versée en nature. On constate qu'à Saint-Christo le morcellement a entraîné une extrême diversité en la matière. Les relevés donnent sans cesse

des équivalences. On y trouve des mesures dites de Saint-Galmier, de Saint-Chamond, de Fontanès et même de Chagnon. C'est en 1315 seulement qu'apparaît la mesure de Saint-Christo.

On peut y découvrir aussi les anciens noms des villages. Dans un document de 1290 Saint-Symphorien est, par exemple, nommé Saint-Cafurin. La charte de 1315 mentionne Sant-Christolbo pour Saint-Christo. Cette graphie est assez surprenante si l'on en croit les spécialistes puisque, d'après le dictionnaire de Dufour, Saint-Christo est régulièrement écrit Sanctus Christophorus ou Christoforus depuis l'an 984 ; ce qui donna par la suite l'appellation patoise de San Cretou toujours usitée par les anciens. La forme de Sant-Christolbo est peut-être d'origine provençale, encore qu'on ne la retrouve jamais littéralement ainsi. Il se pourrait alors que le clerc qui recopia le texte fût un méridional, à moins qu'il n'ait tout bonnement déformé le nom du village parce qu'il ne le connaissait pas.

La division de la paroisse fut aussi la cause de bien des rivalités. Le seigneur de Chagnon possédait au début du XIVe siècle la haute justice sur le bourg et sur une partie de la paroisse, d'où l'utilisation de la mesure de Chagnon dans les textes cités ci-dessus. Ses prétentions furent telles que le prieur de Saint-Christo dut mettre la maison censitaire et les droits afférents en la garde du comte de Saint-Galmier en 1314. Le comte de Saint-Galmier qui était seigneur de La Tour et de Fontanès, avait des droits de justice sur une partie de Saint-Christo. Les gens du comte « évincèrent » le sire de Chagnon qui essaya de persévérer, mais en 1324 il abandonna la partie. Peut-être vendit-il ses droits de justice au chapitre de Lyon. En tout cas, en 1344, il réclama derechef ses droits contre le comte de Saint-Galmier.

Au XIVe siècle, il semble qu'une confrérie possédait la maison censitaire du prieuré, toutefois on ne trouve pas trace de cette association, aucun testament en particulier ne la mentionne. Il se pourrait qu'il y ait eu aussi alors une maladrerie puisqu'il en est question dans une charte de l'époque. Cette maison hospitalière serait assez originale, si tant est que l'on comprenne bien les textes, puisque les malades l'auraient eux-mêmes administrée.

Au-delà de cette période, l'histoire du village demeure obscure.

1-2-2- L'église

Elle fut construite en 1863 dans un style gothique par l'architecte Michaud de Roanne.

1-2-3- Le « Château » d'Albuzy

Situé à trois kilomètres environ au sud-ouest de Saint-Christo, c'est un bâtiment carré d'où émerge au nord-est une tour. La façade sud est ornée de deux tours aux angles. D'après les descriptions du début du siècle, on trouvait à l'intérieur, au premier étage, une chapelle et dans la grosse tour, deux cariatides qui semblaient avoir supporté le manteau d'une cheminée.

L'histoire de ce domaine est assez mal connue. Il est certain qu'il existait au Moyen Age car il est mentionné dans une charte de 1279, mais il est dit simple courtil et ne paraît pas avoir été un fief du seigneur de Saint-Galmier. On sait qu'un certain Matagay demeurait là en 1341, mais il n'est pas du tout sûr que la demeure existât déjà.

L'hypothèse la plus plausible est que le château a été édifié à la fin du XVIe siècle ou au début du XVIIe siècle après le mariage d'Antoine de Saint-Priest avec Catherine Peloux de Saint-Romain-Lachalm. Ce mariage fut célébré en 1588.

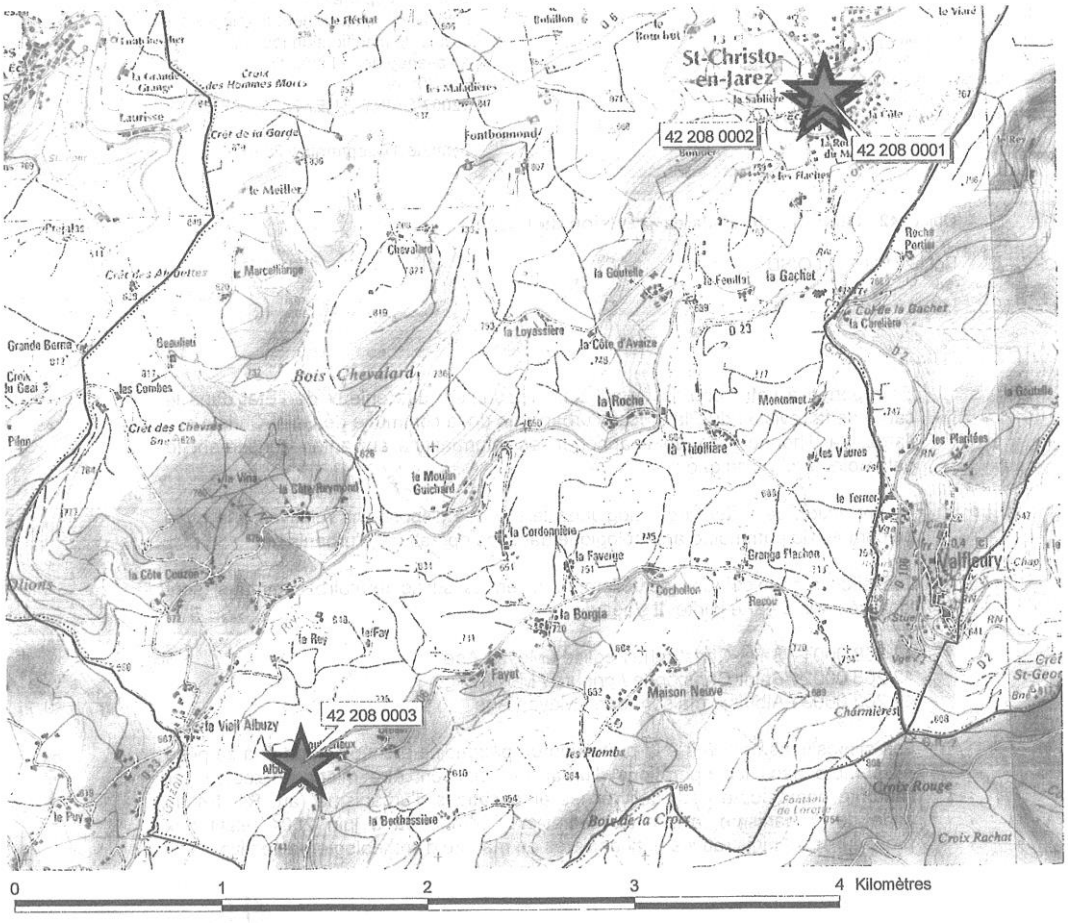
Au XVIIIe siècle, André Froton, avocat au Parlement jusqu'en 1775 fut possesseur du château. Il avait aussi le fief de Bayard à La Talaudière. Il vendit Albuzy aux Vincent, originaires de Montarcher, commerçants à Saint-Etienne ; ils devinrent plus tard les Vincent de Soleymieux.

1-3- Repères archéologiques

Plusieurs sites archéologiques sont recensés sur la commune. Ces derniers sont concentrés dans le centre bourg et dans le hameau d'Albuzy. Ont ainsi été inventoriés:

- L'église du bourg (Moyen-âge)
- Le Prieuré (Moyen-âge)
- La maison forte d'Albuzy (Moyen-âge)

Saint-Christo-en-Jarez (42)
révision du P.L.U.
sites archéologiques recensés
état septembre 2010



D.R.A.C. Rhône-Alpes - service régional de l'archéologie

1-4- Territoire institutionnel et intercommunalité

1-4-1- Saint-Christo-en-Jarez au sein de Saint-Etienne-Métropole

La commune de Saint-Christo-en-Jarez appartient administrativement au département de la Loire, à l'arrondissement de Saint-Étienne et au canton de Saint-Héand.

Depuis le 1er janvier 2017, Saint-Étienne Métropole gère, pour ses usagers, différentes missions de service public.

Née en 1995 sous le statut de Communauté de communes, avec à l'origine 22 communes membres réunies autour de Saint-Étienne, elle a grandi au fil du temps. Elle compte désormais 53 communes pour une population globale de plus de 400 000 habitants.

Communauté d'agglomération en 2001, elle est devenue Communauté Urbaine en janvier 2016. L'adoption récente, en février 2017, de la loi relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, a ouvert la voie à son évolution au statut de Métropole, effective depuis le 1er janvier 2018.

Saint-Etienne Métropole a de multiples compétences. Voici une présentation de ses principales missions.

- Transport et mobilité

Gestion du transport scolaire sur son territoire, de la maternelle au lycée, les transports en commun et encourage les modes de déplacements doux (covoiturage, VéliVert, pédibus, autopartage...).

- Déchets

Saint-Étienne Métropole collecte les déchets, les valorise et les recycle au maximum pour moins enfouir en décharge.

- Voirie

Entretenir la voirie en lien avec chacune de ses communes

- Eau potable

Contrôler la ressource en eau, l'acheminement et l'alimentation en eau potable.

- Eaux usées

Saint Etienne Métropole exerce en outre des compétences en matière d'assainissement, de contrat de rivières, d'aménagement et d'entretien de voirie d'intérêt communautaire (aménagement de parcs de stationnement d'intérêt communautaire), en matière de

protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie. Elle prend enfin en charge les équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.

- Aménagement du territoire

Le développement économique à travers la prise en charge des zones d'activités et actions économiques d'intérêt communautaire.

L'aménagement de l'espace : schéma directeur et schéma de secteur, zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire, organisation des transports urbains, élaboration des documents d'urbanisme.

L'équilibre social de l'habitat à travers le Plan Local de l'Habitat.

La politique de la ville dans la communauté à travers les dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire.

Tourisme

Saint-Étienne Métropole œuvre au développement touristique, notamment pour l'accueil de grands congrès et séminaires d'entreprises sur l'agglomération.

La métropole permet une cohérence des projets et une gestion territoriale partagée.

L'intervention des collectivités et groupements intercommunaux est soumise à d'autres démarches territoriales engagées, dans une logique de développement harmonieux de l'ensemble de la région stéphanoise. Les orientations énoncées ci-après guident la conception des documents d'urbanisme aux différents échelons du territoire.

1-4-2- Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Furan (SIDEFU)

Par arrêté préfectoral du 27/12/2010, la communauté d'agglomération de Saint Etienne Métropole s'est vu transférer la compétence d'assainissement à partir du 01/01/2011. Saint-Etienne Métropole et la commune de la Fouillouse ne font plus partie du SIDEFU. Le SIDEFU retrouve son statut de syndicat à vocation multiple, les compétences du syndicat demeurent inchangées. Le syndicat entend apporter aux communes une assistance à l'exploitation de leur service, à la négociation et au suivi des contrats, à la conduite d'opérations, à l'amélioration et à l'harmonisation de l'organisation des services d'eau potable. En matière de piscines, le syndicat est chargé de mener une réflexion d'ensemble sur les besoins en nouveaux équipements. Le SIDEFU compte 14 communes membres et les 2 blocs de compétence (eau potable et piscine) auxquels les différentes collectivités adhèrent de manière optionnelle. La commune de Saint-Christo-en-Jarez a adhérée à la compétence piscine.

1-5- Démarches engagées sur le territoire

Plusieurs documents de planification / programmation / contractualisation s'appliquent ou sont en cours d'élaboration sur la région stéphanoise.

Leurs contenus sont à prendre en compte lors de la révision du PLU, afin d'assurer la cohérence des politiques publiques d'aménagement entre les diverses échelles de territoire ; pour certains documents, le code de l'urbanisme fixe un lien de compatibilité avec le Plan Local d'Urbanisme.

1-5-1- Maîtrise d'ouvrage Etat

1-5-1-1- Directive territoriale d'aménagement de l'aire métropolitaine lyonnaise (planification stratégique métropolitaine)

La DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise, d'ancienne génération, reste opposable dans un rapport de compatibilité avec les PLU sur son périmètre d'application. La loi Engagement National pour l'Environnement en date du 12 juillet 2010 tout en créant une nouvelle génération de DTADD, a dans son article 13 créé un régime transitoire pour les DTA approuvées avant l'entrée en vigueur de celle-ci.

Les grands principes de la DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise sont les suivants :

- Participer à la structuration multipolaire de la métropole, s'appuyant sur Lyon, Saint-Etienne et l'agglomération nord iséroise ;
- Reconnaître et soutenir la métropole lyonnaise comme métropole internationale, notamment en contribuant à y développer des fonctions de commandement et de rayonnement ;
- Garantir le maintien de toutes les potentialités de développement et d'évolution de la plateforme multimodale de Saint-Exupéry ;
- Reconquérir les territoires en perte d'attractivité ;
- Lutter contre l'étalement urbain et améliorer le cadre de vie ;
- Réaliser les contournements autoroutier et ferroviaire dans le cadre d'un système de transport favorisant le report modal et cohérent avec le projet de développement métropolitain et réaliser la ligne ferroviaire transalpine ;
- Mettre en œuvre une politique permettant de conserver et de valoriser les espaces naturels et agricoles majeurs tout en les reliant mieux ensemble.

Concernant les communes du Sud Loire, la DTA comprend de grands objectifs et des éléments prescriptifs dans le cadre des PLU :

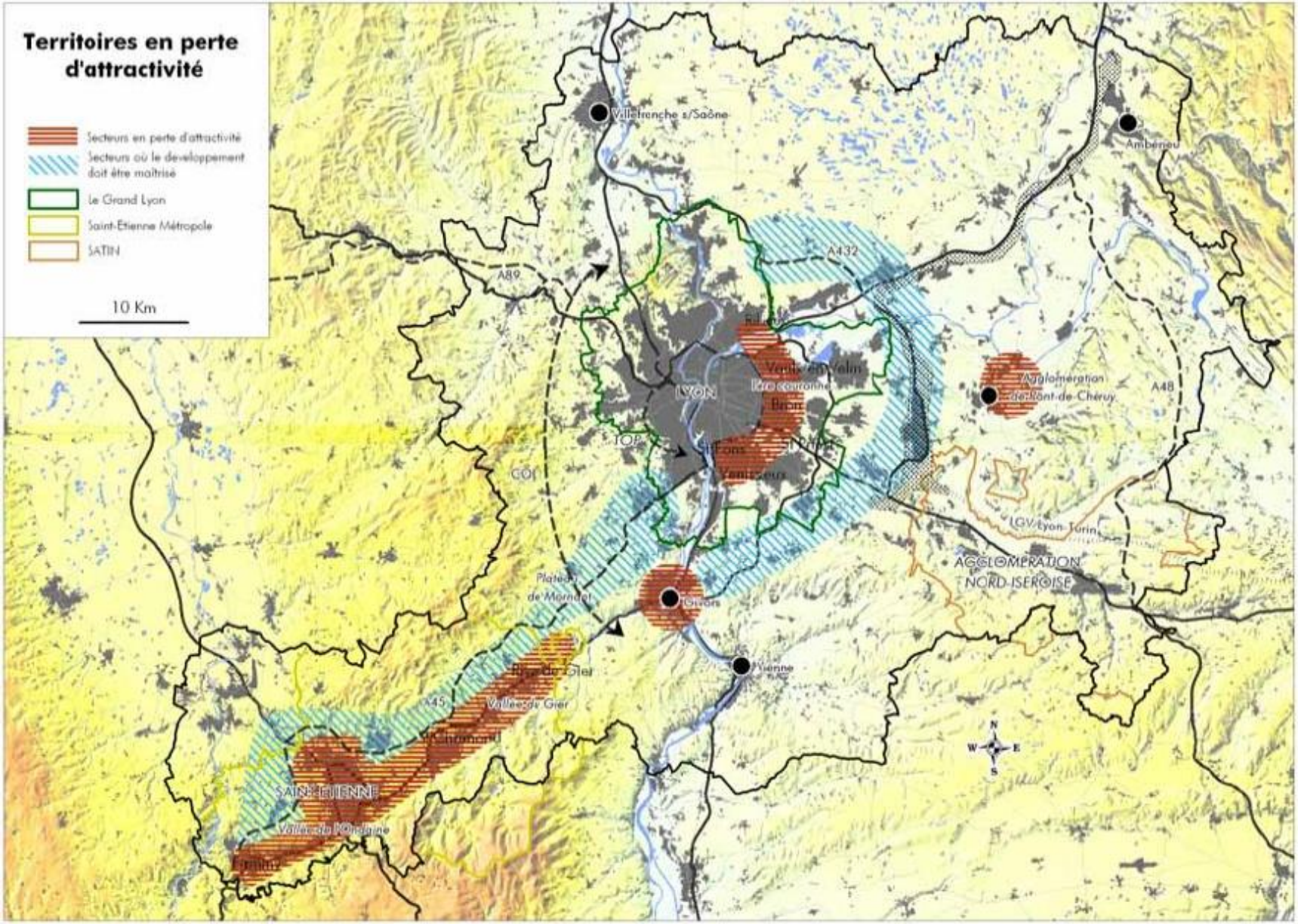
- Le volet portant sur l'armature urbaine du territoire a ainsi pour objectif de :
    - renforcer l'armature urbaine par les transports collectifs à l'échelle métropolitaine

- viser la revalorisation des territoires en perte d'attractivité (dont Saint-Etienne et les vallées du Gier et de l'Ondaine) et modifier progressivement les rythmes de croissance (stabilisation puis si possible augmentation)
- construire 2/3 au moins des logements dans des secteurs déjà urbanisés (soit sur une estimation de 300 000 logements nécessaires, 200 000 doivent être dans les secteurs prioritaires, centres-villes et centres bourgs)
- maîtriser l'étalement urbain

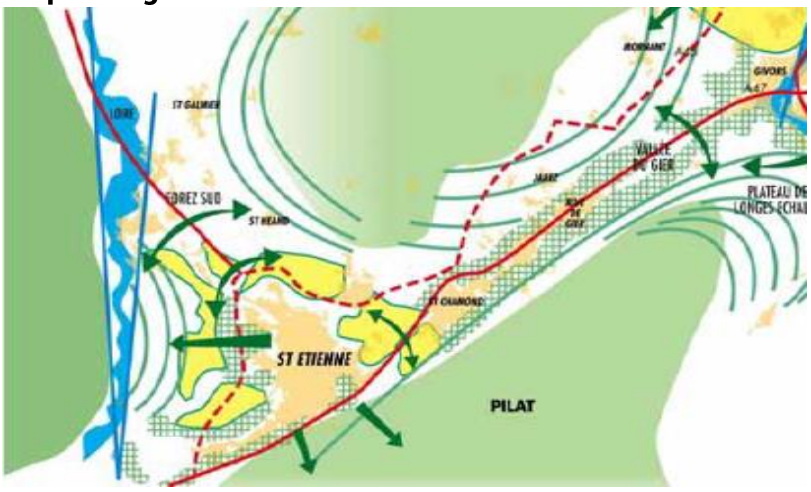
Pour ce faire, les prescriptions générales portant sur l'armature urbaine visent à :

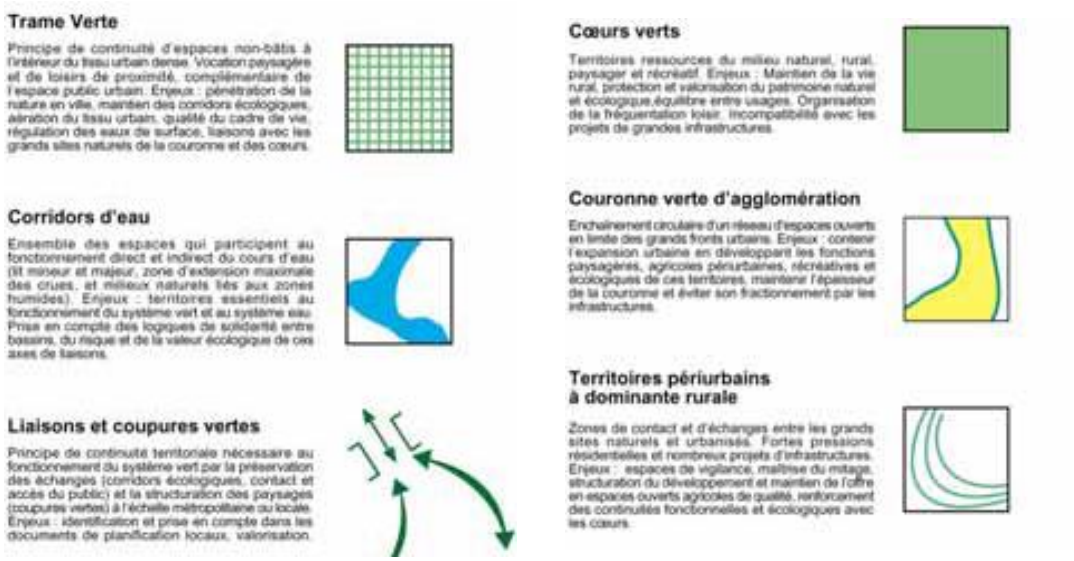
- réguler strictement l'ouverture à l'urbanisation des terres agricoles ou naturelles sur l'agglomération stéphanoise, le Sud de la plaine du Forez ;
- définir des sites majeurs de renouvellement urbain prioritaire, qui bénéficieront d'une action publique forte (ex : Giat St-Chamond) ;
- poser les termes du rapport entre territoires à reconquérir et territoires en expansion et définir les grands axes de projet de renouvellement urbain ;
- localiser le développement résidentiel, les implantations des services, des pôles d'emplois tertiaires et des équipements recevant du public, en cohérence avec les transports collectifs ;
- dans les vallées industrielles du Gier et de l'Ondaine, s'appuyer sur les opportunités de mutation des quartiers autour des gares (notamment habitat) ;
- encadrer strictement le développement de certains secteurs concurrents (notamment autour de l'A45, cf. carte ci-après).

- Le volet concernant les modalités d'aménagement de l'espace fixe comme principal objectif de préserver et valoriser des espaces naturels, agricoles et paysagers. Plusieurs territoires sont identifiés en fonction des spécificités et enjeux dont ils sont porteurs.


Territoires en perte d'attractivité
Secteurs en perte d'attractivité
Secteurs où le développement doit être maîtrisé
le Grand Lyon
Saint-Etienne Métropole
SATIN
10 Km
Villefranche s/Saône
Ambérieu
A432
A89
A48
LYON
Agglomération de Pont-de-Chéruy
Vénissieux
Givors
Vienne
Rive de Gier
Vallée du Gier
A45
SAINT-ETIENNE
Vallée de l'Ondaine
LGV Lyon Turin
AGGLOMERATION NORD ISEROISE
N
W
E
S

Réseau des espaces agricoles et naturels





Les prescriptions visant les territoires périurbains à dominante rurale sont notamment les suivantes :

- Les espaces à vocation agricole et les espaces naturels seront clairement délimités et protégés dans les documents d'urbanisme ;
- Le développement résidentiel se fera par densification au sein de la partie urbanisée existante et exceptionnellement par greffe sur des noyaux urbains existants, sur la base des besoins ;
- Certaines petites villes ou bourgs, pour des considérations de revitalisation économique ou sociale ou parce qu'elles permettent de polariser le développement dans des secteurs très attractifs, peuvent nécessiter un développement résidentiel important, correspondant à une croissance démographique volontariste. Les documents d'urbanisme devront justifier du

caractère prioritaire de ces villes dans l'armature urbaine, notamment en fonction du contexte local et de l'environnement urbain (poids relatif et rôle en matière d'équipements).

- Le volet des transports traite des infrastructures à réaliser à plusieurs échelles :

  - pour des besoins internationaux et nationaux (projet A45)
  - pour des besoins régionaux :
    - complémentarité entre les modes, en donnant priorité aux modes alternatifs à la route
    - augmentation de l'offre des transports collectifs (voyageurs) et offre alternative à la route (marchandises) et maîtrise du développement urbain pour favoriser l'utilisation des TC (habitants) et le rail (marchandises)
  - pour des besoins internes à la métropole :
    - contournement ouest de Saint-Etienne
    - développement de l'offre de transports collectifs : pour une massification de la demande et une limitation des ruptures de charge, le développement résidentiel, les implantations des services, des pôles d'emplois tertiaires et des équipements recevant du public se localiseront en cohérence avec les transports collectifs.

Des liaisons entre les cœurs verts doivent être mises en œuvre afin de favoriser les échanges écologiques. Ces liaisons constituent des coupures dans l'urbanisation, dans les vallées et le long des grands axes de transport.

La commune est entièrement située dans les territoires périurbains à dominante rurale.

1-5-2- Maîtrise d'ouvrage Région

1-5-2-1- Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire de Rhône-Alpes 2000-2020 (planification stratégique régionale et cadre de contractualisation)

- <u>Trame de la charte régionale :</u>

Image forte : Rhône-Alpes, une région interactive.

Quatre grands défis donnant lieu à 14 orientations stratégiques, 15 grands projets d'intérêt régional transversaux et 15 grands projets d'intérêt régional localisés (dont le pôle optique-vision et le développement du design industriel pour Saint-Etienne).

- <u>Trame de la charte régionale :</u>

Synopsis

DEFI	ORIENTATIONS	GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX
1. Rhône-Alpes, l'espace du développement personnel et solidaire	- Une région pour choisir et réussir sa vie - Une région solidaire entre générations, entre territoires	- Etablissements d'enseignement : pôles de ressources des territoires - Transports et urbanisme : des objectifs conjugués - Maillage du territoire régional par les TIC - Région de la culture scientifique et technologique
2. Rhône-Alpes, des « clés » pour l'Europe et le Monde	- Faire de Rhône-Alpes une Région européenne exemplaire Construire la « région métropole » européenne et économique - Faire de Rhône-Alpes un espace d'échanges européen et mondial - Faire de Rhône-Alpes une des premières régions de culture et de pratiques internationales - Promouvoir une image mondiale de la région	- Rhône-Alpes/Méditerranée : un grand pôle européen de développement - Faire de Lyon Saint-Exupéry un aéroport international de premier rang - L'espace logistique européen - La région de l'ouverture et des compétences internationales
3. Rhône-Alpes, la haute qualité régionale	- La haute qualité des entreprises et de l'appareil productif - La haute qualité de la recherche et de la technologie - La haute qualité urbaine dans le cadre de la vie quotidienne - La haute qualité de l'environnement	- La région des sciences et de l'invention - La région exemplaire de la qualité du développement urbain - La région : pôle européen des activités industrielles et services liés à l'environnement - « La montagne rhônalpine 2002-2020 » - La région des grands lacs de France
4. Rhône-Alpes, la région des « territoires intelligents »	- La région « réseau des réseaux » de villes et de territoires - La région de la transformation sociale et territoriale - La région des grands projets stratégiques	- Le maillage du territoire régional -Une offre régionale d'expertise d'animation de, méthodes pour le développement et l'aménagement des territoires

1-5-2-2- Gestion de la biodiversité et des continuités écologiques

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

A travers la définition d'une trame verte et bleue, le SRCE vise à enrayer la perte de la biodiversité par la préservation et la remise en état des sites à forte qualité écologique, riches en biodiversité (les réservoirs) et par le maintien et la restauration des espaces qui les relient (les corridors). Le SRCE Rhône-Alpes a été approuvé le 19 juin 2014 (arrêté préfectoral du 16 juillet 2014).

Stratégie climatique régionale

Le Schéma Régional Climat Air Énergie (2014) définit les orientations et les objectifs régionaux aux horizons 2015/2020 et 2050 de garantir la performance des politiques publiques au regard de leurs impacts sur le climat l'air et l'énergie. Dans ce cadre général la Région Rhône Alpes devra mettre en œuvre les principes suivants :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre,
- Maîtriser la demande énergétique,
- Développer les énergies renouvelables,
- Lutter contre la pollution atmosphérique,
- S'adapter au changement climatique.

1-5-3- Maitrise d'ouvrage agence de l'eau

- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Document de planification opposable pour l'eau et les milieux aquatiques à l'échelle du bassin, le SDAGE Loire Bretagne 2016 -2021 approuvé le 18 novembre 2015. Il fixe pour une période de 6 ans les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau, ainsi que les orientations du Grenelle I et II de l'environnement pour un bon état des eaux d'ici 2021.

Le SDAGE fixe les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques, ainsi que des objectifs de qualité à atteindre d'ici à 2021. Il met en avant 14 orientations fondamentales :

- Repenser les aménagements de cours d'eau.
- Réduire la pollution par les nitrates.
- Réduire la pollution organique et bactériologique.
- Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides**.**
- Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses.
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau.
- Maîtriser les prélèvements d'eau. Certains écosystèmes sont rendus vulnérables par les déséquilibres entre la ressource disponible et les prélèvements.

- Préserver les zones humides.
- Préserver la biodiversité aquatique.
- Préserver le littoral.
- Préserver les têtes de bassin versant.
- Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques.
- Mettre en place des outils réglementaires et financiers.
- Informer, sensibiliser, favoriser les échanges.

Le SDAGE 2016-2021 s'inscrit dans la continuité du SDAGE 2010-2015 pour permettre de poursuivre les efforts et les actions entreprises. Pour atteindre l'objectif de 61 % des eaux en bon état d'ici 2021, il apporte deux modifications de fond :

La nécessaire adaptation au changement climatique est mieux prise en compte : il s'agit de mieux gérer la quantité d'eau et de préserver les milieux et les usages. Priorité est donc donnée aux économies d'eau, à la prévention des pénuries, à la réduction des pertes sur les réseaux, à tout ce qui peut renforcer la résilience des milieux aquatiques

Le rôle des commissions locales de l'eau et des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (Sage) est renforcé.

Le PLU doit être compatible avec le SDAGE et le SAGE actuel.

Le SAGE Loire en Rhône-Alpes est un document cadre dans le domaine de l'eau sur le territoire, la fonctionnalité des milieux aquatiques est au cœur de sa stratégie. Le Sdage renforce leur rôle pour permettre la mise en place d'une politique de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente, en lien avec les problématiques propres au territoire concerné. Le SAGE Loire a été approuvé le 30 août 2014, il vise à répondre aux enjeux suivants :

- Préservation et amélioration de la fonctionnalité (hydrologique, épuratoire, morphologique, écologique) des cours d'eau et des milieux aquatiques.
- Réduction des émissions et des flux de polluants.
- Économie et partage de la ressource.
- Maîtrise des écoulements et lutte contre le risque d'inondation.

- Prise en compte de l'eau et des milieux aquatiques dans le développement et l'aménagement du territoire.

1-5-4- Autres démarches de planification et programmations thématiques engagées par Saint-Etienne Métropole

1-5-4-1- Le Schéma de Cohérence Territoriale Sud Loire

(Document de planification stratégique territoriale/loi SRU)

Document de planification stratégique territoriale mis en place par la loi Solidarité et Renouvellement Urbains, sa démarche d'élaboration est engagée depuis 2001, initiée et pilotée par la Conférence du Sud Loire.

Le syndicat mixte pour l'élaboration du Scot a été créé par arrêté préfectoral le 19 mai 2004. La mise en place de l'exécutif du syndicat mixte date du 25 octobre 2004.

Le périmètre comprend 116 communes et 4 intercommunalités (communautés d'agglomération de Saint-Etienne Métropole et de Loire Forez, communautés de communes du Pays de Saint-Galmier et des Monts du Pilat).

Le Scot Sud Loire a été approuvé le 3 février 2010, puis annulé le 23 avril 2012. Le comité syndical du 19 juillet 2012 s'est prononcé pour la reprise de son élaboration. Le nouveau document a été approuvé le 19 décembre 2013.

Les principaux objectifs qui ont été affichés dans le PADD sont toujours d'actualité :
- construire un pôle de développement majeur, le Sud Loire dans l'aire métropolitaine Lyon/Saint-Etienne, en interface avec le Massif Central ;
- offrir un cadre de vie de qualité : valoriser et préserver les richesses naturelles et patrimoniales du Sud Loire ;
- répondre aux besoins de développement de territoire (un nouveau « modèle de développement ») ;
- développer l'accessibilité et les déplacements ;
- préserver les ressources et prévenir les risques ;
- structurer les espaces de développement urbain.

1-5-4-2- Projet de territoire durable / agenda 21 (projet stratégique d'agglomération)

Depuis plusieurs années, Saint-Etienne Métropole s'est engagée dans une démarche de développement durable, qui s'est concrétisée par la mise en place d'un agenda 21, puis par une stratégie de développement durable pour le mandat.

Cette dernière a été délibérée en bureau communautaire de mars 2010 et comporte 4 axes :

- Préserver l'environnement, la biodiversité, la qualité de vie et lutter contre les nuisances sonores : SEM est la troisième collectivité en France ayant réalisé son Plan de Prévention du bruit dans l'Environnement.
- Lutter contre le dérèglement climatique et réduire les consommations d'énergie (voir le PCET page 31)
- Faire de l'Agglomération une administration éco-responsable dans son fonctionnement.
- Sensibiliser, informer, éduquer les publics au développement durable et à l'écocitoyenneté. Depuis 2008, Saint-Etienne Métropole a mis en place un programme d'éducation à l'écocitoyenneté et au développement durable auprès des écoles primaires. Un site internet a été créé pour soutenir la démarche Plan Climat, ainsi qu'une exposition itinérante, la Maison Econome, confiée à HELIOSE.

1-5-4-3- La convention de Fonctions d'Agglomération et de Centralité (CFAC)

La Convention de Fonctions d'Agglomération et de Centralité est **un dispositif d'aide au développement des territoires** sur des thèmes tels que l'économie, l'agriculture, le tourisme, etc. Elle est le fruit d'un important travail de concertation, notamment avec le Conseil de Développement de l'agglomération.

A travers ce contrat, la Région Rhône-Alpes accompagne Saint-Etienne Métropole dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet de territoire incluant un programme d'actions concret. Les priorités de la CFAC sont partagées par ces deux collectivités dont la durée est portée à 6 ans pour couvrir la période 2010/2015.

Le Projet d'agglomération s'articule autour de trois grandes priorités politiques :
- le développement économique et l'attractivité du territoire, notamment par l'innovation, la recherche, le rayonnement culturel, le renouvellement de l'image de l'agglomération
- faire de Saint-Etienne Métropole une « agglomération verte » caractérisée par la qualité de vie autour de sa politique d'environnement et de transports
- solidarités sociale et territoriale en veillant à la cohésion sociale et à l'équilibre des territoires

<u>Axe 1</u> – Attractivité du territoire

Cet axe se décline en 6 objectifs :
- Agir sur toutes les étapes du parcours des entreprises pour soutenir leur développement.
- Travailler au positionnement économique du territoire dans l'aire métropolitaine lyonnaise et développer la communication.
- Innover en inscrivant davantage les entreprises dans les pôles de compétitivité et clusters Rhône-Alpes.
- Investir sur les personnes, vecteurs majeurs de la dynamique économique du territoire.
- Développer les champs de l'économie solidaire et de l'innovation sociale.

<u>Axe 2</u> – Attractivité résidentielle

Cet axe se décline en 3 objectifs :

- Conduire une mutation urbaine ambitieuse de l'agglomération pour renforcer sa place dans l'espace métropolitain, régional et européen.
- Développer la qualité de vie pour assurer les solidarités générationnelles, sociales et territoriales.
- Une agglomération verte : développer et valoriser l'interface ville-nature.

<u>Axe 3</u> – Projet Stratégique Agricole et de Développement Rural

1. Mettre l'agriculture au cœur d'un développement harmonieux du territoire
   Objectifs :
   - Gérer de façon concertée le foncier périurbain.
   - Assurer la pérennité du foncier agricole.
   - Conforter la multifonctionnalité des espaces périurbains.

2. Favoriser une activité économique dynamique et diversifiée en milieu périurbain
   Objectifs :
   - Bien vivre dans son métier d'agriculteur.
   - Maintenir et développer l'activité économique en milieu périurbain.
   - Développer la filière productive bois (en lien avec le Parc Naturel Régional du Pilat).

3. Garantir et valoriser la qualité des atouts naturels du territoire
   Objectifs :
   - Préserver les ressources et les milieux naturels.
   - Rendre la nature (plus) visible dans l'agglomération.

1-5-4-4- Le programme local de l'habitat

La collectivité a engagé l'élaboration d'un 3ème Programme Local de l'Habitat (PLH) qui devra répondre à la fois à des enjeux urbains, sociaux, d'aménagement du territoire et de développement durable.

Élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de la Métropole, le PLH définit la stratégie en matière d'habitat pour l'ensemble de la métropole et ce sur une période de 6 ans (objectifs et localisation des constructions de logements, programme d'actions, moyens...).

Il est le support de l'échange entre l'État, les collectivités territoriales et les différents acteurs du logement à l'échelle du territoire. Le PLH définit les objectifs et les principes d'une politique qui vise à répondre aux besoins en logements et à favoriser la mixité sociale. Il doit permettre d'assurer une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements à l'échelle du territoire de Saint-Etienne Métropole.

Suite à un premier PLH pour la période 2003-2010, un second PLH a été adopté pour la période 2011-2016. Jusqu'à l'adoption du 3ème PLH, ce PLH est toujours en vigueur. Il est construit autour de 4 axes majeurs :

- contribuer à l'attractivité du territoire par la production d'une offre de logements ambitieuse et adaptée aux besoins
- favoriser un développement équilibré et solidaire du territoire
- créer les conditions d'un parcours résidentiel pour tous les ménages
- améliorer la qualité des logements du parc existant et contribuer à un habitat de qualité et durable

Dans ce cadre, Saint-Etienne Métropole n'interviendra pas avec une logique « de guichet », mais engage la commune à proposer un projet urbain pour le ou les quartier(s) concerné(s), dans le respect des objectifs déterminés sur le secteur. La commune est classée dans les pôles secondaires et les communes de la première couronne.

Une typologie des communes de l'agglomération a été établie en fonction d'enjeux communs en matière d'habitat. Les données mobilisées pour identifier les types portent sur le logement, mais aussi sur les caractéristiques socio-économiques des habitants qui permettent de mieux connaître leurs besoins en logement.

Saint-Christo-en-Jarez appartient à la typologie des communes périurbaines.

Les **communes « périurbaines »** constituent le troisième groupe. Elles se localisent principalement sur les coteaux de la vallée du Gier et dans l'Ondaine.

Le 2ème PLH de Saint-Etienne Métropole a été approuvé en 2011. Il fixait comme objectif pour la commune de Saint-Christo-en-Jarez la réalisation de 48 logements en 6 ans selon la répartition suivante :
- 1,2 sociaux publics
- 5 promotion privée
- 1,7 accession abordable

Un troisième PLH a été arrêté en 2018.
Les nouveaux objectifs de production en nombre de logements sont de 7 logements/an.

1-5-4-5- Le Plan de Déplacements Urbains

Le Plan de Déplacements Urbains de l'agglomération aborde les déplacements de manière globale : articulation urbanisme/transport, transports en commun, réseau de voirie, intermodalité, stationnement, modes doux et de proximité, …

Par ailleurs, le PDU fait l'objet d'une déclinaison territoriale pour chacun des secteurs de l'agglomération : la commune est concernée par le Plan de Déplacements de Secteurs de la Couronne, qui est en cours de finalisation.

1°) Articuler urbanisme et transport

Le Plan de Déplacements a été approuvé le 17 mai 2004. Il fait l'objet d'une déclinaison territoriale pour chacun des secteurs de l'agglomération.
Le Plan de Déplacements Urbains préconise de structurer le territoire de l'agglomération autour des infrastructures et réseaux de transport existants ou projetés.

Cette volonté s'affirme à travers trois « mots d'ordre », à décliner dans les politiques communales d'urbanisme :

- maîtriser le développement urbain : il ne s'agit pas de bannir les extensions périurbaines mais de réfléchir à leur implantation, leur importance, mais aussi leur densité et les possibilités de rabattement sur un transport collectif performant (par exemple, via un pôle d'échanges) ;
- densifier les tissus urbains autour des centralités existantes et des arrêts de transport collectif ;
- structurer les pôles d'échanges en véritables espaces urbains : la création d'un pôle d'échanges représente une opportunité pour favoriser le renouvellement urbain autour de ce lieu et permettre le développement d'un centre urbain attractif.

2°) Les transports en commun - l'intermodalité

Le PDU prévoit que dans la couronne stéphanoise, les lignes de transports en commun existantes à destination du pôle stéphanois seront conservées tout en s'adaptant à la nouvelle configuration de desserte de la ville de Saint-Etienne (rabattement et/ou desserte du pôle d'échange majeur de Châteaucreux).

3°) Hiérarchiser le réseau de voirie

La méthode dite de « hiérarchisation d'un réseau de voirie » permet de préciser la fonctionnalité souhaitée des différentes voies (c'est-à-dire l'usage souhaité des voies, qui ne se base ni sur le trafic constaté ni sur la domanialité) à l'échelle d'une agglomération, d'un secteur géographique ou d'un espace urbain.

Le PDU propose un schéma de hiérarchisation du réseau de voirie de l'agglomération. Il s'agit d'un schéma de principe, qui est décliné dans chaque Plan de Déplacements de Secteurs (PDS).

4°) Organiser le stationnement

Le PDU définit des objectifs à atteindre en matière de stationnement, par type de secteurs et par type d'usagers (résidents, migrants, visiteurs, transits).

Les objectifs proposés par le PDU sont de permettre à tous de stationner, en évitant toutefois le stationnement des migrants devant les commerces.

5°) Développer les « modes doux » (marche à pied, vélo, rollers) pour les petits déplacements.

L'objectif du PDU est de lancer un plan vélo, constitué d'itinéraires à aménager en priorité. Un projet de réseau cyclable structurant à l'échelle de Saint-Étienne Métropole a été défini. Celui-ci comprend différents types d'aménagements cyclables :

- des axes urbains : itinéraires continus, implantés en fond de vallée et en milieu urbain dense, desservant en priorité des pôles d'échanges, des établissements scolaires, des quartiers d'habitation et des zones d'activités économiques ;
- des itinéraires d'entrée et de sortie d'agglomération, à réaménager ;
- des itinéraires plus ruraux à vocation essentiellement sports-loisirs, à jalonner.

De manière générale, Saint-Étienne Métropole engage la commune à favoriser l'usage des modes doux pour les déplacements de proximité.

La commune est concernée au titre des axes urbains à créer (en direction de Saint-Etienne) et des départs d'itinéraires sports-loisirs (en direction des Monts du Lyonnais).

Saint-Etienne Métropole, maître d'ouvrage de la révision du PDU, a décidé de décliner les orientations du PDU en Plan de Déplacements de Secteurs. Quatre secteurs ont ainsi été définis : l'Ondaine et l'ouest stéphanois, le Gier, Saint-Etienne entrée nord, la Couronne nord-est.

Les objectifs des PDS sont :

- de décliner et préciser les orientations du PDU à l'échelle de 4 grands secteurs ;
- de préciser la mise en œuvre des voiries communautaires et les articuler avec les voiries nationales, départementales et communales ;
- d'assurer la cohérence entre les thèmes (voirie, transport en commun, stationnement, modes doux, …) à l'échelle du secteur ;
- de favoriser l'articulation entre les projets de transports d'intérêt communautaire et les projets locaux.

1-5-4-6- Document d'aménagement commercial

La loi (Article L141-16 et L141-17 du Code de l'urbanisme) rend désormais obligatoire le document d'aménagement commercial (DAC), celui-ci délimite les zones d'aménagement commercial où l'implantation d'équipements commerciaux est subordonnée au respect de conditions portant notamment sur la desserte par les transports collectifs, les conditions de stationnement, de livraison des marchandises, de respect de normes environnementales. Ce document est intégré dans le document d'orientation et d'objectifs du SCOT. La commune n'est pas concernée par une ZACom.

1-5-4-7- Schéma de développement touristique

Saint-Etienne Métropole a validé un schéma de développement touristique, qui se décline en 4 axes :

- structurer l'offre touristique, autour de 3 filières :
  - le tourisme technique, axé sur le design ;
  - le tourisme urbain et culturel, d'affaire et de congrès ;
  - le tourisme de nature et de plein air.
- mettre le territoire en valeur et en scène :
  - mise en œuvre d'un Plan Lumière : élaboration d'une charte lumière, mise en lumière des sites préalablement définis, principes d'éclairages évènementiels ;
  - identification et aménagement de belvédères.
- bâtir une image fédératrice
- mettre en place une organisation locale :
  - notamment, création d'un office de tourisme de pôle.

1-5~~4~~8- L'organisation spatiale du développement économique

A l'échelle de Saint-Etienne Métropole, l'efficacité d'une stratégie d'accueil économique passe par une définition globale de l'offre : celle-ci doit être hiérarchisée par rapport aux divers besoins des entreprises et des territoires. Saint-Etienne Métropole engage donc chaque commune à contribuer à la hiérarchisation de l'offre foncière économique sur le territoire de l'agglomération : ainsi, la Communauté ne soutiendra pas les initiatives communales qui viendraient disperser l'offre et concurrencer la stratégie d'accueil globale.

L'élaboration d'un Schéma d'Accueil Economique (SAE) est en cours à l'échelle de l'agglomération. Il s'agit d'un outil d'aide à la décision qui identifie les zones d'activités existantes et définit une stratégie pour l'accueil des entreprises.

1-5~~4~~9- Autres démarches engagées par Saint-Etienne Métropole :

Les contrats de rivière et affluents

Le second contrat de rivière Furan et affluents a été adopté le 2 octobre 2014. Les objectifs en sont les suivants :

- Reconquérir la qualité de l'eau
  La qualité de l'eau devra être maintenue en bon état pour les cours d'eau encore préservés et améliorée pour les rivières dégradées. Il s'agira d'atteindre le bon état écologique demandé par la Directive Cadre Européenne sur l'eau.

- Réhabiliter, protéger et valoriser les milieux aquatiques
  Un maximum d'espaces devra être rendu aux cours d'eau. L'entretien sélectif de la végétation qui répond à des objectifs hydrauliques, écologiques et paysagers sera poursuivi. Par ailleurs, le niveau de colonisation de la Renouée du Japon est tel, que les

campagnes d'élimination seront effectuées seulement sur certains secteurs bien ciblés. La préservation des espèces aquatiques sera prise en compte à travers la réduction des pressions actuelles que sont la qualité des eaux, le débit, l'habitat, … mais aussi en restaurant les zones de circulation stratégiques des espèces.

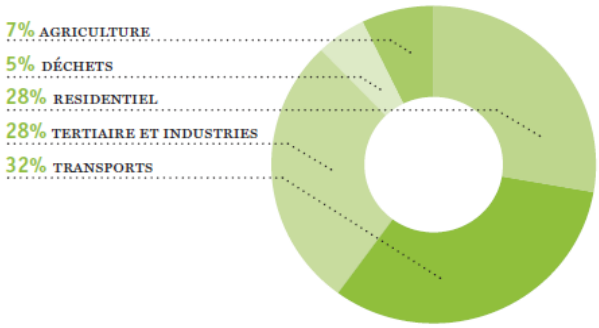
- Gérer la quantité d'eau de manière équilibrée et concertée
  La quantité d'eau dans les rivières doit être augmentée pour répondre aux objectifs de qualité et de restauration de la vie aquatique. Lorsque le débit du cours d'eau est très faible, voire nul en aval d'un barrage, on utilise une partie du volume stocké dans l'ouvrage pour apporter un débit suffisant à la rivière afin de maintenir la vie aquatique et une qualité des eaux satisfaisante.

- Mieux gérer les inondations
  Les cours d'eau de la vallée du Furan fonctionnent comme des torrents. En période de fortes pluies, les débits et les volumes d'eau des rivières sont très importants et provoquent des inondations. L'urbanisation et la configuration des vallées laissent peu de place pour créer des zones de stockage conséquentes permettant de se protéger contre ces inondations. Dans ce contexte, la protection contre une crue centennale à l'échelle de la vallée du Furan engendrerait des aménagements lourds techniquement et difficilement réalisables d'un point de vue financier sur la période du contrat de rivière. Les aménagements envisagés seront donc optimisés et dimensionnés pour se protéger contre une crue trentennale. Ils permettront cependant sur certains secteurs de se protéger contre des événements plus importants, voire parfois contre la crue centennale. Pour les biens encore inondables, des solutions de délocalisation ou de protection par mise en place de batardeaux seront proposées. La possibilité d'abaisser la retenue d'eau actuelle dans les quatre barrages d'eau potable existants sera étudiée afin de permettre le stockage de volumes d'eau supplémentaires et conséquents engendrés par des pluies torrentielles. Les barrages d'eau potable existants fonctionneront alors comme des ouvrages écrêteurs de crues. Ce dispositif sera complété par la création de bassins de sur-stockage sur certains affluents et par des aménagements permettant une meilleure maîtrise des eaux de ruissellement. Sur la commune de Sorbiers, un bassin écrêteur de crue a été réalisé par St-Etienne Métropole sur la rivière l'Onzon. Enfin, un plan de gestion de crise en période de crues permettra d'assurer au maximum la sécurité des populations.

Le Plan Climat Energie Territorial

Le PCET a pour objectif la lutte contre le changement climatique (réduction des gaz à effet de serre et des consommations d'énergie…). Il doit s'intégrer aux autres réflexions environnementales et de développement durable. Il constitue donc un volet particulier d'une démarche globale de développement durable, dite ou non d'Agenda 21 local.

Saint-Etienne Métropole s'est engagée dans une démarche volontaire de Plan Climat Energie. Le Plan Climat Energie a été adopté à l'unanimité par le Conseil communautaire du 10 janvier 2011. Il totalise 68 actions métropolitaines et territoriales.



Le Plan Climat Energie de Saint-Etienne Métropole s'appuie sur la stratégie européenne des "3 X 20% à l'horizon 2020".
Il consiste à :

- réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre du territoire
- réduire de 20 % les consommations d'énergie
- porter à 20% la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie

La signature du premier Contrat d'Objectifs Energie Climat (COEC) avec l'ADEME en Rhône-Alpes, a permis de mobiliser des financements pour l'animation et la mise en œuvre des actions.

Le Plan Climat comporte ainsi 3 échelles d'intervention :

- l'échelle des six principales politiques publiques de l'agglomération concourant à réduire les émissions de gaz à effet de serre : l'habitat, les transports, la gestion des déchets, le développement agricole et économique, l'aménagement du territoire ;
- l'échelle territoriale, qui mobilise des partenaires publics et privés du territoire participant aux objectifs fixés par l'Agglomération ;
- l'échelle interne.

Par ailleurs, Saint-Etienne Métropole, en association avec le syndicat mixte du Parc du Pilat, a été reconnu Territoire à énergie positive (TEPOS) en novembre 2014. Ces deux EPCI en s'appuyant sur leurs atouts respectifs et en misant sur leurs complémentarités urbain-rural, vont au travers de ce programme renforcer leur action en matière d'économie d'énergie et de production d'énergie renouvelable.

Les déchets :

Lors de sa création en décembre 1995, Saint-Etienne-Métropole s'est doté d'un certain nombre de compétences dans le domaine de l'environnement, notamment en matière de traitement des déchets ménagers.

Dans le cadre de cette compétence, différentes prestations ont été développées dont le tri des déchets ménagers recyclables et les déchetteries.

Saint-Etienne Métropole a élaboré un plan de résorption des points noirs de collecte (en porte à porte), en collaboration avec la commune. Les points noirs sont répertoriés dans le guide. Des aménagements sont programmés pour améliorer ces points noirs.

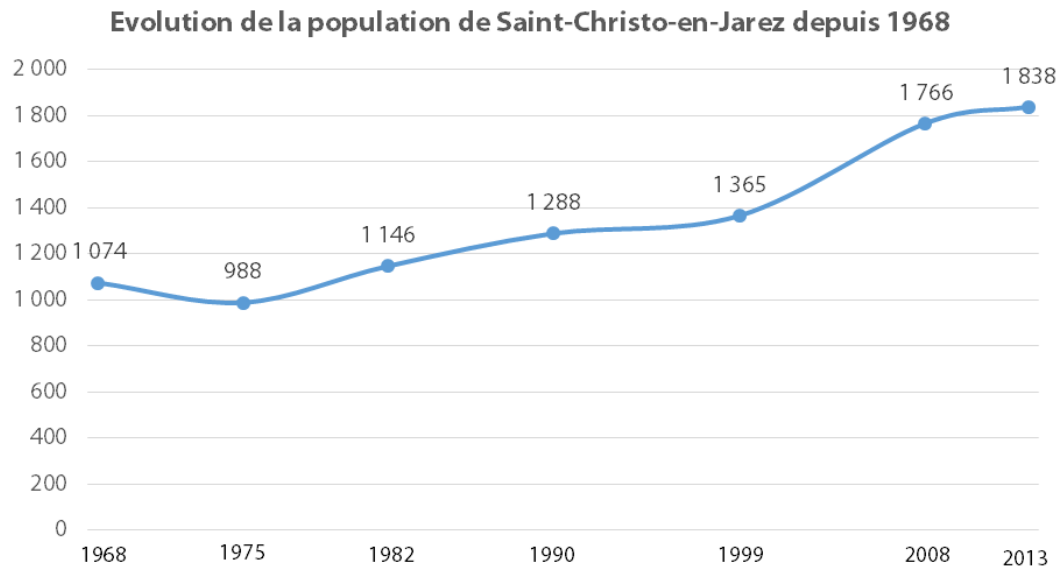
2- Le contexte socio-économique et démographique

2-1- L'évolution de la population

Une croissance démographique constante sur la période 1975/2011

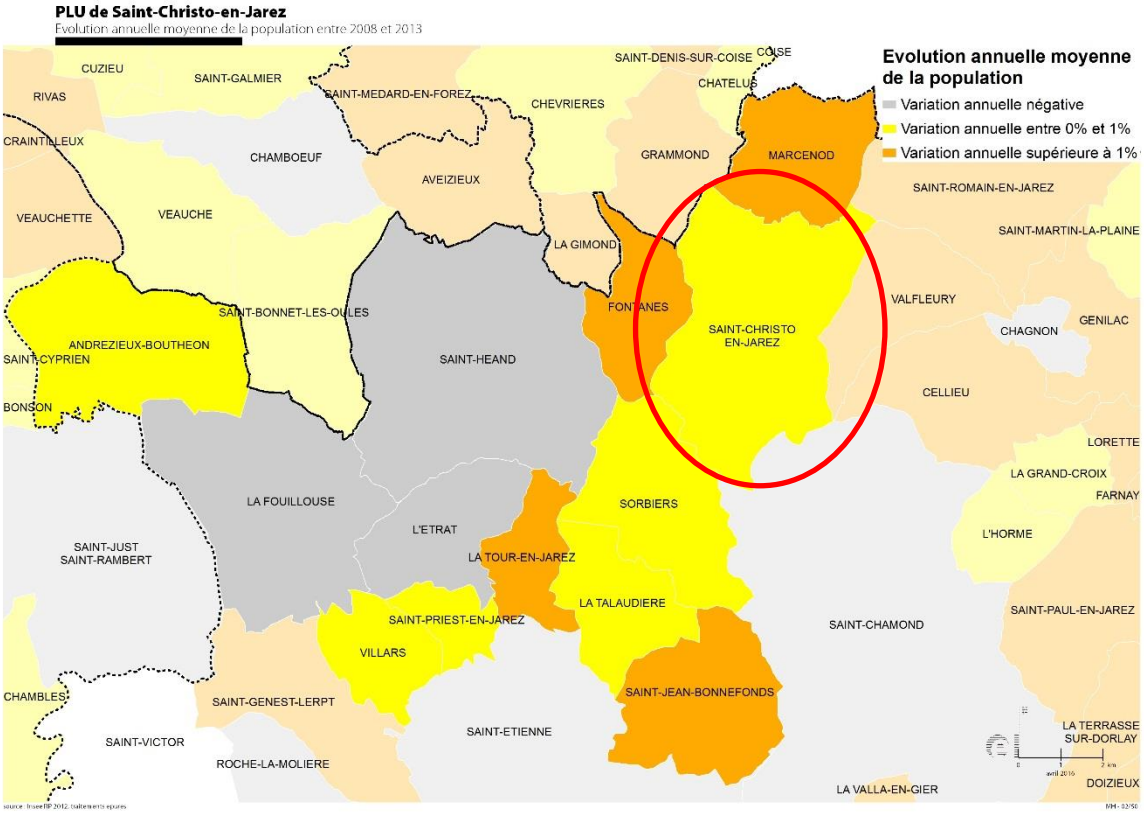
Saint-Christo-en-Jarez	Evolution de la population						
	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013
Nombre d'habitants	1 074	988	1 146	1 288	1 365	1 766	1 838
Variation totale		-86	158	142	77	401	72
		-8,0%	16,0%	12,4%	6,0%	29,4%	4,1%
Variation annuelle		-1,19%	2,14%	1,47%	0,65%	2,90%	0,80%

Source : Insee RP 1968, 1975, 1982, 1990 dénombrement; 1999, 2008, 2013 exploitations principales



Source : Insee RP 1968, 1975, 1982, 1990 dénombrement ; 1999, 2008, 2013 exploitations principales

Après une baisse de sa population sur la période 1968-1975, Saint-Christo-en-Jarez connaît un regain démographique depuis 1975. A noter que ce phénomène de croissance démographique s'est fortement accentué à partir de 1999 (variation annuelle de +2,9% entre 1999 et 2008), il tend à se stabiliser sur la période 2008-2013 (variation annuelle de +0,8%).

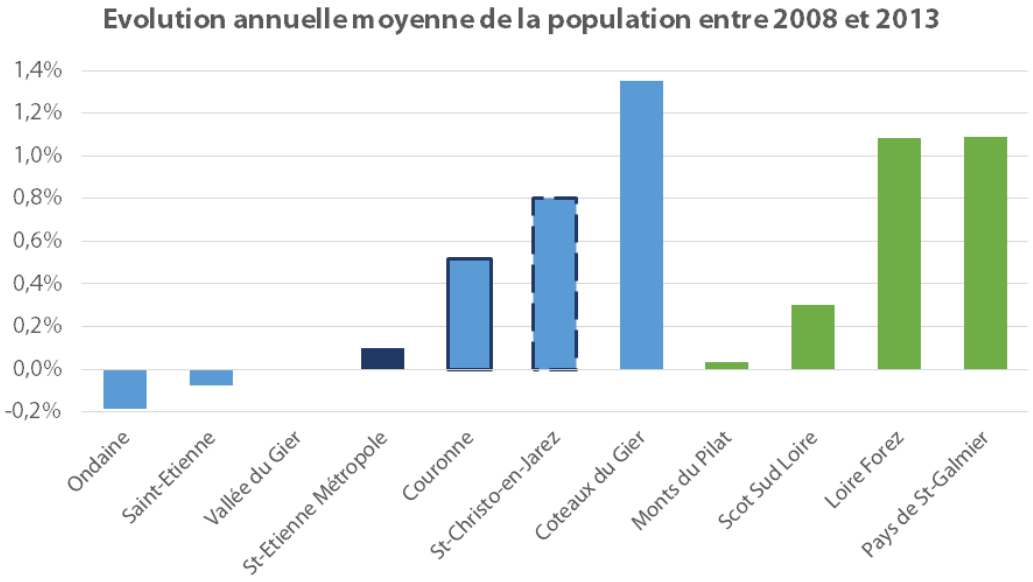


L'évolution annuelle moyenne de la population sur la période 2008-2013 pour la commune de Saint-Christo-en-Jarez est comprise entre 0% et 1%, elle résulte de la stabilisation de la croissance démographique sur la période.

Eléments de comparaison :

	2008	2013	Variation absolue	Variation relative	Evolution annuelle moyenne entre 2008 et 2013
Saint-Christo-en-Jarez	1 766	1 838	72	4,1%	0,8%
Saint-Etienne	172 696	172 023	-673	-0,4%	-0,1%
Ondaine	68 482	67 848	-634	-0,9%	-0,2%
Coteaux du Gier	24 067	25 740	1673	7,0%	1,4%
Vallée du Gier	64 604	64 590	-14	0,0%	0,0%
Couronne	58 812	60 349	1537	2,6%	0,5%
Total St-Etienne Métropole	**388 661**	**390 550**	**1889**	**0,5%**	**0,1%**
Monts du Pilat	15 257	15 281	24	0,2%	0,0%
Loire Forez	75 756	79 950	4194	5,5%	1,1%
Pays de St-Galmier	28 177	29 749	1572	5,6%	1,1%
Scot Sud Loire	**507 851**	**515 530**	**7679**	**1,5%**	**0,3%**
Département de la Loire	**742 076**	**756 715**	**14639**	**2,0%**	**0,4%**

Source : Insee RP 2008 et 2013



Source : Insee RP 2008 et 2013

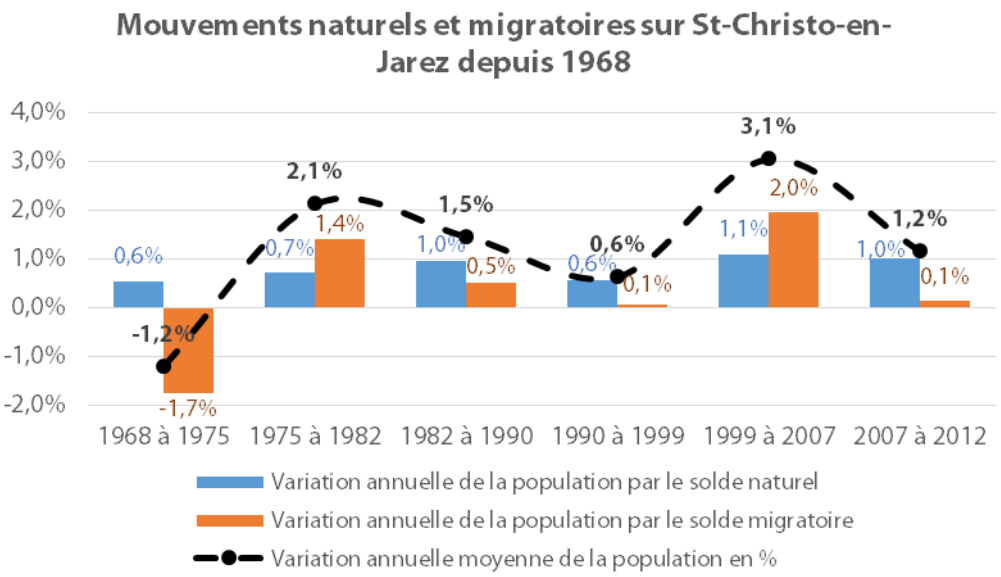
Sur la période 2008/2013, l'accroissement de la population de Saint-Christo-en-Jarez (+4,1%) est très largement supérieur à l'évolution positive de **la Couronne (+2,6%), du territoire du Sud Loire (+1,5%) et du département (+2%).**

Globalement, la population augmente sur le territoire du Sud Loire. Toutefois cette croissance démographique est marquée par une disparité spatiale importante. Alors que des EPCI comme Loire Forez (+1,1%), le Pays de Saint-Galmier (+1,1%) connaissent un accroissement

démographique annuel moyen important, Saint-Etienne et les communes des fonds de vallées de l'Ondaine et du Gier voient leurs populations diminuer. Aussi cette disparité spatiale affecte le territoire de Saint-Etienne Métropole. Cette diminution démographique est compensée par le développement positif des secteurs des coteaux du Gier et de la Couronne. Aussi, parmi les 11 communes qui appartiennent à la Couronne, seules la Fouillouse, Saint-Héand et L'Etrat subissent une baisse. Saint-Christo-en-Jarez connait la plus forte hausse de population dans la Couronne.

Evolution de la population par commune du secteur de la Couronne	2008	2013	Variation absolue	Variation relative	Evolution annuelle moyenne entre 2008 et 2013
Fontanès	630	663	33	5,2%	1,0%
Marcenod	625	692	67	10,7%	2,1%
La Tour-en-Jarez	1 261	1 469	208	16,5%	3,1%
Saint-Christo-en-Jarez	**1 766**	**1 838**	**72**	**4,1%**	**0,8%**
L' Étrat	2 663	2 655	-8	-0,3%	-0,1%
Saint-Héand	3 671	3 557	-114	-3,1%	-0,6%
La Fouillouse	4 390	4 316	-74	-1,7%	-0,3%
Saint-Priest-en-Jarez	6 080	6 125	45	0,7%	0,1%
La Talaudière	6 459	6 566	107	1,7%	0,3%
Saint-Jean-Bonnefonds	6 151	6 597	446	7,3%	1,4%
Sorbiers	7 606	7 937	331	4,4%	0,9%
Villars	7 919	8 090	171	2,2%	0,4%
Andrézieux-Bouthéon	9 591	9 844	253	2,6%	0,5%
Total Couronne	**58 812**	**60 349**	**1 537**	**2,6%**	**0,5%**

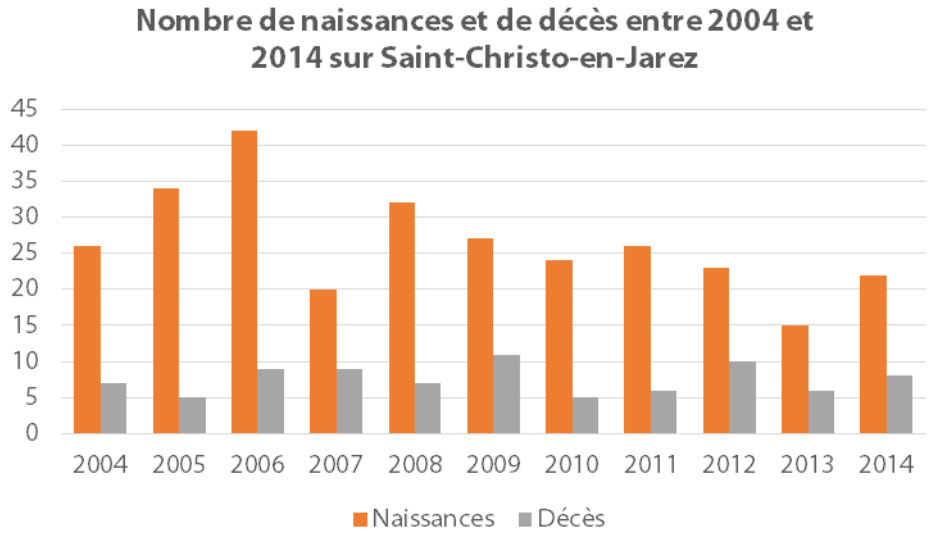
Source : Insee RP 2008 et 2013



Source : Insee RP 1968, 1975, 1982, 1990 dénombrement ; 1999, 2008, 2013 exploitations principales

La croissance démographique de Saint-Christo-en-Jarez provient à la fois d'un solde naturel positif (+1% entre 1999 et 2009) et d'un solde migratoire légèrement excédentaire (+0,1% entre 2007 et 2012). A noter que le solde naturel est relativement stable depuis 1968 alors que la différence entre les entrées et sorties fluctue selon les périodes. La période entre 1999 et 2007 ayant connu un afflux migratoire particulièrement important.

Evolution du solde naturel de Saint-Christo-en-Jarez :



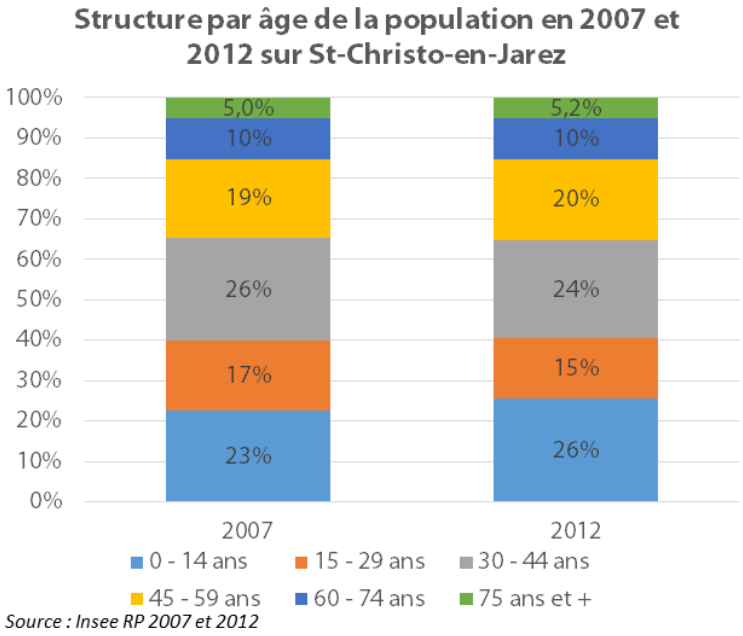
Depuis 2006, on constate que le rythme des naissances a tendance à ralentir.

Répartition de la population par tranche d'âge : une population relativement jeune

St-Christo-en-Jarez	Population par âge	Répartition
0-14 ans	474	26%
15-29 ans	273	15%
30-44 ans	447	24%
45-59 ans	370	20%
60-74 ans	183	10%
75 ans et plus	95	5%

Source : Insee RP 2012

Evolution de la structure de la population de Saint-Christo-en-Jarez par tranche d'âge entre 2007 et 2012



Source : Insee RP 2007 et 2012

En 2013, la population totale de la commune s'élève à 1838 personnes avec 945 hommes et 897 femmes. Avec 65% de la population âgés de moins de 45 ans et près de 26% d'individus de moins de 15 ans (en augmentation depuis 1999, ce qui traduit le fort taux de natalité cité précédemment), la population de Saint-Christo-en-Jarez est relativement jeune. A noter toutefois une faible part des 15-29 ans qui ont fortement diminué depuis 1999.

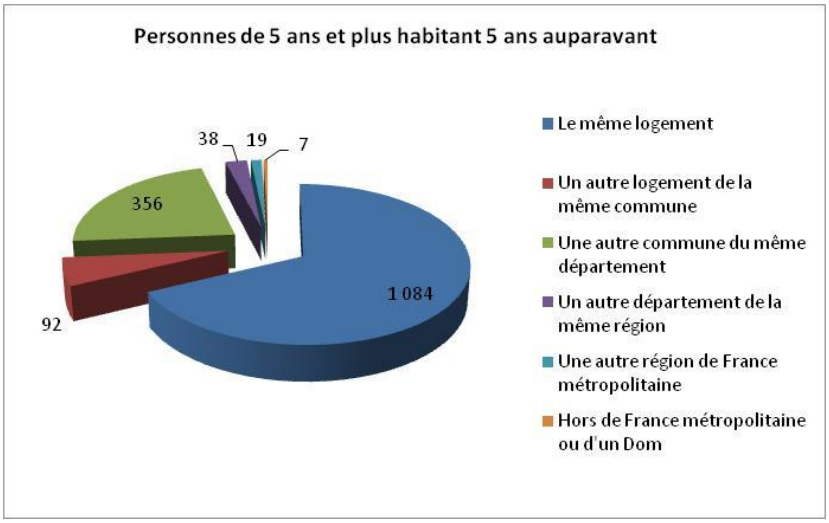
Aussi, les parts des 45-59 ans et des plus de 75 ans ont augmenté, caractérisant une légère tendance au vieillissement. Néanmoins, seulement 15% de la population est âgée de 60 ans et plus.

Indice de jeunesse (moins 30 ans / + 60 ans)	St-Christo-en-Jarez	Couronne	St-Etienne Métropole
en 2012	2,7	1,4	1,4

Source : Insee 2012

La population assez jeune de Saint-Christo-en-Jarez est caractérisée par un indice de jeunesse élevé. En effet, on compte 2,7 personnes de moins de 30 ans pour une personne de plus de 60 ans.

Cet indice de jeunesse est plus élevé que celui calculé au niveau de la Couronne et de Saint-Etienne Métropole qui atteint 1,4 personne de moins de 30 ans pour une personne de plus de 60 ans.



68% de la population habitaient le même logement en 2002. 6 % ont changé en restant dans la commune, 22% habitaient dans une autre commune du département. Enfin, 4% habitaient un autre département, ou dans d'autres régions.

Ces chiffres caractérisent une certaine stabilité résidentielle de la population.

2-2- Les Ménages

- **Composition des ménages :**

St-Christo-en-Jarez	2007		2012	
	en nombre	en part	en nombre	en part
Ménages d'une personne	109	18%	121	18%
hommes seuls	*50*	*8%*	*53*	*8%*
femmes seules	*59*	*9%*	*69*	*10%*
Autres ménages sans famille	8	1%	16	2%
Ménages avec famille	504	81%	522	79%
couple sans enfant	*185*	*30%*	*166*	*25%*
couple avec enfant(s)	*298*	*48%*	*319*	*48%*
famille monoparentale	*21*	*3%*	*36*	*6%*
Total ménages	**621**	**100%**	**659**	**100%**

Source : Insee RP 2007 et 2012

En 2012, on comptait 659 ménages dans la commune contre 621 en 2007 soit une augmentation de 6%. Le nombre de ménages avec famille(s) est en augmentation (+18 ménages entre 2007 et 2012). Les couples avec enfants sont les plus nombreux (319 ménages en 2012, + 21 ménages depuis 2007) tandis que le nombre de couples sans enfants diminuent (-19 ménages depuis 2007).

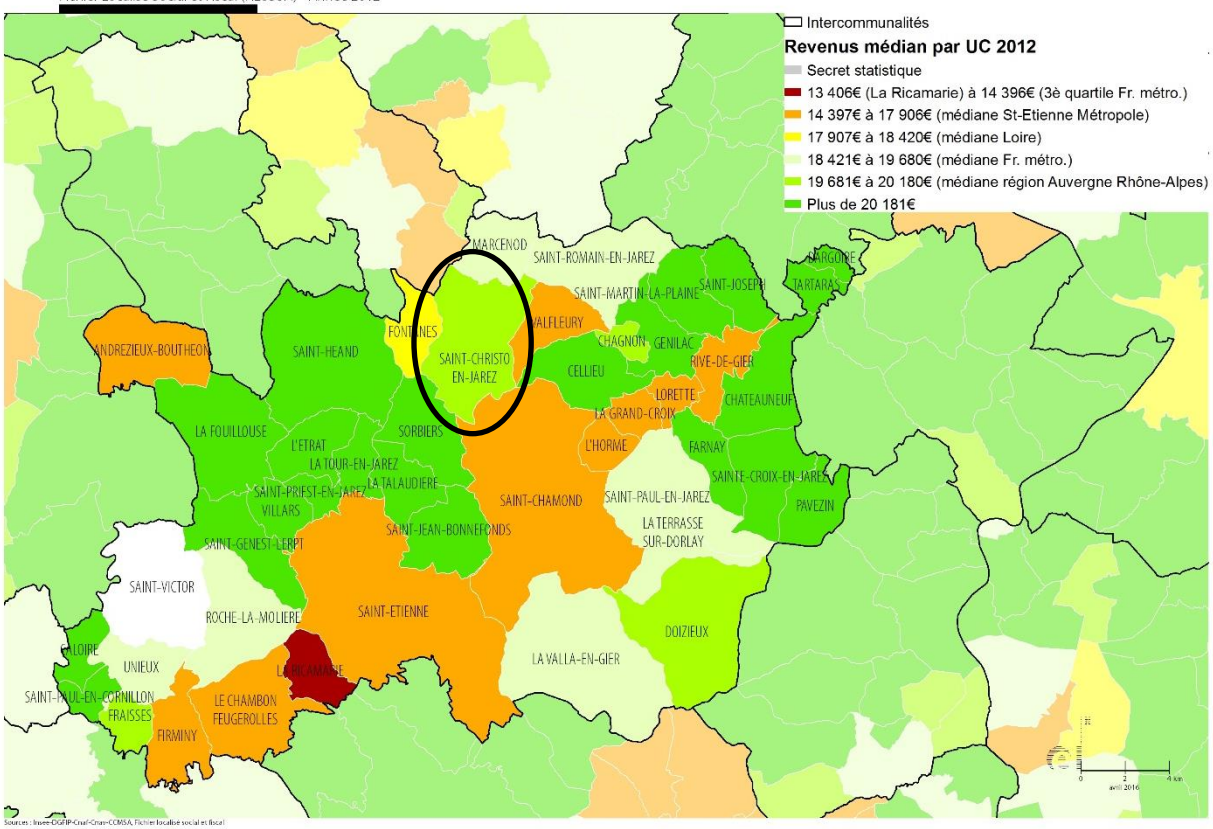
- **Famille selon le nombre d'enfants âgés de moins de 25 ans**

St-Christo-en-Jarez	2007		2012	
	en nombre	en part	en nombre	en part
Aucun enfant	197	39%	190	36%
1 enfant	92	18%	109	21%
2 enfants	155	31%	150	29%
3 enfants	55	11%	61	12%
4 enfants ou plus	4	1%	12	2%
Total familles	**504**	**100%**	**522**	**100%**

Source : Insee RP 2007 et 2012

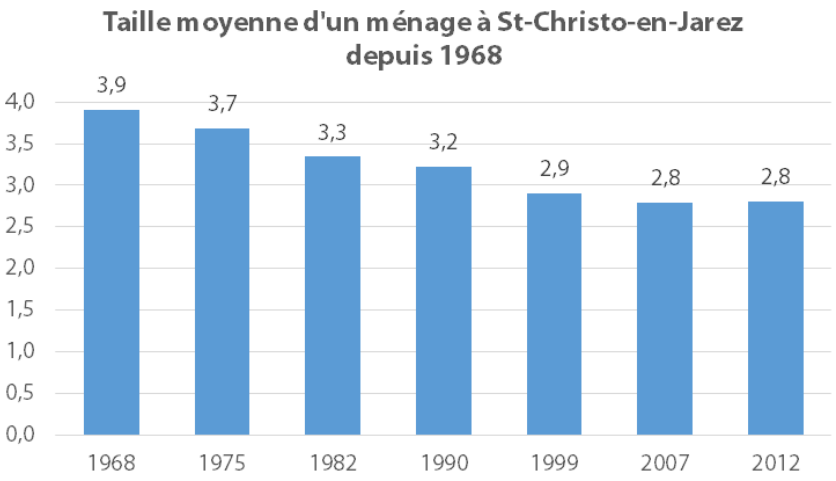
– Revenus des ménages

Distribution des revenus médians déclarés par unité de consommation et composition du revenu déclaré
Fichier Localisé Social et Fiscal (FiLoSoFi) - Année 2012



Les revenus des ménages de Saint-Christo-en-Jarez sont supérieurs à ceux que l'on observe sur le département. La situation de la commune est intermédiaire entre celle des grandes villes de fond de vallées (Saint-Chamond, Rive de Gier, …), dont les revenus des ménages sont plus modestes, et celle des communes des coteaux, où ceux-ci lui sont majoritairement supérieurs.

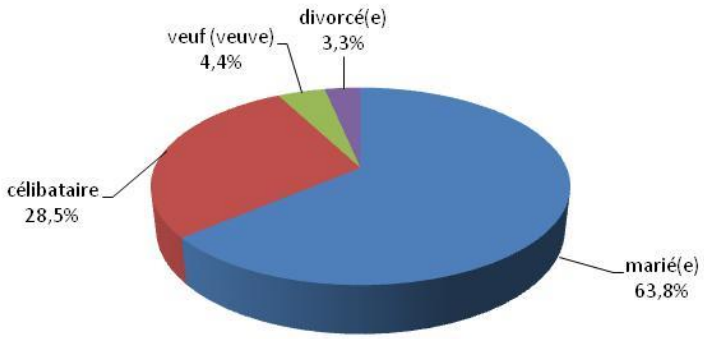
- **Evolution de la taille des ménages**



Source : Insee RP 1968, 1975, 1982, 1990 dénombrement ; 1999, 2008, 2013 exploitations principales

Comme partout en France, la taille des ménages diminue sensiblement (foyers monoparentaux, personnes seules…). Le nombre moyen de personnes par ménage est ainsi passé de 3,9 à 2,8 en 44 ans.

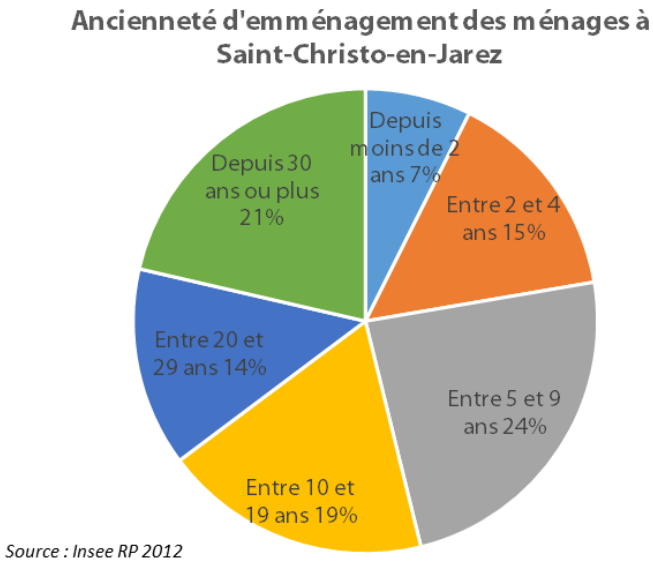
- **Etat matrimonial légal des personnes de 15 ans ou plus en 2012**



Source : INSEE 2012

En 2012, 63,8% des personnes de 15 ans ou plus sont mariées et 28,5% sont célibataires.

- **Ancienneté d'emménagement des ménages en 2012**



Source : Insee RP 2012

En 2012, 54% des ménages ont plus de 10 ans d'ancienneté d'emménagement tandis que 22 % des ménages ont moins de 4 ans d'ancienneté dans leurs logements.

- **Taux de motorisation**

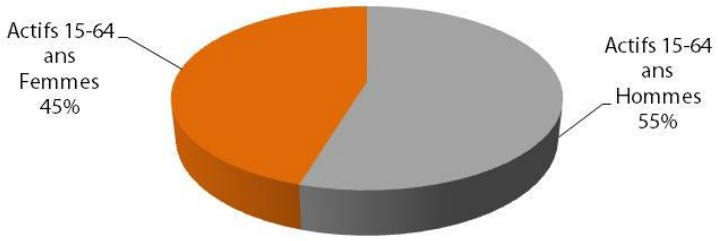
A Saint-Christo-en-Jarez, en 2012 :

- 81% des ménages ont au moins 1 parking (74% dans la couronne, 56% dans SEM)
- 96% des ménages possèdent au moins une voiture (90% dans la couronne, 77% dans SEM)
- 61% des ménages possèdent au moins 2 voitures (46% dans la couronne, 29% dans SEM)

2-3- L'emploi et l'activité économique

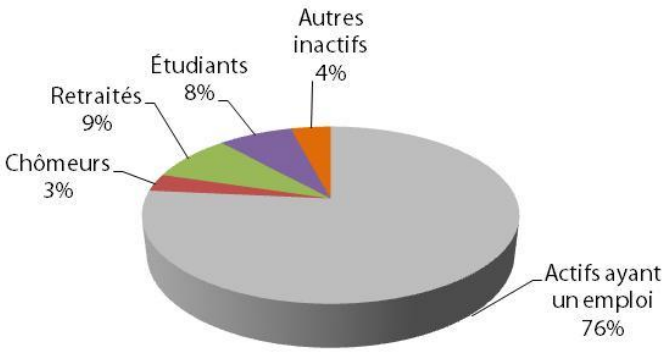
En 2012, la population des 15-64 ans compte 937 actifs (taux d'activité de 80%) dont 900 actifs ont un emploi (taux d'emploi de 76%). Avec 277 actifs de plus comparé à 1999, le nombre d'actifs a sensiblement augmenté au cours des dix dernières années. La part des actifs de 15 à 64 ans se répartit entre 55% d'hommes et 45% de femmes.

Répartition des actifs 15-64 ans



Source : INSEE 2012

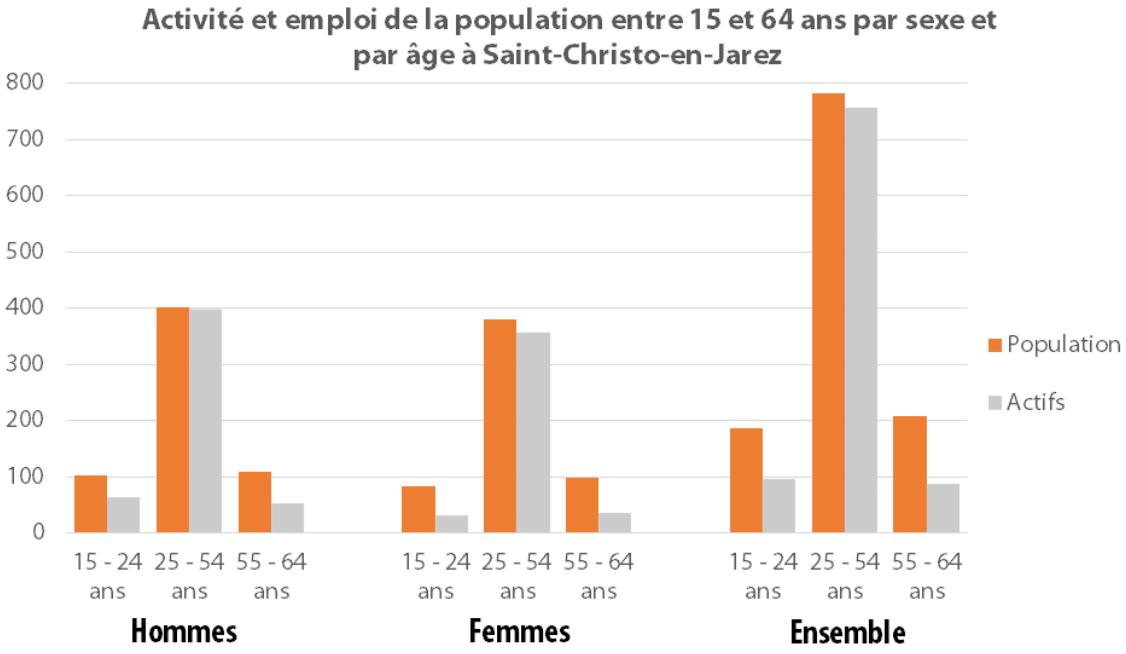
Population de 15-64 ans par type d'activité



Source : INSEE 2012

Les actifs ayant un emploi représentent 76 % des actifs âgés de 15 à 64 ans. Aussi le taux de retraités ou préretraités s'établit à 9% de la population de 15 à 64 ans en 2012 alors qu'il était à 6% en 1999.

Activité et emploi de la population de 15 à 64 ans par sexe et par âge en 2012



Source : Insee RP 2012

L'emploi sur la commune

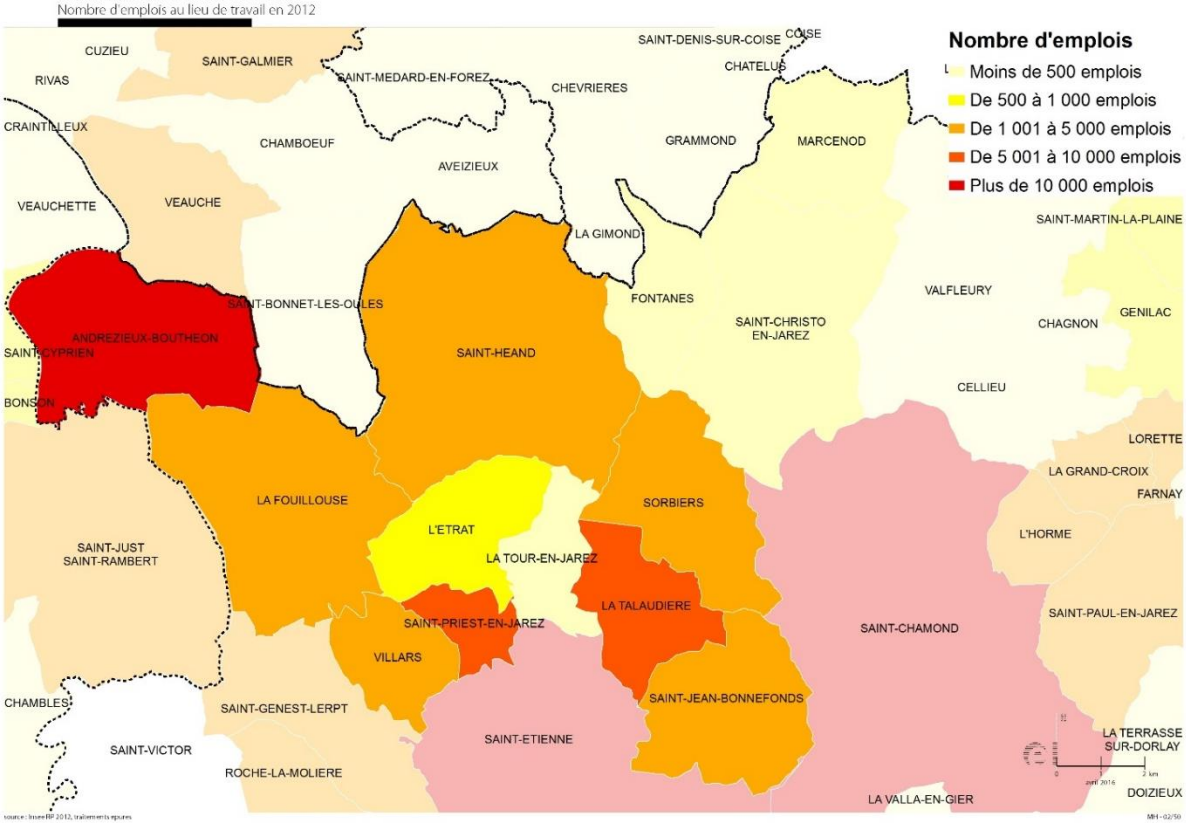
En 2012, 236 emplois sont recensés sur la commune alors qu'il y en avait 246 en 2007, soit une perte de 10 emplois en cinq ans. Toutefois et comparé au nombre d'emplois présents sur Saint-Christo-en-Jarez en 1999 (235 emplois), le nombre d'emploi est resté stable.

A noter que le taux de concentration de l'emploi est faible sur Saint-Christo-en-Jarez avec 26,5 points sur une base de 100. C'est-à-dire qu'il y a 26,5 emplois sur la commune pour 100 actifs ayant un emploi et résidant à Saint-Christo-en-Jarez. Ce taux est d'ailleurs en forte baisse depuis 1999. Il passe de 37,4 à 26,5 points, soit une perte de près de 11 points.

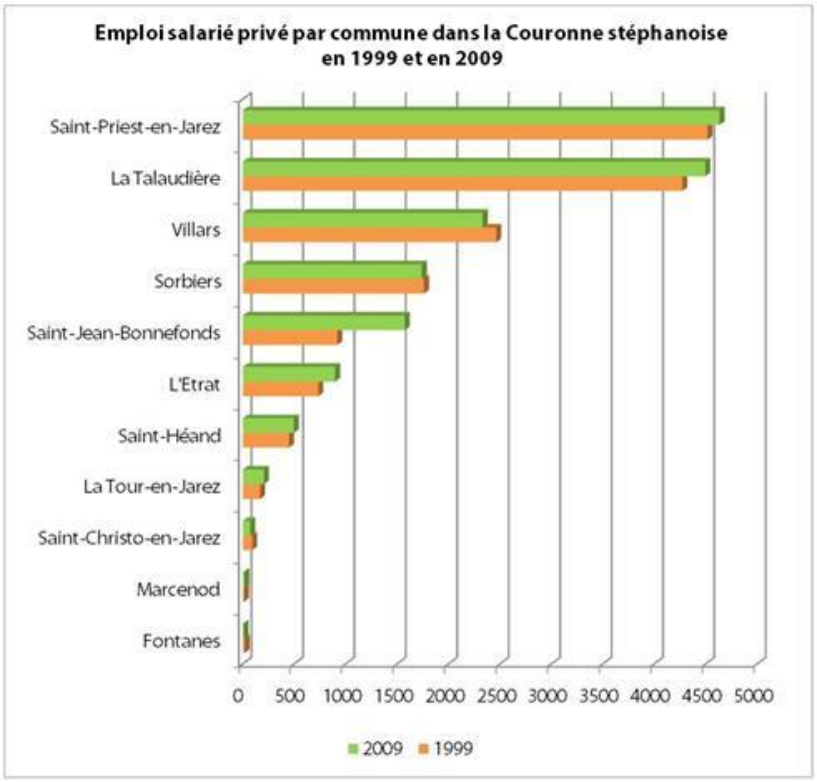
Le taux de chômage est particulièrement bas (4% en 2012) avec en plus une part relative qui a diminué de 0,5% entre 1999 et 2012.

PLU de Saint-Christo-en-Jarez

Nombre d'emplois au lieu de travail en 2012



Emplois salariés privés



Source : URSAF, 1999 et 2009

Concernant l'emploi salarié privé, la commune de Saint-Christo-en-Jarez est très faiblement représentée en comparaison aux autres communes de la Couronne stéphanoise. D'ailleurs, le nombre d'emploi salarié privé a diminué sur Saint-Christo-en-Jarez entre 1999 et 2009 (81 emplois salariés privés en 2009) alors qu'il a eu tendance à augmenter sur les autres communes de la Couronne, exception faite de Sorbiers.

A noter cependant qu'entre 2009 et 2011, l'emploi salarié privé a tout de même augmenté de 8 points pour atteindre un effectif de 89 salariés en 2011 pour un total de 29 établissements. Les deux entreprises les plus représentées concernent les domaines du BTP avec 17 salariés et de la restauration traditionnelle avec 15 salariés.

Catégories professionnelles des actifs de 15-64 ans de Saint Christo en Jarez

	En nombre	En part
Agriculteurs exploitants	77	8%
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	89	9%
Cadres, professions intellectuelles supérieures	77	8%
Professions intermédiaires	247	26%
Employés	226	24%
Ouvriers	226	24%
Total actifs 15-64 ans	950	100%

Source : Insee, RP 2012

Saint-Christo-en-Jarez a une population d'actifs (15-64 ans) composée en majorité d'ouvriers (24%), d'employés (24%), et de professions intermédiaires (26%). Ces trois catégories cumulées représentent à elles seules 74 % de la population des actifs de la commune. A noter que les agriculteurs exploitants représentent 8% de la population des 15-64 ans de Saint-Christo-en-Jarez.

Une commune tournée vers l'activité agricole

Source : Chambre d'agriculture de la Loire (2011)

La commune a fait l'objet d'un diagnostic agricole réalisé par la Chambre d'Agriculture de la Loire en 2011. Ce diagnostic avait pour objectif de réaliser un état des lieux de l'agriculture de la commune et de visualiser les évolutions possibles de l'espace agricole en relation avec celles du territoire. Ce diagnostic a été conduit de façon conjointe avec les communes de Fontanès et Marcenod.

Il est à noter que les données de ce diagnostic ne sont pas exhaustives puisqu'elles sont issues des exploitations agricoles qui ont été enquêtées sur la commune. Toutefois ces exploitations totalisent près de 1140 ha couvrant ainsi près de 84% de la surface agricole de la commune.

Les exploitations agricoles localisées sur la commune

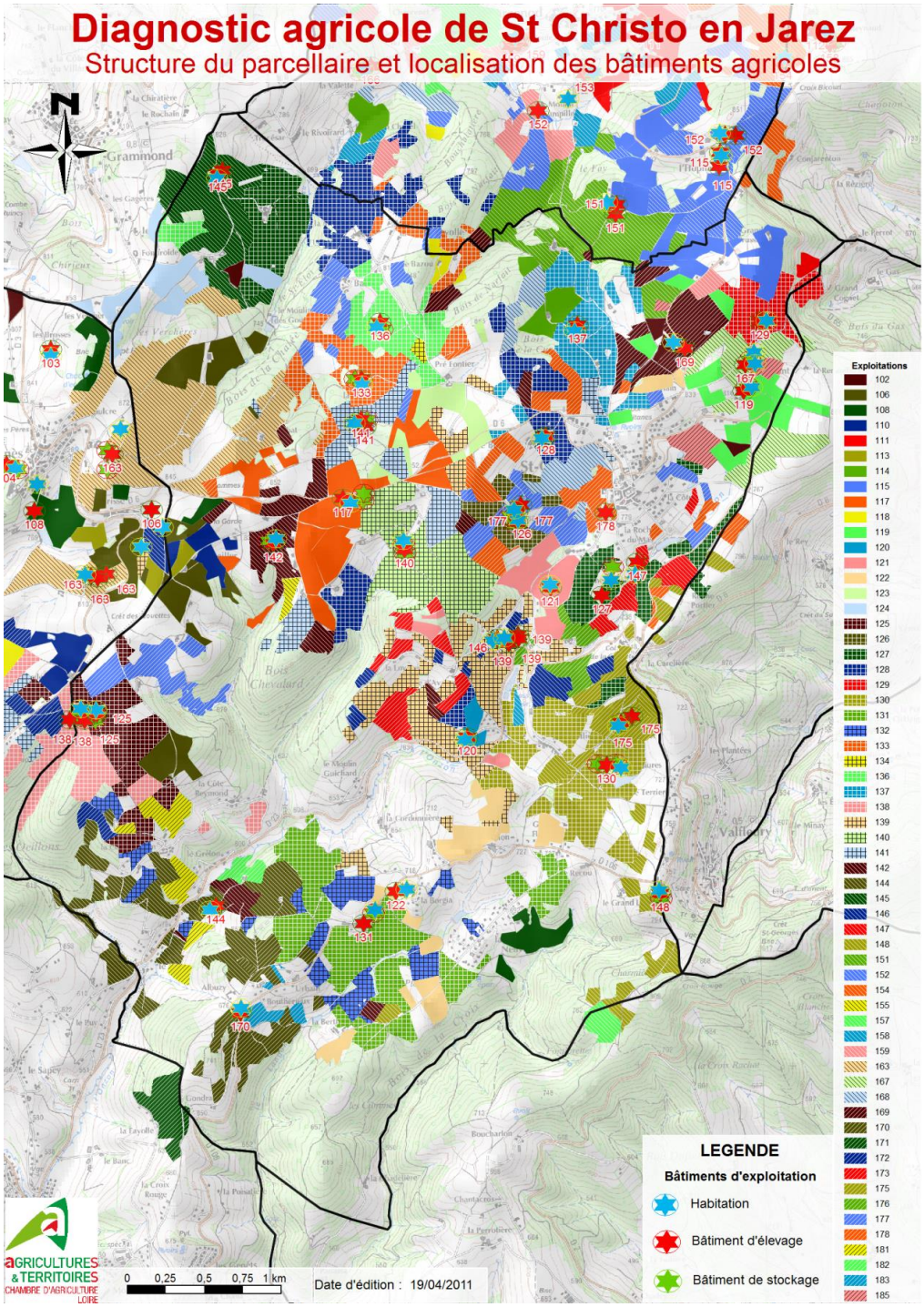
Saint-Christo-en-Jarez est majoritairement couverte par des secteurs agricoles (71% du territoire communal). La surface agricole utilisée (SAU) représente 62% de la superficie de la commune (1359 ha)[1]

On dénombre 35 sièges d'exploitations localisés sur la commune de Saint-Christo-en-Jarez. Ces 35 exploitations représentent une SAU moyenne de 31 ha, inférieure à la moyenne du département (45 ha). Seulement 17% de leur surface, soit près de 190 ha, sont exploités en dehors de la commune. Il faut noter que 26% de la surface agricole enquêtée sur la commune de Saint-Christo-en-Jarez, soit plus de 315 ha, sont exploités par 28 exploitations agricoles ayant leur siège à l'extérieur de la commune. Ceci montre qu'il existe un lien relativement fort entre les exploitations de la commune et leur territoire.

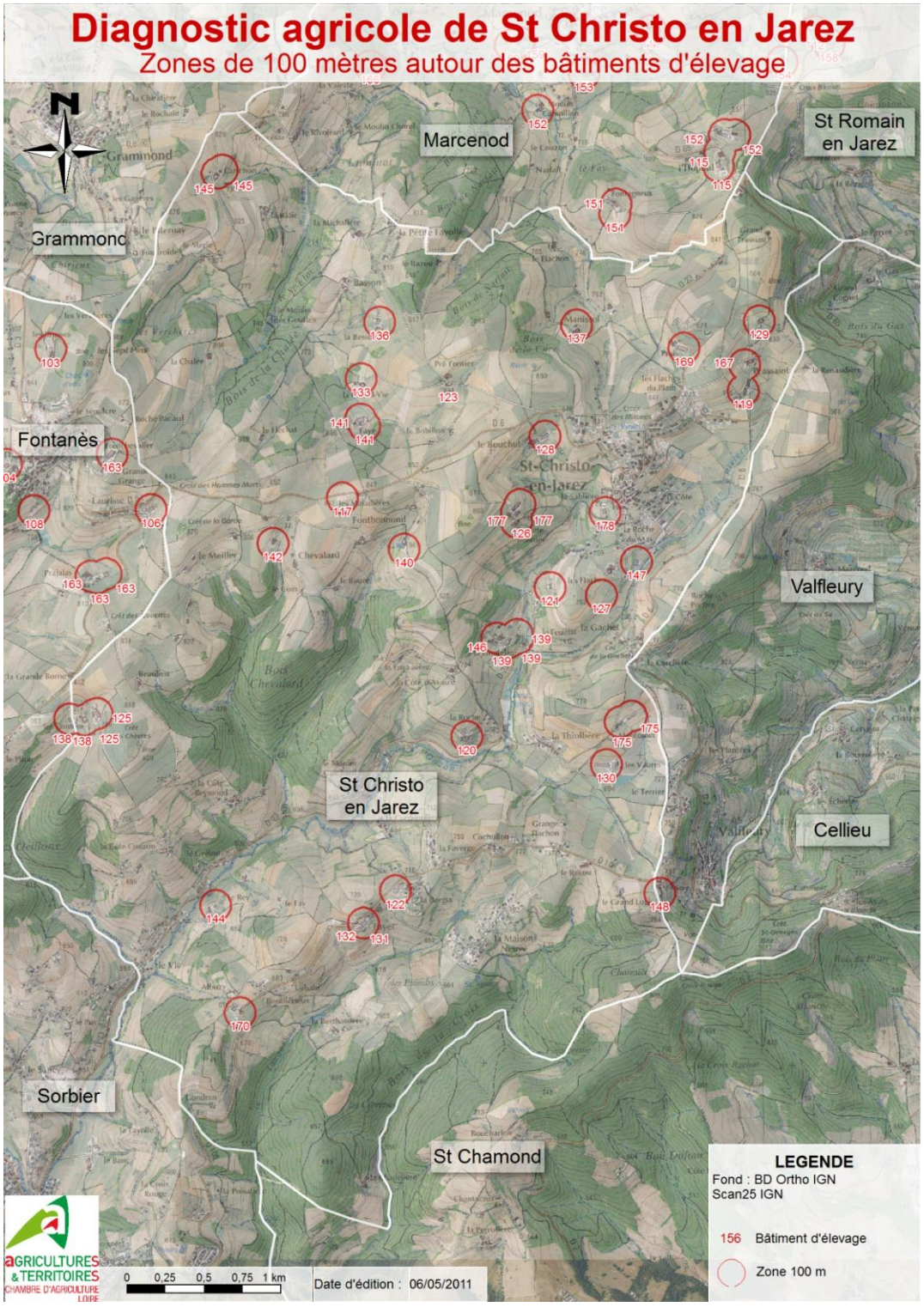
La structure parcellaire des exploitations agricoles est dans l'ensemble assez morcelée. Peu de structures présentent de grands tènements. Aussi plusieurs bâtiments se situent à proximité d'habitations ; sous le village de Saint-Christo-en-Jarez et sur les hameaux de Prassaint, La Borgia et Le Fayet, et les habitations des agriculteurs sont très souvent à proximité immédiate des bâtiments agricoles (30 exploitations).

En 2019, on note un recul du nombre d'exploitations. En effets, la commune de Saint-Christo-en-Jarez ne dénombre plus que 26 sièges d'exploitations (source communale).

[1] Registre Parcellaire Graphique RPG 2009



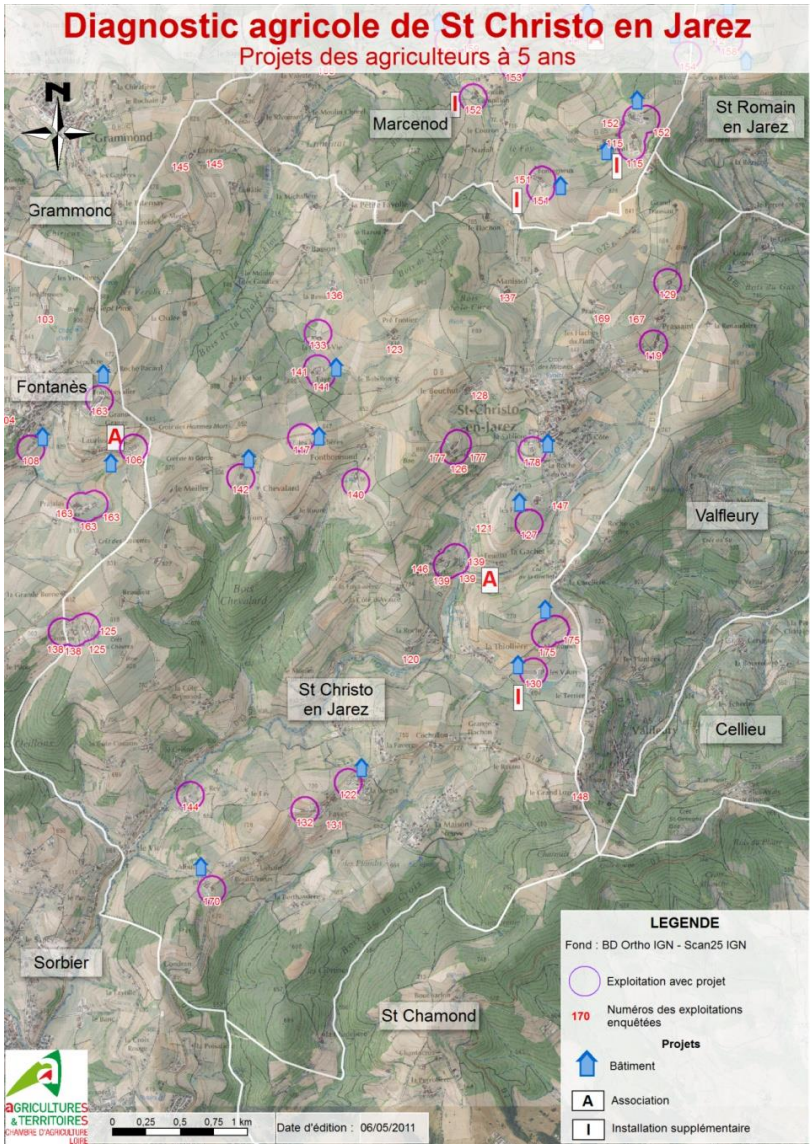
La structure du parcellaire et la localisation des bâtiments agricoles



Les zones de 100 m autour des bâtiments d'élevage

En 2011, 9 agriculteurs ont un projet

En 2011, on recensais 35 exploitations agricoles de Saint-Christo-en-Jarez, dont 9 avait un projet à 5 ans de construction de bâtiments de logement d'animaux et/ou de stockage, soit une part de 26%. Parmi ces 9 exploitations agricoles, une exploitation prévoyait également une installation sans départ, c'est-à-dire l'installation d'un nouvel exploitant sur une structure existante sans départ de l'exploitant actuellement en place.
Par ailleurs, la moitié des exploitations agricoles (17 exploitations sur 35) souhaitait obtenir des droits à produire supplémentaires et/ou du foncier supplémentaire.



2011 : Les projets des agriculteurs à 5 ans

Les entreprises agricoles exploitant sur la commune

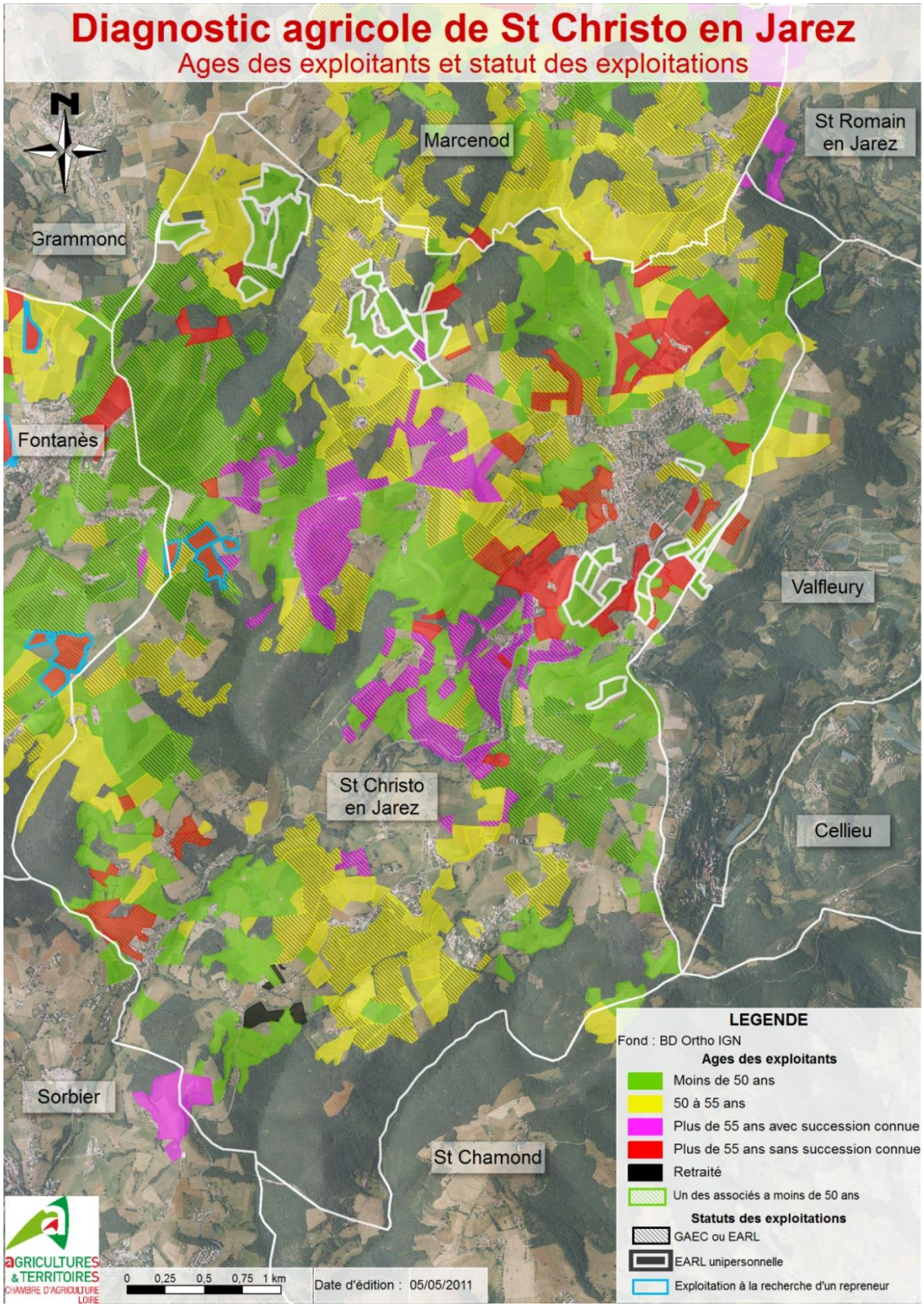
Source : Chambre d'agriculture de la Loire (2011)

Les résultats présentés ci-dessous sont issus des analyses d'enquêtes réalisées auprès des 63 entreprises agricoles exploitant sur la commune de Saint-Christo-en-Jarez en 2011.

Répartition des exploitations enquêtées selon l'âge du chef d'exploitation

Age du chef d'exploitation	Nombre	Part des exploitations enquêtées	Surface sur la commune (ha)	Part de la surface enquêtée
Moins de 50 ans	**30**	48 %	576,38	47 %
50 à 55 ans	**19**	30 %	431,62	35 %
Plus de 55 ans avec succession connue	**5**	8 %	104,6	9 %
Plus de 55 ans sans succession connue	**8**	13 %	99,38	8 %
Retraité	**1**	2 %	5,04	0,42 %
	63		1217,02	

La moyenne d'âge des chefs d'exploitation enquêtés est de 50 ans. Parmi les 35 exploitations ayant leur siège sur la commune, se trouvent 16 exploitations individuelles, 9 sociétés (5 GAEC, 2 EARL, 2 EARL unipersonnelles), 9 pluriactifs et 1 retraité.



L'âge et le statut des exploitants agricoles en 2011

Des productions diversifiées avec présence de circuits courts

Source : Chambre d'agriculture de la Loire (2011)

Type de production	Nombre	Part des exploitations enquêtées	Surface sur la commune (ha)	Part de la surface enquêtée sur la commune
Bovin lait spécialisé	27	43 %	572,49	47 %
Bovin lait diversifié sans surface	14	22 %	329,66	27 %
Bovin lait diversifié avec surface	5	8 %	112,84	9 %
Bovin viande	4	6 %	70,32	6 %
Bovin viande diversifié	3	5 %	58,05	5 %
Autres productions animales	7	11 %	53,76	4 %
Productions végétales	3	5 %	19,90	2 %
	63		*1 217,02*	*100 %*

Autres productions animales : caprin, ovin, volailles, achat-revente de génisses
Productions végétales : maraîchage et vente de céréales

Près de 86 % des exploitations enquêtées possèdent des ruminants (bovins, ovins). Parmi ces exploitations d'élevage, 46 totalisent une production de près de 10 millions de litres de lait par an (3 % du volume départemental). Le volume moyen par exploitation est de près de 218 000 litres, ce qui correspond à un volume supérieur à la moyenne départementale (165 000 litres). A noter que quatre structures collectent le lait sur le territoire : SODIAAL, LACTALIS, DANONE, BIOLAIT.

Type de lait	Débouchés commerciaux	Volume (nombre d'exploitations)
Lait conventionnel de vaches	SODIAAL	3 927 400 litres (18 exploitations)
Lait Agriculture Biologique de vaches		294 000 litres (1 exploitation)
Lait conventionnel de vaches	LACTALIS	2 915 435 litres (14 exploitations)
Lait Agriculture Biologique de vaches	LACTALIS Diagnostic de conversion en cours	96 000 litres (1 exploitation)
Lait conventionnel de vaches	DANONE	2 398 874 litres (9 exploitations)
Lait Agriculture Biologique de vaches	BIOLAIT	200 000 litres (1 exploitation)
Lait Agriculture Biologique de vaches	LACTALIS puis BIOLAIT à partir de novembre 2011	145 000 litres (1 exploitation)
Lait conventionnel de vaches	Vente directe exclusivement	24 000 litres (1 exploitation)
	Volume total	10 000 709 litres

Trois exploitations laitières sont engagées en Agriculture Biologique, dont 2 extérieures à la commune (sièges à Fontanès et à Grammond), produisant 639 000 litres sur 73 ha de la commune de Saint-Christo-en-Jarez.
Une exploitation est en train de réaliser un diagnostic pour envisager une reconversion en agriculture biologique.

Une exploitation produit 10 000 litres de lait de chèvre conventionnel, transformé en fromages.

Par ailleurs, 40 % des exploitations ont développé un deuxième atelier : un atelier de transformation (fromagerie, charcuterie), un atelier hors sol (veaux de boucherie, volailles, porcins) ou un troupeau de vaches allaitantes.
Une structure a mis en place une production horticole (siège à Grammond).
Il s'agit généralement de structures sociétaires de type GAEC (11 sur 19), comptant de 2 à 4 associés.

L'élevage de bovins pour la viande est minoritaire et assez hétérogène : les 7 structures rencontrées valorisent 10 % de la surface enquêtée sur la commune, dont 4 ont leur siège sur la commune.
La moitié propose de la vente directe de viande découpée.
Pour deux exploitations, l'atelier a été mis en place suite à une demande de cessation laitière.

Pour une exploitation, bien que le chef d'exploitation ait moins de 50 ans, la structure pourrait être transmise prochainement avec changement de production en élevage équin.

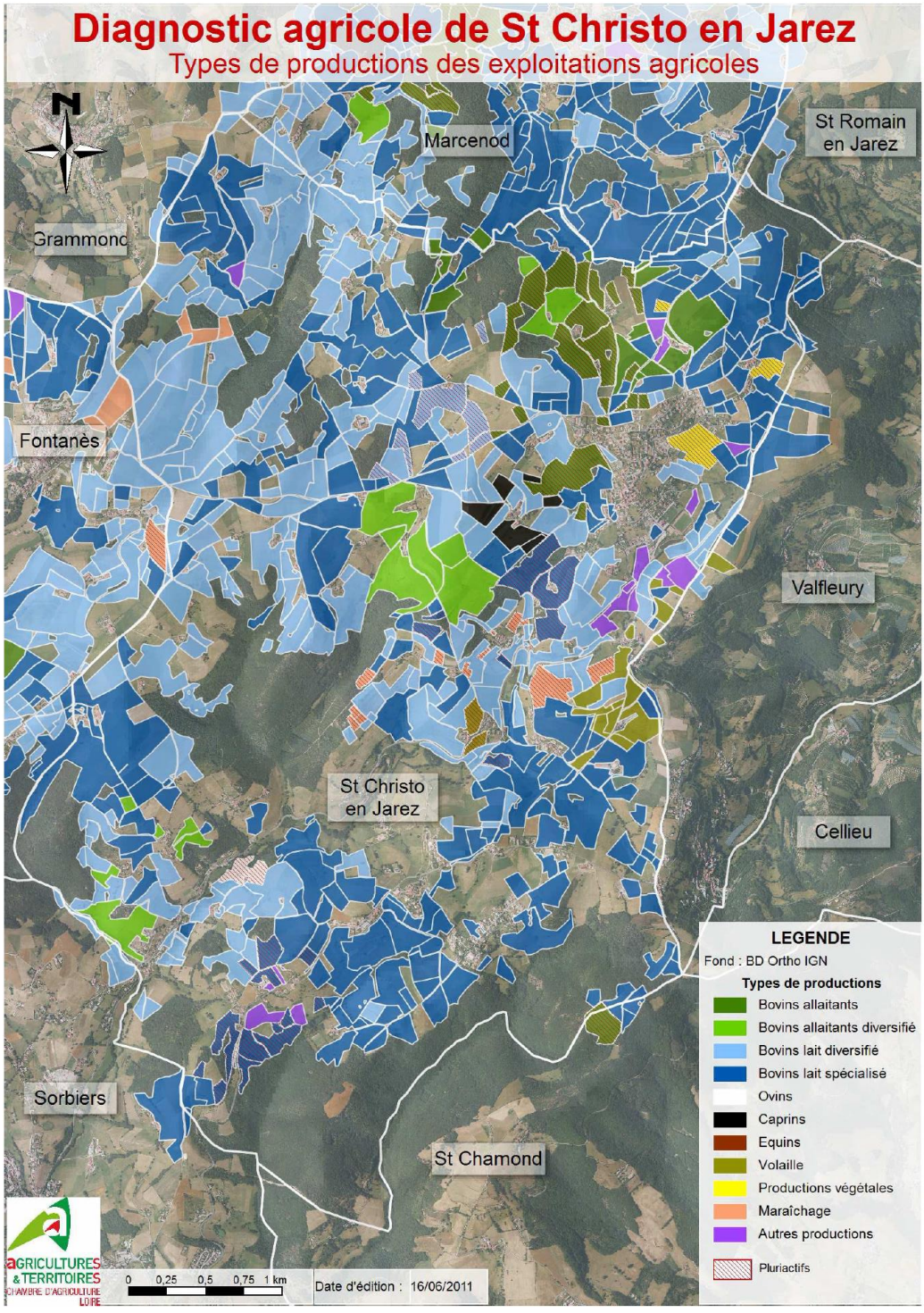
Le contexte naturel de la commune de Saint-Christo-en-Jarez (pentes, altitude, climat froid) n'a pas permis le développement de productions végétales : 1,45 ha sont cultivés en pommes de terre et 0,35 ha en framboises.
Depuis 2007, Saint-Christo-en-Jarez a créé un évènement autour de la pomme de terre : « la fête de la patate gourmande ». Une dizaine de producteurs se sont engagés à cultiver différentes variétés selon une charte de qualité commune et avec un label « La pomme de terre des collines de Saint-Christo-en-Jarez ».

Filière de commercialisation
Source : Chambre d'agriculture de la Loire (2011)

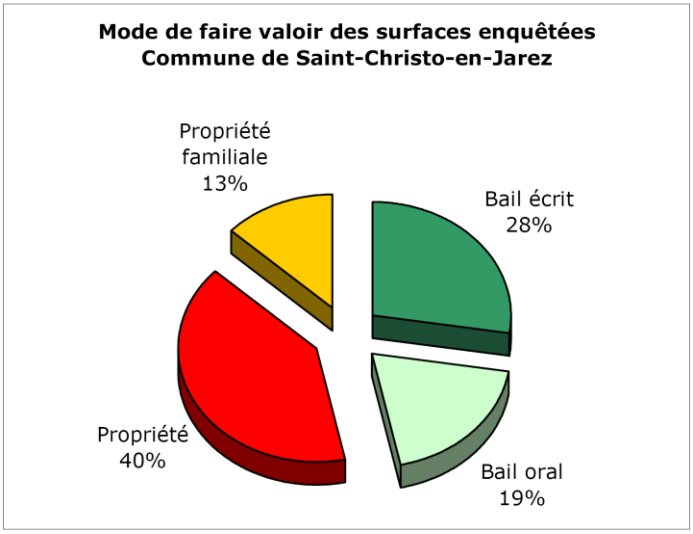
En raison de la proximité de bassins de consommation (Lyon et Saint-Etienne), près d'un tiers des exploitations (18 au total) commercialise une partie (voire la totalité pour l'exploitation en caprins) de leur production en circuits courts : sur l'exploitation, sur les marchés, en points de vente collectifs.
La majorité du lait est toutefois commercialisée par l'intermédiaire des coopératives ou entreprises privées : le quota vente directe est de 260 000 l.

Il faut noter que la majorité des exploitants enquêtés tirent la totalité de leur revenu de l'activité agricole. On dénombre neuf exploitants « double actifs », valorisant 122 ha soit 9 % de la SAU communale.

Les types de productions des exploitations agricoles en 2011



Un foncier agricole partiellement maîtrisé par l'agriculture
Source : Chambre d'agriculture de la Loire (2011)



Sur la commune de Saint-Christo-en-Jarez, une proportion importante (40 %) des parcelles agricoles est en propriété des exploitants agricoles. Comparé aux communes de Fontanès et Marcenod, la part en propriété familiale est la plus importante (13 %). La surface exploitée en fermage représente donc au total 60 % de la surface agricole sur la commune (soit près de 760 ha).

Les baux oraux sont en proportion plus nombreux (près de 20 % soit 240 ha), si l'on compare aux deux communes de Fontanès et Marcenod. Ceci peut s'expliquer par une plus grande proximité avec les zones urbaines (Saint-Etienne, Sorbiers, Saint-Chamond) qui est à l'origine d'une forte spéculation de la part des propriétaires fonciers.

Toutefois, ce constat ne rend pas forcément l'exploitation du foncier plus fragile pour les exploitations de cette commune : les terrains loués avec un bail oral, avec une preuve de paiement, rentrent dans le cadre du statut du fermage.

Chaque agriculteur compte peu de bailleurs : en moyenne, 6,5 bailleurs par exploitation.

Avec les évolutions prévues par la PAC, une grande partie des exploitations va chercher à consolider sa structure foncière. La concurrence foncière sera d'autant plus forte que cette commune présente une limite naturelle forte à l'est (contreforts de la vallée du Gier).

Un potentiel économique : ¾ des surfaces sont valorisés par des exploitations pérennes
Source : Chambre d'agriculture de la Loire (2011)

	Nombre	Part des exploitations enquêtées	Surface sur la commune (ha)	Part de la surface enquêtée
Favorable	31	49 %	736,91	61 %
Assez favorable	11	17 %	206,11	17 %
Fragile	6	10 %	98,29	8 %
Faible	13	21 %	142,32	12 %
Pas de donnée	2	3 %	33,39	2,7 %
TOTAUX	63		1 217,02	

NB : le potentiel économique de 2 exploitations n'a pas été calculé (causes : modification récente ou en cours d'orientation économique).

Sur les 61 autres exploitations rencontrées :

- 42 exploitations, soit 7 exploitations sur 10, présentent un potentiel économique assez favorable à favorable. 18 exploitations ont leur siège à Saint-Christo-en-Jarez et totalisent 508 ha, soit 37 % de la SAU communale.

- 6 exploitations présentent un potentiel économique fragile. Il s'agit uniquement d'exploitations individuelles dont le chef d'exploitation a moins de 55 ans. Les 4 structures sur Saint-Christo-en-Jarez sont des exploitations laitières disposant de droits à produire limités et de bâtiments anciens peu fonctionnels.

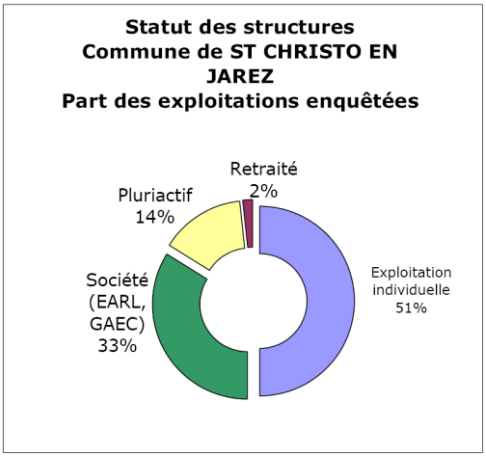
- 13 exploitations présentent un potentiel économique faible. Ces structures disposent toutes de surfaces limitées. Il s'agit de :

1 retraité.

8 pluriactifs de la commune de Saint-Christo-en-Jarez, dont un qui a plus de 55 ans sans succession connue.

4 structures individuelles, dont 3 chefs d'exploitation ont plus de 55 ans sans succession connue : 1 sur Fontanès et 2 sur Saint-Christo-en-Jarez.

Statut des structures agricoles
Source : Chambre d'agriculture de la Loire (2011)



Près de la moitié des surfaces enquêtés (583 ha, soit 48%) est exploité par un tiers des exploitations sous forme sociétaire[2]. La pluriactivité apparaît relativement importante en nombre d'exploitations, mais représente 8% de la SAU communale.

Synthèse

Les exploitations agricoles présentes valoriseront de manière durable le territoire de la commune de Saint-Christo-en-Jarez : ce sont des entreprises pérennes et transmissibles.

Compte tenu du contexte pédoclimatique contraignant, l'agriculture de Saint-Christo-en-Jarez restera fortement orientée vers l'élevage, notamment l'élevage bovin laitier. La production laitière reste la plus adaptée pour des superficies d'exploitations assez faibles, mais avec une proportion assez importante de terres labourables. La filière laitière, bien structurée sur les Monts du Lyonnais, ne devrait pas connaître de problème de pérennité économique.

La pérennité des exploitations agricoles nécessite la préservation des surfaces qui sont stratégiques pour elles et un espace agricole cohérent, non « mité ».

Dans un contexte d'évolution de la Politique Agricole Commune qui tend à faire évoluer les possibilités de volumes de production et de possibles contraintes accrues pour la gestion des épandages (Zone Vulnérable Nitrates), il est important de conserver à l'agriculture les surfaces épandables et les surfaces productrices de stocks fourragers (terres labourables, prairies mécanisables) et de veiller, d'une part, au non enclavement des bâtiments agricoles existants pour leur permettre d'évoluer et, d'autre part, de réserver de l'espace pour l'implantation de nouveaux bâtiments.

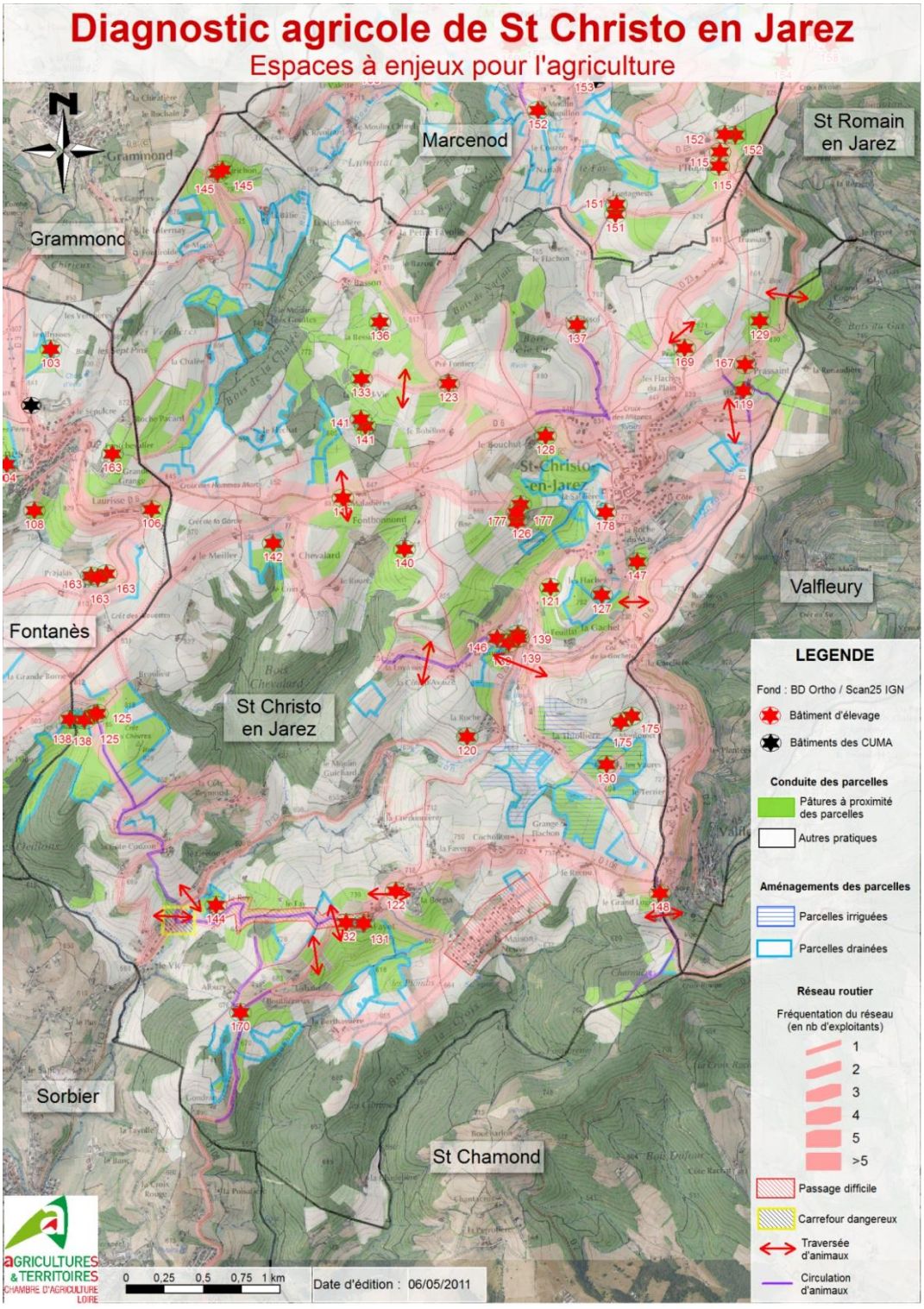
De ce fait, une urbanisation limitée à la densification du bourg sera plus favorable. Elle permettrait, par ailleurs, de préserver des circulations dédiées d'une part aux axes véhicules

[2] Dans la Loire, en prenant l'ensemble des exploitations, on recense 74% d'exploitations individuelles et 26% de sociétés. Au niveau des surfaces, les sociétés possèdent « seulement » 37% des surfaces.

légers, d'autre part aux activités agricoles. Si un accroissement de population est envisagé dans le bourg et les principaux hameaux, il conviendra de s'assurer que les exploitations situées de part et d'autres des principales dessertes routières ne verront pas leur fonctionnement perturbé par le flux des véhicules. Il est notamment important dans ce cas que les pâtures soient du même côté que le bâtiment d'exploitation. Ceci peut être un élément à prendre en compte dans l'implantation des projets.
L'activité agricole de Saint-Christo-en-Jarez est très liée aux exploitations de Fontanès et de Marcenod. Il convient donc, pour maintenir la dynamique de gestion de l'espace actuelle, de veiller à préserver la continuité des espaces agricoles entre ces communes.

La spécialisation laitière de ce territoire n'empêche pas d'envisager d'autres orientations pour l'agriculture (notamment en utilisant le bassin de consommation proche avec transformation et vente directe, petits fruits…), mais ces pistes sont plus faciles à explorer dans un cadre sociétaire où les investissements et l'organisation du travail sont partagés. Elles cohabiteront donc probablement avec une production d'élevage qui valorisera les surfaces. Ces possibilités ne modifient pas les recommandations ci-dessus, notamment la préservation des bâtiments de l'enclavement pour permettre leur évolution et des surfaces irriguées ou drainées.

Enfin, il est évident qu'un parcellaire plus restructuré faciliterait la pérennité des exploitations agricoles en réduisant notamment les coûts de production, mais le relief de cette grande commune et l'assez faible proportion de maîtrise du foncier par les agriculteurs ne facilitent sans doute pas cette évolution.



Les espaces à enjeux pour l'agriculture

2-4- Les migrations domicile-travail

– **Origine des actifs occupants un emploi sur la commune de Saint-Christo-en-Jarez**

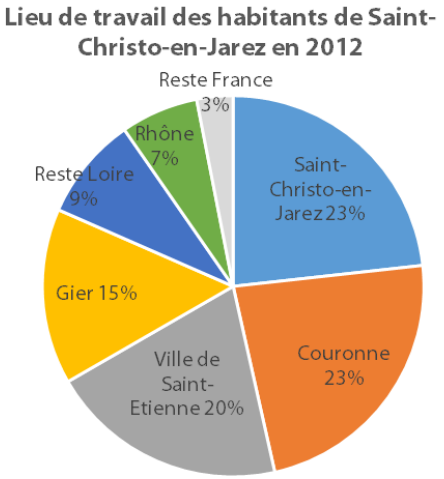
Où résident les personnes travaillant à Saint-Christo-en-Jarez ?

Domicile	Travail	Effectifs
Saint-Christo-en-Jarez	Saint-Christo-en-Jarez	214
Gier	Saint-Christo-en-Jarez	12
Dept Loire	Saint-Christo-en-Jarez	8
Couronne	Saint-Christo-en-Jarez	8
Rhône	Saint-Christo-en-Jarez	4
Ville de Saint-Etienne	Saint-Christo-en-Jarez	3
Loire Forez	Saint-Christo-en-Jarez	3

Source : INSEE 2012

En 2012, la majorité des actifs qui travaillent à Saint-Christo-en-Jarez habitent la commune (part de 85%).

– **Déplacements quotidiens de la population active de Saint-Christo-en-Jarez**

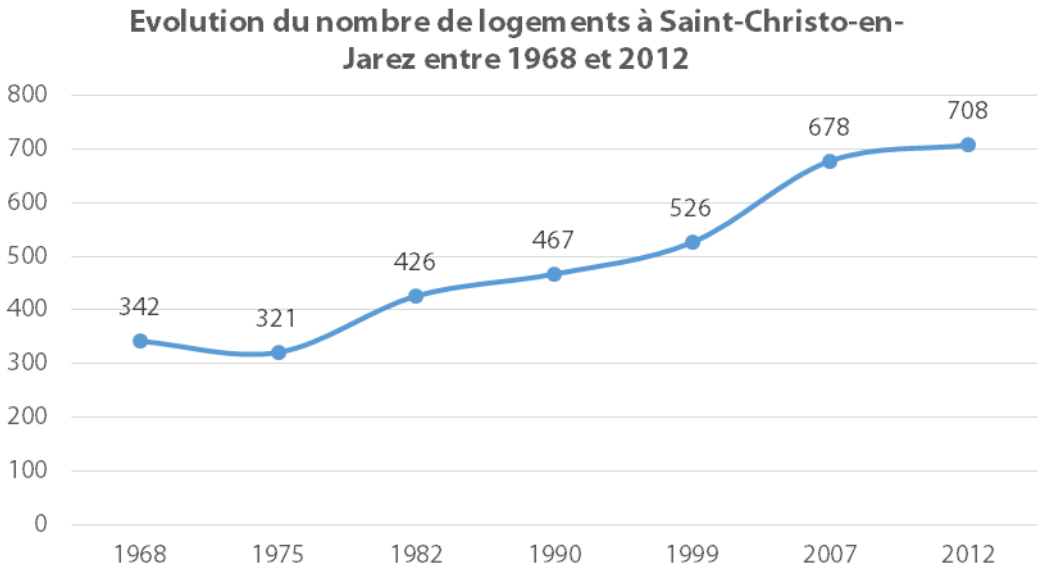


Source : Base des flux de mobilité professionnelle (domicile-travail), Insee 2012

Les actifs habitant Saint-Christo-en-Jarez vont travailler en grande majorité sur les communes de la Communauté d'agglomération de Saint-Etienne Métropole (209 à Saint-Christo-en-Jarez, 182 à Saint-Etienne, 75 à La Talaudière, 126 sur le reste de la couronne Stéphanoise et 165 sur le reste de Saint-Etienne Métropole).

2-5- Le logement et les équilibres sociaux

2-5-1- Evolution du nombre de logements : une augmentation constante depuis 1975



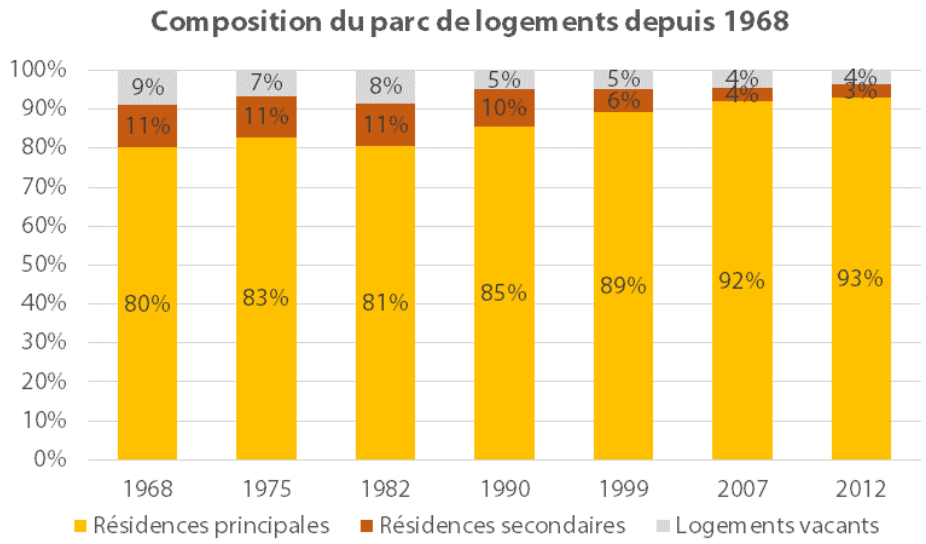
Source : Insee RP 1968, 1975, 1982, 1990 dénombrement ; 1999, 2007, 2012 exploitations principales

Ensemble	2007	%	2012	%
Résidences principales	624	92	657	93
Résidences secondaires et logements occasionnels	24	4	24	3
Logements vacants	30	4	26	4

Sources : Insee, RP2007 et RP2012exploitations principales.

En 2012, la commune de Saint-Christo-en-Jarez comptabilise 708 logements. Depuis 1975, l'augmentation du nombre de logements est constante. Aussi, entre 1999 et 2012, la commune comptabilise 182 logements supplémentaires.

L'augmentation s'explique par le développement des résidences principales (+187 unités entre 1999 et 2012). Aussi la part des résidences principales a crû pour représenter 93% du parc de logement. Quant aux résidences secondaires, leur nombre a diminué passant de 31 à 24 unités. Le nombre de logements vacants reste stable (+1 unités entre 1999 et 2012) avec une valeur usuelle inférieure à la vacance technique (4 % en 2012).



Source : Insee RP 1968, 1975, 1982, 1990 dénombrement ; 1999, 2007, 2012 exploitations principales

Au cours des 40 dernières années, le nombre des résidences principales a très sensiblement augmenté (+383 unités) passant d'une part de 80,1% en 1968 à 93% en 2012. En parallèle, le nombre de résidences secondaires et logements occasionnels a diminué (-14 unités) passant une part de 11,1% à 3%. Enfin le nombre de logements vacants reste relativement stable (-3 unités) mais le taux de vacances a fortement diminué passant de 8,8% à 3,9%.

Eléments de comparaison :

Composition du parc logement en 2012	Total logements	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants
Saint Christo en Jarez	708	657 (93%)	24 (3%)	26 (4%)
Couronne	26284	24429 (93%)	333 (1%)	1521 (6%)
Sud Loire	255135	224149 (88%)	7964 (3%)	23023 (9%)

Sources : Insee, RP2012 exploitations principales.

Le parc de logements de la commune de Saint-Christo-en-Jarez est essentiellement composé de résidences principales, et suit la tendance générale de la couronne stéphanoise et du Sud Loire. A noter que la part des logements vacants sur la commune est faible comparativement au taux de vacance de la Couronne et du Sud Loire.

- **Typologie des logements**

	2007	2012
Maisons	611	624
Appartements	64	82
Total	678	708

Source : Insee, RP 2012

L'augmentation du nombre de logements résulte à la fois de l'édification de nouvelles maisons et de nouveaux appartements. A noter que le rythme de constructions de maisons est le plus important avec 624 maisons en 2012. Comparativement, le nombre de logements en appartement a connu une croissance plus modérée. Toutefois en valeur relative, la part des appartements a crû fortement passant d'un taux de 4,4% en 1999 à 11,6% en 2009.

Eléments de comparaison :

	Total logements	Maisons	Appartements
Saint-Christo-en-Jarez	708	624 88%	82 12%
Couronne	26 284	14 732 56%	11 450 44%
Saint-Etienne Métropole	196 778	57 720 29%	137 364 70%
Scot Sud Loire	255 135	103 009 40%	150 158 59%

Source : Insee, RP 2012

Le parc de logements à Saint-Christo-en-Jarez est typique de celui d'une commune périurbaine puisqu'une majorité de maisons compose le parc résidentiel. Ainsi la part de maisons est largement plus importante sur Saint Christo en Jarez (88%) que pour le secteur de la Couronne Stéphanoise (56%) ou du Sud Loire (40%). De fait la part des appartements (12%) est alors nettement inférieure à la moyenne du secteur de la Couronne (44%) et de la région du Sud Loire (59%).

- **Résidences principales selon le statut d'occupation**

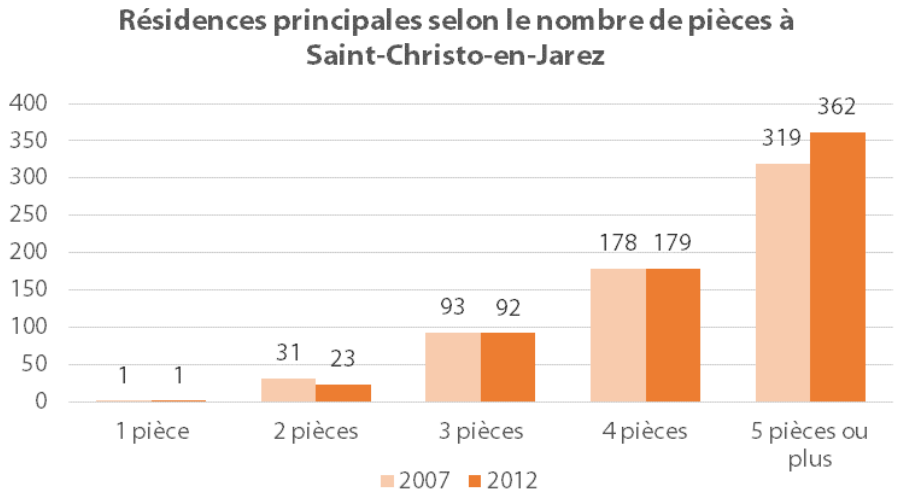
	2007	2012
Propriétaires	518	538
	83%	82%
Locataires	98	108
	16%	16%
dont locataires d'un logement non HLM ou d'un meublé	*82*	*95*
	13%	*14%*
dont locataires d'un logement HLM	*16*	*13*
	3%	*2%*
Logés gratuit	8	11
	1%	2%
Total résidences principales	624	657
	100%	100%

Source : Insee, RP 2007 et 2012

Les propriétaires sont majoritaires sur la commune et en forte augmentation depuis 1999 (+155 résidences principales occupées par des propriétaires) même si leur part reste constante. Quant aux locataires, leur nombre a presque doublé en l'espace d'une dizaine d'années (+44 dont +7 locataires d'un logement HLM). Parallèlement, leur nombre a légèrement augmenté entre 2007 et 2012 passant de 98 à 108 (+10 unités).

- **Etat du parc : des logements de grande taille**

Résidences principales selon le nombre de pièces



Source : Insee RP 2007 et 2012, exploitations principales

Les grands logements (5 pièces et plus) sont majoritaires sur Saint-Christo-en-Jarez et en forte augmentation depuis 1999 (+152 logements). Ainsi 54% des résidences principales disposent de 5 pièces ou plus. Ce taux s'élève même à 82% en intégrant les résidences principales qui ont 4 pièces et plus. La commune se caractérise donc par une part importante de grands logements. Ceci s'explique notamment par une part importante de maisons individuelles.

Eléments de comparaison :

	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces et plus	Total résidences principales
Saint-Christo-en-Jarez	1	23	92	179	362	657
	0%	4%	14%	27%	55%	100%
Couronne	364	1 953	4 863	7 226	10 024	24 429
	1%	8%	20%	30%	41%	100%
Saint-Etienne Métropole	7 288	24 290	47 308	49 318	45 885	174 089
	4%	14%	27%	28%	26%	100%
Scot Sud Loire	7 935	27 616	55 421	64 082	69 096	224 149
	4%	12%	25%	29%	31%	100%

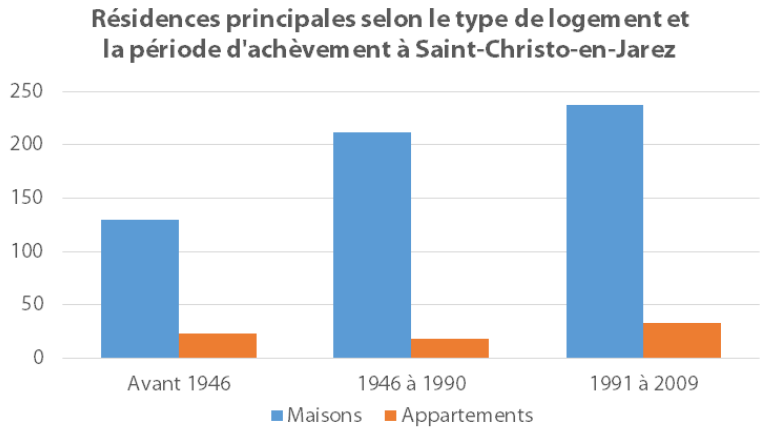
Source : Insee, RP 2012

En comparaison avec la Couronne stéphanoise et le Sud Loire, Saint-Christo-en-Jarez dispose d'un parc de logement homogène avec une surreprésentation de grands logements. En effet, l'offre de logements sur la couronne et le Sud Loire apparaît plus hétérogène avec la présence en valeur relative de davantage de petit logement.

- **Etat du parc : des logements confortables**

Le parc de logements existant sur la commune peut être qualifié de confortable : 96,8% des logements ont une salle de bain avec baignoire ou douche, 60,4% ont un chauffage central individuel, 16,7% ont un chauffage individuel « tout électrique », 2,8% ont un chauffage électrique.

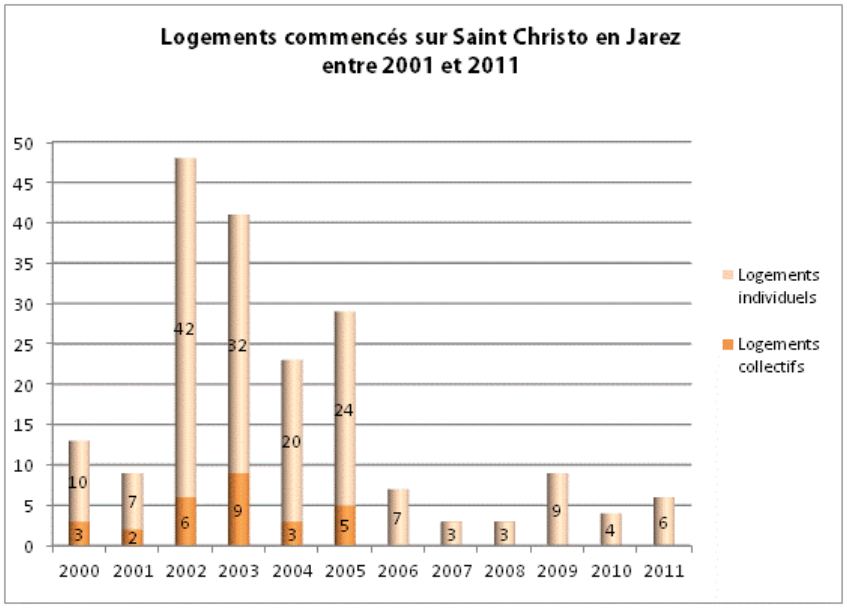
- **Période d'édification des résidences principales**



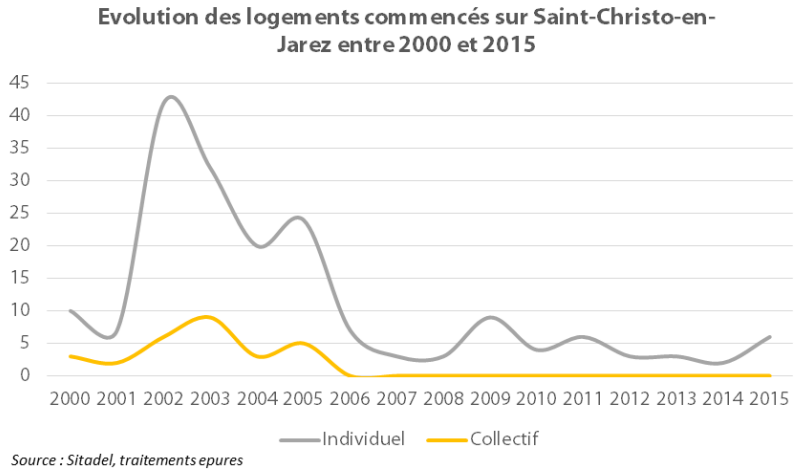
Source : Insee RP 2012, exploitation principale

La date d'édification des résidences principales se répartit principalement avant 1946 et après 1974 avec une majorité constante de construction de maisons. Aussi 35% du parc a été construit après 1990 dont 87% de maisons. A noter que le nombre d'appartement a eu tendance à croître depuis 1990 comparativement aux périodes antérieures.

- **Le rythme de construction**



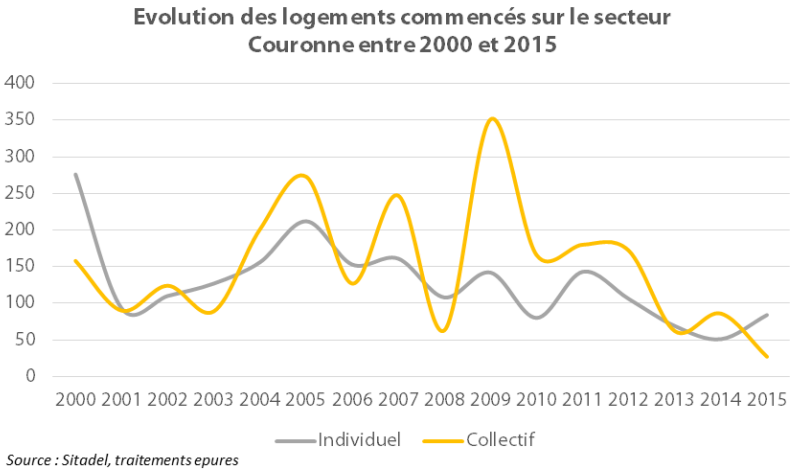
Source : SITADEL



Source : Sitadel, traitements epures

Saint-Christo-en-Jarez compte 209 logements commencés depuis 2000 dont 28 logements collectifs. Ainsi le rythme de construction entre 2000 et 2015 s'établit à 14 logements par an.

A l'échelle de la Couronne stéphanoise, le nombre total de logement commencé s'élève à 4487 entre 2000 et 2015. Ainsi, Saint-Christo-en-Jarez représente 4,7% du nombre total de logements commencés sur la couronne. Aussi, le rythme de construction sur la Couronne s'établit à 299 logements par an, avec une petite majorité de logements collectifs (part de 54%).



Source : Sitadel, traitements epures

- **Le parc locatif social**

La commune de Saint-Christo-en-Jarez compte 13 logements HLM (dont 6 auprès du bailleur de Loire Habitat).

3- Le diagnostic urbain et environnemental

3-1- La structure du territoire

La commune de Saint-Christo-en-Jarez est située dans la partie sud-est du département de la Loire et à environ 20 km au nord-est de Saint-Etienne.

Composée de plusieurs flancs de collines, très resserrées, Saint-Christo-en-Jarez s'inscrit dans les massifs des Monts du Lyonnais.

Le centre bourg est situé sur une colline au nord-est de la commune à 810 m d'altitude. Le reste du territoire s'étend sur les flancs exposés au sud et dans la vallée, pour une superficie totale de 2 177 hectares.

Les amplitudes altitudinales sont assez fortes. Du point le plus bas (540 m) au point le plus haut (880 m), le dénivelé est de 340 m. Le bourg principal varie lui-même de 762 m à 833 m pour le point le plus haut soit 71 m de dénivelé.

La rivière de l'Onzon prend sa source sur la commune de Saint-Christo-en-Jarez, au nord-est. Elle traverse le territoire du nord est au sud-ouest pour rejoindre la commune de Sorbiers, grossie par différentes ramifications. Le Langonand est également un ruisseau qui prend sa source à Saint-Christo-en-Jarez au lieu-dit Maison Neuve.

La commune est structurée par trois axes transversaux : les collines, le long axe routier sud-ouest/nord-est, ainsi que par les cours de l'Onzon et du Langonand. Cette topographie a contribué à faire évoluer l'histoire et l'urbanisme de la commune.

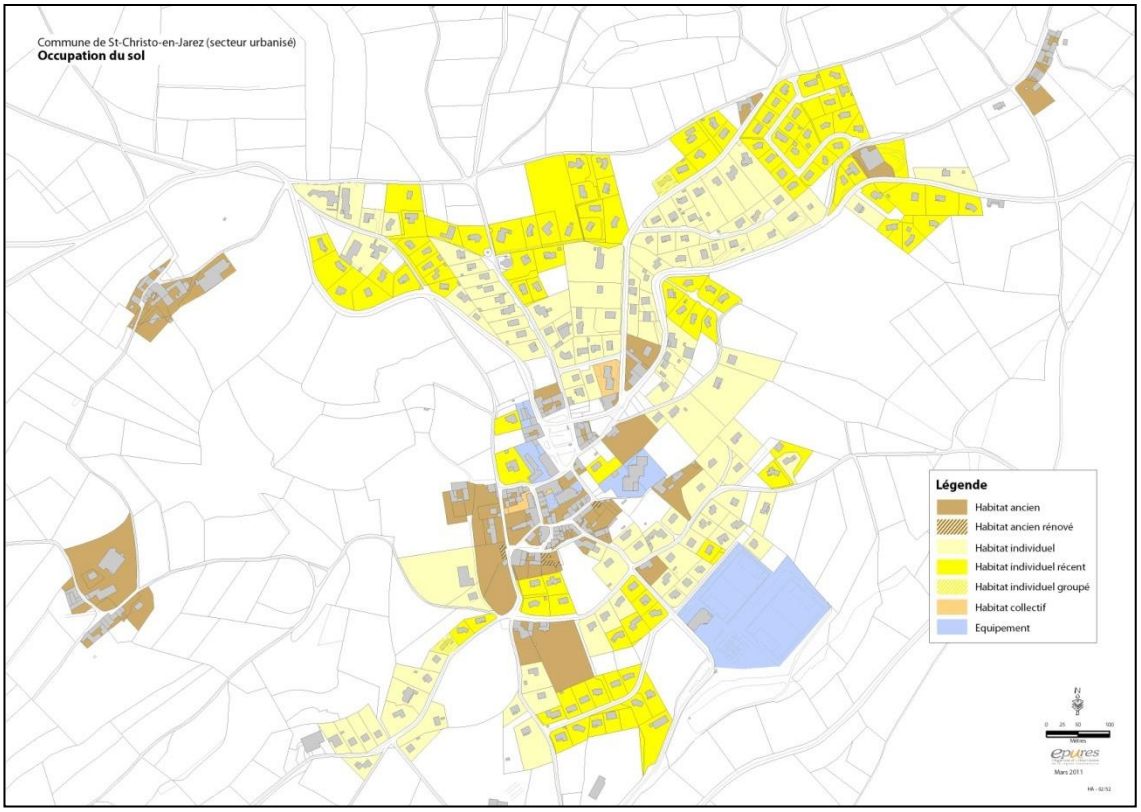
Dans un premier temps, l'urbanisation s'est développée sur le flan de la colline située au nord-est de la commune, en contrebas de la RD 23 reliant la commune de Sorbiers à Saint-Christo-en-Jarez, route longeant le cours de l'Onzon. C'est ce qui correspond au bourg ancien du village. Au cours du temps, le village s'est étendu en direction du nord et du sud (à proximité des équipements sportifs) par un habitat majoritairement pavillonnaire.

3-2- Le paysage

3-2-1- La structure générale de paysage

Le territoire de la commune est découpé en plusieurs subdivisions paysagères :

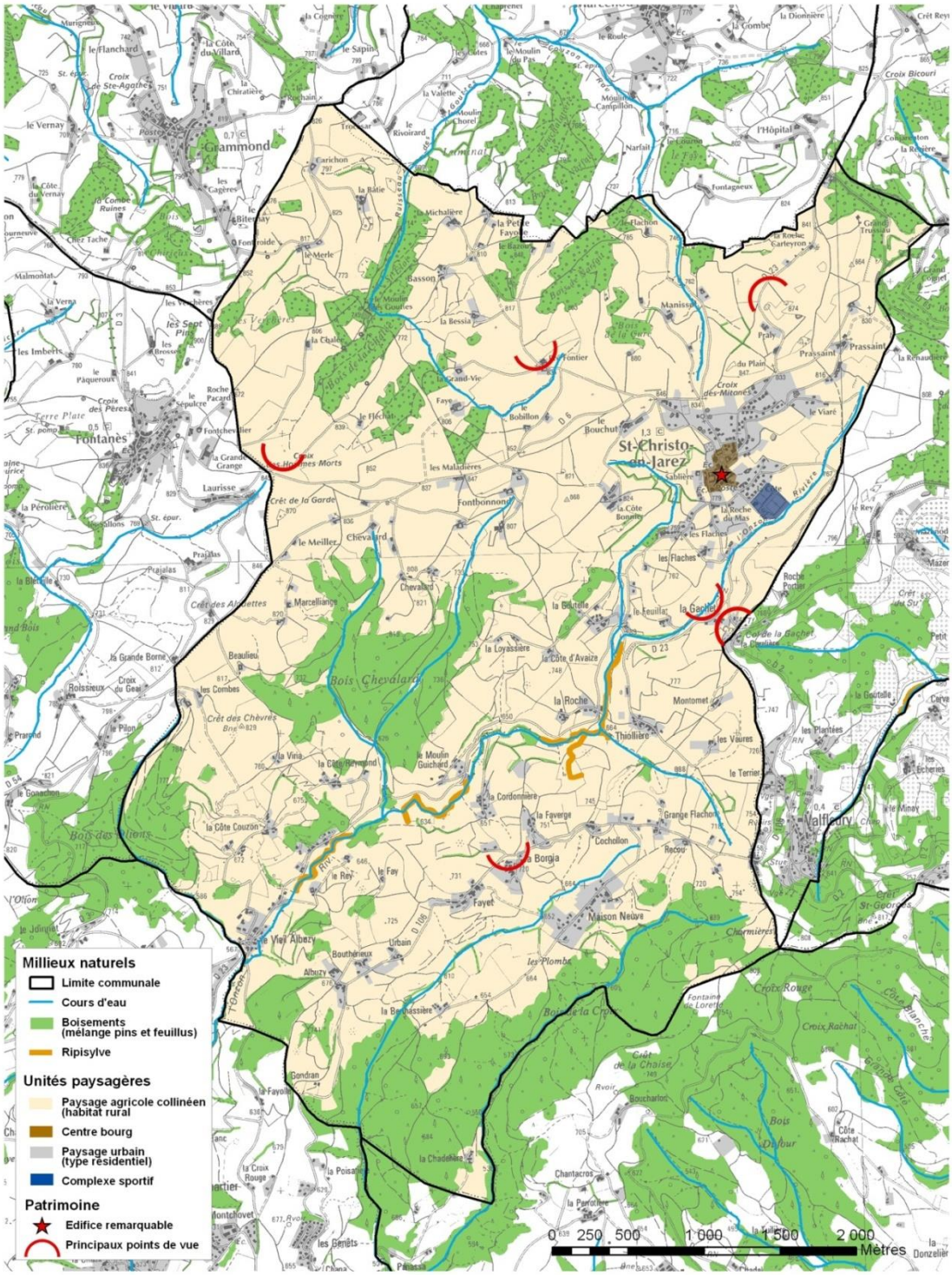
Le nord-est de la commune constitue une unité de paysage de type urbain par le centre bourg. Le bâti y est l'élément structurant principal (de type majoritairement ancien en centre bourg et pavillonnaire autour, il connait la présence d'équipements sportifs, et de quelques commerces)



La seconde unité paysagère est de type agricole collinéen, et concerne le reste du territoire. Elle est plus vaste et est caractérisée par un habitat ponctuel de type rural, avec des hameaux dispersés sur le territoire communal qui se sont développés récemment en habitat individuel (notamment hameau des Flaches).

Commune de Saint-Christo-en-Jarez

Carte paysage



3-2-2- Les grandes unités de paysage

Le territoire de la commune de Saint-Christo-en-Jarez est découpé en plusieurs subdivisions paysagères, à savoir :

- Le paysage urbanisé avec :
    - le centre bourg et ses extensions
    - les entrées de ville
    - les hameaux isolés, avec notamment Maison Neuve qui s'est fortement développé
- Les espaces agricoles et naturels
- Le paysage vallonné caractéristique des Monts du Lyonnais

3-2-2-1- Le paysage urbain : les entrées de ville

On distingue quatre principales entrées de ville sur Saint-Christo-en-Jarez, correspondant notamment aux voies structurantes de la commune (RD 23 et RD 6).

<u>L'entrée Est par la RD 23 en venant de Sorbiers</u>



La voie principale d'accès en provenance de Sorbiers (RD 23) dessine une grande boucle avant d'arriver au centre bourg. Le paysage d'entrée de ville est assez homogène. Il marque la scission entre une zone rurale à dominante agricole et la zone urbanisée pavillonnaire avant d'accéder progressivement au centre ancien.

L'analyse paysagère de cette entrée de ville a permis d'identifier un point de repère paysager et bâti. Il s'agit d'un bâtiment occupé par la carrosserie Guichard qui se situe à l'entrée du bourg ancien. La forme de cette construction ne correspond pas aux bâtiments alentours ce qui peut favoriser une dévalorisation de l'intérêt paysager.



Garage Guichard



Cette entrée de ville est également marquée par le carrefour entre les routes de la Combe (RD23), de l'Abreuvoir (RD23) et de Bel Air (RD6) qui surprend au premier abord par son manque de visibilité. L'accès au bourg ancien est également peu lisible. Il est difficile d'identifier la route à favoriser pour accéder au centre d'autant plus que l'Eglise et sa place cloisonnée tournent le dos aux accès.

L'entrée Ouest par la route RD6 en provenance de Fontanès



Cette entrée de ville en provenance de Fontanès offre en premier lieu une découverte progressive du village de Saint-Christo-en-Jarez en permettant un point de vue sur la commune reconnaissable au loin par son clocher dominant. Entrée aérée, elle est bordée par un habitat pavillonnaire récent d'un côté et par des terres agricoles de l'autre.

L'entrée de ville est néanmoins marquée par la présence du cimetière et de l'antenne relais.



L'entrée sud par le chemin du Pont



Cette entrée par le sud n'est pas une entrée principale. Elle constitue une voie secondaire souvent utilisée par les habitants en tant que coursière. Elle donne en contrebas du village, et permet d'entrer dans les zones pavillonnaires ou de se diriger en direction des équipements sportifs. Si cette voie permet d'éviter la grande boucle de la RD23, elle impose le passage par le centre bourg pour rejoindre la voie principale d'accès.

L'entrée nord, par la RD23 en direction de Sorbiers



Cette entrée est bordée par de l'habitat pavillonnaire de part et d'autre de la route. Cependant, les clôtures et haies qu'offrent ces types d'habitat tendent à donner une entrée de village peu aérée et une sensation de rue fermée.

Cette entrée permet de rejoindre le croisement avec la RD6 en provenance de Fontanès. La priorité à droite n'offre pas une grande visibilité sur les véhicules provenant de Fontanès.

– Le centre

Le bourg de Saint-Christo-en-Jarez concentre l'ensemble des activités de la commune (services, équipements, commerces…).



Rue de la Mairie

Le centre bourg se distingue par sa densité et forme un îlot distinct du reste de la commune. Il se caractérise par un noyau ancien développé de façon concentrique. C'est le seul endroit de la commune où le collectif l'emporte sur l'individuel.



Place de l'Eglise

Le centre bourg se caractérise également par des rues étroites et escarpées qui ne permettent pas une circulation aisée. Ce sentiment est renforcé par la possibilité de stationnements le long des habitations mais également par le fait que les rues sont en grande majorité à double sens.



Rue du Rocher

- Les secteurs en extension

L'extension récente de la commune de Saint-Christo-en-Jarez a développé des constructions d'habitat pavillonnaire en contrebas du bourg, à proximité des équipements, ainsi qu'au nord du village, le long des voies existantes. Il n'y a pas ou peu de lotissements en voie sans issue. Les nouvelles constructions au nord notamment, ont pour effet principal d'étendre le bourg et de consommer plus d'espaces



L'Hélianthe

- Les secteurs dévolus aux activités économiques

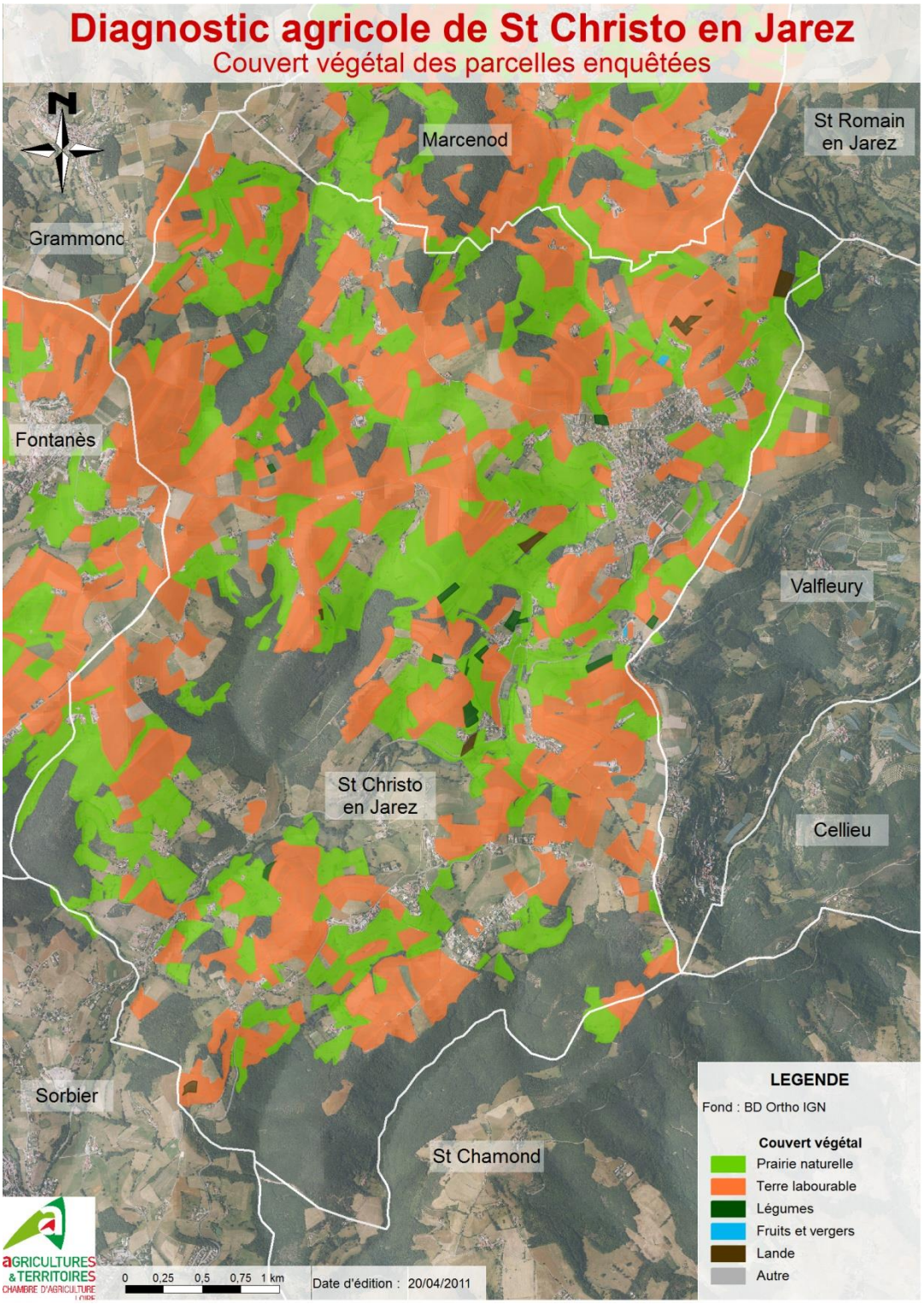
La commune de Saint-Christo-en-Jarez ne dispose pas d'espaces dévolus aux activités économiques. La majorité de l'activité économique se concentre dans le centre bourg. Une part importante des espaces agricoles est également à noter.

- Les espaces agricoles

Malgré la pression urbaine assez élevée qui vient du fait que la commune de Saint-Christo-en-Jarez se trouve dans la première couronne stéphanoise, son territoire est marqué par de grands secteurs agricoles.

Les espaces agricoles de la commune couvrent 71% du territoire communal et participent ainsi à l'équilibre et à la caractéristique paysagère du territoire de la commune.

La couverture végétale des parcelles agricoles se répartit essentiellement entre des terres labourables et des prairies naturelles.



Carte d'occupation des sols agricoles (Chambre d'agriculture Loire – 2011)

– **Les espaces boisés**

Les boisements sont répartis de façon sporadique et couvrent une superficie relativement importante. Les espaces boisés se localisent principalement au sud de la commune (Bois de la Croix), au centre (Bois Chevalard) et nord (Bois de la Châlée, bois de Narfait, bois de la Cure).

– **Les points de vue et itinéraires panoramiques**

Commune de Saint-Christo-en-Jarez
Espaces exposés aux vues



Du fait de son caractère vallonné, il existe quelques points de vue intéressants dans la commune :



Point de vue depuis le col de la Gachet

Point de vue panoramique depuis la RD6 en provenance de Fontanès





Point de vue depuis la Gachet sur le bourg de Saint-Christo-en-Jarez



Point de vue depuis rue du Rocher (proximité de l'école publique)



3-3- Le patrimoine

– L'Eglise



Dominant la colline, l'Eglise de Saint-Christo-en-Jarez donne du caractère au village. En effet, reconnaissable au loin par son clocher, elle donne une identité à la commune. L'Eglise est une chapelle de Jean-Louis Bonnard, avec un carillon à 9 cloches.

La place de l'Eglise accorde également une place importante au stationnement. Si cela est avantageux pour les commerces présents autour de l'Eglise ou à proximité, cela contribue aussi à renforcer le sentiment de place cloisonnée.



3-4- Les espaces économiques

Aucun espace dédié à l'activité économique n'est présent sur la commune de Saint-Christo-en-Jarez.

3-5- L'organisation de l'habitat

La commune s'organise autour du centre bourg qui concentre les équipements principaux (équipements administratifs, scolaires, sportifs) ainsi que quelques commerces et services de proximité. Au cœur du centre bourg, l'habitat est plutôt dense, les constructions sont implantées à l'alignement et présentent un caractère patrimonial. Au fil du temps, des maisons individuelles construites sous forme de lotissements ou au coup par coup sont venues étoffer les franges du centre bourg.

Le reste du territoire est parsemé de hameaux agricoles ou anciennement agricoles.

3-6- Les déplacements et les transports

3-6-1- Le contexte territorial

La question des déplacements se traduit dans des documents et des politiques à échelles différentes. Les lois récentes (loi sur l'air, loi solidarité et renouvellement urbains, …) ont renforcé la prise en compte des déplacements dans une approche de développement durable.

Le secteur de la Couronne stéphanoise est notamment concerné par les documents et projets suivants :

- la DTA, Directive Territoriale d'Aménagement approuvée le 9 janvier 2007

- le DVA, Dossier de Voirie d'Agglomération, approuvé en 2001. Le scénario préconisé dans le DVA comprend la réalisation de l'A 45, la requalification de l'A 47, la réalisation du contournement ouest de Saint Etienne avec intégration pour partie de la RD 201, et la déviation de la RD 1498.

- le PDU, Plan des Déplacements Urbains, révisé en 2004 pour prendre en compte l'extension du périmètre et la loi SRU. Les grands principes de ce plan sont le renforcement du réseau de transport collectif urbain, l'amélioration de la desserte périurbaine Ondaine - Saint Etienne - Gier, et le développement de l'intermodalité avec l'aménagement de pôles d'échanges

- le PDS « Couronne nord-est »

- la hiérarchisation du réseau de voirie sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Saint Etienne Métropole.

Une enquête ménages/déplacements a été réalisée en 2010 sur la région stéphanoise. Elle permet d'avoir une meilleure connaissance des pratiques des habitants :

- les habitants de la région effectuent en moyenne 3,54 déplacements par jour. Environ 66 minutes sont consacrés par jour à se déplacer pour une distance moyenne de 19 km ;
- un déplacement sur quatre a pour motif le travail ou les études ;
- l'usage de la voiture est dominant même si la marche à pied est utilisée pour plus d'un déplacement sur quatre.

Par rapport à l'enquête ménages/déplacements de 2001, certaines évolutions s'inscrivent dans les grandes tendances observées à l'échelle nationale avec une baisse de la mobilité quotidienne. En revanche, d'autres évolutions sont en rupture avec les grandes tendances observées à l'échelle nationale et concernent :

- une augmentation de la part modale de la voiture de 4 points
- une baisse de la part modale du transport collectif d'1 point.

Enfin la redistribution de la population sur le territoire impacte fortement sur les flux des déplacements, les déplacements internes à la Couronne stéphanoise ont notamment augmenté de 20%.

3-6-2- Le réseau viaire

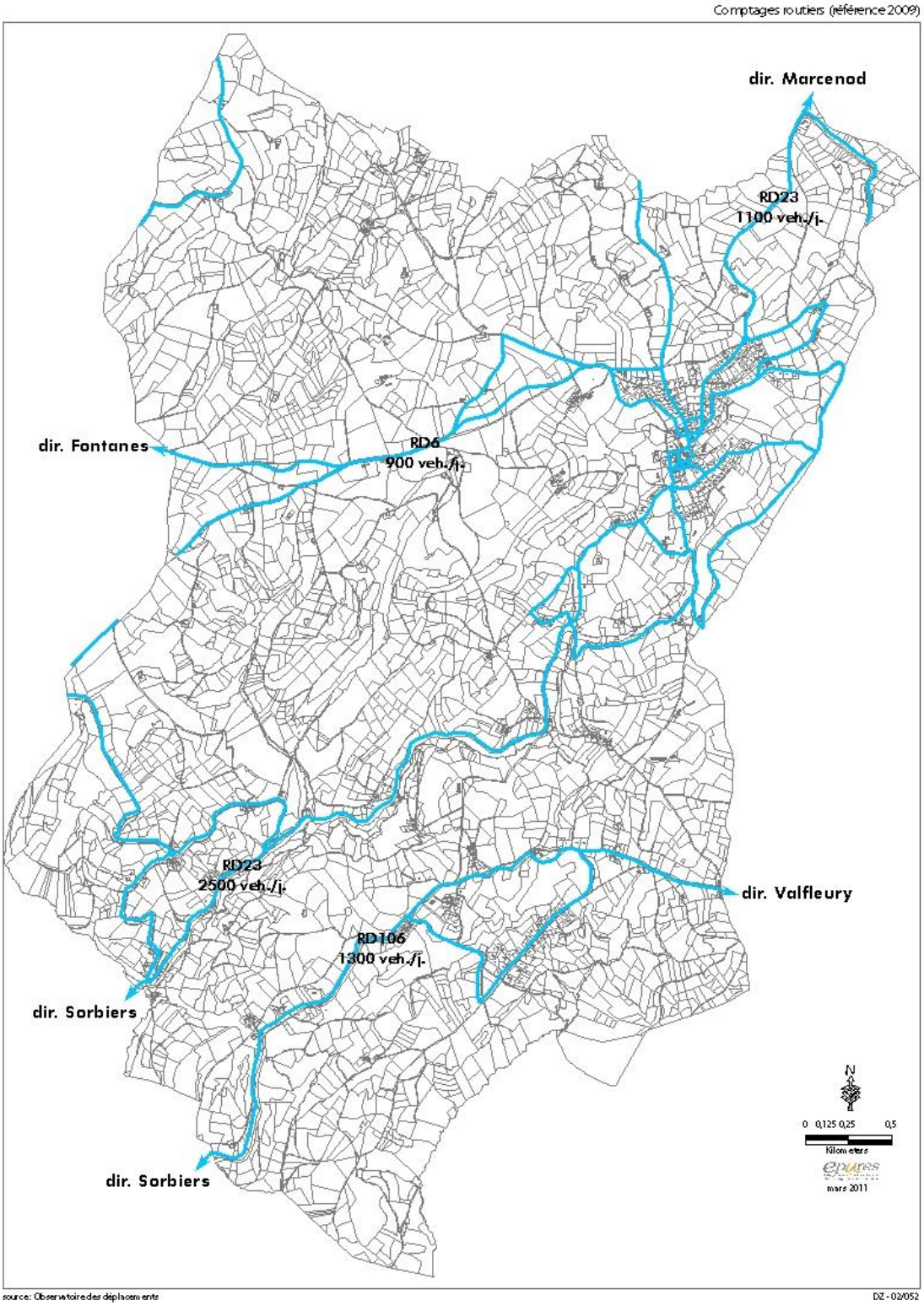
Une bonne accessibilité

La commune est desservie et traversée par deux axes majeurs qui se croisent à proximité du centre bourg :

- la RD 6 traverse la commune d'Est en Ouest et permet la liaison à Fontanès
- la RD 23 permet la liaison à Marcenod d'un côté, à Sorbiers et à l'agglomération stéphanoise de l'autre.

Saint-Christo-en-Jarez

Comptages routiers (référence 2009)



source: Observatoire des déplacements

DZ - 02/052

En dépit de comptages routiers insuffisants, on peut observer que la RD23 entre Sorbiers et Saint-Christo-en-Jarez est la plus empruntée avec un trafic de 2500 véhicules par jour. La RD106 est également assez empruntée avec 1300 véhicules par jour entre Sorbiers er Valfleury.

Un point noir

Le croisement de la RD6 avec la RD23 au niveau du centre de Saint-Christo-en-Jarez constitue un point noir : carrefour peu lisible, priorités dangereuses.

3-6-3- Les transports en commun

La commune est desservie par 2 lignes de transports en commun du réseau STAS de Saint-Etienne Métropole, qui permettent d'accéder en 50 minutes au centre-ville de Saint-Etienne :

- La ligne 10 (J. Jaurès – Sorbiers Bourg – Valfleury) qui dessert les arrêts d'Albuzy, Urbain, Fayet, Borgia, Grange Flachon, Maison Neuve 1, Maison Neuve 2, Berthassière, Grange Flachon, Le Grand Logis, soit 10 arrêts. Elle emprunte la RD106 et dessert les hameaux de Saint-Christo-en-Jarez. Il faut une cinquantaine de minutes pour arrriver en centre de Saint-Etienne (Jean Jaures).

- La ligne 14 (Châteaucreux - Grand Quartier (Sorbiers – Marcenod) qui dessert les arrêts du Vieil Albuzy, Le Rey, Le Grelon, le Moulin Guichard, La Cordonnière, La Roche, La Gachet, La Viare soit 8 arrêts. Elle emprunte la RD23 et dessert le centre bourg de Saint-Christo-en-Jarez. Il faut également une cinquantaine de minutes pour arriver à Saint-Etienne Châteaucreux.

Saint-Christo-en-Jarez

Offre de transports collectifs



source : Observatoire des déplacements

DZ - 02/052

3-6-4- Les modes doux

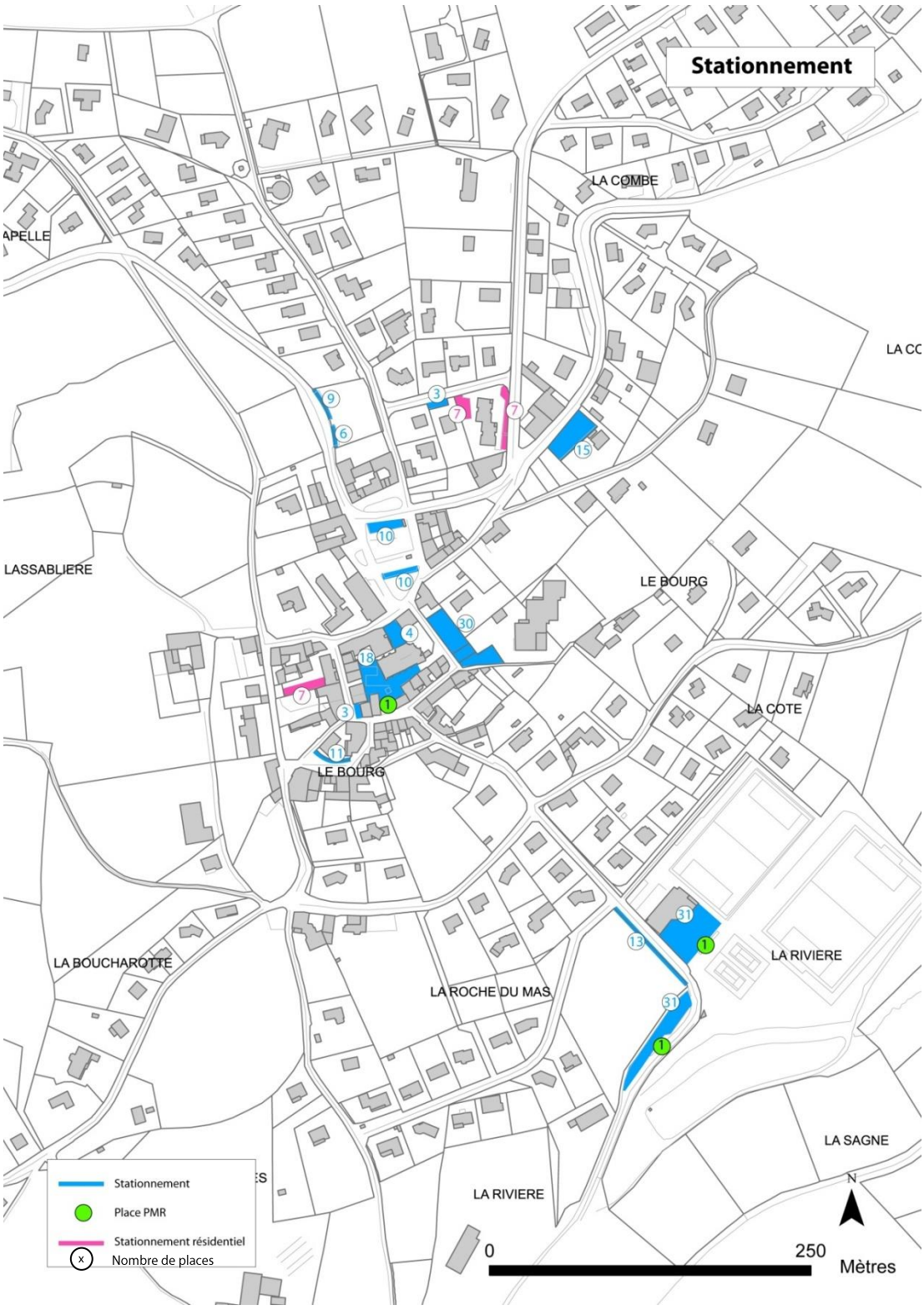
La commune ne possède pas de tracé de pistes cyclables.

3-6-5- Les cheminements piétons

Les cheminements dédiés aux piétons sont peu nombreux dans la commune de Saint-Christo-en-Jarez.

3-6-6- Le sationnement

La capacité de stationnement en centre bourg est satisfaisante avec près de 100 places comptabilisées et une capacité importante notamment à proximité des équipements sportifs (équipement rural) et de l'école primaire publique.


Stationnement
LA COMBE
APELLE
LA CC
LASSABLIERE
LE BOURG
LA COTE
LE BOURG
LA BOUCHAROTTE
LA ROCHE DU MAS
LA RIVIERE
LA SAGNE
LA RIVIERE
Stationnement
Place PMR
Stationnement résidentiel
Nombre de places
0
250
Mètres
N

3-7- Les équipements, les services et l'appareil commercial

Saint-Christo-en-Jarez possède quelques équipements de proximité.

- **Equipements administratifs**

Les équipements administratifs se concentrent dans le centre bourg de la commune. Ce sont la Mairie, la Bibliothèque, la salle des fêtes Saint-Louis ainsi qu'un relais postal.



Mairie



Salle des fêtes Saint-Louis



Bibliothèque



Relais postal

- **Equipements scolaires**

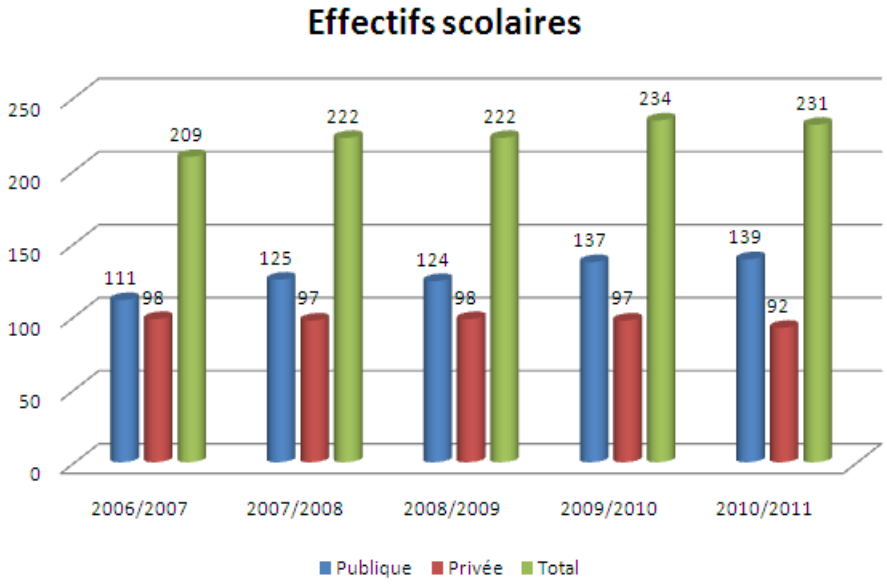
- Saint-Christo-en-Jarez compte deux écoles maternelles et primaires : une école publique et une école privée. Les effectifs scolaires sont en constante augmentation (excepté une légère diminution sur l'année 2010-2011, moins 3 élèves).



Ecole privée



Ecole publique



Source : Mairie de Saint-Christo-en-Jarez

- ***Equipements sportifs***



Les équipements sportifs de la commune de Saint-Christo-en-Jarez se localisent en contrebas du village et ont été bien aménagés.

La commune dispose d'une possibilité de stationnements importante appréciée lors de rencontres sportives (près de 80 places à proximité des équipements).





Terrains de football

La commune dispose d'un gymnase, de deux terrains de football, deux terrains de tennis, un terrain de volley, un terrain de boules, un parcours de santé, et un étang aménagé permettant l'activité de la pêche.



Terrains de tennis



Terrain de volley



Equipement rural

Au sein de l'équipement rural de Saint-Christo-en-Jarez, différentes activités sont proposées : gymnastique (compétition, détente ou dynamique), yoga, tennis de table, tennis, volley, football, gymnastique féminine de compétition, gymnastique tonic et steps, judo, Ju Jitsu, Qi Gong tennis de table, cyclo. Ces différentes activités permettent à Saint-Christo-en-Jarez d'avoir un bon dynamisme local.

Le parcours de santé a été aménagé dans un cadre agréable autour de l'étang et propose plusieurs activités.





L'aménagement réalisé en contrebas des équipements sportifs autour de l'étang permet également l'activité de la pêche. Des bancs ont été apposés à cet effet.

L'association des pêcheurs de Saint-Christo-en-Jarez est L'ablette.

- ***Des aires de jeux et des espaces de vie présents dans le bourg***

En plein centre du bourg, au-dessus de la place de la Liberté, une aire de jeux pour enfants propose notamment un toboggan et des cordes à escalader. L'aire de jeux est complétée par un banc et une table de pique-nique.
Bien que localisée dans le centre du village, matérialisée et protégée par des haies, cette aire de jeux reste cependant à proximité de la RD23 et RD6, et est entourée de zone de stationnement.





A proximité des équipements sportifs, une autre aire de jeux réservée aux enfants de 3 à 12 ans propose un petit toboggan, avec un muret d'escalade.
Plusieurs ressorts sont présents le long de l'aménagement du parcours de santé.
L'aire de jeux est également accompagnée de tables de pique-nique que l'on retrouve régulièrement apposée en contrebas.

- **Petite enfance**

Aucun service de crèche n'a été répertorié. Cependant, 19 assistantes maternelles sont déclarées dans la commune en 2013.

- **Tissu associatif**

La commune de Saint-Christo-en-Jarez dispose d'un tissu associatif relativement développé :

- 10 associations sportives (ES St-Christo - Marcenod Football, Gymnastique Compétition, Gymnastique Détente, Gymnastique Dynamique, Judo club St Christo en Jarez, Tennis Club, Tennis de table, Volley, Yoga, Cap Grand Air, Les Sabots de Saint-Christo, Vélo club de Saint Christo)
- 1 école de musique
- 1 association de pêcheurs : l'Ablette de Saint-Christo
- Trois associations culturelles - Bien vivre à Saint-Christo, Familles rurales Jarez en lyonnais et Familles rurales

- Associations diverses : club 3e âge, Union fraternelle, association aux doigts de fées, …

- **Comité de jumelage entre Saint-Christo-en-Jarez et Brembio**

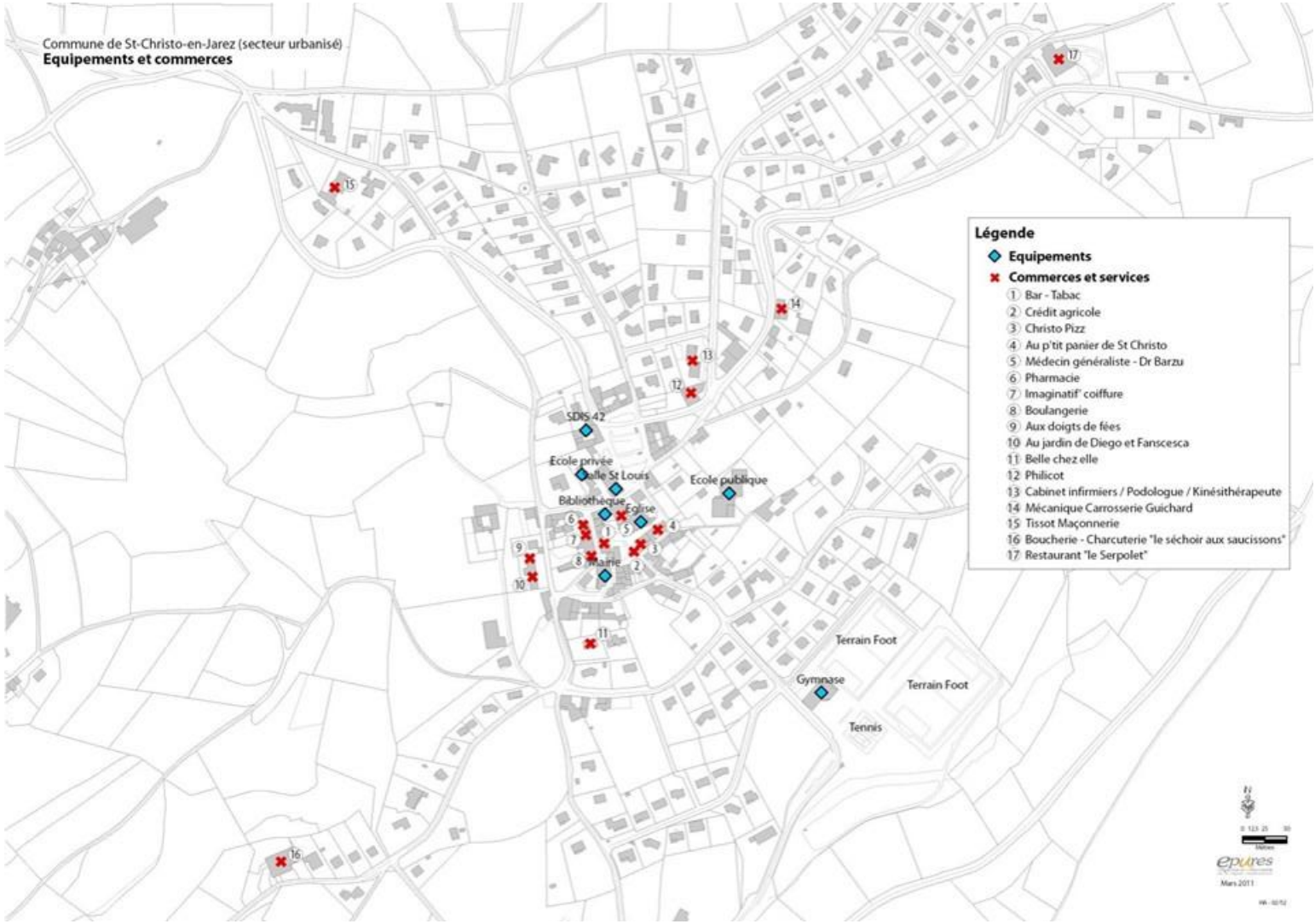
Datant d'une dizaine d'année, c'est l'association « Bien vivre à Saint-Christo » qui est à l'origine du comité de Jumelage. La création de ce comité indépendamment de l'association Bien vivre a été décidée pour une gestion plus autonome et un fonctionnement plus facile.

La principale activité du Comité est d'organiser un accueil dans les familles. Depuis la création, le rythme suivant a été adopté : une année, l'accueil se fait à Brembio, la suivante, à St-Christo. Le Comité recense 29 familles adhérentes. Ainsi, chaque échange permet à une trentaine de familles de se rencontrer.

- **L'appareil commercial**

La commune de Saint-Christo-en-Jarez possède quelques services et commerces. Leur principal centre d'attraction est le centre bourg historique. Il regroupe des magasins d'alimentation (boulangerie-pâtisserie, boucherie charcuterie épicerie), un salon de coiffure, un bureau de tabac, une pharmacie, une banque. La plupart des commerces se trouvent à proximité de l'Eglise ou de la mairie.

Le recours à la voiture pour accéder à ces commerces est fréquent. Les habitants tendent à se stationner dans la rue de la Mairie, devant la pharmacie. Les rues étant étroites, le stationnement renforce la difficulté de circulation. De plus, la place de l'Eglise étant relativement cloisonnée, les commerces présents n'y sont pas nécessairement visibles de premier abord.


Commune de St-Christo-en-Jarez (secteur urbanisé)
Equipements et commerces
Légende
Equipements
Commerces et services
1 Bar - Tabac
2 Crédit agricole
3 Christo Pizz
4 Au p'tit panier de St Christo
5 Médecin généraliste - Dr Barzu
6 Pharmacie
7 Imaginatif' coiffure
8 Boulangerie
9 Aux doigts de fées
10 Au jardin de Diego et Fanscesca
11 Belle chez elle
12 Philicot
13 Cabinet infirmiers / Podologue / Kinésithérapeute
14 Mécanique Carrosserie Guichard
15 Tissot Maçonnerie
16 Boucherie - Charcuterie "le séchoir aux saucissons"
17 Restaurant "le Serpolet"
SDIS 42
Ecole privée
Belle St Louis
Ecole publique
Bibliothèque
Eglise
Mairie
Terrain Foot
Gymnase
Terrain Foot
Tennis
epures
Mars 2011

4- L'état initial de l'environnement

Situé dans un contexte rural mais restant proche de la ville de Saint-Etienne, l'environnement de la commune de Saint-Christo-en-Jarez est soumis à diverses pressions et dégradations. Il est donc nécessaire de mieux prendre en compte celui-ci dans les politiques d'aménagement et d'urbanisme afin de pérenniser un cadre de vie de qualité en s'appuyant sur son patrimoine vert, sur les ressources naturelles (eau, air, énergie…) et sur la prise en compte des risques notamment d'inondation.

4-1- Cadre réglementaire et engagements politiques à atteindre

En matière d'environnement, le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Christo-en-Jarez devra contribuer à répondre aux engagements environnementaux internationaux, nationaux, régionaux, départementaux ou locaux.

Ainsi, il devra s'inscrire dans la démarche de réduction des émissions de gaz à effet de serre et permettre d'atteindre les objectifs fixés par le Grenelle de l'Environnement qui identifie la lutte contre le changement climatique comme urgence écologique en agissant sur :

- La diminution des consommations énergétiques dans les bâtiments neufs et anciens
- Le développement des énergies renouvelables
- Un nouveau modèle d'urbanisation durable (réduction de la consommation d'espaces, éco-quartiers, renouvellement urbain…)
- La priorité aux transports collectifs et au lien urbanisme/transport
- La restauration de la biodiversité en agissant sur l'agriculture, la trame verte et bleue
- La prévention de la santé face à l'environnement (lutte contre les pollutions et prévention des déchets)

De plus, il devra être compatible avec le schéma de développement et d'aménagement des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne ainsi qu'avec le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Loire en Rhône-Alpes (en cours de réalisation). Enfin, il sera nécessaire de prendre en compte les orientations de Saint-Etienne Métropole (plan régional de qualité de l'air, plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés, Agenda 21, contrat de rivières…).

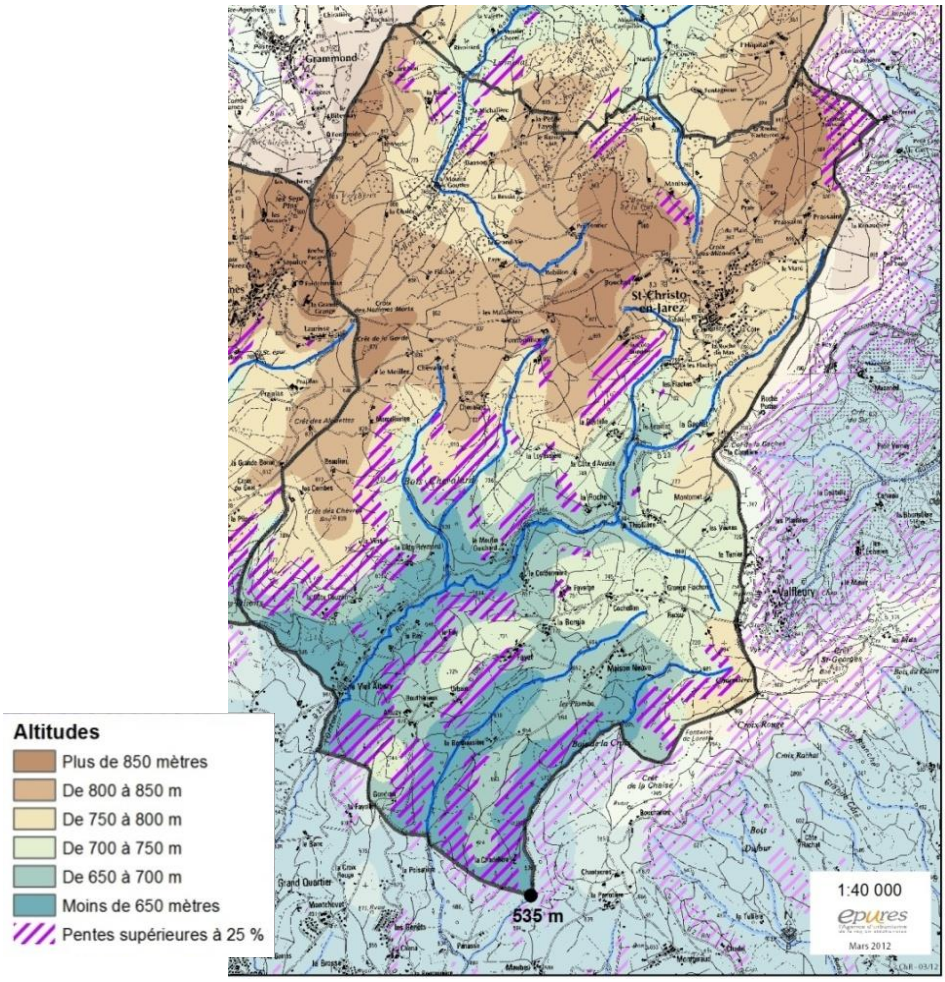
4-2- Les grands éléments naturels du territoire

La géologie et la pédologie

A Saint-Christo-en-Jarez, le sous-sol est composé de sols minces, avec des pentes, qui reposent sur une couche de sable issue des gneiss et granites. A noter la présence d'une formation carbonifère au sud de la commune.

La topographie

Le territoire de Saint-Christo-en-Jarez, qui s'inscrit dans l'espace vallonné des Monts du Lyonnais, se caractérise par une topographie relativement marquée. Les amplitudes altitudinales sont assez fortes. Du point le plus bas (540 m) au point le plus haut (880 m), le dénivelé est de 340 m.



Carte du relief
Source : BD Alti IGN

Le bourg principal varie lui-même de 762m à 833m, soit 71m de dénivelé. On note la présence de plusieurs pentes qui accusent un dénivelé supérieur à 25%. Ce relief vallonné corrélé à la présence de sols minces engendre une mauvaise infiltration des eaux et des risques de mouvement de terrain. L'assainissement autonome est de fait déconseillé.

L'hydrographie et l'hydrologie

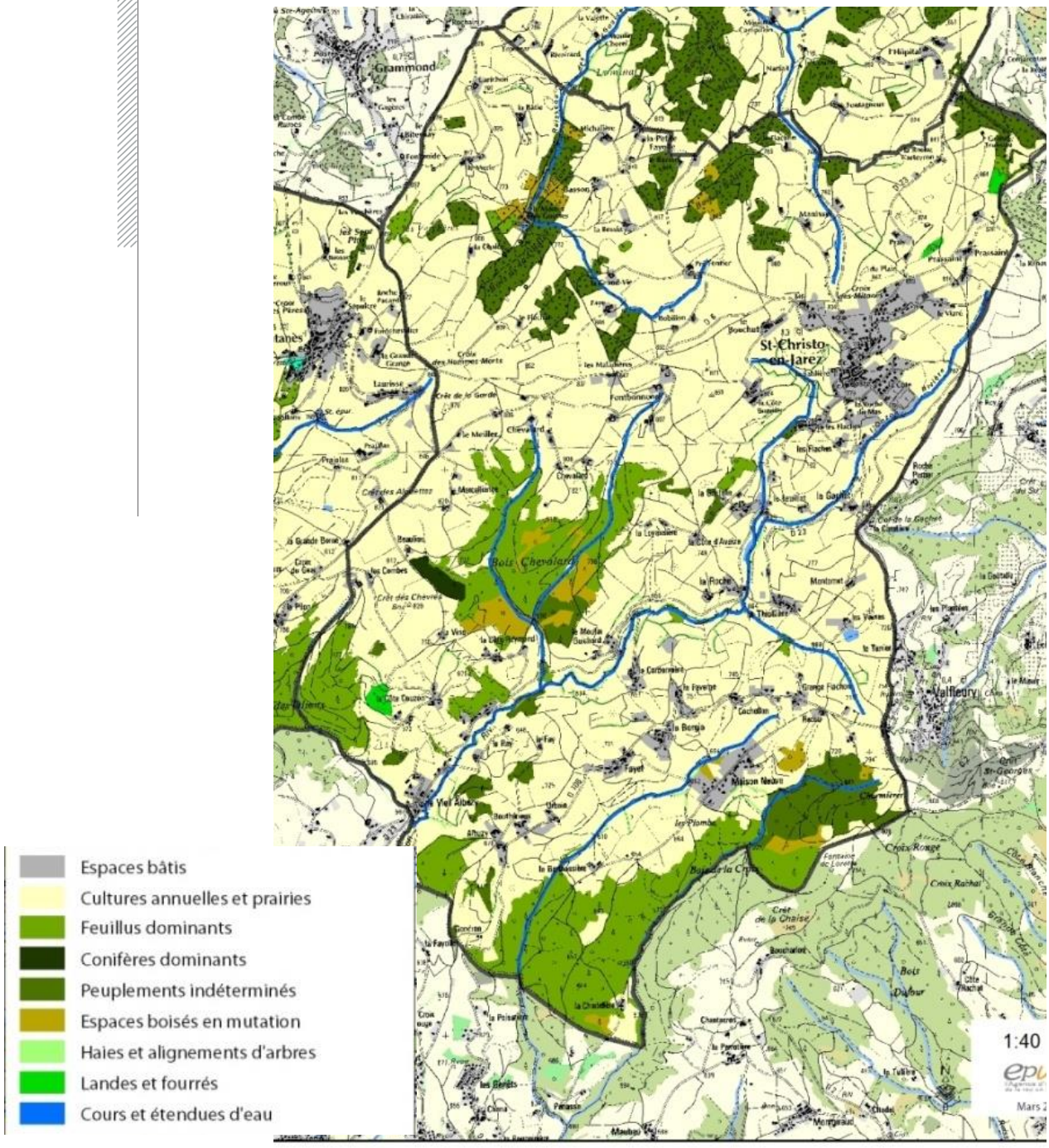
L'hydrographie communale est relativement riche. Elle se caractérise par trois cours d'eau majeurs prenant leurs sources sur Saint-Christo-en-Jarez et est complétée par plusieurs petits affluents venant de contextes ruraux, à savoir :

- l'Onzon (bassin versant du Furan) traverse la commune du nord-est ou sud-ouest et s'inscrit dans un contexte agricole avant de rejoindre un contexte urbain et industriel ;
- le Couzon (bassin versant de la Coise) prend sa source au nord de la commune et coule vers le nord dans un contexte agricole ;
- le Langonand (bassin versant du Gier) coule en limite sud dans un contexte agricole et correspond, sur une section, à la limite communale avec Valfleury.

Quelques ruisseaux et ruisselets complètent le réseau hydrographique de la commune, notamment le ruisseau des Gouttes qui se jette dans le Couzon et plusieurs petits cours d'eau qui se jettent dans l'Onzon. Enfin quelques étangs parsèment le territoire communal.

La couverture végétale

La couverture végétale est très importante sur Saint-Christo-en-Jarez avec 93% du territoire communal non urbanisés (données Spot Thema 2010). Les espaces agricoles sont prépondérants avec 71% de couverture et 22% pour les espaces boisés.



Carte d'occupation des sols (Spot Thema 2010)

4-3- Les milieux naturels et leur sensibilité

Les espaces agricoles

Un examen de l'occupation des sols de Saint-Christo-en-Jarez permet de constater la part importante de l'agriculture sur la commune. D'après l'analyse Spot Thema, les espaces agricoles couvrent près de 71% du territoire communal.

Aussi les espaces agricoles ont assez peu évolué entre 2000 et 2010, passant de 1601 ha à 1572 ha soit une diminution de 29 ha. Cette diminution s'est faite au profit des espaces bâtis (plus 19 ha) et des espaces naturels (plus 10 ha).

La carte ci-contre localise les tènements initialement identifiés comme agricoles par Spot Thema qui ont été urbanisés entre 2000 et 2010 (en orange). L'urbanisation des terrains s'est faite principalement autour du centre bourg et des hameaux du sud de la commune.

Les espaces agricoles urbanisés entre 2000 et 2010 (Spot Théma)



Les espaces boisés et naturels

Du fait d'un environnement vallonné avec une topographie relativement marquée, la commune de Saint-Christo-en-Jarez présente des milieux boisés et naturels assez substantiels. D'après l'image satellitaire Spot Thema, les espaces boisés et naturels ne représentent que 22% du territoire communal soit environ 500 hectares contre 7% pour l'urbain et 71% pour les espaces agricoles et prairiaux.

Comme le montre l'occupation des sols, les masses boisées forment plusieurs entités compactes et bien regroupées. Elles sont majoritairement de deux types :
- espace boisé dominé par les conifères sur la partie nord,
- végétation de feuillus dominante sur la partie sud avec des boisements remarquables comme les bois Chevalard, des Olions et de la Croix.

On note également plusieurs espaces boisés en mutation aussi bien en partie nord qu'en partie sud.

Un bocage résiduel avec un fort intérêt paysager, biologique et hydrologique sur la qualité des eaux est présent le long des cours d'eau (ripisylve).

Le patrimoine naturel, la biodiversité et les continuités écologiques

Le territoire de Saint-Christo-en-Jarez se caractérise par la présence de plusieurs périmètres de protection des milieux naturels :

- trois Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1. Ce sont des espaces d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional :

    -le Couzon ;

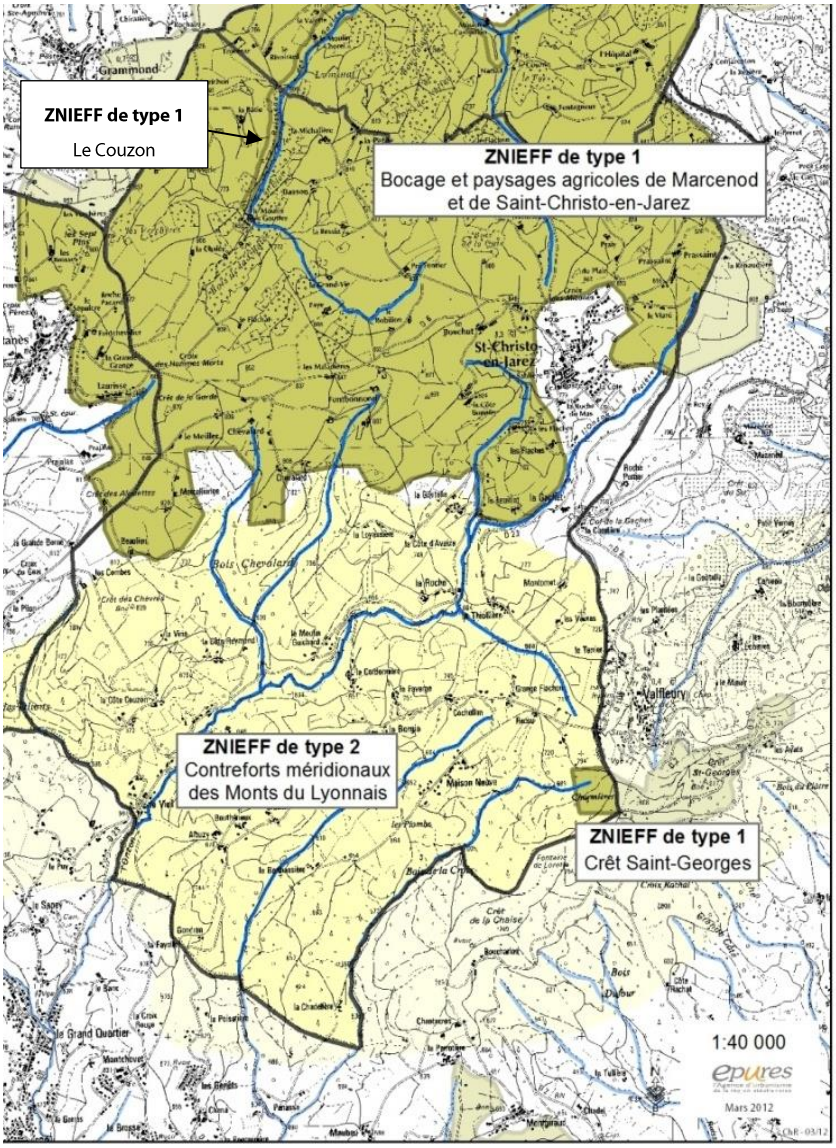
    -le bocage et paysage agricoles de Saint-Christo-en-Jarez ;

    -le Crêt Saint Georges.

- une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 2. Ce sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes. Dans cette zone, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte, notamment du domaine vital de la faune sédentaire et migratrice. La ZNIEFF de type 2 correspond aux contreforts méridionaux des Monts du Lyonnais.

A noter qu'aucun site Natura 2000 n'est présent sur la commune

Le patrimoine naturel

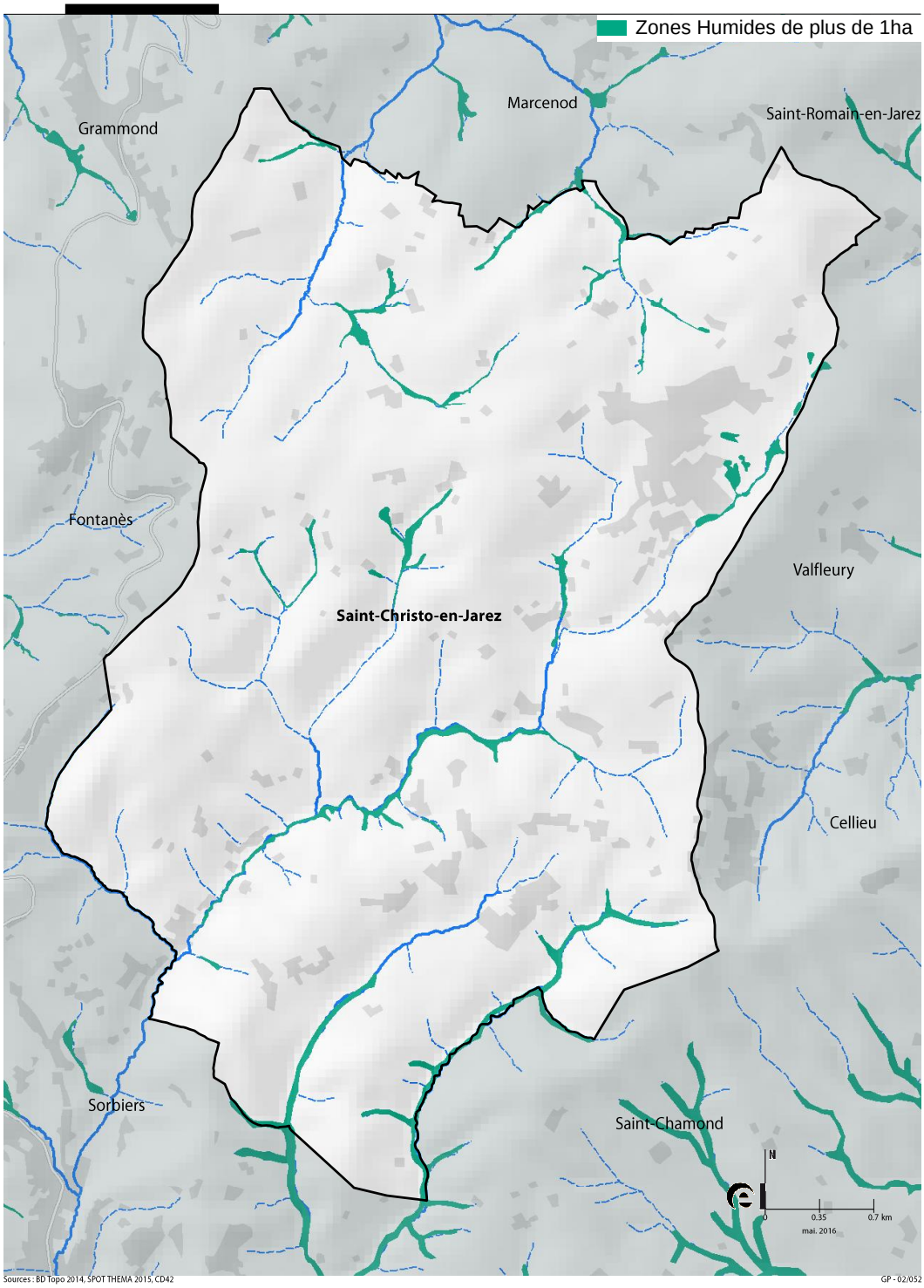


Les zones humides

Il n'existe pas à ce jour d'inventaire exhaustif des zones humides sur le territoire. Le Conseil départemental a toutefois réalisé en en 2015 un inventaire départemental des zones humides de plus de 1ha. 11 zones humides sont présentes sur le territoire pour une superficie cumulée de 43.6ha. Les plus importantes sont situées au niveau des fonds de vallons de l'Onzon et du Langonand ainsi que sur les têtes de bassin versant. Plusieurs petites zones humides sont également présentes au niveau du secteur de la Côte.

Commune de Saint-Christo-en-Jarez

Les zones humides



Au sens juridique, la protection des zones humides est une obligation légale (loi sur l'eau) affirmée par le Plan National d'action en faveur des zones humides et les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne et Rhône-Méditerrané. La protection des zones humides est également rappelée, et même renforcée, par le SAGE Loire en Rhône-Alpes.



Prairies à Jonc acutiflore du secteur de la Côte (Crédit photo CESAME)

Le SAGE Loire en Rhône-Alpes affiche la préservation et la restauration des milieux humides comme un des objectifs prioritaires pour le territoire. En réponse à cet enjeu, l**a disposition n°1.1.3 « intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme »** a été mise en place. Ainsi, les communes élaborant ou révisant leurs documents d'urbanisme sont invitées à réaliser un inventaire des zones humides à l'échelle parcellaire, notamment dans le cadre de l'état initial de l'environnement. Ce travail se fondera sur les inventaires de zones humides réalisés à une échelle plus globale (comme celui du CD42 ou des contrats de rivière). Il est proposé d'intégrer ces inventaires dans les documents graphiques des différents documents d'urbanisme (carte communale, PLU et Scot), dans une ou des zones suffisamment protectrices et, le cas échéant, précisent, dans le règlement ou dans les orientations d'aménagement, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme.

Si l'application du document d'urbanisme, notamment du zonage ou du règlement, entraîne des aménagements ou projets susceptibles d'affecter une ou des zones humides, la commune doit procéder à leur délimitation précise (telle que décrite dans la circulaire interministérielle du 18 janvier 2010 relative à la délimitation des zones humides en application des articles L214-7-1 et R211-108 du Code de l'environnement), afin de vérifier leur bonne préservation.

4-3-1- Les continuités écologiques

Au-delà des grands sites reconnus, la nature ordinaire est un des éléments marquants d'un territoire. Bien que peu connue et rarement étudiée, elle participe à la qualité du cadre de vie et à la qualité écologique des espaces naturels remarquables. En effet, la nature ordinaire fait partie intégrante du maillage écologique nécessaire aux déplacements de la faune entre les différents espaces naturels remarquables. Si ceux-ci ne sont plus reliés entre eux, ils perdront progressivement de leur richesse avec la disparition de certaines espèces animales.

L'isolement des milieux naturels représente d'ailleurs la principale cause de perte de biodiversité.

Il est donc nécessaire de permettre le déplacement de la faune entre les réservoirs de biodiversité et ainsi favoriser les brassages génétiques. Pour facilement se déplacer, les animaux recherchent avant tout des espaces peu fréquentés, naturels ou agricoles, à la condition que l'exploitation soit extensive. Les abords de cours d'eau, les petits boisements, les alignements d'arbres, les haies sont des supports particulièrement adaptés.

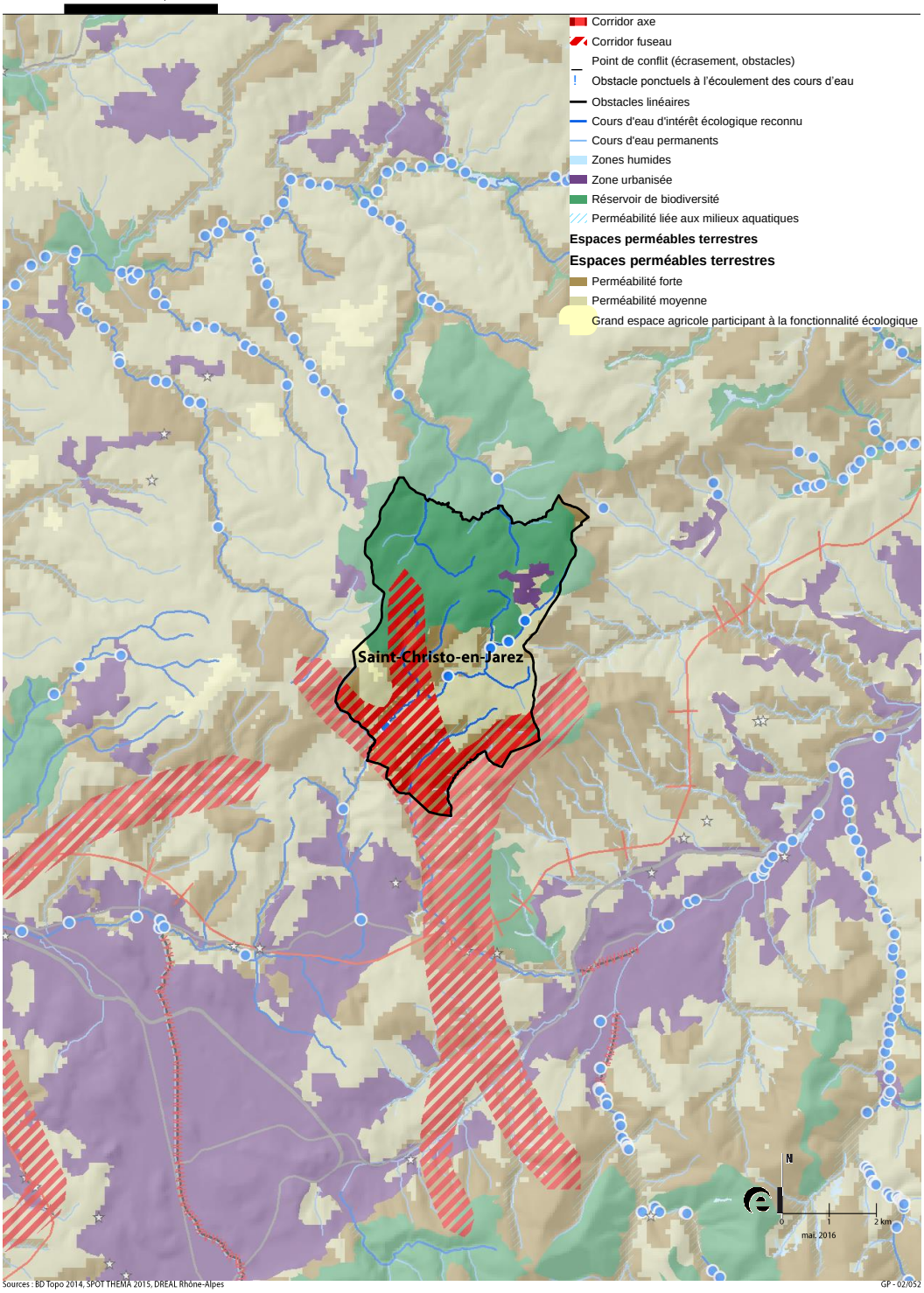
La loi regroupe ainsi l'ensemble de ces espaces sous le terme de trame verte et bleue. Précisée à l'article L. 371-1 du code de l'environnement, elle a pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles.

Ce que dit le SRCE

Adopté par délibération du Conseil régional du 19 juin 2014 et par arrêté préfectoral du 16 juillet 2014, **le Schéma Régional de Cohérence Ecologique Rhône-Alpes (SRCE)** a été co-élaboré par l'Etat et la Région. Il identifie, à l'échelle du 1/100 000e, la trame verte et bleue régionale, composée de réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques qui les relient. Il comprend surtout un plan d'actions ambitieux et réaliste sur les 6 prochaines années de durée du schéma dont il faut aujourd'hui engager la mise en œuvre dans les territoires.

Commune de Saint-Christo-en-Jarez

SRCE Rhône-Alpes



La commune est directement concernée par un réservoir de biodiversité (la ZNIEFF de type 1 du *bocage et paysage agricoles de Saint-Christ- en-Jarez*) et un corridor écologique fuseau reliant les monts du Lyonnais aux Monts du Pilat. Malgré ces éléments, le SRCE Rhône-Alpes n'apporte qu'une analyse macro à l'échelle régionale (1/100 000e) et n'identifie pas tous les corridors écologiques du territoire.

Le SRCE apporte également un niveau d'information sur les « espaces perméables » qui sont représentés en dégradé de marron et qui témoigne de la qualité écologique globale du paysage. Ces espaces peuvent localement être support de réservoirs biologiques et de corridors écologiques d'enjeu local.

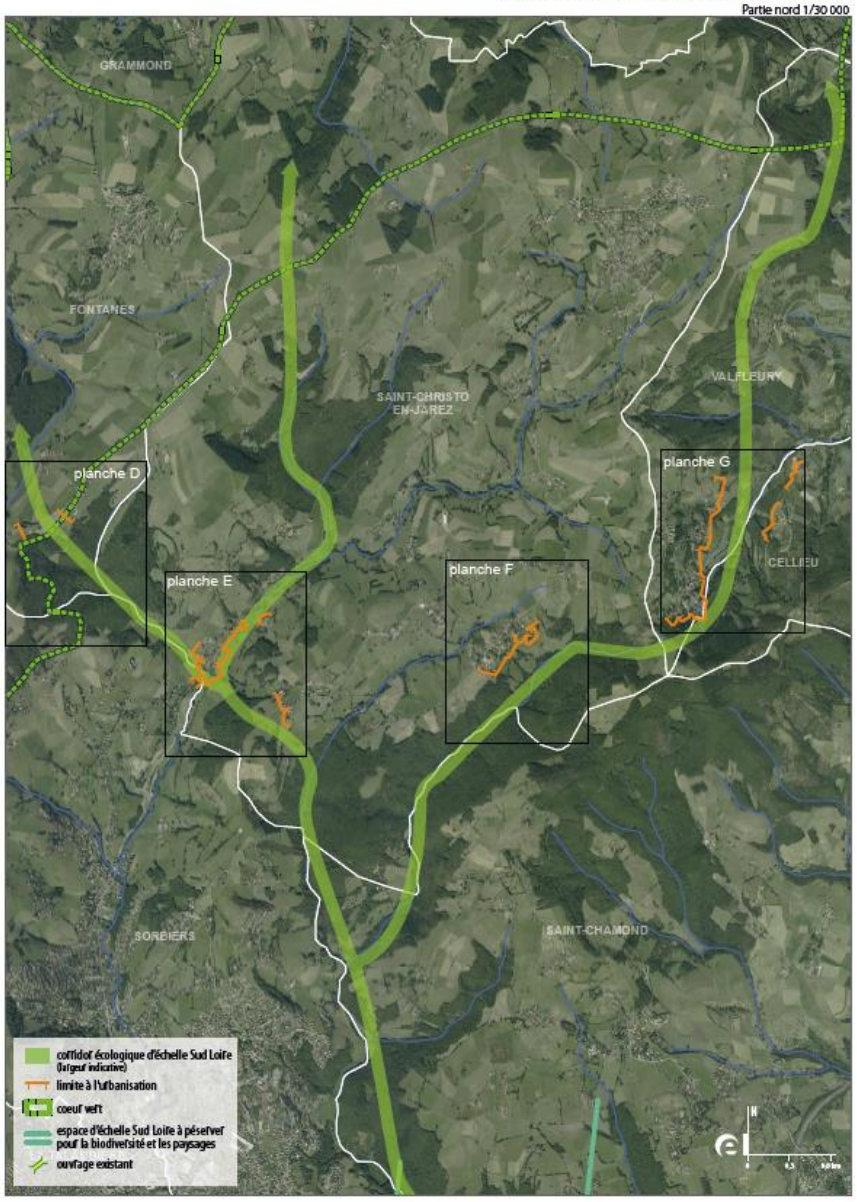
Ce que dit le Scot Sud Loire

La totalité du territoire communal est identifié en tant que *Cœur vert à préserver et à valoriser* (partie nord de la commune) ou en tant qu'*Espaces péri-urbains à dominante rurale à préserver de l'urbanisation* (secteur sud). Ce sont donc les règles d'extension urbaines très limitée et limitée qui s'appliquent.

Le Scot Sud Loire est cohérent avec le SRCE Rhône-Alpes et a décliné à son échelle le corridor écologiques fuseau. En effet, un tracé plus précis de largeur indicative vient affiner le corridor régional.

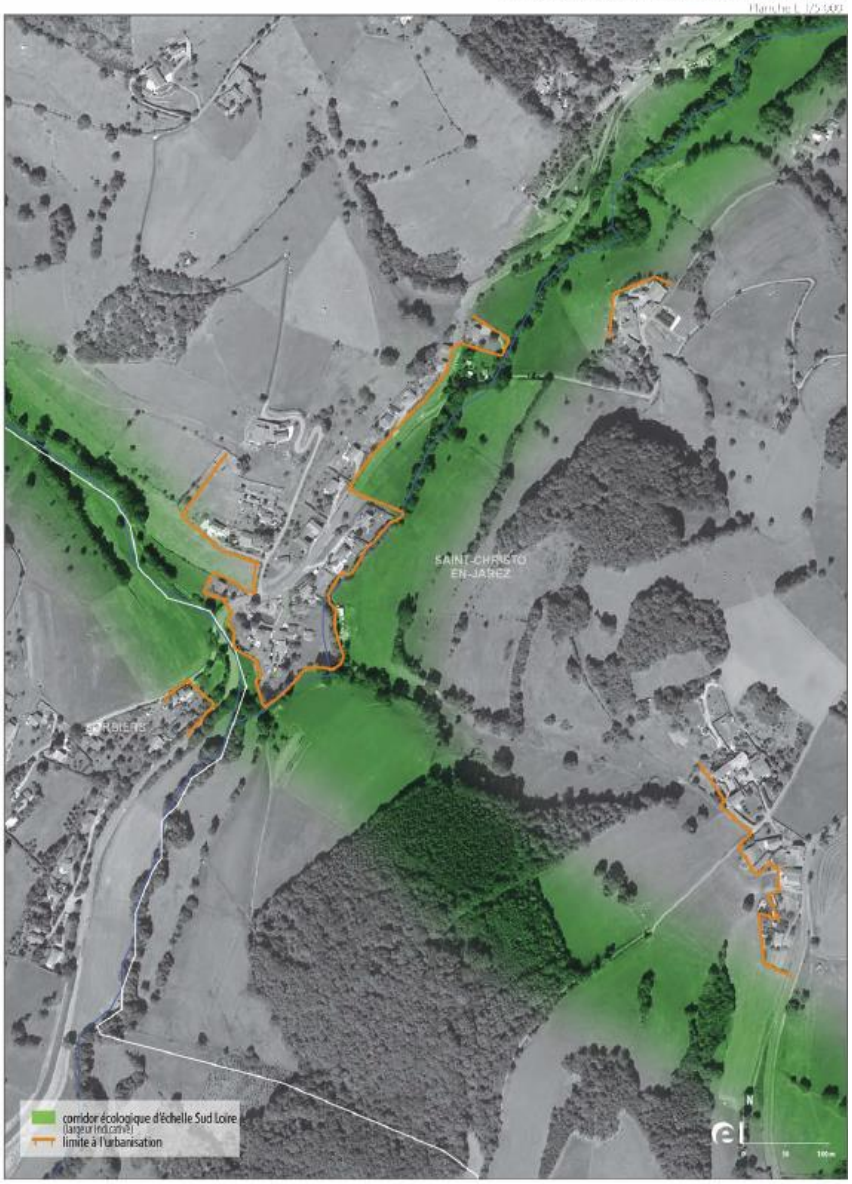
Corridor écologique de Saint-Jean-Bonnefonds

Partie nord 1/30 000



2 planches au 1/5 000e identifient des limites intangibles à l'urbanisation que les projets de développements urbains ne devront pas franchir.

Corridor écologique de Saint-Jean-Bonnefonds





Le Scot demande aux communes de définir, en plus des corridors écologiques d'échelle Sud Loire, des corridors locaux. Il demande également que les espaces situés dans ces corridors, locaux et d'échelle Sud Loire, se voient adjoindre un zonage spécifique « corridors » avec un indice Co et pour lequel un règlement spécifique soit mis en œuvre.

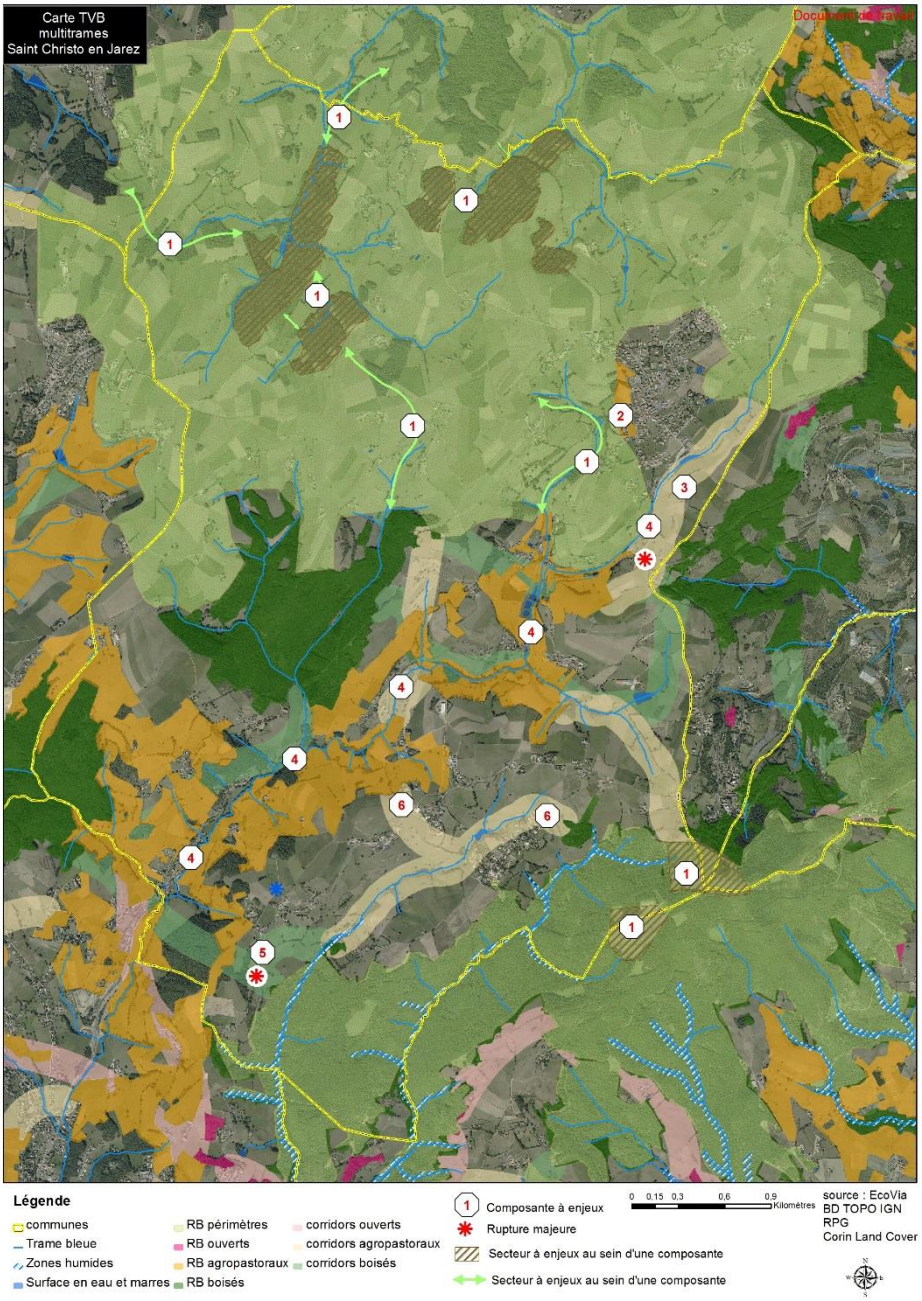
Les éléments de connaissances produits par SEM.

Dans le cadre de sa politique environnementale, Saint-Etienne Métropole s'est engagé depuis plusieurs années dans des actions de préservation et de restauration de la Trame verte et bleue. Un des volets de ces actions est d'accompagner les communes pour intégrer la trame verte et bleue dans leurs documents d'urbanisme. Dans ce cadre-là, la commune de Saint-Christo-en-Jarez a bénéficié de cet accompagnement en 2014 et une expertise plus fine que celle su Scot a été produite.

L'ensemble des éléments produits n'ont aucune valeur réglementaire et sont à considérer comme des aides à la décision permettant à la commune d'initier ou de développer leur projet Trame verte et bleue.

Ont ainsi été produit :

Une carte de type diagnostic présentant les éléments devant idéalement être intégrés au projet.
Une hiérarchisation des enjeux en fonction de la localisation de ces composantes, de leur fonctionnalité et de leur aspect relictuel.
– Un tableau de préconisations sur l'intégration des enjeux dans les différentes pièces du PLU.


Carte TVB
multitrames
Saint Christo en Jarez
Document de travail
Légende
communes
Trame bleue
Zones humides
Surface en eau et marres
RB périmètres
RB ouverts
RB agropastoraux
RB boisés
corridors ouverts
corridors agropastoraux
corridors boisés
Composante à enjeux
Rupture majeure
Secteur à enjeux au sein d'une composante
Secteur à enjeux au sein d'une composante
0 0,15 0,3 0,6 0,9 Kilomètres
source : EcoVia
BD TOPO IGN
RPG
Corin Land Cover

4-4- Les risques majeurs et les nuisances

4-4-1- Les risques et nuisances naturels

Dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), le Préfet a identifié un risque naturel pour Saint-Christo-en-Jarez.

4-4-1-1- Le risque d'inondation

Saint-Christo-en-Jarez est soumis au risque d'inondation de l'Onzon (secteur Vieil Albuzy).

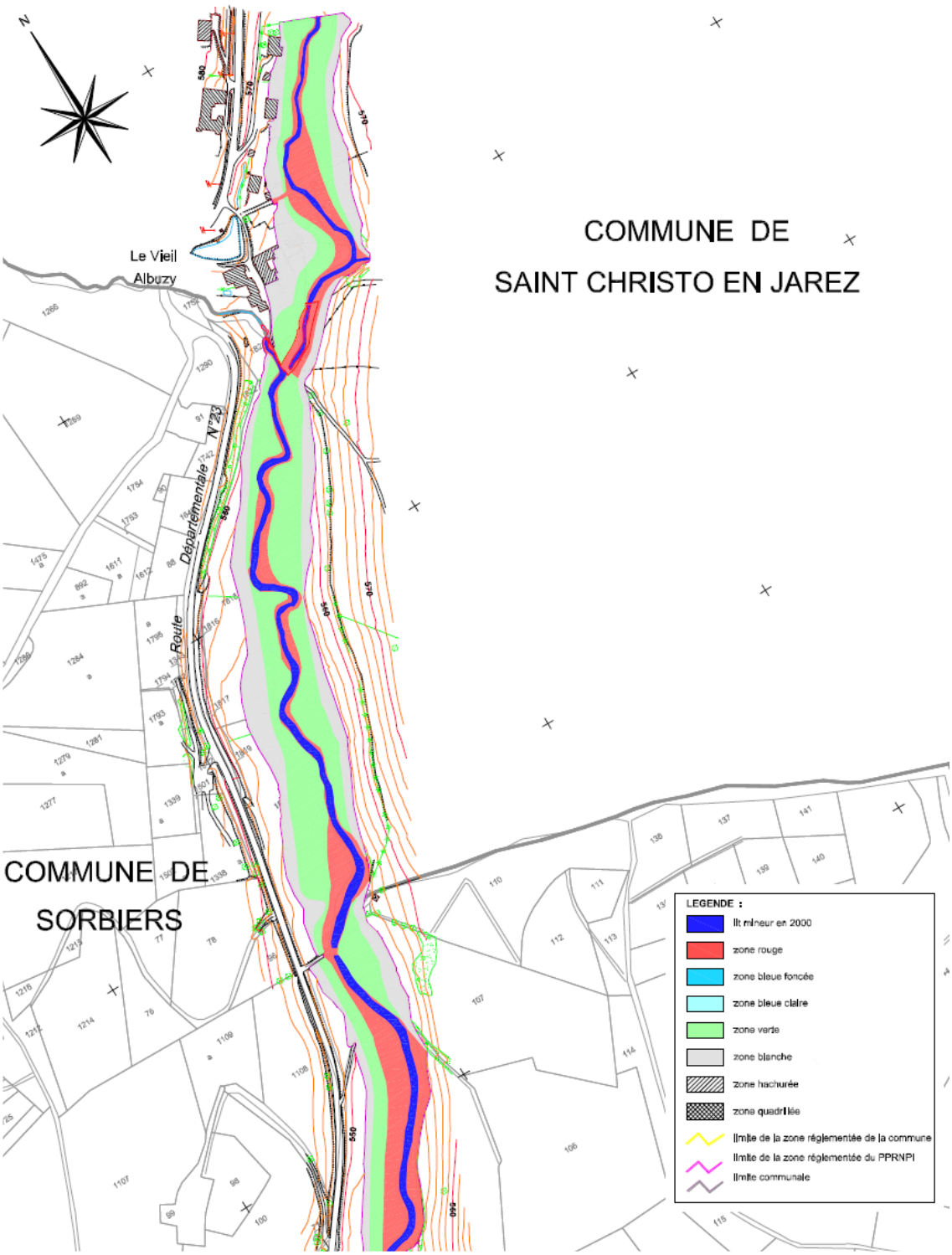
Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation (PPRNPI) du bassin du Furan a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 30 novembre 2005. Il vaut servitude d'utilité publique et devra être annexé au Plan Local d'Urbanisme conformément aux dispositions de l'article R126-1 du code de l'urbanisme (article 40-4 de la loi n° 87-565 du 22 Juillet 1987 modifiée).

Ce document s'appuie sur une étude hydraulique réalisée en 2001 par la société SOGREAH Ingénierie de Grenoble.

Dans ce document, des zonages définissant le niveau de risque ont été définis. Sur Saint-Christo-en-Jarez, on distingue trois zones :

- la zone rouge. C'est une zone très exposée où les inondations sont redoutables en raison notamment des hauteurs de submersion, de la vitesse du courant ou de la fréquence des inondations. Elle correspond au lit actif permettant d'évacuer le plus gros volume des eaux de crue, aux zones à proximité immédiate des digues pouvant subir l'impact d'une rupture ou d'une submersion et aux zones d'écoulement préférentiel des déversoirs des digues de protection contre les crues. Il n'existe pas ou peu de mesures de protection pour assurer d'une manière rationnelle la sécurité des personnes et des biens. Toutes les opportunités doivent être saisies pour diminuer le nombre des implantations présentes ou pour supprimer les ouvrages qui restreignent de façon majeure le libre écoulement des eaux ou menacent les zones habitées.
- la zone verte. Elle n'est pas urbanisée et participe au stockage des eaux débordantes des crues en limitant les effets amont et en aval. Celle-ci doit être protégée de toute urbanisation nouvelle pour conserver ou retrouver un caractère naturel. Les activités agricoles doivent cependant pourvoir s'y maintenir.

- la zone blanche. C'est une zone dite « zone de précaution », qui n'est pas directement exposée aux risques pour la crue de référence, mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux si une cure d'intensité supérieure venait à se produire. Ainsi, l'utilisation et l'occupation des sols de cette zone devront s'opérer moyennant quelques précautions techniques destinées à limiter la vulnérabilité des biens en cas de survenue d'une telle crue.



Plan de zonage du PPRNPI du bassin du Furan (carte zonage n°16)

4-4-2- Les risques et nuisances technologiques

Dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), le Préfet a identifié un risque technologique pour Saint-Christo-en-Jarez.

4-4-2-1- Le risque lié au transport de matières dangereuses

La commune est bordée par une canalisation de transport de gaz. Elle est donc concernée par un risque d'explosion et d'inflammation du panache de gaz. La présence de cet ouvrage de transport de gaz établit une servitude d'utilité publique (bande des effets irréversibles - IRE) sur le territoire de la commune.

4-5- La qualité de l'environnement

4-5-1- Le contexte climatique

La commune de Saint-Christo-en-Jarez est soumise à un climat de type semi-continental avec des hivers froids et neigeux et des étés chauds et secs. Ce profil climatique a toutefois légèrement été modifié depuis un siècle par le changement climatique.

4-5-2- La gestion de l'énergie et les émissions de gaz à effet de serre

D'une façon générale, les consommations énergétiques du territoire Sud Loire ont connu une augmentation jusqu'en 2004. La tendance s'est inversée entre 2004 et 2008 et devrait continuer selon les différents scénarii d'évolution tendanciels.

La part d'usage énergétique du résidentiel, des transports et de l'industrie est largement majoritaire dans ce bilan énergétique.

La part du secteur résidentiel a augmenté ces dernières années alors que celle de l'industrie a, quant à elle, diminué. Cela peut en partie s'expliquer par les mutations économiques observées et par les processus de morcellement de l'urbanisation.
Le transport et le tertiaire ont également subi une augmentation de leur consommation qui semble s'être stabilisée entre 2004 et 2008.

La première réponse à l'enjeu énergétique est de maîtriser le besoin en optimisant les usages. Parmi les différents secteurs, l'habitat présente une large marge d'économie d'énergie. La plus grande marge de manœuvre concernant l'amélioration énergétique de l'habitat réside dans la rénovation du bâti ancien, plus que dans la construction neuve. A titre d'exemple, les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat peuvent inclure dans leur critère d'obtention des financements, des critères liés à l'économie d'énergie.

La maîtrise de l'énergie dans le domaine des transports touche de nombreuses politiques. Les mesures pouvant être prises pour limiter la consommation d'énergie sont variées :

- atténuation du trafic urbain (diminution des longueurs de déplacement, fluidité du trafic, diminution des vitesses)
- développement des modes de déplacement doux
- développement de l'intermodalité
- etc.

Le dernier levier est le développement des énergies renouvelables.

L'ensemble de ces démarches visant à améliorer la sobriété, l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables permettent de diminuer la facture énergétique des collectivités, des entreprises et des ménages. Elles visent également à réduire les émissions de gaz à effet de serre qui influencent les changements climatiques (réchauffement, et multiplication des phénomènes extrêmes). Selon les prévisions du GIEC pour la France, l'élévation de la température hivernale serait de 1 à 2°C, alors que l'élévation en été et en automne serait supérieure à 2°C sur la plus grande partie du pays. En ce qui concerne les précipitations, les résultats indiquent une augmentation des pluies en hiver et une diminution en été.

En France, les impacts de ces modifications climatiques entraîneront de nombreuses perturbations géologiques (recul significatif du trait de côte), agricoles (développement des insectes, maladies et mauvaises herbes), touristiques (diminution des durées d'enneigement de 30 à 40%), sanitaires (surmortalité en été et développement des maladies chroniques), forestières (accroissement des risques d'incendie). Il est donc urgent que chaque collectivité s'engage à atténuer et à s'adapter au changement climatique.

~~4-5-3-~~ La qualité de l'air

Bien que Air Rhône-Alpes (Association d'observation environnementale relatif à l'air et à la pollution atmosphérique en Rhône-Alpes) ne dispose pas d'appareils de mesure de la pollution de l'air sur le territoire de Saint-Christo-en-Jarez (les stations les plus proches sont localisées à Saint-Chamond et Saint-Etienne-la-Terrasse), il apparaît toutefois intéressant de s'appuyer sur les données issues du réseau de capteurs disséminés sur l'agglomération stéphanoise pour caractériser l'air de la commune.

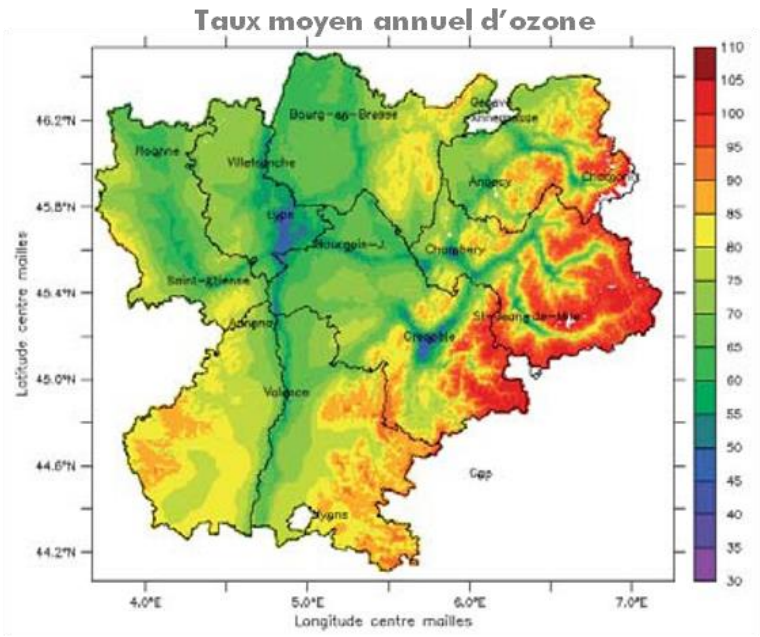
Ainsi, la région stéphanoise possède une qualité de l'air globalement bonne. Toutefois 2 problèmes subsistent :

- L'ozone. C'est un polluant secondaire provenant de la transformation du dioxyde d'azote et des hydrocarbures dans des conditions météorologiques ensoleillées et stables.

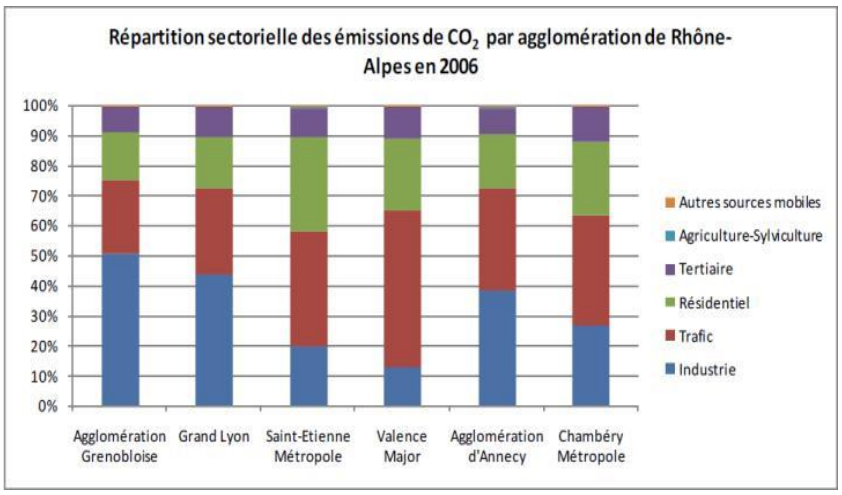
- Les particules. Elles sont liées à l'activité humaine et proviennent majoritairement de l'utilisation de combustibles fossiles, du transport routier (imbrûlés à l'échappement, usure des pièces mécaniques, des pneumatiques, etc.) et d'activités industrielles très diverses. Des dépassements de seuils récurrents ont valu à la France une mise en demeure par l'Europe et l'obligation de réviser le Plan de Protection de l'Atmosphère de l'agglomération stéphanoise datant de 2008. Mis en révision en janvier 2011 sur un périmètre élargi, celui-ci devrait répondre aux exigences du décret 2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la

qualité de l'air. Il définit les objectifs permettant de ramener, à l'intérieur de la zone concernée, les niveaux de concentration en polluants dans l'atmosphère à un niveau inférieur aux valeurs limites fixées par le décret du 6 mai 1998.

La carte ci-dessous montre que le taux moyen annuel d'ozone est acceptable (en 55 et 75) dans l'agglomération stéphanoise mais les secteurs situés en zone de montagne ont un taux plus élevé (entre 75 et 85).



Cette situation plutôt bonne ne doit pas faire oublier l'enjeu de l'impact de la circulation automobile sur la qualité de l'air car le secteur des transports est le principal émetteur de CO_2 sur l'agglomération. Le secteur résidentiel est le second secteur responsable de CO_2.



Il est donc nécessaire d'agir sur les déplacements au quotidien afin de diviser par 4 les émissions françaises de gaz à effet de serre d'ici 2050, comme le prévoit le protocole de Kyoto afin d'enrayer le réchauffement climatique.

Afin de réduire les émissions de CO_2, des actions sont à mener :

- rénover les bâtiments anciens
- favoriser les TC et les modes doux
- modifier les pratiques (diagnostic énergie, Plan de Déplacements Entreprises)
- prendre en compte l'énergie et les émissions de GES dans les projets

D'après la carte ci-dessous, Saint-Christo-en-Jarez fait partie des communes de l'agglomération ayant une émission de CO_2 par habitant assez élevée au regard des autres communes. L'émission de CO_2 par habitant à Saint-Christo-en-Jarez s'élève entre 5,7 et 7,5 t environ. En effet, les secteurs de montagne sont plus fortement touchés par la concentration en CO_2 car les gaz stagnent en hauteur et le climat plus frais ne permet pas leur désagrégation.

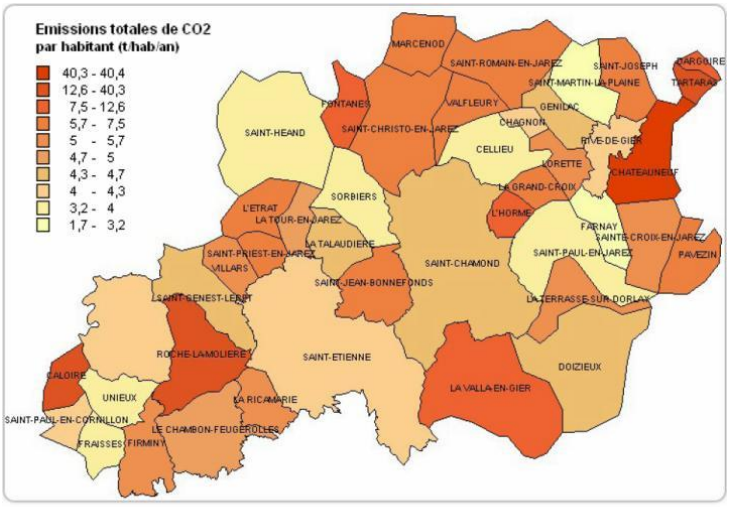
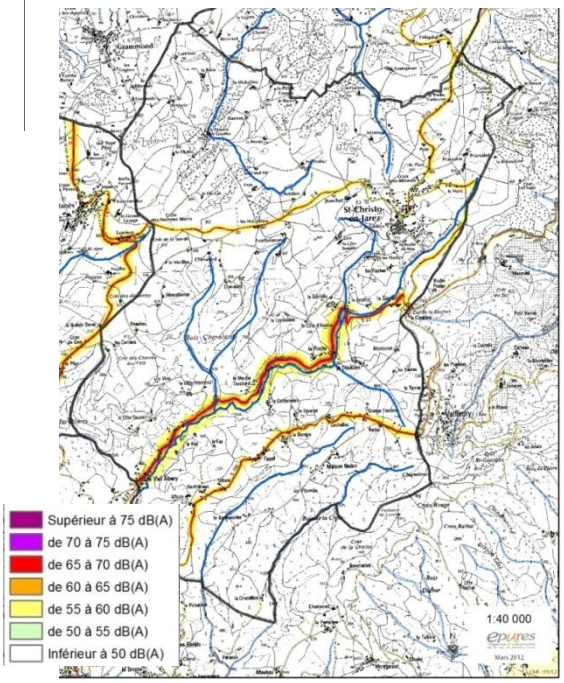


Figure 12 Emissions totales de CO_2 par habitant, cartographie communale, Saint-Etienn Métropole 2006.

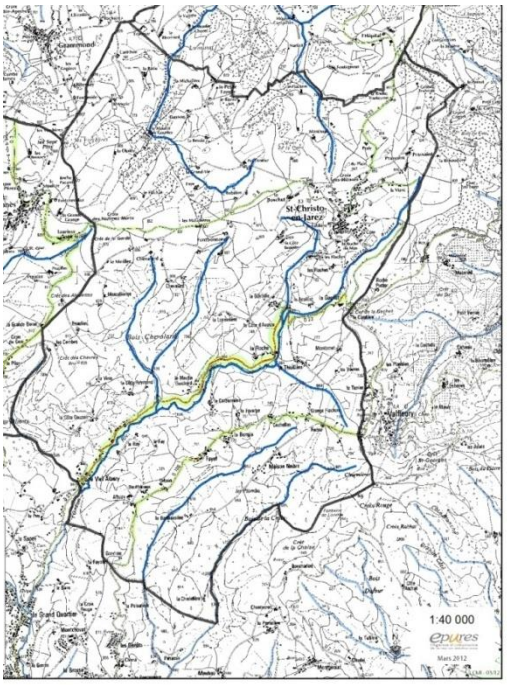
4-5-4- L'environnement sonore et les nuisances

Une directive européenne du 2002/49, transcrite en 2006, relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement impose aux agglomérations de plus de 100 000 habitants de réaliser une cartographie du bruit, de la porter à la connaissance des habitants et d'élaborer des plans d'action pour réduire les nuisances sonores et protéger les zones calmes, en vue de préserver la santé des populations et d'inscrire de manière tangible les politiques urbaines dans la dynamique du développement durable.
Saint-Etienne Métropole s'est inscrite dans cette démarche et a réalisé une cartographie du bruit de son territoire. Un plan d'action est en cours de finalisation.

D'après les cartes ci-dessous qui présentent le bruit routier global (24h) et le bruit routier de nuit, les routes départementales qui traversent la commune de Saint-Christo-en-Jarez génèrent un bruit allant jusqu'à 70 dB.



Bruit routier sur 24 heures

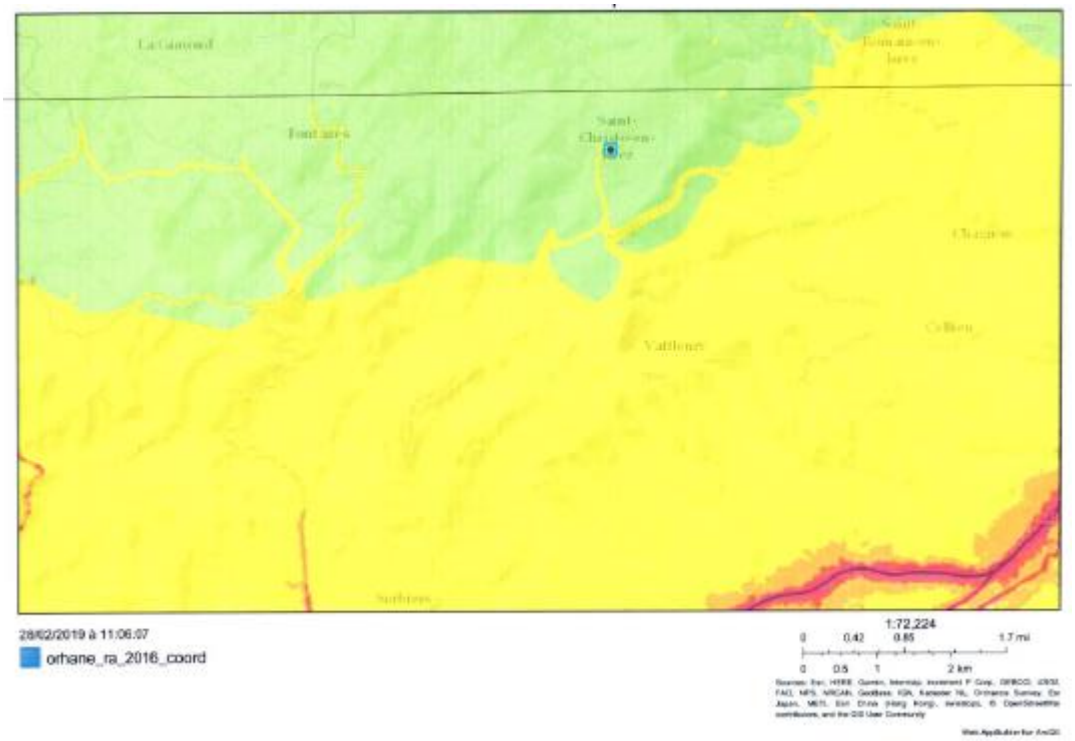


Bruit routier de nuit

Aucune voirie traversant la commune n'est classée en infrastructures de transport bruyantes.
A noter qu'un plan d'action pour réduire les nuisances et préserver des zones calmes (PPBE) est en cours de réalisation par Saint-Etienne Métropole.

4-5-5- La co-exposition air bruit

La plate forme ORHANE (plate forme régionale d'identification et de hiérarchisation de l'exposition des territoires aux nuisances air et bruit) permet ici d'identifier que la majorité de la population de la commune est située en « zone très peu altérée ». Le projet de développement du PLU s'attachera à ne pas dégrader ce niveau de co-exposition air-bruit.



4-5-6- La ressource en eau

Les choix de développement influencent grandement la qualité et la quantité d'une ressource en eau, exclusivement aérienne sur l'agglomération stéphanoise. Il est donc impératif de vérifier que le projet de développement communal soit compatible avec la quantité de la ressource en eau disponible.

Depuis le 1er janvier 2008, la commune de Saint-Christo-en-Jarez est adhérente au Syndicat Intercommunal des Eaux des Monts du Lyonnais et de la Basse Vallée du Gier.

La totalité de la production est issue de la nappe phréatique du Rhône qui accompagne le fleuve tout au long de son parcours. Les alluvions, constituées de sable, graviers et galets épurent naturellement l'eau qui s'infiltre à partir du fleuve.

La commune est alimentée en eau potable par la ville de Saint-Etienne qui possède 2 principales sources d'alimentation. Ce sont les barrages du Pas de Riot (1 000 000 m^3) situé sur le Furan et de Lavalette situé en Haute-Loire sur le Lignon (capacité maximale de 41 000 000 m^3). De ces deux barrages, des conduites forcées amènent l'eau à l'usine de production d'eau potable de Solaure. Reconstruite en 1974, elle a été dimensionnée pour produire 120 000 m3/ jour alors même que la production moyenne journalière actuelle n'est que de 60 000 m3. Après préoxydation, coagulation-floculation, reminéralisation, décantation, filtration et désinfection, cette eau, devenue potable et de très bonne qualité, est distribuée sur Saint-Etienne mais également dans les communes de la Couronne stéphanoise.

Dans le cadre du nouveau contrat de délégation qui a débuté le 1er avril 2010, le contrôle et la surveillance du champ captant ont été renforcés. Des piézomètres ont été installés en périphérie de la zone de captage afin de détecter pus rapidement toute éventuellement pollution provenant de l'extérieur du champ captant. Des mesures en continu (Ph, conductivité) et des prélèvements ponctuels (1 fois par semaine) permettent de s'assurer en permanence de la bonne qualité de l'eau de la nappe.
L'eau produite est d'excellente qualité et n'est chloré par la suite que pour garantir sa potabilité tout au long de son parcours, du captage jusqu'aux robinets des consommateurs.

La gestion du service public de l'eau potable est assurée par la Lyonnaise des Eaux.

A noter que la structure d'alimentation en eau potable a été renforcée en 2012 et peut permettre une densification de l'urbanisation, notamment dans le bourg, situé à proximité immédiate.

Le réseau d'alimentation est interconnecté avec le syndicat intercommunal des eaux des Monts du Lyonnais et de la basse vallée du Gier offrant une eau de très bonne qualité.

4-5-7- L'assainissement

Depuis le 1er janvier 2011, la compétence assainissement a été transférée à Saint-Etienne Métropole.

Suite à la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, les communes sont tenues de définir les zones de leur territoire relevant d'un assainissement collectif et celles relevant d'un assainissement individuel. Le schéma d'assainissement de Saint-Christo-en-Jarez a été réalisé en 1999. Une étude sur l'assainissement est en cours et va redéfinir les priorités d'intervention sur la mise aux normes des stations (dimensionnement et choix de la filière). Pour les hameaux, l'étude redéfinira le schéma d'assainissement complet (assainissement collectif ou individuel).

Actuellement, l'intégralité du centre bourg de Saint-Christo-en-Jarez est raccordée au réseau assainissement collectif en direction des lagunes. Les hameaux de Roche et la Thiollière sont raccordés à la station de la Roche (filtre à sable). Les hameaux de Borgia et de Maison Neuve sont raccordés à la station de Maison Neuve (lit bactérien). Tous les autres hameaux sont sous le régime du service public d'assainissement non collectif (SPANC).

Le SPANC a pour vocation de contrôler les installations d'assainissement et d'apporter des conseils aux habitants concernés pour la mise aux normes de leur disposition de traitement.

Concernant les exploitations agricoles, la directive nitrate leur impose des plans d'épandage. Ainsi les rejets s'effectuent selon des techniques et des normes propres à l'assainissement agricole et ne doivent pas être collectés dans le réseau d'assainissement pas plus qu'ils ne doivent être rejetés directement dans le milieu naturel.

4-5-8- La qualité de l'eau des rivières

Saint-Christo-en-Jarez dispose d'une situation en tête de bassin avec un écoulement en milieu naturel et agricole. Aussi la qualité de l'eau des rivières est plutôt bonne malgré quelques perturbations liées à des pollutions d'origine domestique et agricole. En période de sécheresse, une sensibilité particulière affecte les rivières.

Les trois cours d'eau majeurs qui traversent Saint-Christo-en-Jarez sont couverts par des contrats de rivière ou vont l'être prochainement. Un contrat de rivière définit des objectifs de qualité des eaux, de valorisation du milieu aquatique et de gestion équilibrée des ressources en eau afin d'adopter un programme d'intervention multithématique sur 5 ans. Ces objectifs n'ont pas de portée juridique mais constituent un engagement contractuel entre les signataires.

Aussi l'Onzon est couvert par le contrat de rivière du Furan et ses affluents, le Couzon par le 2ème contrat de rivière de la Coise et ses affluents, et le Langonand par un 2ème contrat de rivière du Gier et ses affluents. Ces contrats de rivières visent à atteindre le bon état écologique et chimique des cours d'eau.

4-5-9- Les sites et sols pollués

La commune n'est pas concernée par des sites et sols pollués.

4-5-10- La gestion des déchets

La gestion des déchets ménagers de la commune est assurée par Saint-Etienne Métropole (SEM). L'agglomération assure la prévention, la sensibilisation, la collecte, la gestion des déchèteries, le tri, la valorisation et le traitement des déchets.

La description du service ainsi que les principaux indicateurs techniques et financiers (rapport édité annuellement) sont disponibles sur le site internet de Saint-Etienne Métropole.
Le règlement complet de collecte des déchets ménagers est disponible auprès de Saint-Etienne Métropole. Un arrêté municipal précise les dispositions spécifiques à la commune.

La collecte des déchets ménagers concerne toutes les constructions collectives ou pavillonnaires, bureaux, commerces, ateliers et entreprises « produisant des déchets ménagers et assimilés » sans sujétions techniques particulières.
Ils sont astreints au respect des normes et des règles définies par le présent règlement, le règlement sanitaire départemental, le plan départemental des déchets ainsi que les lois,

directives, décrets et arrêtés en vigueur sur le territoire national ou instruit par l'Union Européenne.

Les spécifications techniques sont consultables dans le « Guide Technique de Préconisation pour la Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés » édités par Saint-Etienne Métropole pour :

- l'aménagement de voiries nouvelles pour assurer la circulation des camions de collectes
- l'aménagement et le dimensionnement des locaux poubelles, et des espaces de regroupement.
-

La collecte des déchets ménagers regroupe tous les déchets provenant de la préparation des aliments, du nettoyage des habitations et des bureaux, les balayures et résidus divers.

Les ordures ménagères et le tri sélectif sont actuellement collectés par la société Sita centre est. La collecte se fait 1 fois par semaine pour les ordures ménagères et 1 fois par semaine impaire pour le tri sélectif.

Une partie de la collecte des ordures ménagères s'effectue en porte à porte et une partie par point de regroupement pour le sélectif et apport volontaire pour le verre. Les conteneurs verre sont installés sur 6 sites.

La collecte des ordures ménagères et de tri sélectif (journaux et emballage hors verre) se fait une fois par semaine pour le ramassage des ordures ménagères et une fois tous les 15 jours pour le tri sélectif. En 2015 la quantité des ordures ménagères s'élevait à 310 tonnes et la collecte sélective à 61 tonnes, soit à 170 kg/hab/an pour les ordures ménagères et à 28 kg/hab/an pour le tri sélectif.

Aussi, 61 tonnes de verre ont été collectées sur Saint-Christo-en-Jarez en 2015, soit une moyenne de 30 kg/hab/an.

A noter qu'une collecte annuelle est réalisée pour les encombrants.

En complément, les habitants de Saint-Christo-en-Jarez et les professionnels (sous condition) bénéficient de deux déchetteries situées à proximité de la commune, une à Saint-Héand « Grangeneuve » et une autre à Saint-Jean-Bonnefonds « La Forestière ». En 2012, le tonnage (déchets verts, gravats, tout venant, ferrailles, cartons, bois) sur ces deux déchetteries s'élevait respectivement à 2 163 et 6 970 tonnes.

4-5-11- Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)

Le nouveau plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) de Saint-Etienne Métropole, approuvé le 20 décembre 2018, pour la période 2019-2025, s'inscrit dans la continuité des démarches climat-air-énergie engagées sur le territoire et de la labellisation TEPOS et TEPCV.

Le PCAET a pour objectif la lutte contre le changement climatique (réduction des gaz à effet de serre et des consommations d'énergie…). Il s'intègre aux autres réflexions environnementales et de développement durable.

Extrait du PCAET 2019-2025 :

Le schéma ci-dessous présente la stratégie territoriale et les objectifs stratégiques du PCAET pour le territoire de Saint-Etienne Métropole pour la période 2019-2025.

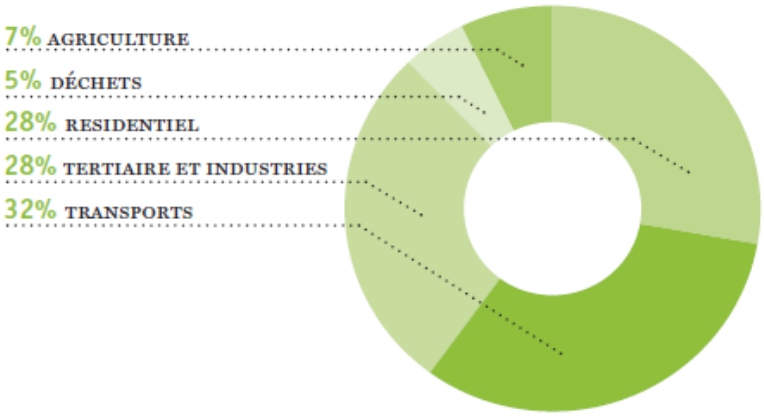
STRATEGIE TRANSVERSALE

AXE TRANSVERSAL T1 - METROPOLE EXEMPLAIRE Déplacements, bâtiments, consommations et achat public				AXE TRANSVERSAL T2 - URBANISME ET TEE Planification pour un territoire en transition		AXE TRANSVERSAL T3 - PILOTAGE ET MOBILISATION Information et sensibilisation, pilotage et suivi-évaluation du PCAET			VOLET TRANSVERSAL - ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE Une vision de long terme pour un territoire résilient			
Objectif 1 Réduire l'empreinte carbone et les émissions de polluants du patrimoine public	Objectif 2 Améliorer la performance énergétique des bâtiments publics	Objectif 3 Réduire les consommations d'eau (adaptation)	Objectif 4 S'engager dans la démarche de labellisation « Citergie »	Objectif 1 Intégrer les enjeux de transition énergétique et de qualité de l'air de façon ambitieuse dans le SCOT, le PLUI et le PLH	Objectif 2 Favoriser les opérations d'aménagements "verts" (de faible impact environnemental et créant les conditions favorables de résilience face au climat futur)	Objectif 1 Suivre la stratégie de sensibilisation au DD	Objectif 2 Informer, mobiliser les acteurs autour des enjeux Climat-Air-Energie du territoire	Objectif 3 Organiser le pilotage et suivi du plan d'actions PCAET et le suivi du Plan de Protection de l'Atmosphère	Objectif 1 Développer une Trame Verte et Bleue (TVB) pour le maintien de la biodiversité et l'atténuation des effets d'îlots de chaleur urbain	Objectif 2 Favoriser la prise en compte du paramètre climatique dans les constructions de bâti résidentiel et tertiaire et dans les infrastructures	Objectif 3 Accompagner l'adaptation des pratiques culturales au changement climatique	Objectif 4 Augmenter le niveau de connaissances des services techniques, des élus, des acteurs et des habitants sur les impacts du changement climatique et les besoins d'adaptation

VOLETS SECTORIELS

RESIDENTIEL Des logements non précaires et performants		TERTIAIRE Des bâtiments tertiaires performants et adaptés, grâce à la formation dans les métiers du bâtiment		TRANSPORT ET MOBILITE Des infrastructures, des services, des usages et des activités propres			AGRICULTURE ET SYLVICULTURE Une économie locale primaire climato-performante		DECHETS ET ASSAINISSEMENT Des filières environnementales renforcées et des services urbains performants			INDUSTRIE (Hors énergie) Des process industriels énergétiquement performants, un secteur et des « usines du futur » pour la transition et l'économie circulaire		BRANCHE ENERGIE (Hors production d'électricité, de chaleur et de froid pour les émissions GES - ici EnRR) Une production locale accrue d'énergies renouvelables et de récupération	
Objectif 1 Accompagner les ménages en précarité énergétique et acoustique et améliorer le repérage	Objectif 2 Encourager la performance énergétique et acoustique de l'ensemble du parc de logements, afin de réduire les émissions de polluants et de GES	Objectif 1 Accompagner les commerces, les entreprises de services, les établissements de santé, et les établissements d'enseignement supérieur dans leur stratégie de performance énergétique et climatique	Objectif 2 Accompagner tous les acteurs du bâtiment pour une montée en compétences en adéquation avec les enjeux énergétiques et climatiques	Objectif 1 Réduire les déplacements à la source	Objectif 2 Favoriser une mobilité durable (autopartage, covoiturage, transport en communs) et douce et l'intermodalité	Objectif 3 Favoriser les déplacements propres	Objectif 1 Accompagner une agriculture moins polluante et une alimentation moins carbonée, AB, permacole, et locale	Objectif 2 Favoriser les puits de carbone et la valorisation énergétique de la biomasse par la structuration de la filière bois et bois-énergie	Objectif 1 Améliorer la valorisation des déchets	Objectif 2 Réduire à la source la production de déchets	Objectif 3 Diminuer les consommations énergétiques de l'assainissement tout en valorisant le potentiel énergétique	Objectif 1 Accompagner l'industrie manufacturière, les industries extractives, et les entreprises de la construction, dans leur stratégie de performance énergétique et climatique	Objectif 2 Aboutir à la Transition Energétique, Ecologique et Economique des entreprises et du territoire par la reconversion du tissu économique et la création de nouvelles activités industrielles	Objectif 1 Détecter les potentiels de production d'EnRR locales et accompagner les porteurs de projet pour atteindre une couverture des consommations énergétiques de 30%	Objectif 2 Favoriser le passage aux EnRR des réseaux énergétiques, le développement des réseaux de chaleur et l'émergence des unités de stockage d'énergie et des réseaux intelligents

Contribution des différents secteurs d'activité de Saint-Etienne Métropole sur les émissions de gaz à effet de serre en 2007



Source : *Plan Climat Energie Territorial, Saint Etienne Métropole.*

Saint-Etienne Métropole s'est engagée dans une démarche volontaire de Plan Climat Energie. Le Plan Climat Energie a été adopté à l'unanimité par le Conseil communautaire du 10 janvier 2011. Il totalise 68 actions métropolitaines et territoriales.

Le Plan Climat Energie de Saint-Etienne Métropole s'appuie sur la stratégie européenne des "3 x 20% à l'horizon 2020" :

- réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre du territoire ;
- réduire de 20 % les consommations d'énergie ;
- porter à 20% la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie.

La signature du premier Contrat d'Objectifs Energie Climat (COEC) avec l'ADEME en Rhône-Alpes a permis de mobiliser des financements pour l'animation et la mise en œuvre des actions.

Le Plan Climat comporte ainsi 3 échelles d'intervention :

- l'échelle des cinq principales politiques publiques de la collectivité concourant à réduire les émissions de gaz à effet de serre :
  - l'habitat (produire un habitat durable et performant…) ;
  - les transports (promotion des modes doux et alternatifs…) ;
  - la gestion des déchets (réduire la production des déchets…) ;

- le développement agricole et économique (valorisation des circuits courts…) ;
- l'aménagement du territoire (optimisation des espaces à aménager, végétalisation des centres-villes…).

- l'échelle territoriale, qui mobilise des partenaires publics et privés du territoire participant aux objectifs fixés par la collectivité.

- l'échelle interne

Le PCAET et le PDU doivent être compatibles avec le Schéma Régional de Cohérence Air Energie (SRCAE) qui a été arrêté par le préfet de Région le 16 avril 2014.

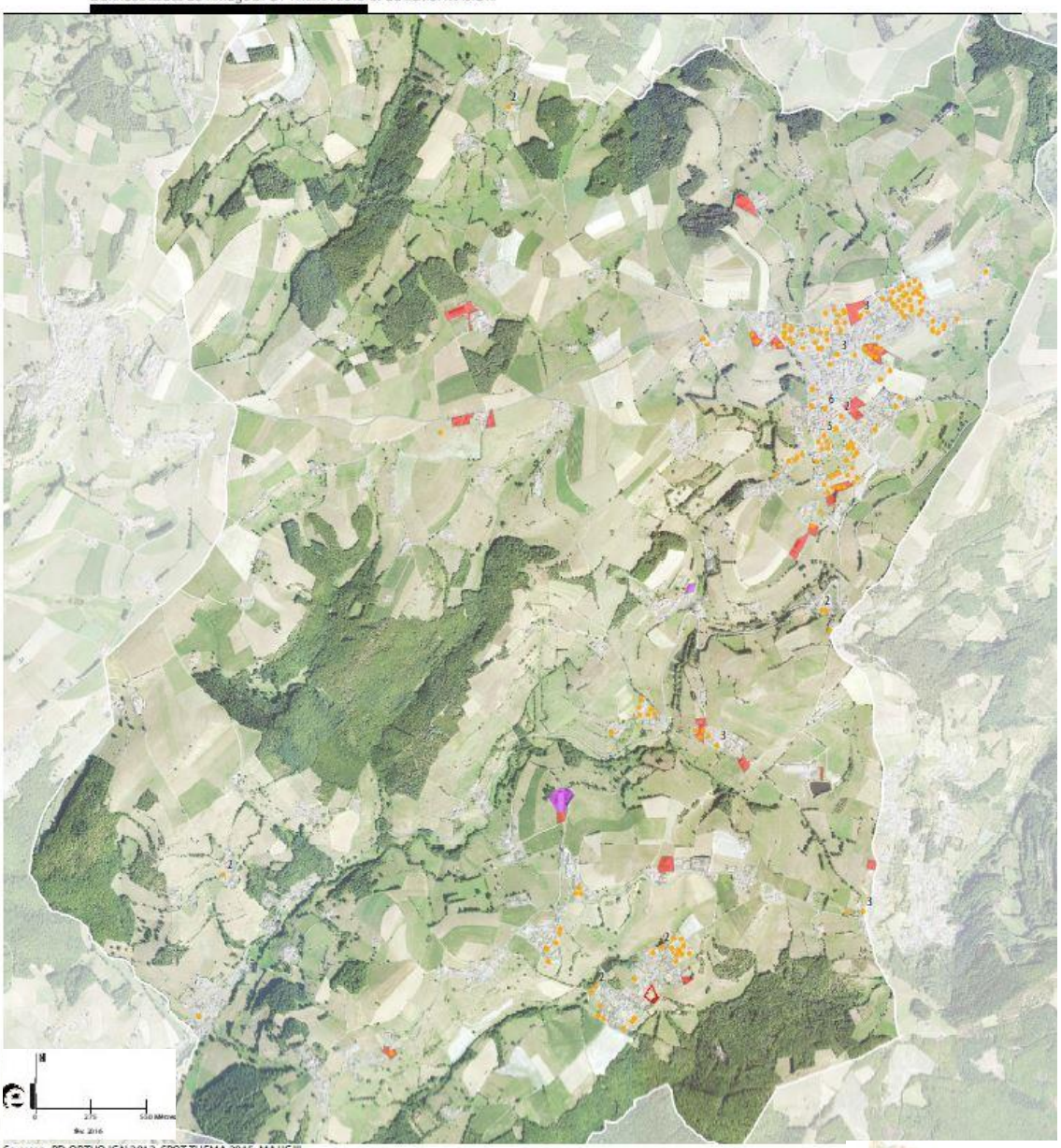
4-6- L'analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

Les données **brutes** et informations utilisées pour réaliser l'analyse de la consommation d'espaces reposent sur les bases Spot Thema (traitement à partir d'images satellitaires).

Entre 2005 et 2015, le développement de la commune de Saint-Christo-en-Jarez a entrainé une consommation foncière totale, en dehors des espaces libres urbains de 10,3 ha (en 11 ans).
Le tableau ci-après fait ressortir les principaux éléments suivants :
L'anlyse brut de SPOT Théma identifie :
9,1 ha ont été consommés pour le développement résidentiel
1,2 ha pour l'activité pour le développement économique (agriculture)

Commune de Saint-Christo-en-Jarez

Données issues de l'image SPOT THEMA 2015 et du fichier MAJIC III



Sources : BD ORTHO IGN 2013, SPOT THEMA 2015, MAJIC III

Tâche urbaine en 2005 d'après SPOT THEMA

MAJIC III : constructions entre 2000 et 2010

- Logements (1 point = 1 logement sauf mention contraire)
- Locaux économiques (dont commerce)

SPOT THEMA : évolution 2005 - 2015 des espaces agricoles, boisés et naturels

- Surfaces urbanisées pour l'économie
- Surfaces urbanisées pour l'habitat

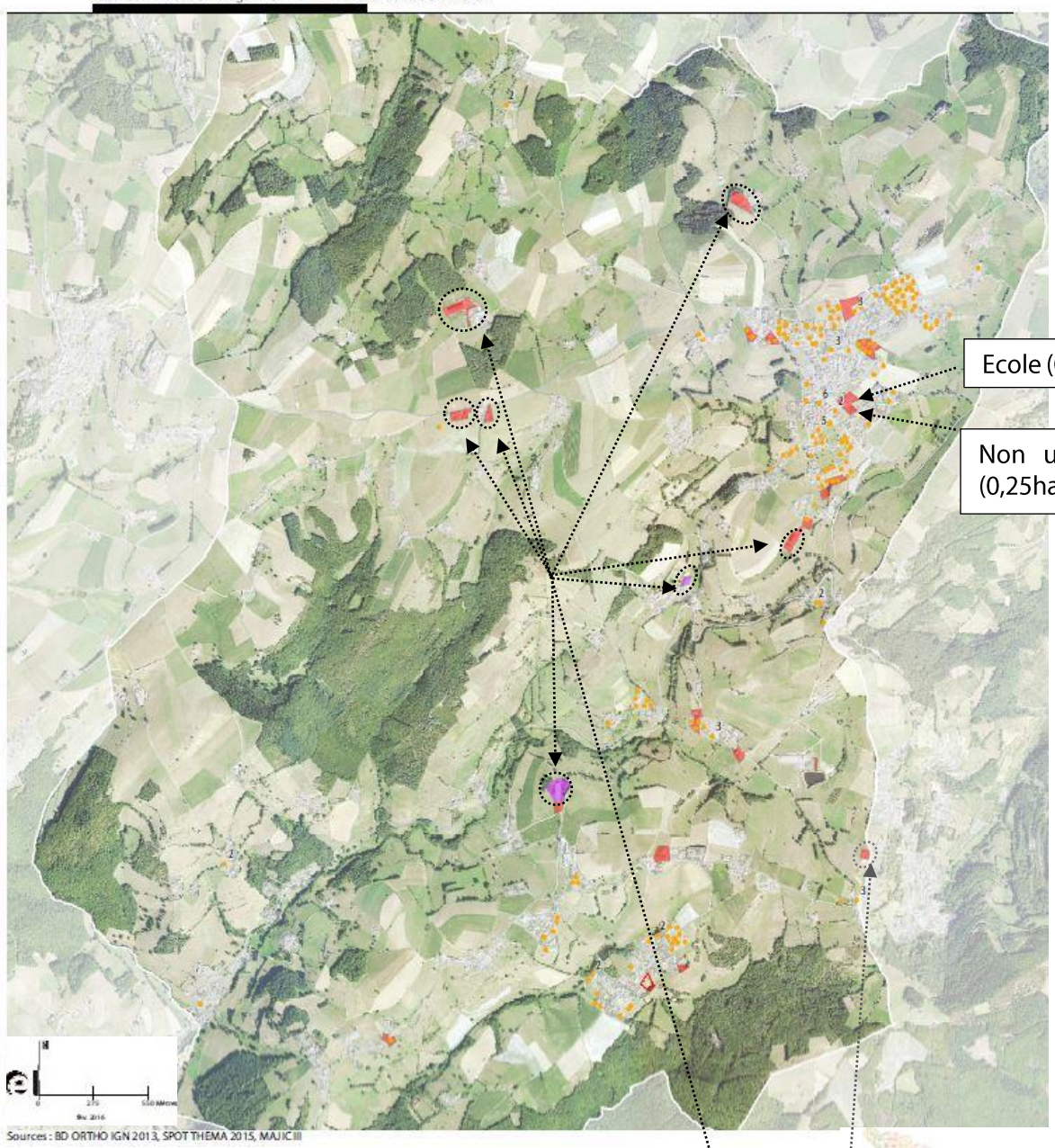
SPOT THEMA : évolution 2005 - 2015 des espaces libres urbains

- Surfaces urbanisées pour l'habitat

Espaces agricoles, boisés et naturels existants en 2005 (selon SPOT THEMA)		Analyse de terrain
Destination en 2015 (nomenclature SPOT THEMA)	**En hectares**	**En hectares**
Habitat	9,1	5,5
Activité économique	1,2	Activité agricole : 4,3
Equipements, infrastructures, espaces verts (parcs et jardins)	0	Ecole 0,5
Extraction de matériaux, décharges, chantiers	0	0
Espaces libres urbains existants en 2005 (selon SPOT THEMA)		**Analyse de terrain**
Destination en 2015 (nomenclature SPOT THEMA)	**En hectares**	**En hectares**
Habitat	0,3	0,3
Activité économique	0	0
Equipements, infrastructures, espaces verts (parcs et jardins)	0	0
Extraction de matériaux, décharges, chantiers	0	0

Commune de Saint-Christo-en-Jarez

Données issues de l'image SPOT THEMA 2015 et du fichier MAJIC III



Sources : BD ORTHO IGN 2013, SPOT THEMA 2015, MAJIC III

Tâche urbaine en 2005 d'après SPOT THEMA

MAJIC III : constructions entre 2000 et 2010

- Logements (1 point = 1 logement sauf mention contraire)
- Locaux économiques (dont commerce)

SPOT THEMA : évolution 2005 - 2015 des espaces agricoles, boisés et naturels

Surfaces urbanisées pour l'économie

Surfaces urbanisées pour l'habitat

SPOT THEMA : évolution 2005 - 2015 des espaces libres urbains

Surfaces urbanisées pour l'habitat

Cependant, l'analyse Spot Thema n'est pas adaptée à une échelle cadastrale et nécessite des ajustements :

En effet, les bâtiments agricoles et les équipements (l'école) de moins de 4 ha ont été identifiés par Spot Thema comme des « surfaces urbanisées pour l'habitat » ou comme des « surfaces urbanisées pour l'économie ». (Cf. carte ci-après).

En croisant les informations issues de Spot Thema avec une analyse de terrain, on observe qu'entre 2005 et 2015, le développement de la commune de Saint-Christo-en-Jarez a entrainé une consommation foncière totale, en dehors des espaces libres urbains de **10 ha intégralement sur des espaces agricoles**. Sur ces 10 ha d'espaces agricoles consommés :

- 4,5% ont été urbanisés pour l'édification du groupe scolaire.
- 42 % ont été consommés pour l'activité agricole.
- 54% ont été urbanisés pour de l'habitat.

Ainsi, hormis la construction de bâtiment à destination agricole, ce sont essentiellement des lotissements qui se sont développés en extensions du centre bourg, et dans une moindre mesure en extension des hameaux, principalement sur la partie sud de la commune.

On peut mettre en rapport ce chiffre à l'évolution des logements dont le rythme observé est de 17 logements/an commencés sur la période 2000/2011 selon les données Sitadel. A noter qu'avec une part de 86%, les constructions de logements individuels sont majoritaires sur la commune.

A titre indicatif, en équivalent-logements, le ratio de densité moyenne pour cette période serait de l'ordre de 9,5 logements/ha. Il s'agit d'une densité théorique puisque les données analysées ont leurs limites.

L'analyse cartographique (cf. ci-après) fait également apparaitre sur le secteur de Maison Neuve 0,3 ha espaces libres urbains existants qui ont été urbanisé.

5- Synthèse du diagnostic : atouts et faiblesses, enjeux et besoins identifiés

	Atouts	Faiblesses	Enjeux et besoins identifiés
Démographie	- Une forte croissance démographique (+2.8% de croissance annuelle entre 1999 et 2009) – Un solde naturel et un solde migratoire positif –Des tranches d'âge équilibrées –Une stabilité résidentielle	- Une tendance au vieillissement –Un léger fléchissement des 15-29 ans	- Maintenir un rythme de croissance acceptable pour l'équilibre démographique et social de la commune –Besoins spécifiques en équipement, habitat, loisirs au regard de l'évolution de la pyramide des âges, du niveau d'activité de la population, des modes de vie –Permettre une croissance démographique adaptée aux capacités de gestion de la ville et à la prise en compte de la cohésion sociale –Intégrer les nouveaux arrivants
Emploi et activité économique	-Les travailleurs sur Saint-Christo-en-Jarez habitent essentiellement sur la commune	- Un nombre d'emploi qui stagne alors que la population augmente fortement (accentuation des	- Consolider les emplois sur le territoire, notamment agricole

	Atouts	Faiblesses	Enjeux et besoins identifiés
	- Une population active en augmentation - Un faible taux de chômage -Une activité agricole dynamique	distances domicile-travail)	- Maintenir le petit commerce de proximité
Parc de logements	- Un parc de logements en augmentation - Un parc de logements en cours de diversification - Une faible part des logements vacants	- Des logements essentiellement de grandes tailles - Une part importante de propriétaires - Une faible part du logement social	- Proposer une offre de logement correspondant à la demande - Assurer la diversité et la qualité des formes d'habitat - Répondre aux besoins liés au vieillissement de la population et à la diminution de la taille des ménages
Structure et fonctionnement urbain	-Un centre bourg historique à la structure et au caractère patrimonial affirmés - Une urbanisation principalement concentrée autour du centre bourg - Regroupement des équipements, des quelques services et commerces dans le bourg	- Un développement de l'habitat pavillonnaire	- Préserver l'équilibre entre espaces urbanisés et espaces naturels

	Atouts	Faiblesses	Enjeux et besoins identifiés
Paysage patrimoine	- Un cadre naturel attrayant - Un paysage vallonné offrant de nombreux points de vue intéressants	- Banalisation et déstabilisation de l'harmonie des paysages liées au développement de l'habitat pavillonnaire	- Prendre en compte les sensibilités paysagères dans les aménagements futurs Maintenir et valoriser des échappées visuelles de l'espace urbain vers les espaces naturels - Traiter certaines façades en centre bourg - Préserver et valoriser les espaces naturels
Equipements	-De nombreux équipements à vocation culturelle, sportive, de loisirs - Une armature scolaire (écoles publique et privée) - Un tissu associatif dynamique -Une offre de stationnement satisfaisant à proximité des équipements sportifs		-Maintenir le rythme de constructions pour pérenniser les équipements
Appareil commercial et services	- Des commerces de proximité qui se maintiennent	-Recours à la voiture pour utiliser l'appareil	- Maintenir le commerce de proximité et les services

	Atouts	Faiblesses	Enjeux et besoins identifiés
	-Des services de santé (cabinet infirmier, médecins) et généraux (relais poste, banque, pharmacie, …) - Un réseau d'assistante maternelle	commercial et de services	-Apporter de la cohésion dans l'offre de services
Déplacements	- Bonne accessibilité routière -Voirie structurée et hiérarchisée -Desserte en transport en commun (2 lignes) - Une offre de stationnements satisfaisante et bien localisée	- Faible cadencement des transports en commun - Usage de la voiture récurrent - Absence de schéma de développement des itinéraires cyclables - Circulation difficile en centre bourg	- Favoriser le stationnement en périphérie du centre bourg -Maîtriser le recours à l'automobile -Développer des itinéraires modes doux
Environnement	- Une bonne couverture végétale - Un maintien dans le temps des espaces agricoles et naturels - Présence de cours d'eau dont les ripisylves sont des réservoirs de biodiversité	-Une mauvaise infiltration des eaux liée à un relief vallonné et des sols minces - Des émissions de CO_2 par habitant assez élevée	- Prendre en compte le ruissellement en amont des projets et s'adapter à la pente et non l'inverse - Maintenir la trame verte et bleue (biodiversité, cadre de vie, espaces de loisirs…) - Limiter l'usage de la voiture particulière par un aménagement

	Atouts	Faiblesses	Enjeux et besoins identifiés
	- Un patrimoine naturel diversifié (ZNIEFF)		urbain facilitant les modes doux de déplacements (cheminements piétons, pédibus …) - Promouvoir un urbanisme, des formes urbaines, des constructions moins consommateurs en énergie (habitat groupé, réhabilitation thermique des bâtiments, éco-quartiers…) - Favoriser le développement des énergies renouvelables (bâtiments publics et privés) - Favoriser le principe des 3R (Réduire, Réutiliser, Recycler) pour les déchets



II Les perspectives et les enjeux d'évolution

1- Les perspectives d'évolution du territoire

Les éléments ci-après visent à esquisser les évolutions prévisibles au vu des tendances constatées mais aussi des projets identifiés ou des politiques engagées. Cette approche se situe à plusieurs échelles :

- échelle territoriale avec le secteur de la Couronne/Est stéphanois (territoire de vie immédiat) et le territoire de référence plus large du Sud Loire ;
- échelle communale.

L'échelle territoriale

Les perspectives d'évolution à l'échelle territoriale

Evolution de la population

	1999	2010	variation 1999/2010	%
Saint-Etienne	180 210	171 260	-8 950	-5,0
Ondaine	71 435	68 259	-3 176	-4,4
Coteaux du Gier	21 838	24 690	2 852	13,1
Vallée du Gier	66 205	65 107	-1 098	-1,7
Couronne	44 354	45 133	779	1,8
Nouvelles communes SEM La Fouillouse et Andrézieux	13 383	14 069	686	5,1
Total St-Etienne Métropole	397 425	388 518	-8 907	-2,2
Monts du Pilat	14 084	15 344	1 260	8,9
Loire Forez	67 674	76 882	9 208	13,6
Pays de Saint-Galmier	25 728	28 587	2 859	11,1
Chazelles sur Lyon	4 801	5 110	309	6,4
TOTAL Sud Loire	509 712	514 441	4 729	0,9

Insee 2010

Après avoir connu une baisse de sa population lors du dernier recensement, de Saint-Etienne Métropole souhaite inverser cette tendance. La Métropole doit produire 19 000 logements dont 8 100 à Saint-Etienne pour les dix prochaines années. La répartition d'objectifs de logements à produire entre les différentes communes de l'agglomération participe à une logique d'aménagement du territoire et à la maitrise des grands équilibres. Saint-Etienne Métropole doit confirmer sa place de centre de gravité du Sud Loire. La déclinaison des objectifs de production de logements par commune se fait par l'intermédiaire du Programme Local d'Habitat.

Sur la période 1999/2010, le périmètre du Scot Sud Loire a vu sa population croître de 0,9% soit + 4 729 habitants environ.

L'objectif du Scot Sud Loire est de poursuivre cette croissance démographique et d'accueillir 50 000 habitants supplémentaires et 17 000 emplois d'ici 2030. Ceci conduit à réaliser une offre nouvelle de 50 600 logements. Cet objectif démographique est réparti différemment sur deux périodes :

- 2014-2020 : l'objectif est un retour à un solde démographique positif estimé à + 20 000 habitants.
- 2021-2030 : un gain démographique plus important, soit + 30 000 habitants.

Afin de répondre à cette ambition démographique, une répartition de la construction liée à l'accueil de nouveaux ménages a été faite à l'échelon de chaque EPCI. Le tableau ci-après reprend la répartition du Scot Sud Loire :

Sur la période 2014-2020, le tableau ci-dessous donne une indication de cette répartition par EPCI.

	Saint-Etienne Métropole	dont Saint-Etienne	Loire Forez	Pays de Saint-Galmier	Monts du Pilat	Chazelles sur-Lyon	Total
Total	13 930	5 670	3 780	1 050	644	196	19 600
Lié au point de stabilité	10 460	4 420	1 940	490	588	167	13 470
Lié aux ambitions démographiques	3 470	1 250	1 840	560	56	29	6 130

Répartition de la construction de logements (période 2021-2030, soit 10 ans)

	Saint-Etienne Métropole	dont Saint-Etienne	Loire Forez	Pays de Saint-Galmier	Monts du Pilat	Chazelles sur-Lyon	Total
Répartition proposée	75,2%	31,3%	16%	4,8%	3%	1%	100%
Nombre de logements	23 300	9 700	5 000	1 500	900	300	31 000
	2 330/an	970/an	500/an	150/an	90/an	30/an	3 100/an

Les communes d'Andrézieux-Bouthéon et la Fouillouse ont été intégré à Saint-Etienne Métropole et, elles auront à produire 90 logements /an.

A l'échelon des EPCI, en vue de répondre à l'ambition démographique du projet, la répartition de la construction liée à l'accueil de nouveaux ménages se fera selon des critères tenant au niveau de centralité, aux enjeux de renouvellement urbain, au niveau de desserte actuel ou projeté, et au niveau de polarisation des emplois des centralités et des communes.

Cette répartition sera la suivante :

- de l'ordre de 90% de l'offre nouvelle de logements destinés à l'accueil de nouveaux ménages seront localisés dans les centralités

- de l'ordre de 10% de l'offre nouvelle de logements destinés à l'accueil de nouveaux ménages seront localisés dans le cadre des politiques intercommunales de l'habitat. A titre indicatif, dans le territoire de Saint-Etienne Métropole, la répartition de la construction des 7 600 logements destinés à l'accueil de nouveaux ménages sur la période 2011–2020 sera opérée comme suit :

- 45% dans la centralité métropolitaine : Saint-Etienne (de l'ordre de 3 400 logements)

- 15% dans les centralités bien desservies et présentant des enjeux de renouvellement urbain : Saint-Chamond, Rive-de-Gier, Firminy, Le Chambon-Feugerolles, La Ricamarie

- 27% dans les centralités aujourd'hui bien desservies ou desservies à terme de la Couronne et des vallées : Roche-la-Molière, La Talaudière, Saint-Genest-Lerpt, Villars, Saint-Priest-en-Jarez, L'Etrat, Saint-Jean-Bonnefonds, Unieux, L'Horme, La Grand-Croix, Lorette

- 3% dans les autres centralités locales : Saint-Paul-en-Jarez, Saint-Martin-La-Plaine, Saint-Héand.

- 10% à allouer dans le cadre de la politique intercommunale de l'habitat.

Ces pourcentages constituent des ordres de grandeur.

Les objectifs des politiques locales visent à juguler au mieux cette diminution de la population et à rendre l'ensemble du territoire plus attractif pour l'économie et les habitants.

La poursuite d'une progression démographique dans un environnement peu favorable

De manière générale, l'ensemble du secteur devrait poursuivre sa croissance démographique de façon plus importante que la tendance constatée à l'échelle plus large de du secteur Sud Loire. La ventilation de la population constatée par secteur tend à établir que l'augmentation de la population du secteur nord devrait rester modérée.

Les perspectives d'évolution à l'échelle communale

Un potentiel d'habitat appelé à se diversifier

En matière d'habitat, les potentialités d'extension restent très limitées à terme par la raréfaction des espaces encore urbanisables, notamment pour l'habitat pavillonnaire.

Aussi le développement de l'habitat devrait se poursuivre et se diversifier principalement dans les dents creuses (situées majoritairement au centre bourg et dans le hameau de Maison Neuve) mais aussi s'opérer par un renouvellement urbain dans le tissu existant en particulier sur le site de projet identifié dans le centre bourg de Saint-Christo-en-Jarez.

2- Les prévisions économiques et démographiques

Les projections économiques

L'évolution à l'échelle du territoire :

Une extrapolation de l'évolution de l'emploi constatée sur la période 1999-2009 a permis d'obtenir des projections en termes d'emploi à l'horizon 2023.
Sur l'ensemble du secteur de Saint-Etienne Métropole, le nombre total d'emplois actualisé à 167 010 en 2009 selon les données INSEE, serait de 179 986 emplois à l'horizon 2023 (scénario central au fil de l'eau), soit une augmentation annuelle moyenne de l'ordre de +0,6% (+12 976 emplois), dans un contexte où les tendances actuelles se poursuivent.

			SEM 45	
	RGP 1999	RP 2009	Projection epures 2013	Projection epures 2023
Scénario haut (+5%)	158 318	167 010	179 150	188 985
Scénario central	158 318	167 010	170 619	179 986
Scénario bas (-5%)	158 318	167 010	162 088	170 986

L'évolution communale :

Concernant l'extrapolation à l'échelle communale du nombre d'emplois sur la période 1999-2009, il s'élèverait à 234 emplois à l'horizon 2023 en admettant que les tendances observées se poursuivent (scénario central au fil de l'eau). Aussi le nombre d'emploi resterait stable sur cette période 2009-2023.

	Saint-Christo-en-Jarez				Poids	
	RGP 1999	RP 2009	Projection epures 2013	Projection epures 2023	1999	0,15%
Scénario haut (+5%)	235	234	251	246	**2009**	0,14%
Scénario central	235	23	239	234	**2013**	0,14%
Scénario bas (-5%)	235	234	227	222	**2023**	0,13%

Cette projection est établie en tenant compte des variations respectives par grandes catégories d'emplois distinguant les secteurs secondaire et tertiaire en baisse, du secteur primaire en hausse.

	Saint-Christo-en-Jarez			
	RGP 1999	RP 2009	Projection epures 2013	Projection epures 2023
Emploi du primaire	26%	31%	33%	37%
Emploi du secondaire	33%	32%	31%	30%
Emploi du tertiaire	41%	38%	36%	33%

Les projections démographiques

L'évolution à l'échelle du territoire

L'INSEE a mis au point un modèle de projection démographique applicable sur de larges territoires. Ces projections s'appuient sur les naissances, les décès ainsi que sur les soldes migratoires. Elles sont réalisées seulement sur des territoires de plus de 50 000 habitants.

Les calculs ont été effectués à l'aide des données Omphale sur l'évolution du chiffre de la population du territoire d'appartenance de la commune, à savoir Saint-Etienne Métropole.

Les chiffres de la population des années 1999 et 2010 ont été également utilisés afin de pouvoir calculer l'évolution du poids de chaque commune sur son territoire entre ces deux dates. Cette évolution a ensuite été prolongée afin d'estimer le poids de la population de la commune à une date donnée.

Grace à ces deux données, les projections Omphale ainsi que l'estimation du poids de la commune, a pu être établie une projection de la population à différentes dates.

Le scénario central, construit sur une hypothèse de maintien des rythmes naturels et migratoires d'évolution démographique par rapport à ceux constatés sur la période,

correspondrait aux projections présentées ci-après à l'horizon 2023 faisant apparaître notamment la poursuite d'une légère décroissance sur l'ensemble du territoire de Saint-Etienne Métropole, avec une baisse de 0,26 % sur dix ans.

	Saint-Etienne Métropole (45)				
	RGP 1999	RP 2010	Projection epures 2013	Projection epures 2023	Variation
Scénario haut	397 705	388 518	390 914	398 154	1,85%
Scénario central	397 705	388 518	389 371	388 343	-0,26%
Scénario bas	397 705	388 518	388 144	380 002	-2,10%

L'évolution communale :
Une extrapolation de l'évolution démographique communale au vu des données du RGP sur la période précédente conduirait, dans le scénario au fil de l'eau, à une population de 2 423 habitants à l'horizon 2026, soit un accroissement annuel moyen de 2,1%. Ceci augmenterait le poids relatif de la population communale dans celle de Saint-Etienne Métropole, marquant la poursuite d'une évolution démographique se différenciant de celle de l'agglomération stéphanoise.

	Saint-Christo-en-Jarez			
Scénario au fil de l'eau	RGP 1999	RP 2013	Projection epures 2026	Projection epures 2030
Population	1 365	1 838	2 423	2638
Ménages	470	657	898	988

La commune de Saint-Christo-en-Jarez souhaite poursuivre un développement modéré de la commune, pour assurer une évolution raisonnable. L'enjeu pour la commune est de permettre l'intégration des populations et le maintien des équipements tout en préservant le cadre de vie.
Compte tenu du dimensionnement du projet de PLU révisé, qui tient compte de l'ambition de la commune, des objectifs de cadrage fixés par le Scot Sud Loire et le PLH de Saint-Etienne Métropole, il est vraisemblable que la commune de Saint-Christo-en-Jarez atteigne un niveau de population autour de 2000 habitants dans la décennie à venir (objectif de la commune dans le PADD : ne pas dépasser le seuil des 2200 habitants).

Le positionnement de la commune au regard des perspectives d'évolution

En matière d'habitat et donc de population, les facteurs limitant restent attachés aux capacités constructibles en la matière et à l'offre foncière mobilisable (cf. estimation des surfaces constructibles et capacités résiduelles du PLU).

La commune souhaite poursuivre sa croissance démographique tout en ayant bien conscience des enjeux de maîtrise de l'étalement urbain et de développement du centre bourg. La commune envisage de gagner entre 160 et 200 habitants supplémentaires sur la prochaine décennie (soit un rythme démographique moins important que celui observé ces dernières années) afin de ne pas dépasser le seuil des 2200 habitants. Il s'agit donc de poursuivre un développement modéré de la commune pour assurer une évolution raisonnable permettant l'intégration de la nouvelle population, le maintien de la structure scolaire et la qualité de l'enseignement du 1er degré tout en préservant les classes actuelles.

Les enjeux généraux de la commune dans son territoire de vie

Les réflexions conduites dans le cadre de la révision du POS évoluant en Plan Local d'Urbanisme (PLU), dont notamment le diagnostic territorial exposé plus haut, ont mis en évidence un certain nombre de caractéristiques du territoire et leurs évolutions.
Les éléments issus du diagnostic ont conduit à pointer les enjeux au regard des perspectives d'évolution de la commune dans son territoire de vie mais aussi dans le contexte plus large du territoire que l'on peut résumer comme suit :

- le maintien du statut de commune périurbaine à l'échelle du bassin de vie stéphanois
- le renforcement du caractère central du centre bourg
- la diversification de l'offre de logements pour répondre aux besoins de la population
- la préservation du cadre de vie (patrimoine, paysager)
- la protection des espaces naturels et agricoles
- la préservation des milieux naturels (maillage vert et bleu)

Le projet de territoire souhaité par la commune est la poursuite d'une politique d'aménagement et de développement durables conjuguant préservation de l'environnement, de l'agriculture et développement urbain.
Il s'agit pour les élus de la commune de Saint-Christo-en-Jarez de conserver le caractère rural de la commune tout en permettant son évolution.

Les projets en cours devraient impacter positivement le développement de la commune.

Ainsi, les enjeux pour la commune de Saint-Christo-en-Jarez dans la décennie à venir sont ceux de :

- **la diversification sociale et générationnelle de la population :**
  Ceci passe par une diversification du parc de logements, afin de rééquilibrer l'offre.
  Cette offre de logements doit répondre à l'évolution démographique souhaitée, mais doit aussi tenir compte des nouveaux modes de vie. Elle doit être adaptée au parcours résidentiel de chaque habitant tout en rééquilibrant les formes d'habitat afin d'assurer la diversité des statuts et des modes de financement. Ces opérations seront réalisées principalement en centre bourg (offre en petits immeubles collectifs, habitat intermédiaire,

logements groupés et individuels), et de manière plus subsidiaire dans le hameau de Maison Neuve (offre en logements groupés et individuels). Le PLH fixe comme objectif la réalisation de 7 nouveaux logements par an pour la commune de Saint-Christo-en-Jarez.

- **la qualité urbaine**
  Il s'agit d'améliorer l'ensemble des « commodités » pour la population résidante : stationnement, espaces verts de proximité, commerces de proximité, accès aux transports collectifs, offre en activités sportives et de loisirs, services dédiés aux différents âges de la vie…

  La qualité de vie urbaine passe aussi par la préservation d'espaces de nature et de campagne (trame vert et bleue) accessibles pour la détente, et valorisant pour le cadre de vie (sentiers de randonnées, etc..).

- **le tissu économique local**
  Il s'agit de soutenir les emplois liés à l'activité agricole et les commerces de proximité.

Ces enjeux concourent à un développement durable du territoire communal, et s'inscrivent dans le projet détaillé ci-dessous.



III Les orientations d'urbanisme et d'aménagement et les dispositions du PLU

1- Les choix retenus pour l'établissement du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

La réflexion conduite dans le cadre de l'élaboration du PLU de Saint-Christo-en-Jarez a permis de mettre en évidence les enjeux d'évolution du territoire au regard des perspectives d'évolution et de son positionnement dans le territoire élargi.

C'est à partir de ces éléments qu'ont été précisés les objectifs poursuivis par la commune à travers les orientations du PADD.

1-1- Les orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) au regard du code de l'urbanisme

L'élaboration du PADD a été conduite en articulant les objectifs de la commune et les dispositions du code de l'urbanisme, notamment issues de la loi SRU modifiée et de la loi Engagement National pour l'Environnement (ENE), dite « Grenelle 2 ».

De manière générale, comme le précise le PADD, l'enjeu principal de la collectivité est **de maintenir et de conserver le caractère rural de la commune.**

Le PADD pose notamment des objectifs de maîtrise de l'étalement urbain afin de préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers. Aussi le PADD prévoit d'assurer le développement de manière privilégiée dans le bourg. Ainsi, les objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain exprimés dans les orientations majeures déclinent en cela un des objectifs de la loi ENE.

Plus largement, les orientations du PADD traduisent les objectifs contenus dans le code de l'urbanisme et notamment l'article 101-2, à savoir :

1. Un équilibre entre :

- le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la mise en valeur des entrées de ville et le développement rural ;
- l'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels;
- la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables.

Cet objectif d'équilibre est notamment traduit dans les orientations visant à :

- **Assurer l'équilibre entre renouvellement urbain et développement maîtrisé des espaces d'extension,** (3% du territoire de la commune est classé en zone urbaine) (orientation 1.1) ;
- **Intervenir dans le tissu existant du centre bourg et maîtriser son extension** (orientation 1.2) ;

- **Limiter l'urbanisation dans les hameaux afin d'établir une transition paysagère douce avec les espaces naturels** (orientation 1.3)

Ces trois orientations se posent comme un objectif de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

- **Préserver et valoriser les atouts naturels du territoire** (orientation 3.2)
- **Préserver les espaces agricoles tout en permettant une évolution du bâti rural** (orientation 3.3)

De plus un phasage a été mis en œuvre afin de permettre une réalisation des logements échelonnées dans le temps. Ainsi, l'OAP rue des Jardins à vocation à s'urbaniser immédiatement tandis que le secteur du Vieux Coin à vocation dans une perspective à plus long terme d'ici 3 ans.

2. L'objectif de **diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat**, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emplois, habitats, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs.

Cet objectif d'équilibre est notamment traduit dans les orientations visant à :
- **favoriser la diversité de l'habitat et le renouvellement urbain** (orientation 2.1)
- **maintenir le tissu économique local** (orientation 4).

3. Enfin, l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature est traduit dans les orientations 3 visant à assurer la préservation de l'environnement et notamment de :
- **permettre un développement durable du territoire (orientation 3.1)**
- **préserver l'environnement (orientation 3.4)**

1-2- Les orientations du PADD au regard des politiques territoriales

La DTA

Le territoire de la commune de Saint-Christo-en-Jarez est couvert par la Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) de l'aire métropolitaine lyonnaise approuvée par décret pris après avis du Conseil d'Etat en date du 9 janvier 2007. Les orientations du PADD visant à recentrer l'urbanisation autour du centre bourg et à préserver les espaces agricoles et naturels s'inscrivent dans les orientations de la DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise. Le PLU a identifié les espaces à vocation agricole et les espaces naturels qui sont clairement délimités et protégés.

Le SDAGE

Par ailleurs, le territoire est aussi couvert par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) Loire Bretagne 2016-2021 approuvé le 18 novembre 2015. Les orientations du PADD liées à la préservation de l'environnement (orientation 3.4.) s'inscrivent notamment dans les orientations du SDAGE.

Le SCoT

Le schéma de Cohérence Territoriale Sud Loire a été approuvé le 19 décembre 2013.

Les grands objectifs du SCOT :

« Un dessein : ***préserver et valoriser les milieux naturels, agricoles et forestiers*** *:*
- Préserver les espaces agricoles et forestiers pour garder un cadre de vie de qualité ;
- Identifier, préserver et restaurer la biodiversité par la mise en œuvre d'une trame verte et bleue sur le sud Loire ;
- Conforter le paysage et le patrimoine ;
- Engager une réduction de la consommation des espaces non bâtis.

Le PADD réserve des orientations spécifiques à la préservation des éléments du paysage, à différentes échelles (grands paysages, limites ville-campagne, …), à la protection des espaces naturels et agricoles.

« Une perspective : ***préserver les ressources et adapter le Sud Loire au changement climatique et aux risques :***
- Préserver la ressource en eau et construire une adéquation entre ressources et besoins pour le Sud Loire ;
- Conforter la gestion des déchets et préserver les matières premières ;
- Préparer l'avenir énergétique et adapter le territoire au changement climatique ;
- Prévenir la population du Sud Loire des risques et des nuisances. »

Le PADD vise au maintien des fonctions urbaines diversifiées et durables, notamment en :
– en maintenant une trame végétalisée dans les opérations d'aménagement,
– en privilégiant l'urbanisation dans les secteurs raccordés au réseau d'assainissement
– en favorisant l'infiltration des eaux de pluies et en limitant le ruissellement sur les secteurs de projets d'extension (maintien écrans végétaux existants, limitation de la surface d'imperméabilisation).

« Une ambition : ***mettre en œuvre un modèle de développement ambitieux et maîtrisé*** *:*
- Structurer le territoire autour des centralités ;
- Renforcer l'attractivité résidentielle et la mixité de l'habitat ;
- Mettre en œuvre une stratégie pour le développement économique et l'emploi ;
- Accompagner le développement commercial du territoire : le document d'aménagement commercial ;
- Organiser un développement spatial maîtrisé ;
- Développement urbain et desserte en transports alternatifs à la voiture individuelle ;
- Promouvoir un maillage des territoires du Sud Loire, par un système de déplacement durable. »

La modération de la consommation de l'espace et d'un développement modéré de la commune pour assurer une évolution raisonnable est l'objectif central de ce PADD. Il vise à concentrer majoritairement la structuration urbaine de la commune sur son tissu aggloméré existant, en limitant le développement résidentiel sur les secteurs de hameaux.

Le PLU se dote d'outils pour mieux intégrer la logique de projet urbain : orientations d'aménagement et de programmation, servitudes de mixité d'habitat.

La commune a diminué de façon importante la surface constructible.

Le PLH

Au niveau de Saint-Etienne Métropole, il est à noter que les orientations du PADD s'inscrivent dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) avec le fait de favoriser un parcours résidentiel par une diversification des types de logement et une mixité sociale et générationnelle, et en favorisant l'accueil de nouveaux logements notamment sociaux.

Le PDU

Au niveau des déplacements, le territoire est doté d'un Plan de déplacements urbains (PDU), qui travaille à l'amélioration et la diversification des déplacements en assurant le lien urbanisme/transport. Le PADD traduit les objectifs du PDU notamment à travers la recherche de diversification des modes de déplacement en renforçant les liaisons douces afin de limiter les déplacements en voiture à l'intérieur de la commune pour se rendre vers les équipements et les commerces et la préservation des chemins et sentiers pédestres.

Des emplacements de parking de covoiturages seront étudié dans une réflexion d'échelle intercommunale. Il s'agira de définir les secteurs les plus stratégique et de dimensionner les parkings en fonctions des besoins et projections.

Le SAE

Au plan du développement économique, un Schéma d'Accueil Economique (SAE) est en cours d'élaboration sur le territoire de Saint-Etienne Métropole, afin de hiérarchiser l'offre sur le territoire communautaire. La commune souhaite créer une zone artisanale pour accueillir les artisans.

Le contrat de rivière du Furan

Le PADD et le document d'urbanisme (zonage et règlement) prendront en compte les différents éléments de ces documents.

1-3- La prise en compte du développement durable

De manière générale, une réflexion a été conduite pour traduire les orientations du PADD et la loi ENE dans les dispositions du règlement et son document graphique.

Aussi deux nouveaux articles ont été introduits dans le règlement (article R123-9 du code de l'urbanisme) : l'article 15 « obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière de performances énergétiques et environnementales » et l'article 16 « obligations imposées aux constructions, travaux, installations et aménagements, en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques ».

La modération de la consommation d'espaces et l'optimisation du foncier

Les objectifs de maîtrise de l'urbanisation, inclus dans le PADD, sont traduits dans le document graphique notamment par la localisation prioritaire des espaces urbanisables dans le tissu aggloméré existant correspondant au centre bourg de Saint-Christo-en-Jarez, et en limitant fortement le développement des hameaux.

En outre, le règlement permet et favorise de fait la densification des tissus existants, notamment dans les zones à dominante pavillonnaire en réduisant la distance d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques lorsqu'il s'agit de composition générale et de construction en bande.

La préservation des espaces naturels des continuités écologiques et la trame verte et bleue

Le PADD, notamment à travers ses orientations, vise à préserver et valoriser les qualités agricoles, naturelles et paysagères. A l'échelle du territoire, la préservation des continuités écologiques est assurée à travers la délimitation des zones naturelles, notamment aux abords des principaux cours d'eau et des versants boisés.

Les hameaux et bâtiments isolés ont été classés en zone agricole (seules les extensions limitées sont autorisées) pour favoriser une plus grande perméabilité de ces secteurs pour le passage de la faune.

La gestion des eaux pluviales

Une attention particulière a été apportée à la gestion des eaux pluviales (article 4 du règlement) en imposant cette gestion à la parcelle par la recherche prioritaire d'infiltration et, à défaut, le stockage en limitant le débit de fuite.

Par ailleurs, la limitation de l'imperméabilisation des sols est introduite à la fois par l'obligation de surfaces libres perméables, y compris pour les aires de stationnement, et la réservation d'espaces en pleine terre (article 13).

Conformément aux exigences des textes réglementaires, toutes les eaux ou matières usées doivent être raccordées au réseau collectif d'assainissement quand il existe, ou dirigées sur des dispositifs de traitement individuel.
Toutes les constructions doivent respecter le règlement d'assainissement de Saint-Etienne Métropole.

Le recours aux dispositifs d'économie d'énergie
Le règlement (article 11 du règlement) permet et favorise les dispositifs d'économie d'énergie avec notamment la possibilité de développer les toitures terrasses, de mettre en place des panneaux solaires (sous réserve d'intégration à la toiture ou façade dans les zones).
En zones UA et UC, l'article 10, relatif à la hauteur des constructions, prévoit des adaptations pour les dispositifs d'économie d'énergie et production d'énergie renouvelable (panneaux solaires, éoliennes, …).
Le PLU incite au développement d'énergies renouvelables en assurant leur intégration dans l'environnement territorial.

L'incitation à l'usage des modes doux
Dans la zone UA, l'article 12 introduit des obligations de stationnement pour les deux-roues non motorisés (cycles, poussettes) dans les immeubles collectifs.
La commune souhaite poursuivre le développement des circulations douces pour créer des continuités et développer un maillage complet de circulations douces fonctionnelles « du quotidien ». Ce maillage doit ainsi limiter l'usage de la voiture dans les déplacements de proximité du bourg pour rejoindre les lieux attractifs tels l'école, les commerces, les équipements.

L'insertion dans l'existant et l'intégration dans le paysage
Les règles définissant l'aspect extérieur (article 11) spécifient :
- ce qui relève de l'insertion des constructions dans le site et le paysage existant au sens large
- ce qui relève de l'aspect proprement dit des bâtiments ;
- ce qui relève des abords des constructions et installations.

2- Les dispositions du PLU

2-1- Les choix de délimitation des zones et les évolutions apportées

De manière générale, ces choix ont été faits en prenant en compte les objectifs du code de l'urbanisme, dans la déclinaison des éléments exposés pour le PADD.

Par ailleurs, il sera développé plus loin la compatibilité avec les documents de planification supracommunaux.

La délimitation des zones par forme et type d'occupation (vocations particulières)

Dans le respect de la diversité des fonctions urbaines, la délimitation des zones vise à adapter les modalités d'occupation des espaces interstitiels et des secteurs d'extension aux spécificités des tissus existants.

Par ailleurs, certains usages ou fonctions urbaines appellent à réserver des espaces spécifiques et dédiés pour certains types d'occupation du sol comme les espaces d'activités économiques.

La délimitation des zones par forme urbaine et type d'occupation repose sur 3 principes :

1) La mixité urbaine du tissu aggloméré

Il s'agit de permettre de reconduire la mixité des fonctions urbaines entre habitat, équipements, activités non nuisantes pour l'habitat, commerces et services nécessaires à la vie des habitants de la zone tout en adaptant le zonage aux caractéristiques morphologiques du tissu dans les secteurs agglomérés de la commune :

- secteur central qui correspond à la partie dense du bourg pour lequel il est souhaité de reconduire la morphologie traditionnelle (zone UA) :
    - les règles d'implantation des constructions fixées dans le PLU permettent de reproduire une continuité bâtie sur la rue ;
    - le règlement du PLU autorise le commerce dans cette zone, afin de maintenir l'attractivité du centre-ville
- secteur correspondant à de l'habitat pavillonnaire qui s'est développé au contact du centre bourg (zone UC)

2) La spécialisation de la vocation des sols de certains secteurs

Il s'agit de secteurs dont la vocation appelle à réserver des espaces spécifiques et dédiés pour certains types d'occupation du sol autre que l'habitat, à savoir :

- un secteur dédié aux équipements publics ou privés d'intérêt général (secteur de Larivière en zone UL) ;
- Un secteur dédié à l'accueil d'habitation légère de loisir à vocation touristique (zone Nl)
- des secteurs dédiés à l'activité agricole (zone A).

3) La préservation à caractère patrimonial ou écologique de certains secteurs

Il s'agit de secteurs dont la vocation appelle à un souci de protection d'espaces en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du

point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espace naturel.

La délimitation des zones par mode d'urbanisation

- les **zones urbaines constructibles (zones UA, UC, UH et UL)**, correspondant à des secteurs équipés en réseaux, immédiatement constructibles ;

Les évolutions apportées à la délimitation des zones

Ainsi, en application des orientations du PADD, en dehors des espaces urbanisables situés dans le tissu aggloméré existant[3], une approche multicritère a conduit au transfert de certains terrains constructibles du POS en zones agricoles (A) ou naturelles (N) du futur Plan Local d'Urbanisme.
C'est aussi au regard des dynamiques économiques et démographiques que ces choix ont été opérés dans le sens d'une adaptation aux perspectives d'évolution et aux objectifs quantifiés traduits dans le PLH de Saint-Etienne Métropole permettant d'assurer un équilibre du territoire. La majeure partie de ces objectifs de développement peut être réalisée dans le tissu aggloméré existant.

Evolution des zones urbaines et à urbaniser
Du fait de l'urbanisation effective ou nondes zones naturelles à urbaniser inscrites au POS de 2000 (zones NAa, NAb, NAd et NB), l'intégralité des zones à urbaniser a été reclassée en zones urbaines voire en zones agricoles pour les hameaux du Vieil Albuzy, de la Faverge et de Boutérieux.

Maintien de l'enveloppe du centre bourg
Les zones urbaines (UA et UC) comprennent le centre bourg et les secteurs construits d'habitat pavillonnaire situés en continuité. Les zones urbaines dans le centre bourg (zones UA et UC) reprennent les limites des zones urbaines et à urbaniser inscrites dans le POS de 2000. Le hameau de Maison Neuve a fait l'objet d'une régularisation avec la zone urbaine (zone Uh) qui reprend, avec une légère réduction, les limites des zones urbaines et à urbaniser au POS de 2000, en cohérence avec l'orientation 1.3 du PADD. De plus les règles de la zone Uh sont plus restrictive afin de stabiliser l'urbanisation.

La zone UB au POS transformée en zone UA au PLU a été redélimitée pour mieux prendre en compte le bâti caractéristique du centre historique.

La zone UC a évolué en intégrant les secteurs construits, depuis l'approbation du POS, initialement classés en zones à urbaniser au POS (NAa et NAb) (La Viare, Les Flaches du Plein, La Combe, La Chapelle, Le Bourg et La Rivière).

[3] Tissu aggloméré existant : ensemble des parcelles bâties contigües ou non contigües dont les bâtiments se situent à moins de 100m les uns des autres.

Limitation de l'urbanisation dans les hameaux

Les hameaux de La Borgia, de La Thiollière et de La Roche classés en zone urbaine (UC) au POS ainsi que les secteurs d'habitat diffus (NB au POS) situés au sud de la commune ont été reclassés en zones agricoles A au PLU (secteur à vocation agricole où seule une gestion des constructions existantes est admise).

Préservation maintenue des équipements

Les élus ont souhaité reprendre les dispositions de l'ancien document pour identifier et protéger le secteur réservé pour les équipements sportifs, socio-éducatifs ludiques, etc. Aussi la zone NAd au POS de 2000 a été reclassée en zone urbaine (UL) et a conservé les mêmes limites. Un projet de construction de salle de sport est envisagé sur le secteur de la Rivière au sud des terrains de foot.

Evolution des zones agricoles et naturelles

Le PLU s'efforce de préserver ces zones qui participent de la nature même de la commune.

Assurer le maintien de l'activité agricole
Pour les constructions à usage d'habitation situées en zone agricole, seule une gestion des constructions existantes est admise afin de bien encadrer leurs évolutions et ne pas aller à l'encontre de l'activité agricole.

Préservation des espaces remarquables
Les zones naturelles ont été reprises du POS. La zone NDz au POS qui correspondait à une ancienne limite de ZNIEFF a été reclassée en zone Nco afin de mieux prendre en compte les périmètres de ZNIEFF actuels. Les bâtis situés aux lieux-dits de Gondan, de Bazou et du Fléchat ont été reclassés en A afin de bien cadrer leurs évolutions (seules les extensions limitées des constructions existantes sont autorisées).

Permettre la valorisation de ces espaces et du paysage grâce au tourisme
Une zone NL a été créée afin de permettre l'accueil de constructions légères en bois à haute performance énergétiques s'intégrant à proximité du Clos des muriers, sur des terres à faible potentiel agricole.

2-2- Les règles d'urbanisme et les évolutions apportées

2-2-1- Les évolutions communes à l'ensemble du règlement

Depuis 2000, plusieurs lois importantes ont profondément remanié les outils réglementaires du PLU :

- Loi Solidarité et Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000
- Loi Urbanisme Habitat du 2 juillet 2003
- Loi Engagement National pour le Logement (ENL) dite Grenelle II du 12 juillet 2010
- Loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite ALUR, du 24 mars 2014
- Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014

Au-delà du changement de dénomination des zones, c'est l'ensemble du dispositif réglementaire du PLU qui évolue.

Cependant, le principe d'application du PLU reste identique : les territoires couverts par le PLU sont divisés en zones et en secteurs. Chaque zone réunit des ensembles relativement homogènes pour lesquels un projet commun d'évolution, ou de protection, a été adopté. A chaque zone correspond un règlement qui détermine la constructibilité des terrains. Les secteurs permettent de moduler ce règlement.

Le zonage se décompose en 3 types de zones : les zones urbaines (déjà équipées ou urbanisées), les zones naturelles et agricoles destinées à demeurer naturelles.
Chaque zone correspond à une partie du territoire pour laquelle des dispositions réglementaires spécifiques (définies au règlement du PLU) sont applicables à tous projets de constructions ou de travaux.
Le règlement est conçu comme un dispositif de « pilotage » de l'évolution urbaine, de mise en œuvre du projet de développement exposé au Projet d'Aménagement et de Développement Durables.
Le zonage et le règlement traduisent la volonté d'optimiser les mutations urbaines, de maintenir une qualité de vie et un développement économique équilibré sur l'ensemble du territoire communal, tout en confortant l'identité communale et en valorisant l'environnement et le paysage.

Afin de favoriser la mixité de l'occupation du territoire, les articles 1 et 2 du règlement ont été modifiés par rapport au POS :

L'article 1 détermine « les types d'occupation ou d'utilisation du sol interdits ».
L'article 2 précise « les types d'occupation ou d'utilisation du sol soumis à conditions particulières ».
Si la mixité de fonction est encouragée dans les zones urbaines (UA, UC), les zones agricoles sont désormais strictement réservées à l'agriculture. Les zones A et N possèdent un caractère strict de protection des espaces naturels, seules sont autorisées les extensions des habitations existantes en zone A.

Les critères nécessaires à la viabilisation (articles 3, 4 et 5)
Naturellement, seuls les secteurs viabilisés peuvent être ouverts à l'urbanisation, les réseaux d'adduction d'eau, de téléphone, et d'électricité étant nécessaires à l'obtention du permis de construire. Les secteurs où la construction est autorisée sont donc réputés viabilisés. Pour la zone AU, l'ouverture à l'urbanisation n'est possible qu'une fois réalisés les aménagements nécessaires à la viabilisation de la zone.

En matière d'assainissement, dans les secteurs urbains, un réseau collectif d'assainissement est prévu pour l'ensemble des constructions. Dans les zones non raccordées, le terrain devra justifier des caractéristiques suffisantes pour la réalisation d'un assainissement autonome respectueux des normes en vigueur.

La suppression des surfaces minimales
La Loi Solidarité et Renouvellement Urbains a modifié le Code de l'urbanisme concernant l'article 5 des zones du règlement du Plan Local d'Urbanisme. Une surface minimale ne peut être imposée que pour les secteurs à assainissement autonome ou lorsque cette règle est justifiée pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager.
Ces changements du Code visent d'une part, à renforcer les densités urbaines afin de préserver les espaces naturels et agricoles, et d'autre part à restreindre certains phénomènes de ségrégation sociale.

Les critères liés à l'instauration d'une trame urbaine cohérente (articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14)
Ils sont fonction de la localisation des constructions sur la commune, dans le but d'assurer une trame urbaine cohérente.

Pour intégrer les constructions dans l'environnement naturel dans les secteurs périphériques et sur les points sensibles en matière de paysage, les règles régissant la construction sont diversifiées.

Il s'agit de mettre l'accent sur la vocation globale de la zone, en interdisant ce qui pourrait perturber son fonctionnement, et en précisant, le cas échéant, les conditions d'implantation des constructions qui ne sauraient être admises sans restriction sur la zone. Ainsi est assurée la compatibilité des constructions à venir avec l'existant, sans qu'il soit nécessaire de lister l'ensemble des possibilités.

2-2-2- Les différents secteurs de règlement du PLU révisé

Les zones urbaines (U) :

D'après l'article R151-18 du code de l'urbanisme, les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zones urbaines, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.
Ce sont des zones dans lesquelles les capacités d'équipements publics existants ou en cours de réalisation permettent d'admettre immédiatement des constructions. Elles comprennent les zones UA, UC et UL.

La surface totale des zones urbaines représente 3% du territoire communal.

Le tissu urbain central constitué :

Zone UA
Il s'agit d'une zone à caractère central qui correspond à la partie dense du bourg. Les occupations du sol sont diverses et caractéristiques des bourgs ruraux, avec de l'habitat, des services, des commerces de proximités, des activités, etc.

Les principales règles
Règlement
L'attractivité du bourg est liée à la diversité de ses fonctions. L'objectif est donc de maintenir et renforcer le caractère multifonctionnel de village, et les conditions de son dynamisme.
Les dispositions réglementaires (articles 1 et 2 du règlement) veillent à préserver l'équilibre entre les différentes fonctions (habitat, équipements, activités et services de proximité). Afin de maintenir un cadre de vie de qualité, les articles 1 et 2 du règlement excluent les occupations du sol qui engendreraient des nuisances ou des dangers pour le voisinage et l'environnement.

Les évolutions par rapport au POS
Dénommée « UB » dans le précédent PLU, cette zone devient « UA » dans un souci d'harmonisation à l'échelle de Saint-Etienne Métropole. La volonté de conserver ce paysage urbain spécifique justifie l'extension de la zone UA par rapport à la zone UB du POS.

Equipements (réseaux)
La structure d'alimentation en eau potable a été renforcée en 2012 et peut permettre une densification de l'urbanisation, notamment dans le bourg. La zone UA est équipée par les réseaux d'assainissement, qui ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Les secteurs d'accompagnement en tissu aggloméré existant

Zone UC
Il s'agit d'une zone qui correspond aux extensions pavillonnaires du tissu aggloméré du centre, destinée principalement à l'habitat dans laquelle les bâtiments sont implantés en ordre discontinu et sont construits en recul par rapport à l'alignement.

Les principales règles
Règlement
L'objectif est de maintenir un cadre de vie de qualité. Les dispositions réglementaires (articles 1 et 2 du règlement) veillent donc à exclure les occupations du sol qui engendreraient des nuisances ou des dangers pour le voisinage et l'environnement.
Les règles d'implantation des constructions sont assez souples, tout en permettant de conforter l'aspect de village et permettre sa densification progressive : construction en recul par rapport à l'alignement, avec la possibilité de construire sur les limites séparatives.

Les hauteurs sont limitées à 9 mètres, pour tenir compte de la pente et de l'allure générale du bâti existant.
L'article 11 du règlement (aspect extérieur des constructions), vise à offrir à la commune l'aspect d'un développement harmonieux.
La recherche d'une unité architecturale prend en compte les caractéristiques du bâti existant et impose des règles :

- d'adaptation au terrain naturel, de volumétrie,
- de pente et de couleur de toiture,

Equipements (réseaux)
La structure d'alimentation en eau potable a été renforcée en 2012 et peut permettre une densification de l'urbanisation, notamment dans le bourg. La zone UC est équipée par les réseaux d'assainissement, qui ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Autres dispositions
Les éléments paysagers qui contribuent au bon fonctionnement écologique du territoire sont identifiés (zones humides, cours d'eau, axe de ruissellement, mares).
Ils sont identifiés sur le plan de zonage du PLU et protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

Les secteurs déconnectés de la polarité

Zone Uh
Il s'agit d'une zone qui correspond au hameau constitué, situé en zone agricole mais non liées à l'agriculture, connectée à l'assainissement collectif qu'il n'est pas prévu de développer. L'objectif est donc de contenir l'édification de nouvelles constructions au sein du tissu existant afin de ne pas étendre l'enveloppe urbanisable.

Les principales règles
Règlement
L'objectif est de maintenir un cadre de vie de qualité. Les dispositions réglementaires (articles 1 et 2 du règlement) veillent donc à exclure les occupations du sol qui engendreraient des nuisances ou des dangers pour le voisinage et l'environnement.
Les règles d'implantation des constructions sont restrictives, afin de contenir l'urbanisation, un CES de 0.25 maximum vise à limiter une densification trop importante dans ce secteur déconnecté de la centralité, des équipements et des services.
Les hauteurs sont limitées à 7,5 mètres, pour tenir compte de la pente et de l'allure générale du bâti existant.
L'article 11 du règlement (aspect extérieur des constructions), vise à offrir à intégrer les nouvelles constructions dans le site.
La recherche d'une unité architecturale prend en compte les caractéristiques du bâti existant et impose des règles :

- d'adaptation au terrain naturel, de volumétrie,
- de pente et de couleur de toiture,

Equipements (réseaux)

La zone Uh est équipée par les réseaux d'assainissement, qui ont une capacité suffisante pour desservir les secteurs résiduels encore urbanisables.

Les secteurs d'équipements d'intérêt général

Zone UL

Il s'agit d'une zone réservée pour des constructions liées à des équipements publics ou privés d'intérêt général, sportifs, de loisirs, scolaires, socio-éducatifs, etc. ainsi que les bâtiments nécessaires à leur fonctionnement.

Equipements : la zone UL est équipée par les réseaux publics d'eau potable et d'assainissement, qui ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

La zone UL a vocation à s'étendre pour accueillir de nouveau équipements sportifs en compléments des infrastructures déjà existantes.

Autres dispositions

Les éléments paysagers qui contribuent au bon fonctionnement écologique du territoire sont identifiés (zones humides, cours d'eau, axe de ruissellement, mares).
Ils sont identifiés sur le plan de zonage du PLU et protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

Les zones d'urbanisation futures

Zone AU

Il s'agit de zones à urbaniser à caractère naturel destinées à être ouvertes à l'urbanisation après révision ou modification du PLU.

La zone AU est aujourd'hui insuffisamment équipée pour être ouverte à l'urbanisation, son ouverture est conditionnée à la réalisation des travaux pour desservir la zone.

Les zones agricoles A

L'appellation des zones agricoles a été modifiée dans la loi SRU. Les zones NC du POS sont remplacées dans le PLU par des zones A.

La zone A et son secteur Aco couvrent 75,8% de la superficie communale.

Zone A

Il s'agit d'une zone naturelle à protéger en raison notamment du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

La zone A est destinée à l'activité agricole, et permet sous certaines conditions, l'évolution du bâti existant non lié à l'agriculture. Outre les constructions à usage agricole, la zone A englobe divers hameaux et du bâti isolé. En effet, le territoire de Saint-Christo-en-Jarez se caractérise par l'éclatement de son urbanisation en différents hameaux.

Règlement

Les occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone A sont restrictives.
Seules celles présentées ci-après (->) sont admises.

-> Le règlement du PLU autorise les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole.

-> Concernant les constructions à usage d'habitation pour les agriculteurs, la Charte du Foncier Agricole dans la Loire (élaborée par la Chambre d'Agriculture, et co-signée par de nombreuses structures) préconise des critères permettant d'apprécier le lien entre la construction d'habitation et l'activité agricole.

-> Concernant les hameaux et le bâti isolé situés dans la zone A :
Des **bâtiments d'habitation** sont présents au sein de ces hameaux ou du bâti isolé.
La loi agricole du 13 octobre 2014 permet que les bâtiments d'habitation en zone agricole puissent faire l'objet d'une extension dès lors que cette extension ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.
Le règlement de la zone A encadre les possibilités d'extension de ces bâtiments d'habitation, afin qu'elles soient compatibles avec le caractère agricole de la zone.

Le changement de destination des anciens bâtiments dans la zone A
D'anciens bâtiments agricoles (corps de ferme, granges …) sont présents au sein des hameaux ou du bâti isolé.
La loi agricole du 13 octobre 2014 permet que soient identifiés, dans la zone agricole, les bâtiments susceptibles de changer de destination.

Du fait de l'étendue de la commune (plus de 2215 hectares), du mode d'occupation du territoire, le nombre de ces bâtiments est élevé. Leur disparition, par défaut d'entretien, serait dommageable car ils sont des témoins de l'histoire de la commune. Cependant, il n'est pas judicieux que tous puissent être transformés, afin de limiter les charges pour les collectivités (entretien de la voirie, déneigement, défense incendie …).

La collectivité souhaite la réhabilitation de ces bâtiments afin d'éviter des ruines dans le paysage, A ce titre, le PLU de la commune de Saint-Christo-en-Jarez a déterminé 4 familles de critères permettant d'autoriser ce changement de destination :

- **l'intérêt architectural** : Cet intérêt a été mesuré au regard du caractère identitaire de ces bâtiments soit sur le plan de l'architecture, de l'histoire ou sur le plan culturel. Il s'agit des anciens bâtiments ruraux attachés ou non à des habitations. Ce critère tient compte de la qualité de construction : bâtiments en pisé ou pierres et constructions mixant les différents modes de construction, toits recouverts de tuiles. Pour certains bâtiments il est tenu compte

de la présence de détails architecturaux (piliers, linteaux de pierre etc.). L'état de conservation a aussi été un des critères, en effet les bâtiments à l'état de ruines n'ont pas été pris en compte, leur remise en état relevant de la construction neuve. Il a été apprécié au regard de la cohérence architecturale et urbaine pour un ensemble de constructions (constructions contigües, architecture vernaculaire…).

- **L'absence de gêne vis-à-vis d'une exploitation agricole** : Ce critère a été apprécié au regard de la proximité d'un bâtiment d'exploitation en cours d'activité. Ainsi une distance de 100 m d'un bâtiment d'exploitation a été prise en compte pour permettre le changement de destination. A fortiori tout bâtiment dépendant d'un siège d'exploitation en activité ne peut pas faire l'objet d'un changement de destination.

- **La présence de réseaux en capacité suffisants** : raccordé à la voirie, l'eau potable, défense incendie, réseau électrique…

- **L'extension des bâtiments d'habitation** : Dans les zones agricoles, les bâtiments d'habitation peuvent faire l'objet d'une extension dès lors que cette extension ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le règlement précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des extensions permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Par ailleurs, afin de restreindre l'apport de population et de gérer la mise en place des services collectifs qui en découlent, le règlement du PLU prévoit :

- que le bâtiment existant est une surface supérieure à 60 m^2 ;
- que la surface de plancher après travaux n'excède pas 250 m^2 (quelle que soit la destination : habitation ou activité économique)
- que le nombre de logement à créer dans le bâtiment soit limité à 1, à l'exception du bâti N°36 qui pourra conduire à créer 2 logements.

Dans la zone agricole, le zonage a identifié 68 bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination.

Enfin, il est rappelé que les changements de destination sont soumis, au moment de l'instruction du permis de construire, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers.

Les bâtiments désignés pour un changement de destination sont repérés au moyen d'une étoile sur le plan de zonage du PLU. Une fiche technique a été établie pour chaque bâtiment, elles sont jointes en annexe du règlement.

Un secteur Aco a été créé et correspond au corridor écologique et à la préservation de la biodiversité le long des cours d'eau.

La zone Aco traduit la volonté de préservation des continuités écologiques exprimée dans le PADD. L'indice « co » vient préciser que la zone concernée présente un intérêt pour le maintien des continuités écologiques qui ont été définies, à partir de l'Etat Initial de l'Environnement conduit sur le territoire de Saint-Christo-en-Jarez.
Les secteurs à indice « co » sont identifiés pour leur fonctionnement écologique (avéré, potentiel ou à restaurer), et l'indice « co » est utilisé indifféremment pour les milieux constituant soit la trame verte soit la trame bleue de la commune.

La vocation de la zone Aco est identique à celle de la zone A. En effet, la pratique de l'agriculture est tout à fait souhaitable en zone Aco, étant donné que le risque pour la diversité écologique du territoire réside dans la disparition des milieux ouverts. Seuls les constructions agricoles sont interdites, afin de préserver les milieux les plus sensibles et contraints.

Ainsi, dans le contexte très peu urbanisé du territoire de Saint-Christo-en-Jarez, il n'y a aucune raison pour que la zone « Aco » englobe l'ensemble de la zone agricole identifié comme continuités écologique dans l'état initiale de l'environnement. Cette zone porte donc exclusivement sur des secteurs contraints, notamment de part et d'autres de l'Onzon pour garantir la fonctionnalité des ripisylves et traduire les limites intangibles à l'urbanisation définies par le SCOT.

Règlement

Le règlement de la zone Aco est plus strict que celui de la zone A : sont seulement autorisés les installations et ouvrages techniques nécessaires à des services publics.

Autres dispositions

Les éléments paysagers qui contribuent au bon fonctionnement écologique du territoire sont identifiés (zones humides, cours d'eau, axe de ruissellement, mares).
Ils sont identifiés sur le plan de zonage du PLU et protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

Les zones naturelles et forestières N :

L'appellation des zones naturelles et forestières a été modifiée dans la loi SRU. Les zones ND du POS sont remplacées dans le PLU par des zones N.

La zone N et ses secteurs Nco et Nl couvrent 21% de la superficie communale

Zone N

Il s'agit d'une zone naturelle et forestière à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de son intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ; soit de l'existence d'une exploitation forestière ; soit de leur caractère d'espace naturel.

Un secteur Nco a été créé et correspond au corridor écologique local et à la préservation de la biodiversité

La zone Nco traduit la volonté de préservation des continuités écologiques exprimée dans le PADD. L'indice « co » vient préciser que la zone concernée présente un intérêt pour le maintien des continuités écologiques qui ont été définies dans le PADD, à partir de l'Etat Initial de l'Environnement conduit sur le territoire Saint-Christo-en-Jarez.
Les secteurs à indice « co » sont identifiés pour leur fonctionnement écologique (avéré, potentiel ou à restaurer), et l'indice « co » est utilisé indifféremment pour les milieux constituant soit la trame verte soit la trame bleue de la commune.

Une zone Nl a été créée, il s'agit d'un secteur de taille et de capacités d'accueil limitées (STECAL) correspondant à une unité touristique nouvelle destinée à l'accueil d'hébergements touristiques à haute performance énergétique.

Dans le cadre du développement touristique en milieu rural qui accompagne la stratégie de développement de l'offre urbaine, Saint-Etienne Métropole veille à l'implantation d'une offre d'hébergements. Sur le secteur des Monts du lyonnais et à proximité de Saint-Etienne, les hébergements permettant l'accueil de petits groupes sont limités malgré une demande grandissante de tourisme de proximité.

Le projet pressenti sur la commune de Saint-Christo-en-Jarez permettrait ainsi de répondre en partie à cette demande avec la particularité de proposer une solution atypique et respectueuse de l'environnement. Dans le secteur, on trouve quelques hébergements permettant l'accueil d'au moins 30 personnes mais avec un niveau de prestation moins élevé. Il s'agit donc d'un projet complémentaire à l'offre actuelle, qui vise à diversifier et compléter l'offre d'hébergement de loisirs en continuité de l'activité touristique existante. Cette zone s'inscrit dans l'objectif du PADD de maintenir et développer le tissu économique local, en valorisant l'accueil touristique existant et en permettant de diversifier l'offre en hébergement touristique.

En matière d'intégration paysagère

La ferme, en pierre de pays, rénovée s'inscrit dans un environnement agricole et naturel, à proximité d'un petit hameau. Elle participe du paysage de Saint-Christo-en-Jarez dans lequel s'inscrit l'activité humaine.

Les 10 HLL prévus s'efforcent par leur forme architecturale d'évoquer des installations agricoles qui auraient été reconverties en structure d'hébergement. Les matériaux utilisés, ossature bois et parement bois, veillent à respecter la tradition de construction des installations agricoles. La couverture de couleur grise assure une discrétion dans le paysage lointain et compose avec les couleurs des boisements proches à l'automne et à l'hiver.

Les constructions légères s'adaptent facilement à la pente du terrain, et des pierres naturelles libres ou en murets, évoquant les cultures en terrasses permettent de fixer des opérations de déblais remblais occasionnelles. Enfin, des plantations de haies et d'arbres d'essences locales facilitent l'intégration des constructions sur la parcelle.



La ferme rénovée de l'UTN



Vue depuis l'UTN des Muriers



Intégration par les matériaux

En matière de préservation de la biodiversité

Les 10 HLL s'implanteront sur la parcelle cadastrée section C n°1049. Cette parcelle à faible potentiel agricole est aujourd'hui une prairie de fauche. La partie basse de la parcelle cadastrée section C n°544 est intégrée à la zone Nl. Cette parcelle est boisée essentiellement de chênes et de charmes, avec des individus jeunes et de petites tailles au Sud-Ouest. Elle présente des traces d'anciennes occupations humaines (murets, ancienne piste, déchets métalliques). Ces deux parcelles ne présentent pas d'intérêt floristique et ne semblent pas avoir d'intérêt faunistiques. Néanmoins, elles jouxtent le bois de Chevalard (drainé par un réseau de cours d'eau intermittents). La parcelle C 544 peut donc être fréquentée une faune sauvage diversifiée (petits mammifères, oiseaux).

Les installations d'hébergement prévues ne se situent pas en lisière des zones boisées, elles n'auront donc pas d'impact notable. Dans l'hypothèse de la création à long terme d'une ou deux cabanes perchées, l'impact de ces dernières sera réduit, en l'absence d'emprise au sol. Seules quelques coupes d'arbres et la création de cheminements devront être envisagées.

Le projet prévoit également l'implantation de haies et la plantation d'arbres d'essences locales et non allergisantes.

En matière de protection de la ressource en eau

L'UTN est desservie par le réseau d'eau potable.

Un poteau d'incendie est situé à proximité immédiate de la ferme rénovée.

Le bâtiment existant est raccordé à une installation d'assainissement non collectif de type Filtre compact BIONUT 6050/20 de SIMOP. L'installation, dont le dernier contrôle par Saint-Etienne Métropole date de juin 2019, est conforme et actuellement sur-dimensionnée. Elle peut accepter des effluents supplémentaires dans le cadre du même type de fonctionnement qu'aujourd'hui.

Dans l'hypothèse où ce système devrait un jour être agrandi (pour des raisons règlementaires ou autres), les possibilités techniques le permettent et l'OAP prévoit un emplacement réservé pour cette fonction.

En matière de gestion des déplacements

Pour ce type d'équipement les personnes viennent majoritairement en voiture. Ils empruntent la D23, un parking en gravillons et stabilisé existe déjà, et est dimensionné pour les salles de réceptions. Il est donc également suffisant pour accueillir les véhicules de 10HLL.

Le site est desservi par les transports en commun. L'arrêt « Le Grelon » la ligne 85 Collège Pierre et Marie Curie / Bourg se situe à 800 m du lieu-dit Côte Reymond.

Le circuit de randonnée du Sabot Rouge passe par le Clos des Muriers. Il offre en cela la possibilité de capter une clientèle en itinérance, à la recherche d'une étape dans son trajet.

Au sein du site, une voie dessert les 10 HLL pour permettre l'accès des personnes à mobilité réduite et le déchargement des bagages. Elle permet aussi l'accès des services de secours de façon exceptionnelle.
Sa destination principale est celle des modes doux (piétons, vélos, etc…), et les véhicules motorisés n'y sont tolérés que pour les opérations de chargement et déchargement.

En matière de gestion de l'énergie

Les 10 HLL sont des structures à haute performance énergétiques. Un des pans de la toiture est équipé de panneaux photovoltaïques permettant de recharger des batteries alimentant chaque HLL. Le projet de HLL est aujourd'hui classé en catégorie A pour la consommation d'énergie primaire et en A pour les émissions de gaz à effet de serre.

L'objectif est de poursuivre la recherche pour pousser les performances de l'enveloppe au niveau passif et faire ainsi de ces installations un modèle en matière de gestion de l'énergie.

En matière d'optimisation du foncier

L'UTN du Clos des muriers est constituée d'un bâtiment existant et d'un projet de 10 HLL. Le bâtiment existant est une ancienne ferme entièrement rénovée de façon très qualitative qui

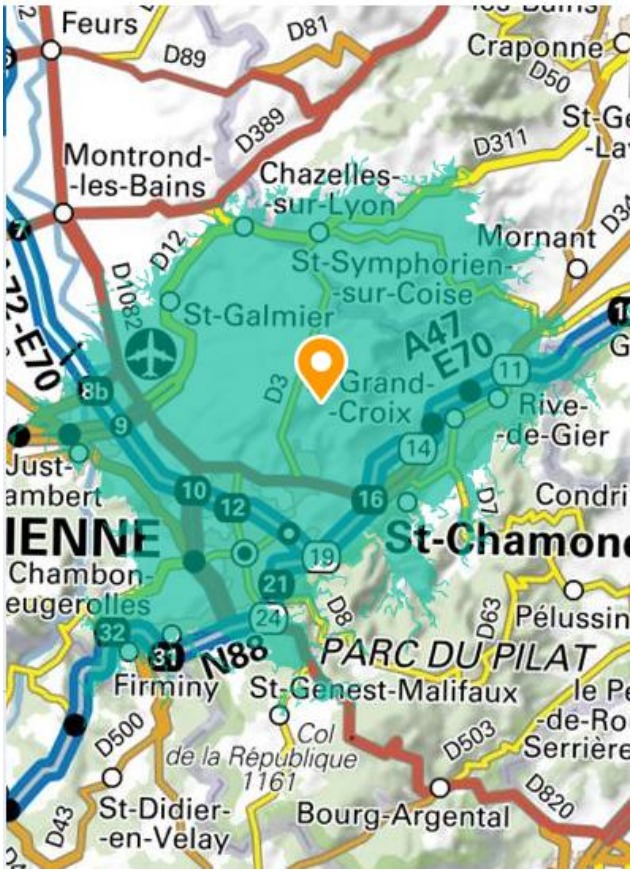
comporte deux salles à la location pour des évènements familiaux mais aussi professionnels (séminaires). En complément de cette activité, un gîte a été aménagé et propose huit chambres.

L'extension par création de 10HLL est conçue pour s'intégrer dans le paysage grâce à des constructions pouvant s'apparenter à structures agricoles reconverties (séchoirs par exemple) situées tout à côté de la ferme d'origine.

Elles s'implanteront sur un terrain à très faible potentiel agricole.

En matière de développement économique

Le Clos des mûriers est actuellement composé des seules infrastructures de tourisme situées dans le corps du bâtiment de ferme rénové, à savoir une salle pour cocktail d'une capacité maximale de 80 personnes, une salle de restauration assise de 150 personnes, et d'un gîte totalisant 8 chambres pouvant accueillir au total 16 personnes.
Les 10 HLL pourront accueilir 4 personnes maximum chacun, soit 40 personnes.
La capacité théorique de l'installation serait donc de 286 personnes accueillies, mais en réalité lors des réceptions les hébergements seront réservés aussi par les personnes utilisant les salles.
La capacité réelle reste donc inchangée par rapport à l'existant, et se situe à 230 personnes maximum.



Périmètre à 30 min en voiture de la Cote Reymond

Dans le périmètre de **30 min** en voiture de la côte Reymond, on n'identifie aucune offre d'hébergements touristiques similaires au projet. On ne recense aucune offre d'HLL de petite capacité à proximité de Saint-Etienne.
Seul le camping du Val de Coise à Saint-Galmier (72 emplacements + 24 hébergements) pourrait se rapprocher de l'offre de l'UTN mais la capacité d'accueil et la situation géographique ne ciblent pas la même clientèle.

Hébergement touristique à **10 minutes** en voiture du Clos des Mûriers :

COMMUNE	TYPE D'HEBERGEMENT	CAPACITE D'ACCUEIL
Saint-Christo-en-Jarez	Gîte de groupes	30
	Meublé de tourisme	15
Sorbiers	Néant	0
La Talaudière	Chambre d'hôtes	4
L'Etrat	Meublé de tourisme	10
Fontanès	Meublé de tourisme	5
	Chambre d'hôtes	2
Saint-Jean-Bonnefonds	Meublé de tourisme	2

	Chambre d'hôtes	10
Saint-Héand	Meublé de tourisme	9
	Meublé de tourisme	2
	Meublé de tourisme	6
La Tour en Jarez	Chambre d'hôtes	4
Saint-Priest-en-Jarez	Meublé de tourisme	10
La Gimond	Néant	0
Marcenod	Meublé de tourisme	8
Saint-Romain-en-Jarez	Meublé de tourisme	6
	Meublé de tourisme	4
Valfleury	Meublé de tourisme	4

Sur la commune de Saint-Christo en Jarez, deux offres peuvent paraitre en concurrence avec le projet du Clos des Mûriers. Néanmoins, le gîte de groupes propose une offre standard sous forme de dortoir et ne dispose pas d'espace extérieur privatif et le meublé de tourisme sera d'une capacité inférieure et ne dispose pas de salles de réception.

La création de ces hébergements de type HLL permettra ainsi de proposer une nouvelle offre sur le territoire tout en étant à proximité de la ville de Saint-Etienne. La notion de parc animalier du projet est plus une mini-ferme dont l'accès est réservé uniquement aux locataires du Clos des Mûriers.

L'emplacement retenu représente plus une opportunité de développement au regard des premières activités créées (location de salles et gîtes) mais correspond à la demande de la clientèle de tourisme de proximité.

Enjeux de développement touristique pour Saint-Etienne Métropole : le tourisme d'affaires et le tourisme urbain, couplés au tourisme vert et au patrimoine sont autant de vecteurs essentiels de l'attractivité du territoire que de développement d'activités économiques. Le tourisme est en effet une source importante de retombées économiques pour le territoire et les acteurs professionnels. Ceci est tout particulièrement le cas pour le tourisme d'affaires qui vise à attirer sur le territoire des congrès, salons, séminaires d'entreprises, …. Le développement de cette politique ne peut se faire qu'en partenariat avec les équipements d'affaires, les hôteliers et les autres acteurs de la filière. La politique touristique est un puissant levier de changement d'image et contribue fortement à développer l'attractivité économique vis-à-vis des cadres et des nouveaux habitants. **Elle vise également à aménager et valoriser le territoire en générant des liens entre l'espace urbain et l'espace rural,** en même temps qu'elle contribue à améliorer la qualité de vie des habitants. Le projet d'UTN s'inscrit donc en pleine cohérence avec la politique touristique de Saint-Etienne Métropole.

Règlement

Les occupations et utilisations du sol autorisées dans la zone N sont restrictives.
Seules celles présentées ci-après (->) sont admises.

Les constructions liées à la réalisation des équipements d'infrastructure nécessaires dans la zone et intégrés dans le site.

Le règlement de la zone Nco est plus strict que celui de la zone N : sont seulement autorisés les installations et ouvrages techniques nécessaires à des services publics.

Le règlement de la zone Nl autorise les habitations légères de loisirs

Autres dispositions
Les éléments paysagers qui contribuent au bon fonctionnement écologique du territoire sont identifiés (zones humides, cours d'eau, axe de ruissellement, mares).
Ils sont identifiés sur le plan de zonage du PLU et protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

2-2-3- Les secteurs de mixité sociale

L'article L151-15 du Code de l'Urbanisme offre la possibilité aux communes de délimiter des secteurs et d'instituer des servitudes dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU, dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logements, un pourcentage de ce programme doit être affecté à des catégories de logements qu'il définit dans le respect des objectifs de mixité sociale.

La commune souhaite réaliser des logements locatifs sociaux et des logements en accession abordable sur son territoire afin d'assurer une mixité sociale. Deux secteurs sont retenus pour la réalisation de ces opérations :
-- le secteur bourg Sud,
- le secteur bourg Est

L'instauration de la servitude vise à imposer un pourcentage de 20% de logements locatifs sociaux sur l'ensemble de l'opération pour les secteurs.

Les terrains concernés par ces dispositifs sont repérés sur les documents graphiques (plan de zonage) par une trame particulière et une lettre.

2-3- Les orientations d'aménagement et de programmation

De manière générale, les orientations d'aménagement et de programmation visent à apporter des principes d'organisation de l'espace et /ou des éléments à identifier et à valoriser en vue de guider les projets d'opérations pour traduire le PADD et s'inscrire en complément du règlement dont les règles sont intangibles.

Toutefois, outre le fait que le règlement et ses documents graphiques sont opposables pour l'exécution de tous travaux, constructions, plantations, affouillements ou exhaussements des sols, ces travaux ou opérations doivent en outre être compatibles, lorsqu'elles existent, avec les orientations d'aménagement et de programmation.

Afin de traduire les objectifs du PADD, les orientations d'aménagement et de programmation du PLU sont de deux types :

- les orientations appliquées aux secteurs inscrits en zones urbaines ;
- en zone de montagne, les orientations appliquées aux unités touristiques nouvelles locales.

Les orientations d'aménagement et de programmation de secteurs urbains

Celles-ci sont applicables aux secteurs en zones urbaines identifiées, constructibles dans le cadre du PLU sous conditions, notamment de leur compatibilité des opérations avec un aménagement d'ensemble.

Afin de traduire les objectifs du PADD, deux orientations d'aménagement et de programmation ont été élaborées sur des tènements libres :

- une sur le secteur du Vieux Coin (zones UA et UC),
- une sur le secteur de la Rue des Jardins (zone UC),

Aussi, celles-ci se présentent sous la forme de schémas d'aménagement indiquant notamment :

- des principes de composition générale, avec notamment des éléments de paysage à préserver à valoriser (plantations existantes, espaces verts à créer…) ;
- des principes de desserte selon les différents modes (accès véhicules, modes doux…) ;
- des principes de diversité de forme et de produit de l'habitat avec des orientations pour la mixité sociale de l'habitat

L'orientation d'aménagement et de programmation de l'Unité Touristique Nouvelle

Celle-ci est applicable au secteur identifié en zone de montagne comme une unité touristique nouvelle destinée à l'accueil d'hébergements touristiques, constructibles dans le cadre du PLU sous conditions, notamment de leur compatibilité les orientations définies.

Dans le cadre du développement touristique en milieu rural qui accompagne la stratégie de développement de l'offre urbaine, Saint-Etienne Métropole veille à l'implantation d'une offre d'hébergements. Sur le secteur des Monts du lyonnais et à proximité de Saint-Etienne, les hébergements permettant l'accueil de petits groupes sont limités malgré une demande grandissante de tourisme de proximité.

Le projet pressenti sur la commune de Saint-Christo-en-Jarez permettrait ainsi de répondre en partie à cette demande avec la particularité de proposer une solution atypique et respectueuse de l'environnement. Dans le secteur, on trouve quelques hébergements permettant l'accueil d'au moins 30 personnes mais avec un niveau de prestation moins élevé. Il s'agit donc d'un projet complémentaire à l'offre actuelle, qui vise à diversifier et compléter l'offre d'hébergement de loisir

Situé à la Côte Reymond, au sud-ouest de la commune de Saint Christo en Jarez, le clos des Muriers est un ancien corps de ferme rénové pour l'accueil de séminaires et réceptions. Il comprend également une partie hébergement avec un gîte de 9 chambres.
L'offre d'hébergement est aujourd'hui sous-dimensionnée par rapport à la capacité d'accueil des salles de réception.

Ce secteur vise à diversifier et compléter l'offre d'hébergement de loisir en continuité de l'activité touristique existante, par de petites constructions en bois à haute performance énergétique.

Aussi, l'OAP se décline sous la forme de principe d'aménagement et d'un schéma d'aménagement indiquant notamment :

- d'accès et de desserte
- de composition générale
- d'insertion paysagère
- d'insertion environnementale.

2-4- Les autres dispositions du PLU

La protection des entrées de ville

La commune de Saint-Christo-en-Jarez n'est pas concernée par cette disposition.

Le covoiturage

Les espaces de stationnement présent dans la commune semblent suffisants pour accueillir ce type de pratique. Il n'a pas été recensé de besoin spécifique en la matière. Une réflexion à l'échelle intercommunale sera engagée dans le cadre du PDU afin d'identifier les secteurs stratégiques.

Les emplacements réservés aux voies et emprises publiques

Des emplacements réservés pour voirie ou équipements publics sont inscrits dans le plan de zonage. Leur liste figure dans un document annexe.

Ceux-ci traduisent la volonté de la commune ou d'une autre collectivité ou organisme public de réaliser un jour ces équipements. A cet effet, les terrains sont protégés de toute autre utilisation du sol.

Ces emplacements réservés concernent :

- l'élargissement de voiries existantes, dans le but d'améliorer les structures urbaines et les dessertes
- l'extension d'un équipement public (cimetière).

Les propriétaires concernés par ces emplacements réservés peuvent dès l'approbation du présent PLU, mettre la collectivité bénéficiaire en demeure d'acquérir le terrain.

Les éléments à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier

Selon l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme, le PLU peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation.

Les zones humides contribuent au bon fonctionnement écologique du territoire. Elles ont été inventoriées par le Département de la Loire.
Le SAGE (schéma d'aménagement et de gestion des eaux) Loire en Rhône-Alpes approuvé le 30 août 2014 demande que les PLU intègrent les zones humides afin de les préserver.

Ces éléments sont repérés sur le plan de zonage du PLU (se reporter à la légende).

Les servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique sont indépendantes des règles d'urbanisme. Elles s'imposent à toute demande d'occuper ou d'utiliser le sol. Selon leur nature, leurs effets sont variables et plus ou moins contraignants vis-à-vis des droits de construire.

De manière générale, les servitudes d'utilité publique ont été prises en compte dans l'élaboration du PLU et restent applicables nonobstant les dispositions du PLU.

Celles-ci sont listées dans un document et reportées sur un plan joint au PLU.
Les principales servitudes identifiées sont :

- Plan de Prévention des risques Naturels Prévisibles d'inondation
- Servitudes relatives à la maitrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz
- Transmissions radioélectriques
- Servitudes de protection des forêts soumises au régime forestier

Une liste et un plan des servitudes d'utilité publique affectant le territoire sont joints au dossier de PLU.

3- La prise en compte des objectifs du code de l'urbanisme et la compatibilité avec les politiques supra-communales

3-1- La modération de la consommation d'espace et la lutte contre l'étalement urbain

Comme cela a été précisé dans le PADD et l'exposé des dispositions du règlement et du document graphique, l'objectif de modération de la consommation d'espace a été traduit notamment dans le fait de valoriser et de contenir le développement urbain dans le tissu aggloméré existant sur les espaces interstitiels non encore bâtis, mais aussi de favoriser la restructuration des tissus bâtis existants.

3-2- L'utilisation économe de l'espace : la densification des tissus urbains

Lié à l'objectif de modération de la consommation d'espace, le règlement permet et favorise une densification du bâti existant, notamment dans les zones pavillonnaires existantes (UC), à travers les règles d'implantation des constructions (reculs limités par rapport aux voies et emprises publiques, distances limitées par rapport aux limites séparatives, …,) et de l'absence de coefficient d'emprise au sol et de coefficient d'occupation des sols.

En outre, comme cela a été précisé précédemment, aucune nouvelle zone classée en agricole et/ou naturelle au POS de 2000 n'a été ouverte à l'urbanisation, hormis le site dédié à l'unité touristique nouvelle, ou seules les habitations légères de loisirs sont autorisées.

Par ailleurs, les orientations d'aménagement et de programmation sur les quatre secteurs à vocation résidentielle incluent des densités minimales.

De fait, les dispositions du PLU, articulant règlement et orientations d'aménagement et de programmation, sont de nature à renforcer la densité des opérations (15 logements à l'hectare) pour limiter la consommation foncière des espaces agricoles et naturels.

3-3- L'équilibre entre les différentes composantes du territoire

L'objectif d'équilibre entre les espaces urbanisés et la protection des espaces agricoles, naturels et forestiers, la protection des sites, des milieux et paysages naturels et la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine. Cet objectif a été relayé dans le cadre des orientations du PADD.

En effet, les dispositions règlementaires du PLU ont renforcé sensiblement cet équilibre global entre zones urbanisables et zones agri-naturelles, avec un déclassement de 26,6 hectares d'espaces urbains et réservés à l'urbanisation transférés en espaces agricoles et/ou naturels.

Les secteurs d'intérêt paysager ont été protégés par un classement en zone N.

3-4- La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat

L'objectif de diversité des fonctions urbaines et rurales, en tenant compte en particulier d'une répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de diminution des obligations de déplacement correspondent à des orientations du PADD.

La diversité a été traduite dans l'ensemble des pièces majeures du PLU notamment :

- en confortant le développement résidentiel dans le tissu aggloméré du centre bourg
- en confortant l'offre de services, de commerces et d'équipements dans le centre bourg
- en favorisant le maintien de l'activité agricole.

L'objectif de mixité sociale de l'habitat a été traduit dans les orientations d'aménagement et de programmation de deux secteurs à vocation résidentielle, avec un pourcentage de logements accessibles socialement afin de permettre un parcours résidentiel sur la commune entre ses différents secteurs, de types et de formes d'habitat très différents.

3-5- La préservation des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques

Ces orientations inscrites dans le PADD ont été déclinées dans les dispositions du PLU à travers le document graphique, le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

Ainsi, la protection des espaces agricoles, naturels et forestiers a été reconduite avec une augmentation d'environ 26 hectares de zones inscrites en agricole ou naturelle et forestière au plan de zonage.

En classant en zone naturelle les milieux naturels et notamment les milieux écologiques sensibles, les cours d'eau et la ripisylve structurante le long des cours d'eaux (l'Onzon, le Couzon, le Langonand) ainsi que les boisements, le projet de PLU préserve et contribue à maintenir cette biodiversité.

3-6- La mise en œuvre d'une trame verte dans les tissus urbanisables

Le règlement du PLU intègre le principe d'une trame verte urbaine dans les espaces urbanisables, à la fois sous l'angle climatique (lutte contre le rayonnement solaire), sous l'angle de la biodiversité et plus largement sous l'angle du cadre de vie (alternative à l'étalement urbain liée notamment à la recherche de nature dans des espaces périurbains ou ruraux).

Aussi les surfaces libres de toute construction comme les aires de stationnement doivent être plantées et entretenues.

3-7- L'estimation des capacités foncières en logements

Les éléments présentés ci-après indiquent les superficies et les capacités de construction potentielles du PLU.

Le mode d'estimation du PLU par rapport au POS

Comme le PADD l'a précisé, une des orientations majeures est d'assurer l'équilibre entre renouvellement urbain et développement maîtrisé des espaces d'extension.

L'estimation des capacités en renouvellement urbain
L'estimation des capacités en renouvellement urbain a été faite à partir de l'identification des projets et opérations à l'étude ou en cours. En l'occurrence, seul un site localisé au centre bourg est identifié comme site de renouvellement urbain dont le programme opérationnel est estimé à 3 équivalents-logements.

Par ailleurs, il est à noter que le réinvestissement de logements vacants n'a pas lieu d'être pris en compte dans le PLU, s'agissant de logements déjà existants sans impact sur la consommation d'espace.
A titre indicatif, on note une vacance de 4 % en 2012 correspondant à une valeur usuelle inférieure à la vacance technique (5%).
Seuls les changements d'usage (transformations de bâtiments d'autres destinations en logements) à travers les projets identifiés ont une incidence et ceux-ci ont été comptabilisés en renouvellement urbain (cf. ci-dessus).

L'estimation des espaces libres mobilisables :

Les capacités constructibles des zones du PLU dans le tissu existant ont été évaluées à partir d'un état des parcelles non bâties selon le cadastre et sur les zones à dominante d'habitat (UA, UC, Uh).

Leur identification a été ajustée pour ne retenir que les parcelles réellement mobilisables au vu d'une analyse cartographique du parcellaire, de photos aériennes et de vérification terrain le cas échéant, après déduction des éléments suivants :

- voiries privées et espaces verts collectifs en lotissements,
- parcelles non bâties correspondant aux jardins des bâtiments (limite parcellaire entre partie bâtie et non bâtie proche du bâtiment, repérage des cheminements, présence de piscine, plantations…)
- parcelles enclavées
- forte pente, talus, cours d'eau
- parcelles entièrement en espaces boisés
- parcelles ou parties de parcelles en emplacement réservé
- parcelles affectées à d'autres usages (équipement, activité…)
- parcelles étroites
- parcelles de très faible taille : inférieures à 300 m2
- parcelles grevées de servitudes d'utilité publique.

A partir de ces espaces mobilisables a été effectuée une estimation des capacités sur la base d'une hypothèse de densité minimale de 15 logements/hectare.

Sur la commune, une vingtaine de parcelles ont été identifiées comme non bâties, au moins 5 d'entre elles font l'objet de contraintes particulières à savoir :

- espace de stockage lié à la présence d'autres destinations possibles que l'habitat (commerces, services, activités artisanales…)
- la capacité réelle de mobilisation des terrains non bâtis (configuration parcellaire, pente et talus, espaces boisés…).
- Parcelle en cours de construction ou déjà bâtie

Les densités retenues s'appliquent aux surfaces brutes des espaces identifiés (incluant voirie et espaces collectifs internes).
La capacité de l'ensemble des espaces urbanisables est donc exprimée en logements avec un ratio moyen de 100 m2 par logement (soit 15 logements/ha dans le cas d'une densité de 0,15).

Rappel des grands objectifs des documents cadres

	Période	Objectif	Total logements
Scot	2014 / 2030	Selon PLH	
PLH3	2018/2024 6 ans	7 logements/an total 42 logements	
PLU	2018/ 2028	Extrapolation du PLH à 10 ans (2018/2028) : 70 lgts à 12 ans (2018/2030) : 84 lgts à 15 ans (2018/2033) : 105 lgts	
Logements réalisés	Du 01/01/2011 au 31/12/2013		24 logements ~ 8 lgts/an
Logements réalisés depuis l'opposabilité du SCOT	Du 01/01/2014 au 31/12/2015		23 logements ~ 11 lgts/an
Production de logement 2016	2016		4 logements
Bilan du PLH 2			
Production de logement 2017	2017		12 logements
Production de logement 2018	2018		4 logements

L'estimation des divisions parcellaires potentielles

Les divisions parcellaires potentielles ont été prises en compte selon la méthode suivante :

- réalisation d'un état des parcelles bâties en zones UA, UC qui a établi une moyenne de l'ordre de 1500 m^2
- identification des parcelles correspondant au double des surfaces moyennes calculées sur ces zones

Analyse cartographique de chaque parcelle bâtie pour ne retenir que celles dont l'implantation et l'emprise du bâti permettent réellement une division, conduisant à identifier les parcelles bâties considérées comme « potentiellement divisibles ».

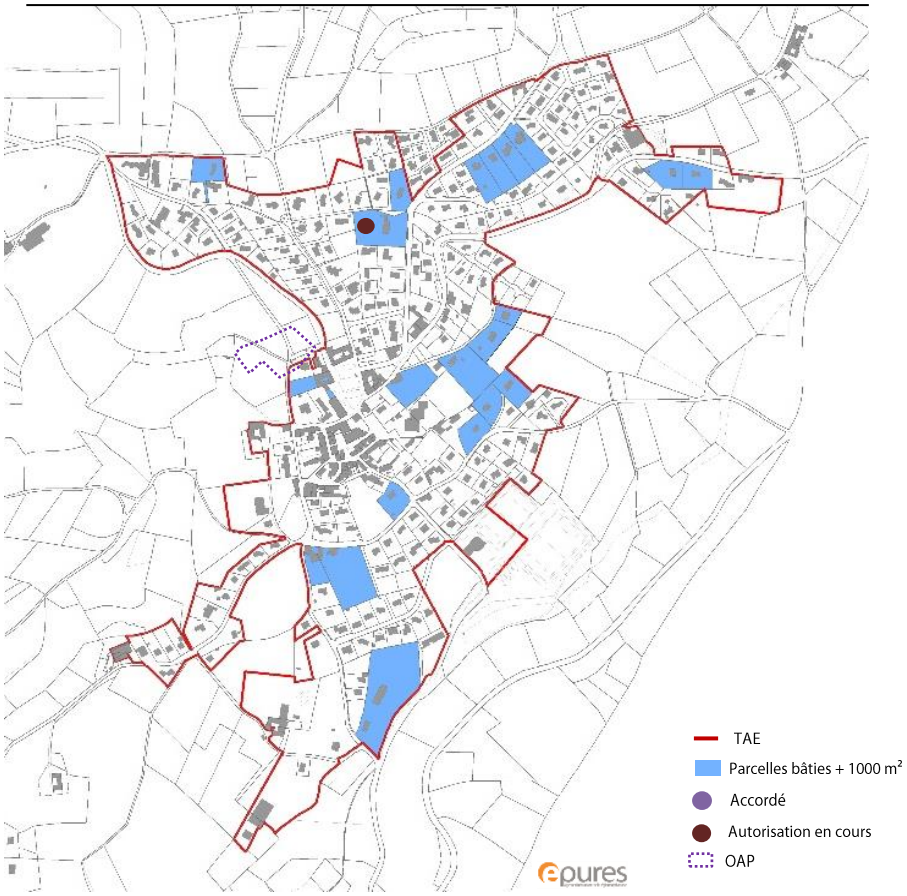
Sur chaque parcelle bâtie potentiellement divisible a été appliquée la densité plancher de 15 logements/ha sur la moitié de la surface de celle-ci (parcelle après division).

Enfin, compte tenu de la probabilité jugée aléatoire de ces divisions, tout au moins dans les dix ans à venir, car dépendante de la seule initiative des propriétaires fonciers, une part seulement a été prise en compte dans l'estimation des capacités liées à ces divisions parcellaires potentielles, en se basant sur la tendance des 5 dernières années.

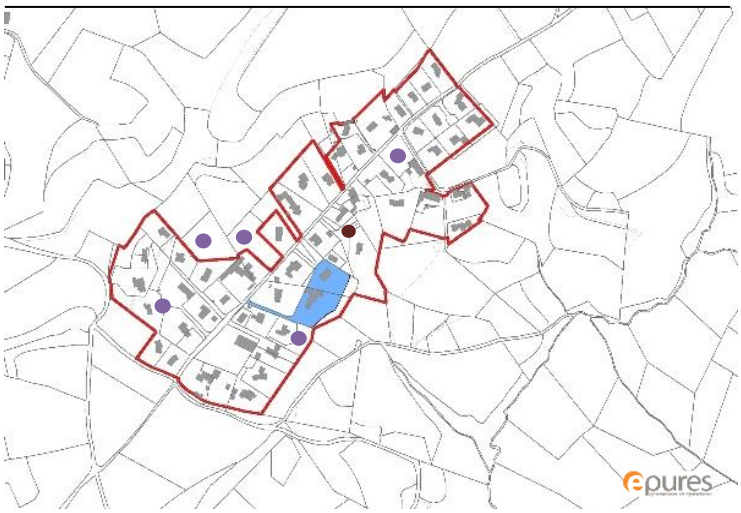
On dénombre environ 24 parcelles qui pourraient faire l'objet d'une division parcellaire. Ainsi, si on se base sur la tendance observée ces dernières années, on dénombre un potentiel d'environ 10 logements (soit une prise en compte de 50% du potentiel global de parcelles divisibles).

Divisions parcellaires			
Centre bourg	UC	18 parcelles (hors parcelles OAP)	10 lgts potentiels (estimation basée sur la tendance des 5 dernières années)
Hameau	Uh	2 parcelles	

Analyse des capacités
Divisions parcellaires : Le bourg



Analyse des capacités
Divisions parcellaires : Maisonneuve



Une majorité d'espaces constructibles dans le tissu aggloméré existant :
Conformément aux orientations du PADD, les capacités constructibles à un horizon de 12 ans sont essentiellement localisées dans le tissu aggloméré existant, incluant les espaces de renouvellement urbain.

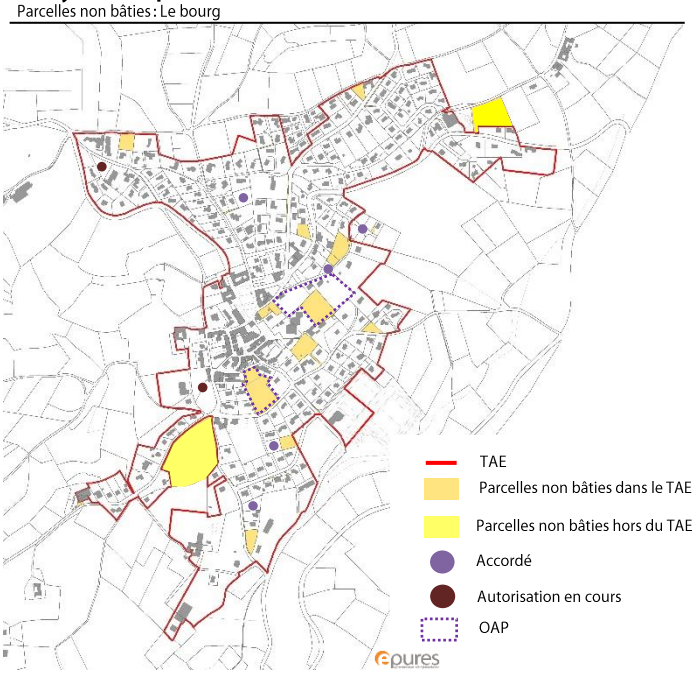
Ces dispositions s'inscrivent dans les objectifs du code de l'urbanisme et notamment ceux introduits par les lois Grenelle avec une modération de la consommation d'espace.

Une fois les parcelles non mobilisables déduites, et pour estimer les capacités théoriques en logements du PLU, une distinction est opérée entre :

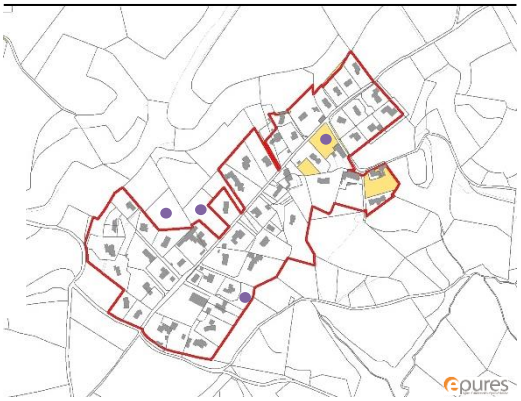
- « la densification urbaine » : il s'agira d'estimer ici le nombre potentiel de logements sur les parcelles libres situées à l'intérieur du tissu bâti existant [4]
- « l'extension urbaine » : estimation du nombre potentiel de logements sur les parcelles situées à l'extérieur du tissu bâti existant, et en continuité de celui-ci.

En jaune : parcelles libres en continuité du tissu
En orange : parcelles libres à l'intérieur du tissu

Analyse des capacités
Parcelles non bâties : Le bourg



Analyse des capacités
Parcelles non bâties : Maisonneuve



[4] La définition du « tissu aggloméré existant » est donnée dans le Document d'Orientation et d'Objectifs du Scot Sud Loire. Les limites du « tissu aggloméré existant » sont celles proposées par le Syndicat Mixte du Scot Sud Loire.

Estimation théorique globale

Secteur	Zonage	Parcelle libre		Capacité théorique	
Parcelles non bâties		Dans le TAE	Hors du TAE	Dans le TAE	Hors du TAE
Centre bourg	UC	1,2 ha	0,5 ha	18 lgts	8 lgts
	AU	1,4 ha	1,4 ha	21 lgts	21 lgts
Hameau	Uh	2 parcelles		2 lgts	
Sous Total	20% rétention foncière			56	
Divisions parcellaires					
Centre bourg	UC	18 parcelles (hors parcelles OAP)		10 lgts potentiels (estimation basée sur la tendance des 5 dernières années)	
Hameau	Uh	2 parcelles			
Changements de destination	A	Autorisation de réaliser 2 logements dans **un** bâtiment repéré		1 lgt potentiel	
TOTAL 67 logements potentiels					

A l'intérieur du tissu aggloméré, le potentiel constructible estimé représente 65 % de la capacité totale.
Hors du tissu aggloméré, les espaces constructibles estimés représentent 35 % de la capacité totale.

La capacité totale avec prise en compte des divisions parcellaires et des changements de destinations est estimée à 67 logements.

Estimation théorique globale (avec autorisations en cours)

	Nombre de logements réalisés	Nombre de logements théorique	Rappel PLH
Production 2017	12 lgts		PLH3 : à 6 ans : 42lgts Extrapolation du PLH à 10 ans (2018/2028) : 70 lgts à 12 ans (2018/2030) : 84 lgts à 15 ans (2018/2033) : 105 lgts
Production 2018	4 lgts		
Estimation capacités PLU		67 lgts	
TOTAL	83 lgts estimés à 12 ans		

3-8- L'évolution des superficies urbanisables par rapport au POS précédent

Entre le POS et le PLU, l'ensemble des zones urbaines et des zones à urbaniser a légèrement

POS EN VIGUEUR			NOUVEAU PLU (après révision)			EVOLUTION DES SUPERFICIES	
Nature des zones	Superficie en ha	% par rapport au total commune	Nature des zones	Superficie en ha	% par rapport au total commune	En ha	En %
Zones urbaines			**Zones urbaines**				
UB	4		UA	4,9			
UC	37,3		UC	44,6			
			UL	6,1			
Total zones urbaines	**41,3**	**1,8**	**Total zones urbaines**	**55,6**	**2,5**	**14,3**	**0,7**
Zones réservées à l'urbanisation			**Zones à urbaniser**				
NAa	14,3		AU	1,4			
NAb	11,3						
NAd	6,1						
NB	9,4						
Total zones à urbaniser	**41,1**	**1,8**		**1,4**	**0,06**	**-39,7**	
Total zones urbaines et zones réservées à l'urbanisation	**82,4**	**3,7**	**Total zones urbaines et zones à urbaniser**	**57**	**2,5**	**-25,4**	**-1,1**
Zone Naturelle			**Zone Naturelle**				
ND	562,1		N	132			
NDz	195,5						
			Nco	335,3			
			Nl	1,7			
Total N	**757,6**	**34,2**		**469**	**21,2**	**-289,6**	**-13**
Zone Agricole			**Zone agricole**				
NC	1372		A	1626			
			Aco	51,2			
Total A	**1372**	**62**		1687,2	76,2	**315**	**14,2**
Total zones naturelle et agricole	**2129,6**	**96,2**	**Total zones agricole et naturelle**	**2156,2**	**97,4**	**26,6**	**1,2**
Total commune	**2212**		**Total commune**	**2212**			

diminué (1,1%). Cela s'explique par l'urbanisation d'une part importante des espaces disponibles en zone U, ainsi les espaces urbanisables restant mobilisables ont été maintenus

en zone urbaine et correspondent au dimensionnement du PLU par rapport aux objectifs de croissance et de production de logements (PLH).

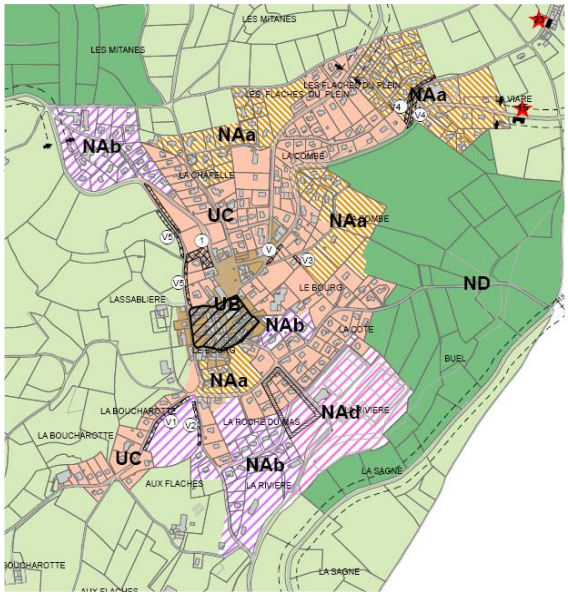
La zone UB a disparu au profit de la zone UA du fait de son caractère de centre bourg ancien. Aussi les limites de la zone UA ont évolué afin de prendre en compte le bâti caractéristique du centre historique (parcelles du lieu-dit de Lassablière classées en zone UC) et pour intégrer des parcelles libres bordant la rue du Vieux Coin sur lesquelles une OAP est envisagée et pour lesquelles des formes urbaines reprenant les caractéristiques du bâti du centre bourg est recommandé (implantation à l'alignement, …).

La zone UC a été maintenue et correspond à des secteurs d'habitat pavillonnaire. Aussi les zones du centre bourg classées en NAa, NAb ont été reclassées en zone UC puisque la plupart des parcelles ont été urbanisées depuis 2000 et que l'ensemble des secteurs disposent d'un assainissement collectif. Une parcelle bâtie située à l'extrémité est du centre bourg et bordant la route de la Combe a été reclassée en zone UC afin d'intégrer le bâtiment existant. Aussi, et avec l'objectif de limiter l'urbanisation des hameaux, les zones UC des hameaux de La Thiollière, La Roche et La Borgia ont été déclassées.

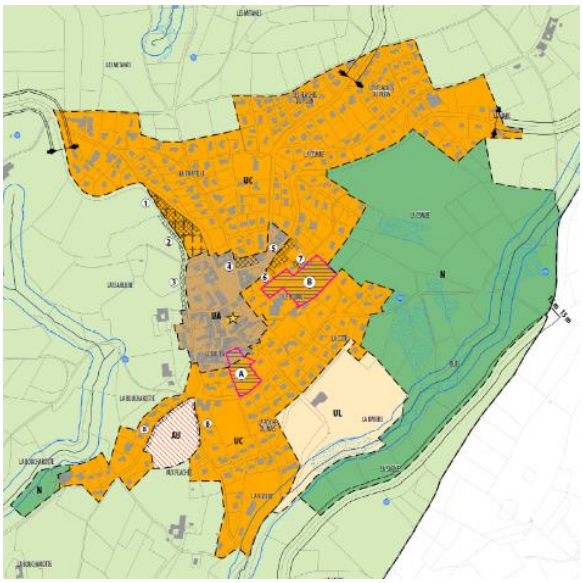
La zone NAd a été remplacée par la zone UL du fait de l'urbanisation de l'ensemble de la zone. Les limites entre l'ancienne zone NAd et la nouvelle zone UL restent les mêmes, la commune ayant un projet de salle de sport.

La zone NB du hameau de Maisonneuve a été classée en zone Uh, l'ensemble du secteur dispose d'un assainissement collectif. Le hameau de Maisonneuve est le hameau le plus étendu de la commune, il se caractérise par une urbanisation à dominante d'habitat récent situé en zone agricole. Il n'est plus lié à l'agriculture et n'a pas vocation à s'étendre. Il s'agit donc de contenir l'édification de nouvelles constructions au sein du tissu existant afin de ne pas étendre l'enveloppe urbanisable.

Extrait du POS :



Extrait du projet de PLU :



Evolution des zones à urbaniser :
L'emprise des zones à urbaniser a sensiblement diminué puisque ces zones ont été urbanisées au moment du POS, une zone d'urbanisation future est maintenue dans le projet de PLU, il s'agit du secteur de la Boucharotte.

Le reste des zones NAa et NAb ont disparu pour devenir des zones UA ou UC.

La zone NAd a disparu pour devenir une zone UL.

La zone NB a disparu et les habitations situées initialement en NB ont été classées en zone A (zone agricole permettant une gestion des constructions existantes).

Evolution des zones naturelles et forestières

Les zones naturelles ont été légèrement redimensionnées passant de 757,6 ha au POS de 2000 à 469 ha au PLU, soit une réduction de 289,6 ha (21,2 % du territoire communal). Cette diminution s'explique par un reclassement important de parcelles en zone agricole afin de mieux prendre en compte la vocation agricole de ces dernières.

Evolution des zones agricoles

La superficie des zones agricoles a augmenté très sensiblement passant de 1372 ha au POS de 2000 à 1687,2 ha au PLU, soit une augmentation de 315 ha (14,2% du territoire communal). Cette augmentation s'explique principalement par le reclassement de parcelles anciennement classés en zone naturelle ainsi que des parcelles anciennement classées en

zone ND (aux lieux-dits du Pré Fontier et des Mitanes, au nord du centre bourg). Aussi pour toutes les constructions à usage d'habitation situées en zone agricole, seule une gestion des constructions existantes est admise afin de bien encadrer leurs évolutions et ne pas aller à l'encontre de l'activité agricole. Seule l'activité agricole est permise en zone agricole. Enfin l'enveloppe constructible des hameaux au POS de 2000 a été réduite et plusieurs parcelles ont été reclassées en zone A.

Analyse détaillée de l'objectif de modération de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers

- **Pour les besoins en logements :**

Urbanisation site à enjeux (OAP)	Parcelles non bâties	Divisions parcelles	Changement de destination
21 lgts	18 lgts	10 lgts	1 lgt

Pas de consommation espaces NAF

Le prélèvement sur les espaces vise à répondre aux besoins de développement qui ne peuvent pas être satisfaits par la densification. **Soit une consommation de 1,9 ha d'espaces agricoles naturels et forestiers à vocation de logements**.

Parcelles non bâties	Urbanisation site à enjeux (OAP)
8 lgts	21 lgts

Consommation d'espaces NAF

- **Pour les besoins en équipements**

Extension de la zone UL : 0.8 ha

Consommation d'espaces NAF

Le prélèvement sur les espaces agricoles naturels et forestiers s'élève **à 0,8 ha pour répondre aux besoins en termes d'équipements**.

La zone UL a vocation à s'étendre pour accueillir de nouveaux équipements sportifs en compléments des infrastructures déjà existantes.

Pour les besoins en hébergement touristique (UTN) :

Cette UTN a pour objectif de permettre le développement en continuité de l'activité touristique existante :

- Augmenter les capacités d'hébergement liées à l'activité existante de réception ;
- Permettre de diversifier l'offre touristique avec l'implantation d'habitations légères de loisirs, énergétiquement performantes.

Ce secteur est encadré par une orientation d'aménagement et de programmation

Le clos des muriers : salles de réceptions - gîte (existant)
0,5 ha

Pas de consommation espaces NAF

1,7 ha destiné à l'accueil d'habitations légères de loisirs sera prélevé sur les espaces

Habitations légères de loisirs (projet court terme)	Cabanes dans les arbres (projet long terme)
0,9 ha	0,8 ha

Consommation d'espaces NAF

agricoles naturels et forestiers.

Les secteurs identifié pour de la consommation d'espaces agricoles ne remettent pas en cause la stabilité économique des exploitations agricoles implantées sur la commune. Le projet de PLU a été présenté aux agriculteurs lors d'une réunion de concertation, les surfaces prélevées sur les terres agricoles n'ont pas fait l'objet de requête particulière de la part des agriculteurs. Ces parcelles ne sont pas identifiées comme stratégique du fait de leur proximité avec les espaces urbanisés.

3-9- La compatibilité avec la DTA

La Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) de l'aire métropolitaine lyonnaise (approuvée le 09 janvier 2007) fixe les orientations fondamentales de l'Etat en matière d'aménagement et d'équilibre entre les perspectives de développement, de protection et de mise en valeur des territoires. La DTA s'impose par un lien de compatibilité aux documents de planification intercommunaux et communaux le cas échéant.
La démarche d'élaboration de la DTA a été l'occasion pour l'ensemble des acteurs publics de mettre en cohérence stratégies et projets. Une vision prospective du territoire métropolitain s'est dessinée. Si l'État est à l'initiative du projet et le pilote, la DTA est un document co-produit par l'État et les collectivités de la DTA. L'État et ses partenaires ont pour ambition de porter la métropole à un niveau international et d'œuvrer pour une métropole solidaire et durable.

Afin de promouvoir une métropole internationale, la DTA définit notamment les objectifs suivants :
- *miser sur quelques pôles d'excellence pour permettre une multi spécialisation économique ;*
- *développer les fonctions métropolitaines (enseignement supérieur, culture, santé) ;*
- *organiser une métropole multipolaire autour des agglomérations de Lyon, Saint-Etienne et du Nord Isère ;*
- *valoriser la situation géostratégique (réseau de transports et conforter la plateforme de Saint-Exupéry).*

Afin de favoriser la solidarité et le développement durables, la DTA fixe notamment les objectifs suivants :
- répartir la dynamique démographique vers les territoires en perte d'attractivité et les pôles urbains déjà équipés et revaloriser ces territoires ;
- donner la priorité à l'accueil de population à l'intérieur des secteurs déjà urbanisés et équipés en transports collectifs ;
- maîtriser l'étalement urbain et lutter contre la banalisation de l'espace ;
- prendre en compte les risques naturels et technologiques dans les projets de développement ;
- affirmer les vocations des territoires non urbanisés par la définition d'un réseau maillé d'espaces naturels, agricoles et paysagers.
Certains de ces principes ne trouvent pas nécessairement de déclinaison territoriale à l'échelle de la commune de Saint-Christo-en-Jarez. Cependant, plusieurs orientations du PADD concourent aux objectifs de la DTA, à savoir :

- permettre un développement urbain harmonieux dans un souci d'économie d'espace (orientation 1) ;
- admettre un développement durable du territoire et préserver les atouts naturels (orientation 3) ;

- objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain (orientation 5).

3-10- La compatibilité avec le SDAGE et le SAGE

Les dispositions du SDAGE :

- Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues
- Préserver les zones humides pour pérenniser leur fonctionnalité

Ces dispositions sont traduites dans le PLU de la manière suivante :

- Dans le secteur impacté par la zone d'expansion des crues, l'urbanisation est limitée par un zonage A ou Aco, les limites à l'urbanisation du SCoT ont également été traduite. De plus les axes de ruissellement et les zones humides sont protégés par un sur-zonage spécifique au titre de l'article L151-23. Ces mesures permettent de préserver les capacités d'écoulement des crues et les zones humides.

- Les dispositions du SDAGE :
- Poursuivre la réduction des rejets direct des polluants organiques
- Améliorer la performance des STEP
- Réduire les rejets d'eau pluviales

Ces dispositions sont traduites dans le PLU de la manière suivante :

Les eaux usées de la commune de Saint Christo en Jarez ont été traitées jusqu'en septembre 2019 par trois stations d'épuration :

- La station du Bourg (traitement de type lagunage) ;
- La station « La Roche » (traitement de type filtre à sable) ;
- La station « Maisonneuve » (traitement de type lit bactérien.

Après traitement, les effluents des deux premières stations se rejettent dans la rivière Onzon (bassin versant du Furan) et les effluents de la station Maisonneuve se rejettent dans la rivière Le Langonand (bassin versant Gier).

Les stations du Bourg et de la Roche ne présentaient pas des fonctionnements satisfaisants. En effet, la station du Bourg a été diagnostiquée en surcharge organique avec une capacité nominale atteinte en termes de charge organique. Le filtre de la station de la Roche est colmaté avec des concentrations mesurées en sortie non conformes.

Ces deux stations ne permettant pas d'assurer un bon traitement des eaux usées, Saint-Etienne Métropole a créé une nouvelle unité de traitement regroupant les effluents des deux stations (Bourg et Roche).
Les effluents de la station de la Roche sont interceptés et remontés à la station du Bourg via un poste de refoulement adapté.

Les deux aménagements sont réalisés en lieu et place de l'existant (à savoir vers les bassins de lagunage pour la station du Bourg et sur le site du filtre à sable existant pour le poste de refoulement au lieu-dit la Roche).

La station est de type « boues activées » de capacité nominale 1500 équivalent habitants.

Le SDAGE Loire-Bretagne impose aux stations d'épuration d'une capacité comprise entre 2000 et 10 000 EH une norme de rejet pour le phosphore total de 2 mg/l en moyenne annuelle.

Les performances exigées pour la nouvelle station du Bourg seront meilleures que celles du SDAGE, en particulier pour le phosphore, et doivent respecter les valeurs ci-après :

Paramètres	Concentration maximale	Rendement minimum
DBO5	25 mg/l	Ou 80%
DCO	125 mg/l	Ou 75%
MES	35 mg /l	Ou 90%
NGL	15 mg/l	Ou 70%
Pt	1 mg/l	Et 90%

Ces valeurs devront être respectées jusqu'à un débit de 516 m3/j

Les performances attendues sur les paramètres NGL et Pt s'entendent en moyenne annuelle.

L'amélioration de la performance épuratoire pour le bassin versant répond pleinement aux objectifs du SAGE Loire en Rhone Alpes.

Le projet de réhabilitation de la station de Maisonneuve est inscrit pour 2020.

3-11- La compatibilité avec le Programme Local de l'Habitat (PLH)

<u>En résumé :</u>

La stratégie de Saint-Etienne Métropole en matière d'habitat est construite autour de 3 axes :

- *une politique foncière en faveur du renouvellement urbain ;*
- *une politique de soutien aux réhabilitations requalifiantes ;*
- *une politique d'aide à l'ingénierie, l'innovation et la qualité de l'habitat.*

L'habitat et le renouvellement du tissu urbain :
Le PLH (Programme Local de l'Habitat) a identifié l'enjeu suivant pour le secteur de la couronne : *favoriser le développement et la structuration des centres-villes et centres bourgs : en diversifiant le parc de logements par le développement d'une offre adaptée, notamment locative ; et en maîtrisant les risques d'étalement urbain.*
L'orientation 2 du PADD de Saint-Christo-en-Jarez « favoriser la mixité sociale et la diversité de l'habitat » et l'orientation 5 « objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain » s'inscrivent dans les objectifs du PLH de Saint-Etienne-Métropole.

Les objectifs de production de logements du PLH

Le 2ème PLH de Saint-Etienne Métropole a été approuvé en 2011. Il fixait comme objectif pour la commune de St-Christo-en-Jarez la réalisation de 48 logements en 6 ans selon la répartition suivante :
- 1,2 logements sociaux publics
- 5 logements en promotion privée
- 1,7 logements en accession abordable

Sur la période 2011/2015 la commune de Saint-Christo-en-Jarez a atteint 99% de l'objectif avec 47 logements réalisés.

Un troisième PLH a été arrêté en 2018.
Les nouveaux objectifs de production en nombre de logements sont de 7 logements/an

Le calcul estimatif des capacités foncières évoqué précédemment (parcelle libre, renouvellement urbain et division parcellaire) fait apparaître un potentiel de logement de 64 unités dans le projet de PLU. La commune est en cohérence avec les objectifs du PLH de production de 70 logements.

3-12- La compatibilité avec le Plan de Déplacements Urbains (PDU)

Le Plan de Déplacements Urbains aborde les déplacements de manière globale : articulation urbanisme/transport, transports en commun, réseau de voirie, stationnement, modes doux. D'autre part, le PDU fait l'objet d'une déclinaison territoriale pour chacun des secteurs de l'agglomération.

Le PDU en résumé :

1°) Articuler urbanisme et transport …
Le PDU préconise de structurer le territoire de l'agglomération autour des infrastructures et réseaux de transport existants ou projetés. Cette volonté s'affirme à travers trois « mots d'ordre », à décliner dans les politiques communales d'urbanisme :
- maîtriser le développement urbain
- densifier les tissus urbains autour des centralités existantes et des arrêts de transport collectif
- structurer les pôles d'échanges en véritables espaces urbains.

2°) Les transports en commun
Le PDU prévoit que, dans la couronne stéphanoise, les lignes de transports en commun existantes à destination du pôle stéphanois seront conservées tout en s'adaptant à la nouvelle configuration de desserte de la ville de Saint-Etienne (rabattement et/ou desserte du pôle d'échange majeur de Châteaucreux).

3°) Hiérarchiser le réseau de voirie
La méthode dite de « hiérarchisation d'un réseau de voirie » permet de préciser la fonctionnalité souhaitée des différentes voies (c'est-à-dire l'usage souhaité des voies, qui ne

se base ni sur le trafic constaté ni sur la domanialité) à l'échelle d'une agglomération, d'un secteur géographique ou d'un espace urbain.

Le PDU propose un schéma de hiérarchisation du réseau de voirie de l'agglomération. Il s'agit d'un schéma de principe, qui est décliné dans chaque Plan de Déplacements de Secteur.

4°) Organiser le stationnement
Le PDU définit des objectifs à atteindre en matière de stationnement, par type de secteur et type d'usager (résidents, migrants, visiteurs, transitants).

5°) Développer les « modes doux » (marche à pied, vélo, rollers …) pour les petits déplacements
De manière générale, Saint-Etienne Métropole engage la commune à favoriser l'usage des modes doux pour les déplacements de proximité. D'autre part, l'objectif du PDU est de lancer un plan vélo, constitué d'itinéraires à aménager en priorité.

6°) Voirie communautaire
Aucune voirie communautaire n'est présente sur la commune de Saint-Christo-en-Jarez.

Le PADD traduit les objectifs du PDU en inscrivant comme objectif la diversification des modes de déplacement par le renforcement des liaisons douces (cycles/piétons) afin de limiter les déplacements en voiture à l'intérieur de la commune et la préservation des chemins et sentiers pédestres existants sur le territoire de Saint-Christo-en-Jarez. Aussi les orientations d'aménagement et de programmation ont identifié des cheminements piétons à créer afin de renforcer le maillage modes doux de la commune. De plus et afin de mieux articuler urbanisme et transports, les secteurs constructibles sont situés à proximité des arrêts de transports en commun.

3-13- La prise en compte du Plan Climat Energie Territorial (PCAET)

Le PCAET est un projet territorial de développement durable dont la finalité première est la lutte contre le changement climatique.

Le PCAET vise deux objectifs majeurs :

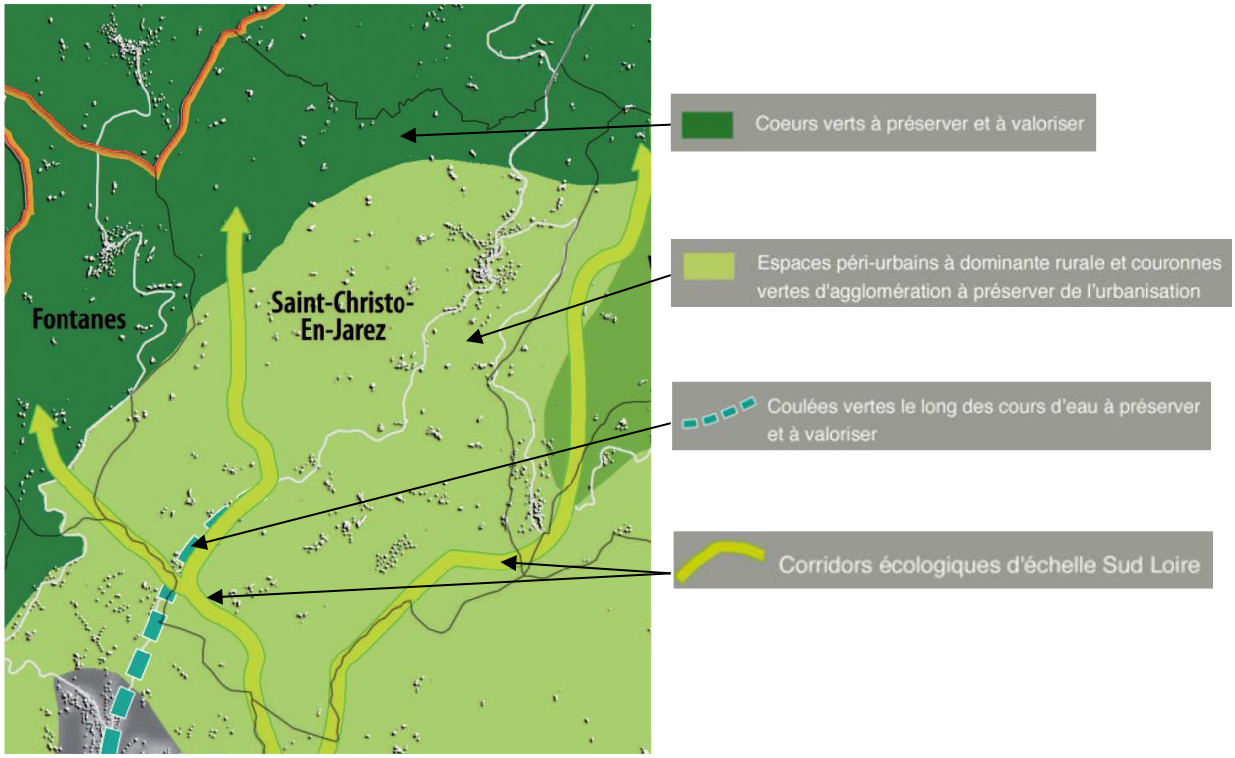
- l'atténuation, il s'agit de limiter l'impact du territoire sur le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans la perspective du facteur 4 (diviser par 4 ces émissions d'ici 2050) ;
- l'adaptation, il s'agit de réduire la vulnérabilité du territoire puisqu'il est désormais établi que les impacts du changement climatique ne pourront plus être intégralement évités.

Un PCAET se caractérise par des ambitions chiffrées de réduction des émissions de GES et d'adaptation du territoire dans des contraintes de temps.

Le PADD traduit les objectifs du PCAET en inscrivant comme objectif l'intégration de la dimension du développement durable dans les réalisations communales, le fait de favoriser les constructions économes en énergie et de diversifier les modes de déplacement afin de

limiter les déplacements en voiture à l'intérieur de la commune pour se rendre aux équipements et aux commerces afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie.

3-14- La compatibilité avec le SCoT

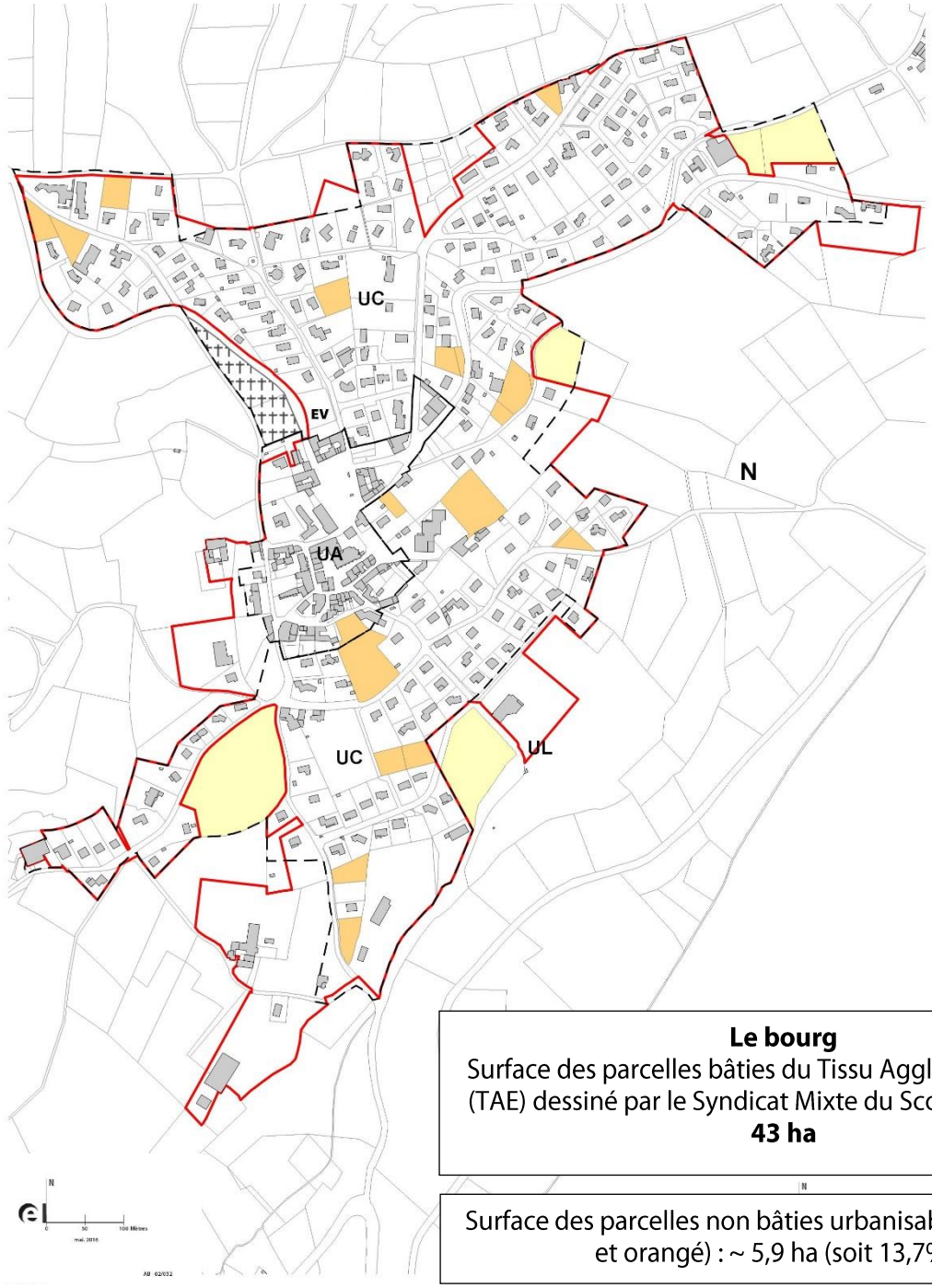


- **Concernant la maîtrise de « l'extension urbaine[5] » <u>au sens du Scot Sud Loire</u>** (éléments d'analyse détaillés dans les pages suivantes) :

Les secteurs d'extensions urbaines sont situés dans les espaces péri-urbains à dominante rurale, ce sont donc des règles d'extension urbaines limitées en surface (15%) qui s'appliquent.

Eléments d'analyse détaillés pour apprécier le principe d'extension limité à 15% des noyaux bâtis existants dans les « espaces agricoles péri-urbains à dominante rurale » définis par le Scot Sud Loire :

[5] Au sens du Scot Sud Loire : parcelles libres situées dans le tissu aggloméré existant + parcelles libres situées en dehors du tissu aggloméré existant.



Le bourg
Surface des parcelles bâties du Tissu Aggloméré Existant (TAE) dessiné par le Syndicat Mixte du Scot au 1-1-2014 : **43 ha**

Surface des parcelles non bâties urbanisables (en jaune et orangé) : ~ 5,9 ha (soit 13,7%)

Tissu aggloméré existant

Parcelles non bâties à l'intérieur du tissu aggloméré existant

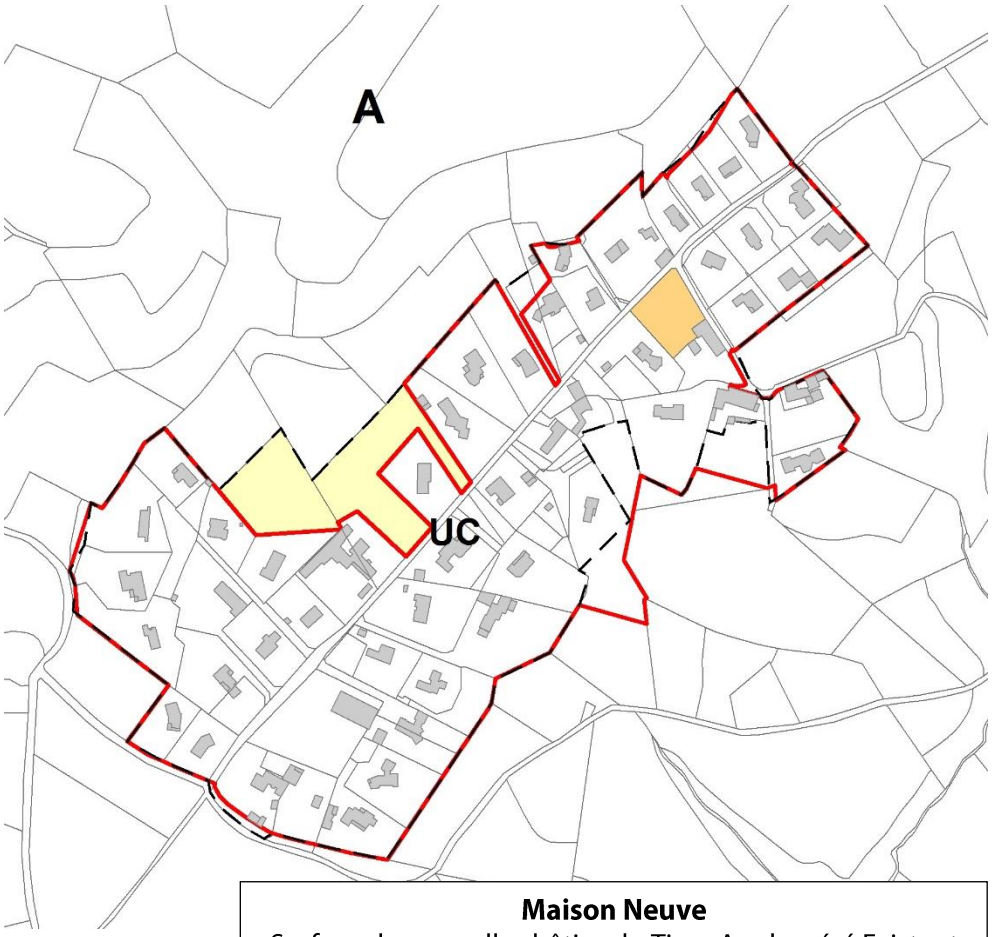
Parcelles non bâties en dehors du tissu aggloméré existant

Les éléments d'analyse montrent que l'extension urbaine prévue dans le PLU pour le bourg reste inférieure à la limite fixée par le Scot (« 15% »).

Tissu aggloméré existant

Parcelles non bâties à l'intérieur du tissu aggloméré existant

Parcelles non bâties en dehors du tissu aggloméré existant



Maison Neuve
Surface des parcelles bâties du Tissu Aggloméré Existant (TAE) dessiné par le Syndicat Mixte du Scot au 1-1-2014 : **9,4 ha**

Surface des parcelles non bâties urbanisables (en jaune et orangé) : ~ 0,9 ha (soit 9,6 %)

Les éléments d'analyse montrent que l'extension urbaine prévue dans le PLU pour le secteur de Maisonneuve est inférieur à la limite fixée par le Scot (« 15% »).

- **La maîtrise de l'étalement urbain (par renforcement des secteurs déjà construits)**

Cet objectif a été pris en compte grâce à :
- un développement de l'habitat majoritairement concentré dans le centre bourg et en continuité
- la rédaction d'un règlement prévoyant une densification :
o implantation des constructions à l'alignement des voies et d'une limite séparative à l'autre (dans le centre bourg) zone UA,
o pas de Coefficient d'Emprise au Sol (CES) dans les zones urbaines,
o définition d'OAP incitant à la réalisation de maisons jumelées ou groupées (plutôt qu'individuelles).

Le projet prévoit trois OAP imposant une densité minimale de 15logements/ha, en cohérence avec l'objectif du SCOT et permettant ainsi de réduire la consommation d'espace.

La constructibilité résidentielle est supprimée dans les hameaux et dans les secteurs d'habitat diffus en zones agricoles.

La trame verte et bleue est préservée par un zonage approprié et par des recommandations dans le règlement.

- **Concernant les espaces périurbains à dominante rurale et couronnes vertes d'agglomération à préserver de l'urbanisation**

Les dispositions règlementaires du PLU ont conduit à recentrer le développement urbain sur le tissu aggloméré, préservant ainsi l'équilibre existant avec les espaces agricoles, naturels et forestiers environnants.
Le PLU classe 76,2 % du territoire en zone agricole (A) et 21,2 % du territoire en zone naturelle (N). Soit au total, 97,4% en zones agricole et naturelle.

Les espaces agricoles

Après un travail fin sur les critères de délimitation des zones agricoles avec la profession et sur la base du diagnostic agricole, la zone agricole au PLU représente1687,2 ha. Les sièges agricoles ont tous été identifiés pour s'assurer qu'ils soient bien en zone agricole et qu'une distance de 100 m autour de ces sièges pérennise cette activité.

Le PLU délimite les espaces boisés les plus importants.
Le projet de PLU est compatible avec cet objectif pour les raisons suivantes :
- les espaces naturels, agricoles et forestiers ont fait l'objet de protections particulières, aucune construction n'est admise. L'édification de nouvelles maisons d'habitation est interdite dans les zones Aco, N et Nco.
Le repérage des bâtiments pouvant changer de destination a été réalisé et sera soumis pour avis conforme à la commission CDPENAF, ce qui permettra d'avoir un contrôle strict sur l'aménagement de ces bâtiments.

- Identifier, préserver et restaurer la biodiversité par la mise en œuvre d'une trame verte et bleue sur le Sud Loire

Les milieux identifiés à ce jour comme des zones humides s'étendent principalement le long des cours d'eau. Ils font l'objet d'une identification spécifique dans le PLU, assortie de l'interdiction de leur destruction, en tant qu'éléments de paysage contribuant au bon fonctionnement écologique du territoire. Le PLU identifie et protège également les cours d'eau, les axes de ruissellement et les mares, ces espaces sont protégés au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme et sont rendu inconstructible pour toute destination.
Le PLU répond ainsi aux préoccupations du SCoT et du SDAGE quant à la préservation des éléments de paysage pour de motifs écologiques (zones humides, cours d'eau, axes de ruissellement, mares).

Cette protection est, pour certain secteur, complétée et matérialisée par un corridor écologique avec un indice « co ».

Les réservoirs de biodiversité constitués par de boisements importants ont été classés en zone Nco.

- Conforter le paysage et le patrimoine

L'article 11 du règlement permet notamment de prescrire et de proposer des modes d'insertion dans la pente et l'environnement favorisant une meilleure prise en compte du paysage. Les hauteurs fixées dans la zone centrale tiennent compte de la morphologie existante afin de préserver le bourg.
Le règlement d'urbanisme prévoit des espaces verts collectifs privés ou publics selon les secteurs et la taille des opérations afin de contribuer au renforcement de la trame verte.
L'objectif chiffré du Projet d'Aménagement et de Développement Durables est de « réduire les zones constructibles non bâties » au plan de zonage.

- **Préserver la ressource en eau et construire en adéquation entre ressources et besoins**
La ressource en eau qui alimente la commune est suffisante pour accueillir la nouvelle population.
Le réseau d'eau potable présente un bon rendement. Des travaux sont conduits annuellement par le concessionnaire pour lutter contre les fuites.
Les secteurs constructibles sont desservis par les réseaux (eau, électricité, assainissement collectif). Le zonage d'assainissement est cohérence avec le projet de PLU.

- **Conforter la gestion des déchets et préserver les matières premières**
Les OAP prévoient que l'accessibilité viaire permette aux véhicules dédiés à la collecte des déchets soit de pouvoir traverser l'opération, soit de pouvoir faire demi-tour en marche avant.

- **Préparer l'avenir énergétique et adapter le territoire au changement climatique - Energies renouvelables – insertion climatique**
Au-delà du simple respect de la loi en ne contraignant pas l'usage des énergies renouvelables dans ce PLU, les OAP donnent des prescriptions quant à l'insertion des constructions dans les

sites. Elles favorisent une orientation nord/sud des constructions avec la partie principale des espaces privatifs extérieurs au Sud.

Lutte contre l'îlot de chaleur urbain - Trame verte

Les OAP et le règlement prescrivent des parts de trame verte dans les nouvelles opérations. En effet, dans les OAP les espaces verts collectifs devront représenter au moins 10% de la surface de la zone.

Les modes doux

La commune a développé des cheminements piétons ces dernières années. Afin de s'inscrire dans la continuité, les OAP ont pris en compte cette problématique en intégrant la création de cheminements doux dans les nouvelles opérations.

3-15- L'incidence de l'évaluation environnementale

Evaluation environnementale :

- Le règlement graphique fixe les limites d'urbanisation. En revanche, la limite Sud du hameau d'Albuzy n'est pas traitée de manière spécifique alors qu'une « limite intangible d'urbanisation » apparaît au SCOT Sud Loire.

Prise en compte dans le PLU :

- **Les limites à l'urbanisation du SCoT ont été traités de la façon suivante :**
    - le hameau du Veil Albury, la limite à l'urbanisation se traduit par un zonage Aco, du fait de la forte sensibilité du secteur (Ripisylve, cours d'eau et risque inondation).
    - le hameau de Maison Neuve la zone Uh respecte la limite à l'urbanisation fixé par le SCoT.
    - le hameau d'Albuzy est classé en zone agricole.

Evaluation environnementale :

- Les zones humides présentes sur le territoire communal ont été inventoriées et reportées sur le plan de zonage. Au sein de ces périmètres toute construction est interdite.
- Les cours d'eau et les écoulements superficiels ne sont en revanche pas reportés sur le plan de zonage. Les « espaces de respiration des cours d'eau » au sein desquels

toute nouvelle construction est interdite ne couvrent ainsi qu'une partie du linéaire des cours d'eau et écoulements superficiel de la commune (les terrains à caractères humides).

Prise en compte dans le PLU :

- Au lancement de la procédure de révision du Plu Saint-Christo-en-Jarez, les études axes de ruissellements et zones humides n'étaient pas systématisé. Il n'y a pas eu d'étude exhaustive sur les axes de ruissellement et les cours d'eau réalisé à l'échelle de la commune.
- La protection s'applique sur les éléments de connaissances collectés.

Evaluation environnementale :

- Les dispositions prises par le PLU de Saint-Christo-en-Jarez vis-à-vis des corridors écologiques sont globalement conformes aux prescriptions du SCOT Sud Loire mais elles ne garantissent pas les continuités entre le Nord et le Sud de la commune (au-delà du bois de Chevalard jusqu'au ruisseau des Gouttes et les boisements qui l'entourent).

Prise en compte dans le PLU :

- Les principaux boisements ont été et classé en zone Nco, les continuités écologiques sensibles ont été classées en zone Aco (ripisylve, secteur impacté par la zone inondable…). L'urbanisation étant concentrés à l'Ouest de la commune, l'axe nord-sud n'est pas soumis à des pressions foncières et à d'urbanisation. En effet, 97% du territoire est classés en zone agricoles ou naturelles.



IV. Les incidences des orientations du plan sur l'environnement et la prise en compte de sa préservation et de sa mise en valeur

Les éléments présentés ci-après visent à apprécier les incidences prévisibles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement.

Comme il a été précisé plus haut, les orientations du PADD et ses déclinaisons dans les dispositions du PLU intègrent plus particulièrement les incidences sur l'environnement et prennent en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

Au-delà de l'environnement, ces dispositions s'inscrivent dans les objectifs du développement durable, conformément à l'article L101.2 du code de l'urbanisme.

Le diagnostic territorial exposé dans le rapport de présentation a permis de dégager les besoins et enjeux d'aménagement et de développement de la commune.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D), qui fait suite au diagnostic, est un document stratégique définissant un ensemble d'orientations. Ces dernières sont le reflet du projet communal en matière de développement et d'aménagement du territoire. Le plan de zonage et le règlement écrit sont la traduction réglementaire de ce projet communal.

D'une manière générale, le P.L.U. s'inscrit dans une logique de développement durable par la préservation des ressources locales et de l'espace agricole tout en maîtrisant les principales sources de pression sur l'environnement (développement urbain, économique, touristique...). Il vise aussi à améliorer les conditions d'accueil et de vie des habitants et des entreprises.

1- La préservation de la qualité des ressources et des écosystèmes

1-1- L'utilisation rationnelle de l'énergie, la préservation de la qualité de l'air et la lutte contre le changement climatique

Le territoire de Saint-Christo-en-Jarez n'est pas couvert par des mesures spécifiques applicables en tant que telles notamment au titre de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (loi du 30 Décembre 1996) ou de la loi ENE (loi du 12 juillet 2010).

Le plan Régional Climat, Air, Energie (SRCAE) a été approuvé le 24 avril 2014. A l'échelle locale, le Plan Climat Energie a été adopté par le Conseil communautaire de Saint-Etienne Métropole le 10 janvier 2011. Il contient six principales politiques publiques de l'agglomération concourant à réduire les émissions de gaz à effet de serre : l'habitat, les transports, la gestion des déchets, le développement agricole et économique, l'aménagement du territoire.

Par ailleurs, il existe un Plan de Déplacements Urbains (PDU) couvrant ce secteur.
L'augmentation de la population aura un impact sur la mobilité des habitants et, en conséquence, sur la circulation automobile. L'accroissement de la circulation automobile aura un effet inéluctable sur la pollution de l'air.

Certaines mesures visent directement ou indirectement à réduire les incidences sur la qualité de l'air :

- l'urbanisation à proximité du bourg réduira les déplacements ;
- la végétalisation dans les nouveaux projets d'aménagement avec un pourcentage de 20 % de la superficie du terrain en espaces verts (article 13).

Il est à noter toutefois qu'un premier Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) sur l'agglomération stéphanoise a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 6 juin 2008. Celui-ci a été mis en révision. Les travaux de révision du PPA ont été lancés en janvier 2011.

Le PPA n'ayant pas de portée juridique coercitive, les mesures proposées devront faire l'objet d'une déclinaison en arrêtés pris par les autorités compétentes avant de pouvoir être mises en œuvre.

Comme il a été précisé plus haut, l'une des orientations du PADD (orientation 3.4.) est de diversifier les modes de déplacement par le renforcement des liaisons douces (cycles/piétons) afin de limiter les déplacements en voiture à l'intérieur de la commune pour se rendre aux équipements et aux commerces. Ceci répond notamment au souci de rationaliser les déplacements afin de réduire les gaz à effet de serre et la consommation d'énergie. Aussi un des axes de l'orientation 4 du PADD vise à préserver les chemins et sentiers pédestres existants sur la commune.

De plus, les orientations d'aménagement et de programmation imposent la création de cheminements piétons au sein des secteurs du centre bourg afin de constituer un maillage modes doux d'échelle communale. Ainsi ces orientations concourront à favoriser le recours aux déplacements doux pour les déplacements à l'intérieur de Saint-Christo-en-Jarez.

1-2- La préservation de la qualité de l'eau, la prévention des pollutions

La loi de 1992 sur l'eau indique la nécessité de protéger cette ressource contre toute pollution (avec restauration nécessaire de la qualité des eaux superficielles et souterraines), de développer sa protection et de la valoriser.

L'une des préoccupations du PLU a été d'assurer la protection de l'eau par :
- la prise en compte de la problématique de la gestion de l'eau dans les nouvelles constructions ;
- le fait de privilégier l'urbanisation dans les secteurs raccordés au réseau d'assainissement collectif ;
- la redéfinition de l'urbanisation des hameaux en tenant compte notamment de l'assainissement collectif.

Le PADD affiche clairement l'objectif de prendre en compte la problématique de la gestion de l'eau dans les nouvelles constructions : il est important de favoriser l'infiltration des eaux de pluie et de limiter le ruissellement sur les secteurs de projets d'extension par différents systèmes : maintien des écrans végétaux existants en limite des zones urbaines, limitation de la surface d'imperméabilisation, rétention des eaux pluviales à la parcelle.

Ces orientations ont une incidence positive sur la qualité des eaux par l'amélioration du fonctionnement de l'assainissement et par la gestion des eaux pluviales.
Le règlement impose également le raccordement au réseau d'eau. En outre, le document graphique a inscrit les abords du Langonand et une grande partie de l'Onzon en zone naturelle, ce qui permet de protéger la qualité de ces cours d'eau. Les actions inscrites dans le contrat rivière ont permis aussi d'améliorer la qualité de l'eau.

Concernant les eaux usées, l'une des préoccupations du PLU a été d'assurer la protection de l'eau par :

- le développement de l'urbanisation en fonction des capacités de la commune en matière de réseaux d'assainissement collectif ;
- la réalisation de l'étude d'assainissement et la prise en compte de ses conclusions dans le zonage et le règlement.

En application de la loi du 3 Janvier 1992 concernant la protection de l'eau, un schéma directeur d'assainissement existe sur l'ensemble du territoire. La transformation du POS en PLU a été conduite en prenant en compte les éléments de diagnostic et recommandations formulées. La Communauté d'Agglomération de Saint-Etienne Métropole a pris la compétence assainissement et assure le contrôle de l'assainissement non collectif (SPANC).

Par ailleurs, les options du PLU visent à assurer l'adéquation des espaces de développement avec la qualité et la quantité de la ressource en eau disponible. Ceci se traduit par un développement essentiellement situé dans le tissu aggloméré existant à proximité des équipements existant.

1-3- La préservation de la qualité du sol et du sous-sol

Celle-ci relève des législations spécifiques relatives à la pollution industrielle des sols qui devront être prises en compte dans les implantations nouvelles d'activités.

Par ailleurs, les dispositions relatives aux annexes sanitaires (assainissement, déchets) sur l'ensemble de la commune visent à prévenir des risques d'altération du sol et des sous-sols.

1-4- La préservation de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts et des continuités écologiques

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Rhône-Alpes (SRCE) a été adopté (par délibération du Conseil régional en date du 19 juin 2014 et par arrêté préfectoral du 16 juillet 2014). C'est l'outil de mise en œuvre de la trame verte et bleue (TVB) régionale. Il identifie les continuités écologiques (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques) à préserver ou remettre en bon état, qu'elles soient terrestres (trame verte) ou aquatiques et humides (trame bleue) pour :
- favoriser le déplacement des espèces et réduire la fragmentation des habitats.
- préparer l'adaptation au changement climatique et préserver les services rendus par la biodiversité.

Comme l'a précisé le PADD, une des orientations est d'admettre un développement durable du territoire et de préserver les atouts naturels de la commune (orientation 3).

Le PLU protège les espaces agricoles, naturels et forestiers en les classant en zones agricoles et naturelles. En maintenant ces espaces sur le territoire communal (97,4%), et en recentrant l'urbanisation dans le centre bourg, le PLU participe à la préservation des milieux naturels et notamment les milieux écologiques sensibles.

Par ailleurs, le PADD fixe comme orientation la préservation des grandes coupures vertes, notamment entre les hameaux de La Borgia et de La Faverges, ce qui concoure à préserver les continuités écologiques.

Aussi le PADD a comme objectif de préserver l'environnement (orientation 3.4) avec notamment le fait de préserver la ripisylve structurante le long des cours d'eau (l'Onzon et autres cours d'eau) par une inscription en zone naturelle Nco de ces espaces au plan de zonage. Les ripisylves présentent un fort intérêt paysager, hydrologique et biologique. Elles constituent des véritables continuités écologiques (boisements le long des cours d'eau) et sont garantes d'une grande biodiversité (faune et flore). Elles sont protégées par un sur-zonage rendant ces espaces inconstructibles.

Ces orientations ont été déclinées dans les dispositions du PLU. Ainsi, le PLU n'a pas d'incidence car aucune urbanisation (U, AU) n'est prévue dans ces secteurs.

2- La préservation et la mise en valeur des sites et paysages naturels ou urbains

2-1- La préservation de la qualité des paysages

L'enjeu principal de la collectivité est de maintenir et de conserver son caractère rural. Ainsi le PADD prévoit de protéger et de mettre en valeur les paysages, le patrimoine naturel et urbain,

et de préserver le cadre de vie. Ainsi l'orientation 1.3. du PADD vise à limiter l'urbanisation dans les hameaux afin d'établir une transition paysagère douce avec les espaces naturels.

En préservant les espaces agricoles et les secteurs en raison de la qualité des milieux naturels, des paysages et de l'intérêt écologique, le PLU permet de préserver les paysages et le patrimoine naturel.

Par ailleurs, de manière générale, les dispositions du règlement visent à assurer l'insertion des constructions et leurs abords dans le paysage notamment à travers les règles d'implantation et l'aspect extérieur : limitation des mouvements de sols, volumétrie et toitures, clôtures, modalités d'intégration des ouvrages techniques dont les dispositifs d'économie d'énergie (panneaux solaires, tuiles photovoltaïques…).

Aussi l'objectif fixé par le PADD de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain concours à la préservation des paysages naturels et urbains.

2-2- La sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti

Les ensembles urbains remarquables et le patrimoine bâti sont des éléments identitaires du paysage urbain.

Le centre historique de Saint-Christo-en-Jarez présente un véritable caractère patrimonial qu'il convient de préserver. Ce secteur a été classé en zone UA et les règles qui en découlent permettent de conserver ses caractéristiques morphologiques et architecturales (respect des implantations, des volumétries, de la hauteur, …).

D'autres dispositions du PLU visent à assurer la sauvegarde de cet ensemble urbain remarquable :

- préservation des vues sur le centre bourg à travers le maintien de secteurs de faible densité et hauteur
- article 11 du règlement définissant les caractéristiques extérieures des bâtiments en harmonie avec l'existant
- identification de l'église du centre bourg et protection au titre de l'article L151-19.

3- La prévention des risques et les nuisances

3-1- La prise en compte des nuisances sonores

Aucune des 3 routes départementales (RD 06, RD 23 et RD 106) n'est concernée par le classement des infrastructures sonores du Conseil Général.

Il a cependant été identifié que les routes départementales qui traversent le territoire génèrent un bruit pouvant aller jusqu'à 70 dB. Un PPBE (plan d'action pour réduire les nuisances et préserver des zones de calme) est en cours de réalisation par Saint-Etienne Métropole.

En concentrant l'urbanisation en majorité dans le centre bourg, le PLU limite ainsi l'exposition de nouvelles population aux nuisances sonores, le long des routes départementales en dehors des portes d'agglomération.

3-2- La prévention des risques naturels prévisibles

Au regard du Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) deux risques majeurs sont identifiés à Saint-Christo-en-Jarez, un risque naturel (inondation) et un risque technologique (transport de matière dangereuse).

3-2-1- Le risque d'inondation

Saint-Christo-en-Jarez est soumis au risque d'inondation de l'Onzon.

Le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation (PPRNPI) du bassin du Furan a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 30 novembre 2005. Il vaut servitude d'utilité publique et devra être annexé au plan local.

Les dispositions du PLU intègrent la prévention des risques naturels prévisibles qui relèvent ici des risques d'inondation avec :

- la protection des zones inondables de l'Onzon classées en zone A,
- la reprise au plan de zonage de l'emprise totale de la zone inondable du PPRNPI de l'Onzon.

L'urbanisation des surfaces disponibles dans les zones U du PLU aura pour conséquence une augmentation des volumes d'eaux de ruissellement pouvant accroitre le risque inondation en aval. Le PLU fait référence au Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales de Saint-Etienne Métropole, qui fixe des débits de fuite adaptés à la nature des projets de construction envisagés.

En identifiant une bande inconstructible le long des cours d'eau et des thalwegs, le PLU a une incidence positive en conservant un espace de respiration pour la rivière (prévention de l'érosion des berges).

Aussi l'une des orientations du PADD liées à la préservation de l'environnement (orientation 3.4.) fixe comme intention de prendre en compte le risque d'inondation de l'Onzon et élargit aux autres cours d'eau (le Langonand, les Gouttes, …).

3-2-2- Le risque lié au canalisation de gaz

Saint-Christo-en-Jarez est bordée par une canalisation de transport de gaz. Elle est concernée par une servitude relative à la maitrise de l'urbanisation autour des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques et de certaines canalisations de distribution de gaz. Les dispositions du PLU intègrent la prévention du risque en restreignant le développement résidentiel en dehors du centre bourg, les incidences du PLU vis-à-vis de la canalisation de transport de gaz sont de fait plus limitées.



V. les indicateurs d’évaluation de l'application du plan

L'article L153-27 du code de l'urbanisme prévoit que neuf ans au plus après la délibération portant approbation du Plan Local d'Urbanisme ou la dernière délibération portant révision de ce plan, un débat soit organisé au sein du Conseil municipal sur les résultats de l'application de ce plan au regard de la satisfaction des besoins en logements et le cas échéant, de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements

Pour cela, il est nécessaire de définir des indicateurs permettant d'apprécier les incidences du PLU. Le suivi de ces indicateurs permettra de proposer des adaptations au plan afin de remédier à des difficultés rencontrées ou encore de modifier le PLU en vue de faciliter la mise en œuvre des projets souhaités.

La mise en œuvre d'un dispositif de suivi est une étape-clé dans la démarche évaluative du PLU. En effet, c'est ce suivi qui permettra de conduire le bilan du document d'urbanisme tout au long de sa durée tel que le prévoit le Code de l'Urbanisme.

Thèmes	Indicateurs de suivi	Unité de définition	ressources
POPULATION	Evolution de la démographie depuis l'approbation du PLU	Nombre d'habitants	Commune, INSEE
Habitat	- Nombre de logements produits depuis l'approbation du projet - Typologie des logements réalisés en termes de financement et de forme (individuel, intermédiaire collectif, en accession, location…) - % de logements sociaux sur la commune	Nombre de logements réalisés % de logements par typologies sur les logements neufs	Commune INSEE Fichier des permis de construire – SITADEL
Consommation d'espace	Analyse cartographique des évolutions de l'urbanisation et de la consommation des espaces échéance 3 et 6 ans	Hectares ou m^2	Commune
Espace agricole	Evolution de la surface agricole communale et du nombre d'exploitants sur le territoire	SAU (surface agricole utile)	Chambre d'agriculture
Assainissement et Qualité des eaux	Suivi de la consommation en eau et de la qualité de l'eau	m^3/an/habitant	Agence de l'Eau Commune

	Etat écologique et état chimique des cours d'eau	Etat écologique : classement ONEMA Etat chimique : respect des normes de qualité environnementale (NQE)	ONEMA

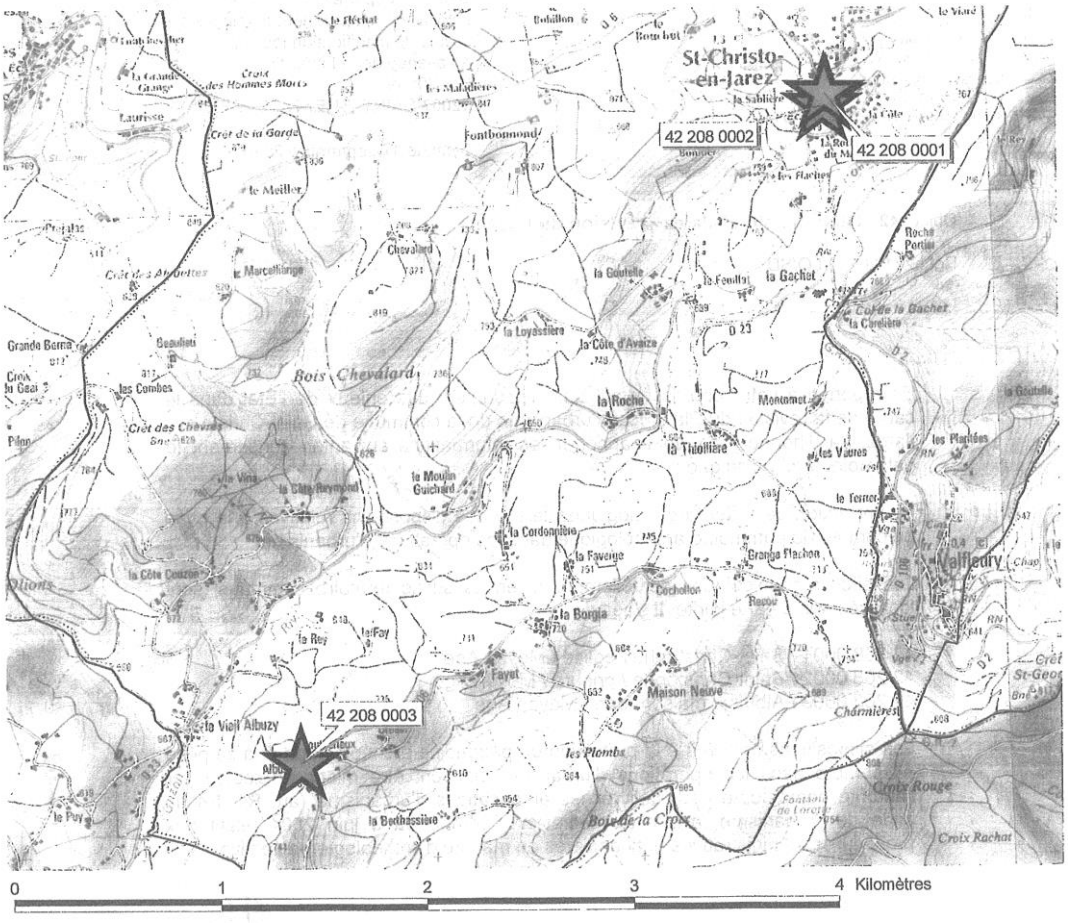


ANNEXES :



Localisation des sites archéologiques

Saint-Christo-en-Jarez (42)
révision du P.L.U.
sites archéologiques recensés
état septembre 2010



D.R.A.C. Rhône-Alpes - service régional de l'archéologie



.

epures
Agence d'urbanisme de la région stéphanoise
46 rue de la télématique
BP 40801 – 42952 Saint-Etienne CEDEX 1
tél : 04 77 92 84 00 fax : 04 77 92 84 09
mail : epures@epures.com – Web : www.epures.com